

En hommage à
Bernard CASSEN
1937 - 2025

**Professeur émérite de l'université
Paris 8 Vincennes – Saint-Denis
à l'Institut d'études européennes**

Angliciste, journaliste, altermondialiste

**« Intellectuel engagé
dans le débat d'idées »**



Textes et documents réunis et présentés par
Mireille Azzoug

Le Fil d'Ariane

Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis

Bernard Cassen (1932-2017) a été professeur à l'université Paris 8 dont il a été l'un des cofondateurs avec Pierre Dommergues et Hélène Cixous, lorsque fut créé, à l'automne 1968 dans le bois de Vincennes, le Centre universitaire expérimental de Vincennes. Il y fondera, avec Pierre Dommergues, le département d'anglo-américain, ultérieurement rebaptisé département d'études des pays anglophones, qu'il a été le directeur adjoint puis le directeur durant les dix premières années.

À l'origine centre expérimental, celui-ci devenait deux ans plus tard une université « comme les autres », gérée par un conseil et un président élus. La transition fut particulièrement violente car la frange ultragauchiste refusait toute élection et, lorsque celle-ci eut lieu en juin 1971, elle donna lieu à une bataille rangée entre gauchistes et « révisos », nom donné aux communistes mais aussi à celles et ceux qui se mobilisèrent pour faire élire le conseil. Bernard y fut élu (j'y siégeais aussi) et le conseil subit alors des occupations à répétition à l'issue desquelles nous étions expulsés *manu militari* aux cris de « dehors révisos ». Bernard, qui était particulièrement combattif, fut la tête de Turc des gauchistes.

Puis il dirigea l'UER d'anglais, et là la bataille fut d'un autre ordre : il s'agissait d'imposer que les étudiant.e.s qui faisaient des études d'anglais disposent aussi d'un minimum de maîtrise de la langue française, ce qui n'était pas le cas pour une partie d'entre eux. S'engagea alors une bataille que Bernard mena en lien avec le conseil de l'UER et celui de l'université, qui imposa l'obligation d'une maîtrise minimale du français pour valider un diplôme délivré par une université française.

En 1981 Bernard fut nommé chef de la MIDIST (Mission interministérielle de l'information scientifique et technique) où il eut pour mission de défendre la langue française dans le domaine des technologies de l'information scientifique et technique qui, s'anglicisant, mettent la science française sous tutelle des *think tanks* américains qui imposent leur vision, qui n'est bien sûr pas neutre (90% des ouvrages scientifiques seraient aujourd'hui publiés en anglais).

Mission accomplie, il regagna l'université alors que la filière d'études européennes était créée à l'initiative de Mireille Azzoug. Bernard qui, bien que critique, s'intéressait à la construction européenne, se porta candidat à une chaire européenne Jean-Monnet en science politique, qu'il obtint : « L'intégration européenne : enjeux politiques et économiques » et fonda le doctorat d'Études européennes, qu'il dirigera jusqu'à sa retraite. Commença alors la mise sur pied de l'Institut d'études européennes, inauguré le 2 juillet 1992, dont Édith Cresson fut élue présidente, Mireille Azzoug directrice et Renaud Zuppinge directeur adjoint. Bernard fut l'un des acteurs les plus actifs de sa création et de son développement : constitution d'un comité de parrainage prestigieux et d'une brillante équipe pédagogique, coorganisation de multiples séminaires et colloques.

Et arrivé à la retraite, il se lança avec Ignacio Ramonet dans un nouveau combat, avec l'association Attac qu'ils avaient cofondée pour faire advenir un « autre monde, plus juste et plus solidaire ». Ce combat, porté par les forums sociaux mondiaux, donna naissance à une nouvelle manière de lutter à l'échelle planétaire.

Et, bien sûr, le fil conducteur de toutes ses initiatives et de tous ses combats fut cet outil clé de l'intelligence et du débat, *Le Monde diplomatique*, dont il fut le directeur général et dans lequel il fut l'auteur de certaines de contributions.

Bernard Cassen

1937-2025



**Universitaire,
intellectuel et militant altermondialiste**
directeur général du *Monde diplomatique*
cofondateur et ancien président d'ATTAC
qui se qualifiait lui-même d'« *homme-orchestre*
engagé dans le débat d'idées »

Professeur émérite
Co-fondateur du Centre universitaire
expérimental de Vincennes
et de l'Institut d'études européennes
dont il est vice-président honoraire
Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis

Le présent livre d'hommage à la mémoire de Bernard Cassen est édité par la revue de l'Institut d'études européennes, *Le Fil d'Ariane*, avec le concours de l'Association ARISTEE et de Mémoire des luttes.

Il est accessible en ligne sur le site numérique de la bibliothèque de Paris 8, Octaviana (<https://octaviana.fr>), rubrique « Mémoires vives » ainsi que sur celui des Amis du *Monde diplomatique* et de Mémoires des luttes

LE FIL

D'ARIANE

Publication de

l'Institut d'études européennes

et de l'Association ARISTEE

Association pour la recherche, l'information,
la science et la technologie en Europe

Ancien président : **Bernard Cassen**

Présidente : **Mireille Azzoug**

Directrice de la publication

et rédactrice en chef

Mireille Azzoug

Ancien directeur de la publication

Bernard Cassen (1992-2000)

Réalisation éditoriale du présent ouvrage

Mireille Azzoug

(Les notes Ndlr lui sont dues)

© *Le Fil d'Ariane*

Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis

2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis cedex

ISSN : 1241-7084

Dépôt légal : 4^{er} trimestre 2025

L'impression du présent livre a été financée
par l'association Mémoire des luttes

Hommages à la mémoire de **Bernard Cassen**

Bernard Cassen a été professeur à l'université Paris 8 dont il a été l'un des cofondateurs avec Pierre Dommergues et Hélène Cixous, lorsque fut créé, fin 1968, dans le bois de Vincennes, le Centre universitaire expérimental de Vincennes. Il y fondera, avec Pierre Dommergues, le département d'anglo-américain, rebaptisé département d'études des pays anglophones après le transfert de l'université à Saint-Denis en 1980. Il l'a dirigé durant 10 ans, d'abord en tant que directeur adjoint, puis en tant que directeur.

Après avoir obtenu une chaire européenne Jean-Monnet en science politique, il a contribué, avec Mireille Azzoug, à la fondation de l'Institut d'études européennes (IEE), qu'il dotera d'un prestigieux comité de parrainage (cf. p. 342) et dont il sera membre du conseil. Il dirigera le doctorat, y organisera de nombreux débats et colloques et y enseignera jusqu'à son départ à la retraite en 2000.

Bernard restera un homme qui a compté dans les vies de celles et ceux qui ont été ses élèves et ses étudiant.e.s, ses collègues dans les lycées et les universités, ses collaborateur.trice.s dans la presse *au Monde diplomatique*, dont il a été le directeur général et l'auteur de centaines d'articles ; aux *Langues modernes*, et dans les revues universitaires aussi — *Encrages* au département d'études des pays anglophones, *Le Fil d'Ariane*, à l'IEE ; à la Maison de l'Amérique latine dont il a été le secrétaire général, à la MIDIST dont il fut le chef (1982-1985), à l'association des Amis du *Monde diplomatique* et à Mémoire des luttes, dont le site rassemble une multitude de chroniques roboratives de sa plume.

Et pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes de la planète, Bernard restera le fondateur, avec Ignacio Ramonet, d'Attac et son premier président, celui qui s'est investi dans ce long et planétaire combat, avec ténacité et intelligence, pour faire advenir un autre monde, plus juste et plus solidaire, contre les pouvoirs d'argent et les élites prédatrices qui asservissent les peuples et ruinent la planète. Le meilleur hommage que nous puissions lui rendre, c'est de continuer le combat pour qu'un autre monde soit possible.

Merci Bernard et adieu. Tu resteras bien présent dans nos mémoires fidèles.

Mireille Azzoug

Remerciements

Nos remerciements vont :

Aux auteur.e.s des hommages qui ont autorisé la reproduction de leurs textes et témoignages.

Au *Monde diplomatique* et à *Mémoire des luttes*, qui nous ont permis de reproduire certains des articles de B. Cassen parus dans leurs colonnes ou sur leurs sites ainsi qu'à la revue *Savoir / Agir*¹, pour son autorisation à reproduire des extraits de l'entretien que Bernard Cassen a accordé à Antony Burlaud : « Un homme-orchestre engagé dans le débat d'idées » (en ligne sur le site de Cairn.info : (<https://shs.cairn.info/revue-savoir-agir-2020-4-page-95?lang=fr>)).

Nos remerciements particuliers vont aussi à Mémoire des luttes qui a financé l'impression du présent livre.

Nos remerciements vont encore à Marie-Louise Azzoug, pour sa participation à la relecture et à la réalisation des épreuves.

Ce livre d'hommage à la mémoire de Bernard Cassen est édité par la revue de l'Institut d'études européennes, *Le Fil d'Ariane*, avec le concours de l'Association ARISTEE.

Il sera accessible en ligne sur le site numérique de Mémoires des luttes (<https://www.medelu.org>) ainsi que sur celui des Amis du *Monde diplomatique* (<http://www.amis.monde-diplomatique.fr>).

Il sera également accessible en ligne sur le site numérique de la bibliothèque de Paris 8, Octaviana (<https://octaviana.fr>), rubrique « Mémoires vives ».

¹ 2020/4, n° 54, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant.

Sommaire

<i>Hommages à la mémoire de Bernard Cassen</i>	
Mireille Azzoug	3
<i>Remerciements.....</i>	4
 I. HOMMAGES À BERNARD CASSEN DE SES AMIS ET COLLÈGUES	
À la mémoire de Bernard : une vie de combats	
Mireille Azzoug	13
Hommage à Bernard Cassen : il était la fougue, la fermeté et l'engagement	
Ignacio Ramonet	21
Bernard Cassen, un engagement alliant richesse et générosité	
Francis Wurtz	27
Un Européen aux yeux grands ouverts	
Anne-Cécile Robert	165
Bernard Cassen, celui qui faisait progresser le débat d'idées	
Pascal Boniface	29
À Bernard Cassen, premier président d'Attac	
Hommage d'Attac	33
Bernard Cassen. Cohérence	
Marc Le Glatin	35
Hommage à Bernard Cassen.	
Roberto Romero	39
Bernard Cassen, un vivant	
Christophe Ventura	43
Bernard Cassen, homme d'action avec Attac et le mouvement altermondialiste	
Jacques Nikonoff.....	283
Bernard Cassen, une personnalité d'exception	
Francine Demichel	47
Bernard Cassen, l'un des fondateurs de notre université et un collègue apprécié et respecté de tous ses collègues	
Irène Sokologorsky.....	49
Bernard Cassen qui contribua à bâtir la Cité neuve où s'inventa notre Université	
Renaud Fabre	51

En hommage à Bernard Cassen, intellectuel et homme d'action Anne-Marie Autissier, Jean-Michel Djian	53
Bernard Cassen, une pensée sociale, humaniste et novatrice Renaud Zuppinge.....	55
Un homme orchestre engagé dans le débat d'idées Sylviane Toporkoff	57
Un intellectuel humaniste engagé et solidaire Patricio Tupper Mannen	59
Un bel exemple d'intelligence et de fidélité à ses engagements Claude Chenain	63
Hommage à un professeur, un maître, un ami Bernard Gensane	65
Hommage à Bernard Cassen Monique Lambert	69
Bernard Cassen, un directeur à l'écoute Marie-Louise Azzoug	71
Bernard Cassen, un ami et un « patron bienveillant » Fawzi Bensalha	73

II. PARCOURS UNIVERSITAIRE, JOURNALISTIQUE, MILITANT ET PUBLICATIONS

Une vie d'engagement Mireille Azzoug.....	77
Biographie	79
Bibliographie	cf. p. 303

III. RÉTROSPECTIVE D'UNE CARRIÈRE UNIVERSITAIRE COMBATIVE

La création de l'université Paris 8 et du département d'anglo-américain Mireille Azzoug.....	93
B. comme bois : Bernard Cassen.....	97
Hommage à Pierre Dommergues Bernard Cassen	99
La création de l'Institut d'études européennes Mireille Azzoug.....	101
Bernard Cassen et <i>Le Monde diplomatique</i> Mireille Azzoug.....	109

IV. BERNARD CASSEN ET LA BATAILLE DES LANGUES

Un long combat au sein du département d'anglais	
Mireille Azzoug	117
La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme culturel	
Bernard Cassen	125
La langue anglaise, cette arme de domination	
Bernard Cassen	137

V. BERNARD CASSEN ET LA MIDIST

Préambule	
Mireille Azzoug	139
Les industries de la langue. Enjeux pour l'Europe. Introduction	
José Vidal Beneyto	141
Les industries de la langue. Un nouveau front pour le français et les langues d'Europe	
Bernard Cassen	147
<i>Lire en Europe.</i> La problématique européenne du livre et de la culture	
Bernard Cassen	151
La France et l'exception culturelle après le GATT	
Bernard Cassen	155

VI. BERNARD CASSEN ET LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Bernard Cassen et la construction européenne : Préambule	
Mireille Azzoug	163
Bernard Cassen et l'Europe	
Entretien avec Antony Burlaud	164
Un Européen les yeux grands ouverts	
Anne-Cécile Robert	165
Après le 29 mai 2005. Ruptures européennes	
Bernard Cassen	169
Le casse-tête des langues : demain des choix délicats pour l'Europe	
Bernard Cassen	175
Résurrection de la « Constitution » européenne. Des traités jumeaux	
Bernard Cassen	177
Europe. Le projet communautaire en question	
Bernard Cassen	179
Après le Brexit, la nécessité d'une pause	
Bernard Cassen	181

Quand l'Union européenne ne sait pas quoi faire de sa liberté	
Bernard Cassen	183
Après la « fin de l'histoire », la « démocratie illibérale »	
Bernard Cassen	185
Les ambiguïtés de la « souveraineté européenne »	
Bernard Cassen	187
Une « Europe puissance » en panne de dessein	
Bernard Cassen	189
Faire l'Europe en partant du bas	
Bernard Cassen	193

VII. BERNARD CASSEN ET L'AMÉRIQUE LATINE

Préambule : Bernard Cassen un afficionado de l'Amérique latine	
Mireille Azzoug	195
L'Amérique latine et les États-Unis	
Bernard Cassen	199
Le coup d'État militaire en Argentine. Le glas du péronisme	
Bernard Cassen	205
Le Brésil : Avant-propos	
Mireille Azzoug	211
Le Brésil : une université monde et un pays monde	
Bernard Cassen	212
Le Chili : Avant-propos	
Mireille Azzoug	217
Au Chili, les sirènes de l'oubli et les dividendes du libéralisme	
Bernard Cassen	218
Bernard Cassen, « Ami et soutien de Cuba »	
Mireille Azzoug	227
Premier congrès du parti communiste cubain. Ferveur et restructuration.	
Bernard Cassen	231
Cuba : « le socialisme réel » et la désillusion	
Bernard Cassen	235
Porto Rico, les enjeux économiques et politiques du pétrole	
Bernard Cassen	241
Haïti dans la spirale du désespoir	
Bernard Cassen	245
Saint-Domingue. Histoire d'une coopération de longue haleine	
Mireille Azzoug	251

République dominicaine. À la recherche d'un pacte social Bernard Cassen.....	253
Venezuela. Avant-propos Mireille Azzoug	258
Venezuela. Une démocratie libérale comblée par la manne pétrolière mais confrontée au défi de vastes zones de misère Bernard Cassen	259
Une claque pour Obama, un succès de plus pour Chavez Bernard Cassen	277

VIII. BERNARD CASSEN ET ATTAC

« Un autre monde est possible » Mireille Azzoug	279
Bernard Cassen et ATTAC Bernard Cassen : entretien avec Antony Burlaud	281
Bernard Cassen, homme d'action avec ATTAC et le mouvement altermondialiste Jacques Nikonoff	283
Les « dix commandements » de la préférence citoyenne Bernard Cassen	295
Retrouvailles Nord-Sud. À propos du livre de Bernard Cassen : <i>Tout a commencé à Porto Alegre</i> Emir Sader	301

IX. BIBLIOGRAPHIE

Établie par Mireille Azzoug Liste des publications de Bernard Cassen : Ouvrages, articles dans <i>Le Monde</i> , <i>Le Monde diplomatique</i> et autres publications et sur le site de Mémoire des luttes	303
--	-----

X. ANNEXE

Le comité de parrainage de l'Institut d'études européennes	343
Les grandes étapes de la construction européenne Bernard Cassen	345

I. HOMMAGES À BERNARD CASSEN DE SES AMI.E.S ET COLLÈGUES

de l'université Paris 8

de l'Institut d'études européennes

du département d'études des pays anglophones

du *Monde diplomatique*

des *Amis du Monde diplomatique*

de Mémoire des luttes

de la Maison de l'Amérique latine

À la mémoire de Bernard Cassen

(1937-2025)

Professeur émérite de l'université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis,
et de l'Institut d'études européennes
Chercheur, journaliste, intellectuel militant*

Une vie de combats

Mireille Azzoug²

C'est avec une très grande peine que j'ai appris le décès de Bernard Cassen. Je savais qu'il n'allait pas bien car nous nous téléphonions de temps à autre mais l'annonce de sa disparition fut un choc pour moi.

Notre collaboration a commencé fin 1968 à la création de la fac de Vincennes. En 1966, il avait été mon « prof » à l'Institut d'anglais de la Sorbonne et fin 1968, à la création de Paris 8, dont il a été l'un des concepteurs et bâtisseurs avec Pierre Dommergues³, ils ont tous deux associé quelques-un.e.s de leurs ancien.ne.s collègues et étudiant.e.s⁴ à la mise sur pied de l'UER d'anglais, appelée à sa création département « d'anglo-américain » à la suggestion de Pierre Dommergues qui voulait que que les études américaines aient une place égale aux études anglaises.

* Voir son curriculum vitae et ses publications, p. 79 sq.

² Maîtresse de conférences à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, ancienne directrice de l'UER d'anglais, puis de l'UFR Langues, sociétés, cultures étrangères, et fondatrice avec Bernard, en 1992, de l'Institut d'études européennes dont elle a été la directrice durant 15 ans, et est aujourd'hui la directrice honoraire.

Elle a créé et dirigé les revues *Encrages*, puis *Le Fil d'Ariane*, dans lesquelles elle a écrit de nombreux articles, mais aussi dirigé ou codirigé une dizaine d'ouvrages : Livres d'hommages à Bernard Maris, à Philippe Soulez (codir), à Bernard Piniau (codir), Ivan Djuric (avec l'éditeur L'Esprit des Péninsules), à Pierre Dommergues, à Claude Frioux (codir,), à Françoise Duroux, 2 vol. (aussi traduit en italien et publié par Mimesis), *Les femmes entre violences et stratégies de liberté : Maghreb et Europe du Sud* (codir., Éditions Bouchène), *Femmes, genre, féminismes en Méditerranée* (codir, Éditions Bouchène), *Le Statut juridique des femmes en Europe* (codir), *Les violences à l'encontre des femmes et le droit en France* (codir). *Les violences à l'encontre des femmes et le droit en Europe* (codir), *L'Europe et le Brexit* (ces ouvrages sont disponibles sur le site numérique *Octaviana* de Paris 8) ; à paraître : codir, *Andrée Michel, sociologue et féministe* (éd. Franz Fanon).

³ Voir le chapitre sur la création de l'université Paris 8-Vincennes, p. 93.

⁴ Noëlle Batt, Michel Royer, Lazare Bitoun et moi-même. Ont aussi été chargés de cours : Bernard Gensane, Françoise Petithomme et Lysiane Grosjean.

Lorsque la fac ouvrit ses portes avant même le début des cours, des enseignant.e.s accueillaien^t les étudiant.e.s qui visitaient la nouvelle fac pour les inviter à s'y inscrire car des effectifs étudiants dépendait l'avenir de la nouvelle université. Bernard Cassen reconnut son ancienne étudiante et me proposa de faire partie d'un groupe qui se réunissait chez Pierre Dommergues, « profs et étudiant.e.s confondus », pour élaborer une nouvelle façon, plus interactive, d'enseigner. J'eus donc la chance de faire partie du groupe des « élu.e.s » et très vite Bernard m'associa à la mise sur pied du département, qui devint rapidement le plus gros département de la nouvelle « fac » car de nombreux salariés venaient aussi y suivre des cours et parfaire leur anglais..

Le département comptait une centaine d'enseignant.e.s, français, anglais et américains, issu.e.s des avant-gardes intellectuelles. Il comptait aussi un nombre important d'étudiant.e.s étranger.ère.s de toutes provenances, ce qui posait des problèmes de communication, car une partie d'entre eux venaient de pays anglophones mais n'avaient aucune connaissance du français et d'autres n'avaient qu'une connaissance très rudimentaire de ces deux langues. Or certains cours — d'histoire, de droit... — étant assurés par des francophones et les cours de traduction thème-version, obligatoires dans le cursus, exigeaient un minimum de connaissance du français. Des étudiant.e.s allèrent jusqu'à proférer des menaces de mort à l'encontre des collègues qui refusaient de valider leur UE.

En accord avec le conseil de l'UER, Bernard demanda au conseil de l'université d'instaurer un test obligatoire de vérification du niveau de maîtrise du français pour inscrire les étudiant.e.s en licence de langues étrangères, ce que le conseil vota. Et le président de l'université, Claude Frioux, décida que celui-ci serait organisé par les services centraux de l'université pour éviter tout conflit potentiel

Le calme étant revenu, Bernard proposa au conseil de modifier le nom du département, qui, sur sa proposition, devint le département d'études des pays anglophones : évidemment le terme anglo-américain portait déjà en germe l'idée d'impérialisme américain qu'il dénonçait, connotation que n'aurait pas eu « études anglaises et américaines ».

J'étais directrice adjointe, puis je suis devenue directrice et notre tandem ne s'est jamais distendu ; nous avons partagé tous les combats.

Le deuxième combat fut de faire inscrire l'obligation de l'étude d'une 2^e langue étrangère dans tous les cursus de langue, et c'est José Da Silva, qui présidait la commission Interlangues et qui dirigeait le département de portugais (Bernard y suivait des cours de langue en vue de ses futurs voyages au Brésil), qui mena ce combat, avec Bernard et moi-même.

Si les étudiant.e.s des autres départements de langue venaient apprendre l'anglais, langue devenue indispensable, nos étudiant ne se précipitaient guère

dans leurs départements, dont les effectifs s'étiolaient au fil des années. Le portugais était certes la 3^e ou 4^e langue la plus parlée dans le monde, mais son département n'attirait pas les étudiant.e.s.

Ce même combat contre l'hégémonie de la langue anglaise, il le poursuivra à la MIDIST pour restaurer la place de la langue française dans la recherche universitaire ainsi que dans la création scientifique et technologique, qui s'anglicisaient⁵.

Depuis la création de Paris 8, notre collaboration n'a jamais cessé : au département d'anglais, que nous avons dirigé successivement mais ensemble ; dans les conseils de l'université au sein desquels nous avons siégé et mené des batailles à la fois contre le ministère des universités et contre la frange « ultra-gauchiste », qui préférait s'en prendre au conseil de l'université plutôt qu'au ministère (nous avons régulièrement été séquestrés !) ; et à l'Institut d'études européennes (IEE), que nous avons cofondé, dont j'ai été la directrice durant 15 ans et lui le directeur de la formation doctorale. Et, après son départ à la retraite, le conseil de l'IEE, dont il était membre depuis sa création, l'a élu vice-président⁶ eu égard à ses nombreuses distinctions et au rôle qu'il y a joué, pour qu'il puisse continuer d'y siéger.

Pour asseoir la création de l'Institut, Bernard avait rassemblé un prestigieux comité de parrainage de 50 personnalités françaises et étrangères — universitaires, chercheur.euse.s de toutes disciplines, écrivains aussi⁷ — qui faisaient autorité. Et malgré ses positions très critiques sur la construction européenne, je l'ai persuadé de se porter candidat à une Chaire européenne « Jean-Monnet » : un comité scientifique d'experts européens — des universitaires — lui accordait en 1992 pour trois ans l'une des 7 Chaires en science politique : « L'intégration européenne : enjeux politiques et économiques », qui constitua une rampe de lancement pour notre Institut et pour le doctorat d'études européennes qu'il dirigeait ; et pour lui un marchepied pour critiquer en faisant autorité les politiques européennes. La dotation liée à la chaire contribua à financer une panoplie de cours dans ce domaine, ce qui permit d'ouvrir un large débat sur les questions européennes clés — économiques et politiques — et de désinhiber les étudiant.e.s de l'idéologie orthodoxe qu'on leur avait inculquée : beaucoup lui en surent gré et remercièrent des années plus tard l'IEE et Bernard pour cette salutaire cure d'anticonformisme.

Nous avons ensemble, et aussi avec d'autres collègues, organisé de très nombreux colloques et journées d'études, dont le but était d'alimenter le

⁵ Cf. le chapitre consacré la MIDIST, p.139.

⁶ Les président.e.s et vice-président.e.s des instituts ne peuvent pas être des enseignant.e.s en poste.

⁷ Voir liste à la fin de l'ouvrage.

débat sur les questions de fond liées à la construction européenne, et les contacts qu'il avait avec des intellectuel.le.s français.e.s et étranger.ère.s permirent de leur assurer un succès certain.

Dans la vie militante aussi nous avons mené des combats communs, car nous partagions les mêmes idées : j'ai été communiste et j'ai un temps dirigé la section communiste du 12^e arrondissement de Paris durant la genèse du Programme commun de la gauche, et nous nous retrouvions dans les débats, les manifestations et les grands meetings. Et puis bien sûr au *Monde diplomatique*, lorsque Ignacio Ramonet en est devenu le directeur et Bernard, un peu plus tard, le directeur général ; aux Amis du *Monde diplomatique*, dont il a été l'un des cofondateurs avec Ignacio Ramonet, et dont j'ai été l'une des premières adhérentes et membre de son conseil d'administration, de son Bureau durant de nombreuses années, et la vice-présidente sous la première présidence de Marc Le Glatin.

À Paris 8 au département d'études des pays anglophones (DEPA), puis à l'Institut d'études européennes (IEE), j'ai fondé deux revues universitaires que nous avons gérées en commun : il était le directeur de la publication et j'étais la rédactrice en chef : *Encrages* (qui est parue durant 10 ans), et à l'IEE *Le Fil d'Ariane*, qui existe depuis 1990, dont je suis la rédactrice en chef et dont j'ai repris la direction de la publication depuis son départ à la retraite en 2000. Il y contribua en fonction de ses centres d'intérêt et plusieurs livraisons d'*Encrages* furent consacrées à l'impérialisme linguistique et culturel, et deux numéros éditérent en commun avec les éditions Hachette les actes des deux grands colloques qu'il avait organisés à la MIDIST (cf. p. 135 sq.).

J'évoque tout cela, car si sa carrière journalistique, ses activités et engagements militants sont bien connus du grand public, sa carrière universitaire l'est moins, or l'université lui doit beaucoup. Bernard était un chercheur et un enseignant remarquable, admiré de ses étudiant.e.s et de ses collègues, à la fois pour ses qualités scientifiques et pédagogiques, mais aussi pour les nombreux combats qu'il a menés au sein de l'université. Ennemi du libéralisme et de l'américanisation, sans pour autant détester l'Amérique, il se battait pour que la langue et la recherche françaises ne deviennent pas des sous-produits américanisés. Ce combat, il l'a mené à l'Université, et dans son propre département, pour s'opposer à la régression continue de la langue française comme langue scientifique au profit de l'anglais, tant dans l'enseignement que dans la recherche — ce qui aboutit à privilégier les écoles de pensée américaines, qui ne sont pas neutres ; mais aussi à « déculturer » la culture. Il ne récusait nullement les apports pluriels des diverses langues et cultures, à condition qu'elles ne prétendent pas à l'hégémonie. Ce même combat, il l'a aussi mené dans la

presse et à la MIDIST (Mission de l'information scientifique et technique)⁸ dont il a été un temps (1981-1985) le chef, avec énergie et sans lâcher prise, mais toujours de façon didactique pour convaincre.

Il avait rencontré au début de sa carrière universitaire et dans ses nombreux voyages — Bernard était un voyageur impénitent — nombre d'intellectuel.le.s de premier plan, qu'il a associé.e.s aux enseignements du département d'études des pays anglophones, puis de l'Institut d'études européennes. Pierre Dommergues, américaniste, qui sillonnait les États-Unis et dirigeait la section des études américaines, fit de même, ce qui fit que le DEPA, puis l'IEE purent offrir aux étudiant.e.s une formation ancrée dans un débat international. Bernard avait dans sa jeunesse fait de nombreux voyages au Royaume-Uni : il y organisait, avec l'association Interéchanges, des voyages et des séjours d'études pour des élèves, mais également pour des étudiant.e.s et de jeunes enseignant.e.s. Interéchanges organisait aussi des rencontres avec des personnalités politiques et avec des journalistes. Tous ces voyages permirent à Bernard de rencontrer des intellectuels et des universitaires de haut vol, qui devinrent, pour certain.e.s professeur.e.s associé.e.s au département d'anglais : le poète écossais Kenneth White, le poète et romancier John Wain, le journaliste Anthony Sampson, l'écrivaine Christine Brooke-Rose, Jim Haynes, mythique personnage de *l'underground* édimbourgeois et londonien, et John Edwards... Pierre Dommergues, son *alter ego* en matière de voyages, lui aux États-Unis, fit également venir au DEPA de très nombreux professeur.e.s américain.e.s qui comptaient parmi l'intelligentsia progressiste de ce pays et même une troupe de théâtre qui incarnait l'avant-garde, le Bred and Puppet Theater. Tout cela s'inscrivait dans l'université-monde qu'une partie des Vincennois avaient voulu fonder. Au département d'anglais, puis à l'IEE, leur coopération s'est poursuivie de façon quasi continue (voir l'hommage que Bernard a rendu à Pierre Dommergues lors de son décès en 2015⁹).

Bernard, c'était aussi un homme de plume, qui dans une langue simple et élégante savait parler à l'intelligence des lecteur.trice.s, quel que soit le sujet, tant dans ses articles universitaires que dans ceux de la presse, du *Monde diplomatique* ou dans ses très nombreuses chroniques publiées sur le site Mémoires des luttes, fondé par l'Association Günter Holzmann, dont il a, avec Ignacio Ramonet, été l'initiateur. Évidemment, je salue aussi tous les textes formidables du duo inégalable qu'ils formaient tous deux. J'ai durant plusieurs années collaboré à la rédaction de l'*Agenda du Monde diplomatique* et c'est avec beaucoup de plaisir que j'ai contribué avec

⁸ Voir le chapitre consacré au rôle joué par Bernard à la MIDIST.

⁹ Dans ce livre, p. 99.

Un livre d'hommage à Pierre Dommergues, réalisé par Mireille Azzoug, est consultable en ligne sur le site numérique de l'Université Paris 8, Octaviana.

eux à remettre en lice la pensée et les réflexions de tous les insoumis — écrivain.e.s, philosophes, penseurs et acteur.trice.s politiques — qui ont constitué le sel de la terre et le levain des luttes pour les libertés et la démocratie à travers l'histoire et partout dans le monde. Ce combat a continué à être celui du *Monde diplomatique* — sous la direction de Serge Halimi et aujourd'hui de Benoît Bréville — et celui de l'Association Mémoire des luttes qu'Ignacio et Bernard ont fondée et que dirige aujourd'hui Christophe Ventura. Le site de celle-ci, « medelu », héberge des centaines d'articles, militants — mais dont les analyses sont aussi scientifiquement étayées, — qui aident à comprendre un monde de plus en plus opaque et abscons.

Bernard a en outre été secrétaire général de la Maison de l'Amérique latine, dont il a contribué à asseoir l'existence, car ce continent était aussi pour lui terre d'élection et de mission. Il y a soutenu tous les dirigeants progressistes, et lors du coup d'État du général Pinochet au Chili en 1973, qui s'est accompagné d'une répression sans merci contre les forces de gauche et notamment les intellectuels progressistes, il est allé avec une délégation du SNESup s'enfermer avec celles et ceux qui s'étaient réfugié.e.s dans l'Ambassade de France à Santiago pour garantir leur sécurité et leur survie¹⁰. Et d'ailleurs Paris 8 a accueilli dans son corps enseignant une quinzaine des collègues qui ont été contraint.e.s à l'exil, ainsi que nombre d'étudiant.e.s qui fuyaient eux.elles aussi la dictature. Patricio Tupper Mannen, journaliste, fut l'un d'entre eux, et il fut nommé maître de conférences au DEPA. Spécialiste de sciences de la communication, il est ensuite devenu professeur dans ce département et a été l'un des collaborateurs assidu de Bernard (voir son hommage à Bernard dans ce livre, p. 59).

À Cuba, au Venezuela, au Brésil, à Porto Rico, en République dominicaine... Bernard a pris son bâton de pèlerin pour y rencontrer et soutenir les acteurs politiques progressistes qui se battaient pour instaurer ou stabiliser la démocratie et résister à l'influence tutélaire des « USA ». Et il a aussi développé des collaborations et des accords de coopération entre l'université Paris 8 et des universités de ces pays, notamment avec la UASD (université autonome de Saint-Domingue), longtemps victime du régime autoritaire de Joaquín Balaguer, avec laquelle nous avons organisé des échanges d'enseignant.e.s et de doctorant.e.s, durant plusieurs années, contribuant à faire de Paris 8 une « université monde ». Nous avons été plusieurs enseignant.e.s du DEPA à aller enseigner dans cette université. Et en janvier 2012, Bernard est allé à Haïti participer à l'inauguration du

¹⁰ L'université Paris 8 a accueilli une quinzaine de réfugiés sur des postes d'enseignants dans ses départements et son administration.

campus universitaire de Limonade, financé par la République dominicaine, pour aider à la reconstruction du parc universitaire après le tremblement de terre de 2010 qui avait dévasté ce pays et détruit la plupart des centres universitaires.

En 1998, Bernard collabore avec Ignacio Ramonet, alors directeur du *Monde diplomatique*, qui en avait lancé l'idée, à la création de l'association Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) pour combattre les effets d'une mondialisation libérale délétère pour les citoyen.ne.s et la planète. Ce combat était déjà celui qu'il menait en tant qu'intellectuel et en tant qu'enseignant, car il n'a jamais séparé ces engagements. ATTAC a engendré un vaste mouvement altermondialiste dont le slogan est « un autre monde est possible ». Bernard en fut le premier président et aujourd'hui l'un des présidents d'honneur, avec Ignacio Ramonet et Susan George. À travers ses nombreux forums sociaux qui ont rassemblé et rassemblent toujours des dizaines de milliers de femmes et d'hommes de bonne volonté de tous pays et sur divers continents, Attac se bat pour faire advenir un monde plus juste et plus humain, fondé sur la démocratie et la solidarité, contre les intérêts d'une caste financière prédatrice qui accapare des richesses qu'elle ne produit pas, conduit à l'appauvrissement des peuples, notamment les plus faibles, et à la dégradation de la planète. Ce combat, je l'ai d'autant plus partagé qu'il a aussi englobé les luttes des femmes pour leur émancipation sociale, économique, politique. Francine Demichel, ancienne présidente de l'Université et moi-même avons obtenu de l'Union européenne un module pilote Socrates sur le statut juridique des femmes dans l'UE, et durant des années j'ai organisé un séminaire, des rencontres et des colloques sur cette question, avec le concours d'Antoinette Fouque, d'Édith Cresson et l'aide de la DPAS (Direction à la prévention et à l'action sociale) du département de la Seine-Saint-Denis. Avec les étudiant.e.s du séminaire, nous avons contribué avec la DPAS à fonder un observatoire des violences de tous ordres à l'encontre des femmes et organisé quatre grands colloques nationaux et internationaux sur ces questions. Et Bernard a apporté son soutien et sa participation à ces diverses manifestations.

Le premier forum mondial d'Attac qui s'est tenu en France a eu lieu en 2003, à Paris mais aussi à Saint-Denis, à l'université Paris 8 et j'ai eu le privilège de contribuer avec Bernard à son organisation : de multiples débats et mini-forums s'y sont tenus, suivis de conférences plénières dans les locaux du Stade de France de Saint-Denis, sous l'égide de Patrick Braouezec, alors maire communiste de Saint-Denis.

Bernard a passé sa vie à débattre : cela faisait partie de ses gènes. Il est allé porter le débat partout dans le monde. Je me souviens d'une rencontre-débat le 7 mai 1997 dans le grand amphi de la London School

of Economics où Serge Halimi¹¹ et lui — ils représentaient *Le Monde diplomatique* — affrontaient les directeurs du *Financial Times* sur le thème « La mondialisation est-elle inévitable et désirable ? ». Quelque 400 étudiant.e.s de cette école considérée comme le creuset de formation des élites (libérales) outre-Manche, assistaient au débat, et ce sont nos deux amis du *Monde diplomatique* qui ont suscité une salve d'applaudissements du public, pas seulement pour leurs idées mais pour le brio avec lequel ils les avaient défendues.

J'avais pour Bernard une très grande estime et une profonde amitié, et elles étaient réciproques. Il m'a fait l'honneur de m'associer à la plupart de ses combats, ce qui a été une chance pour moi, et il s'est aussi associé aux miens. J'ajoute qu'il a toujours traité dans la vie professionnelle ses collègues femmes d'égaux à égal, sans aucun machisme, malgré son tempérament parfois vif.

Bernard Cassen va nous manquer, va me manquer, mais ce n'est pas une page qui se tourne car il restera longtemps vivant dans nos mémoires, dans celles de ses ami.e.s, de ses lecteur.trice.s et aussi de ses étudiant.e.s, qui, lorsqu'elle.il.s m'écrivent encore, me demandent de ses nouvelles 20 ou 30 ans après l'avoir eu comme professeur.

J'adresse mes sincères condoléances à sa famille ainsi qu'à toutes et tous ses ami.e.s du *Monde diplomatique*, de l'association des Amis du *Monde diplomatique*, de la Maison de l'Amérique latine et de l'université Paris 8, et aussi à celles et ceux de la Sorbonne, d'Amiens où il a aussi enseigné, sans compter les universités étrangères qui l'ont invité. Aucun.e de celles et ceux qui l'ont rencontré, ont échangé ou débattu avec lui, ne l'ont oublié. Il va manquer aussi à ses nombreux.euses lectrices et lecteurs qui n'auront plus le plaisir de le lire dans les pages du *Diplo* et sur le site de Mémoires des luttes.

Ce livre a pour ambition de transmettre aux générations futures quelques-uns de ses textes essentiels, universitaires ou militants — et d'ailleurs il n'y avait pas beaucoup d'écart entre eux ni par la qualité, l'élégance du style, ni par la richesse, la rigueur et la clarté du propos. Ce livre, que j'espère riche et porteur de réflexion, inscrira dans la mémoire collective l'enseignant, l'universitaire et le militant qu'il a été et les combats qu'il a menés avec ténacité et avec passion.

¹¹ Serge Halimi était aussi professeur associé à l'IEE, de même qu'Anne-Cécile Robert, et Christophe Ventura y a été chargé de cours.

Hommage à Bernard Cassen

Il était la fougue, la fermeté et l'engagement

Ignacio Ramonet*

Ancien directeur du *Monde diplomatique*

Bernard Cassen, né en 1937, qui fut pendant trente-quatre ans membre de la rédaction du *Monde diplomatique* et pendant onze ans (de février 1996 à décembre 2007) directeur général du Monde diplomatique SA, est décédé à Paris le jeudi 12 juin 2025 à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Il était la fougue, la fermeté et l'engagement. Il faudrait tout un livre pour raconter les passionnantes facettes politiques, universitaires et médiatiques d'une telle personnalité hors-norme. J'ai connu Bernard Cassen au début des années 1970 dans l'entourage de Claude Julien qui venait d'être nommé à la tête du *Monde diplomatique*. Ce mensuel était alors rédigé, pour l'essentiel, par les journalistes du service étranger du quotidien *Le Monde*, dont le *Diplo* épousait fidèlement la ligne éditoriale.

* Ndlr. De nationalité espagnole, sémiologue, spécialiste de la théorie de la communication, qu'il a enseignée à l'université Paris 7, il est docteur *honoris causa* des universités de Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne), de Córdoba (Argentine), La Havane (Cuba), et de l'université autonome de Saint-Domingue (UASD). Ignacio Ramonet a été directeur du *Monde diplomatique* de 1990 à 2008. Président d'honneur d'Attac dont il a été à l'origine de la création avec Bernard Cassen, et il est aussi le fondateur de l'Observatoire français des médias et président de l'Association Mémoire des luttes, qu'il a créée et développée avec Bernard Cassen et Christophe Ventura.

Pour son action internationale de journaliste et de défenseur de la presse et des droits de l'homme, de la justice sociale aussi, il a reçu de nombreuses distinctions internationales — dont une seule est française, que nous citons pour sauver l'honneur : la Médaille d'or du Sénat français « pour son action en faveur du rapprochement entre la France et l'Amérique latine » (Paris, 2014).

Outre ses très nombreux articles et analyses dans *Le Monde diplomatique* et dans « Mémoire des luttes », ainsi que dans la presse étrangère, il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont certains consacrés à des hommes politiques et dirigeants progressistes : Fidel Castro, Hugo Chavez, le sous-commandant Marcos. Parmi ses autres ouvrages, on citera : *Le chewing gum des yeux* (Paris, Alain Moreau, 1980) ; *Géopolitique du chaos*, (Paris, Galilée, 1997 ; réédition en « Folio », (Paris, Gallimard, 1999) ; *La Tyrannie de la communication* (Paris, Galilée, 1999, Paris, Folio/Gallimard, 2002) ; *L'Empire de la surveillance*. Suivi de deux entretiens avec Julian Assange et Noam Chomsky (Paris, Éditions Galilée, 2015).

Claude Julien décida de changer cela et entreprit une véritable refondation du journal. Il commença par constituer, avec Micheline Paunet, une sorte de cercle rapproché d'universitaires amis dont je faisais partie avec Christian De Brie, Pierre Dommergues et Bernard Cassen. Régulièrement, après la sortie du *Diplo*, ce petit groupe se réunissait autour de Julien pour en analyser le contenu, en faire la critique et proposer des pistes alternatives en fonction de l'actualité internationale.

Bernard Cassen et Pierre Dommergues — une autre pointure intellectuelle et un homme aussi de réseaux —, étaient déjà de vieux complices. Anglicistes de haut niveau, ils s'étaient connus à Paris au lycée Condorcet. Après l'agrégation d'anglais, Bernard avait été nommé professeur au lycée Henri IV, alors que Dommergues devenait assistant à l'Institut d'anglais de la Sorbonne... où Bernard devait le rejoindre quelques années plus tard.

Quand je les ai rencontrés, ils étaient engagés dans l'exploit homérique de la fondation de l'Université de Vincennes (aujourd'hui Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis), un centre universitaire expérimental et innovant, unique au monde, ouvert aux non-bacheliers et aux étrangers, proposant des enseignements inédits au milieu d'une effervescence politique inimaginable dans les brisées du Mouvement de Mai-68. Pour remporter, contre un charivari de courants ultragauchistes, cette bataille — une des grandes fiertés de Bernard —, les deux compères allaient faire preuve d'une exceptionnelle inventivité et d'une capacité de persuasion et de négociation sans égale.

Tous deux avaient connu Claude Julien en 1967 quand celui-ci avait créé, au sein du *Monde*, le supplément « Le Monde des livres ». Dans le but de suivre « la littérature à l'étranger », Julien avait fait appel à des critiques locaux mais surtout à des universitaires français spécialisés dans les littératures des différents pays, dont Pierre Dommergues pour les États-Unis et Bernard Cassen pour le Royaume-Uni et l'Irlande. Il faut relire les remarquables chroniques de Bernard, sur James Joyce, Sean O'Casey ou Flann O'Brien pour mesurer l'étendue de sa culture littéraire, son extrême finesse d'analyse et sa très grande sensibilité poétique. Il était par ailleurs, à cette époque, directeur de collection aux éditions Alain Moreau où il publia, en 1980, l'un de mes premiers livres : *Le Chewing-Gum des yeux*.

En mai 1981, quand la gauche l'emporta pour la première fois sous la V^e République, à l'occasion de la victoire de François Mitterrand et l'Union de la Gauche, Jean-Pierre Chevènement, le nouveau ministre de l'industrie et de la recherche, appela à ses côtés Bernard et le nomma à la direction de la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST), un organisme autonome, doté de son propre budget, chargé de défendre les enjeux de souveraineté informationnelle et de numérisation du savoir scientifique et technique.

La MIDIST fournit à Bernard l'occasion de montrer toute l'ampleur de ses qualités de meneur d'hommes et ses dons de serviteur de l'État. Il s'engagea à cœur perdu dans cette tâche, sans ménager son temps ni ses efforts. Là encore, ce fut l'un des grands combats de sa vie. Son nom demeure définitivement associé à certaines avancées déterminantes en matière de recherche, notamment celle, paradoxale pour un angliciste comme lui, de ne pas avoir cédé au « tout anglais » et d'avoir promu et installé le français comme langue scientifique.

Même si ses activités au *Monde*, au *Monde diplomatique*, à l'université de Vincennes, aux éditions Alain Moreau et à la MIDIST lui prenaient déjà tout son temps et même au-delà, Bernard n'était pas homme à renoncer à une joute pour une simple question d'agenda lorsqu'il en estimait l'enjeu essentiel dans le débat d'idées. À cet égard, il n'a jamais cessé d'être un adepte convaincu de l'engagement multi-fronts.

Un nouveau baroud s'est joué peu après autour de la Maison de l'Amérique latine (MAL) à Paris qui, très mal gérée, connaissait de graves difficultés financières au moment où François Mitterrand a accédé au pouvoir. Or il se trouve que Bernard, docteur d'État en civilisation britannique, était aussi hispanophone et avait la fibre latino-américaine, une sympathie de départ pour la révolution cubaine et le guévarisme, une solidarité avec les victimes des dictatures militaires, notamment après le coup d'État de septembre 1973 au Chili, et un soutien résolu aux luttes de libération.

À propos de la MAL, la question était : que faire de cet établissement en faillite ? Mitterrand décida de réaffirmer sa vocation diplomatique. Divers groupes mitterrandistes se disputèrent alors le contrôle d'un si prestigieux joyau situé au 217, boulevard Saint-Germain dans deux majestueux hôtels particuliers du XVIII^e siècle. Disons, pour aller vite, que sur ce front délicat et semé d'embûches, Bernard et ses amis réussirent à mettre la MAL à l'abri de mesquines ambitions personnelles. Ils l'emportèrent une fois encore de haute lutte, faisant preuve d'une remarquable stratégie non dépourvue de fines astuces florentines. Résultat : Bernard fut élu secrétaire général de la MAL.

Ensemble nous avons mené à bien plusieurs projets au sein et autour du *Monde diplomatique*. En 1991, quand j'en fus élu directeur, j'ai décidé de suivre l'idée de mon prédécesseur Claude Julien et d'obtenir la filialisation de notre mensuel. Celui-ci n'était alors qu'une sorte de supplément du *Monde*. Nous voulions être édités par notre propre société Le Monde diplomatique SA au sein de laquelle le Monde SA détiendrait une majorité mais nous (rédaction et lecteurs) conserverions, ensemble, une minorité de blocage.

Jean-Marie Colombani, candidat à la direction du *Monde* en 1994, nous promit que, s'il était élu, il accèderait à notre souhait. Il tint parole.

Encore nous fallait-il trouver des ressources financières pour racheter les 49% des parts du capital du *Monde diplomatique*. Nous fîmes un appel aux dons des lecteurs qui répondirent avec une énorme générosité. Mais, dépourvue de liquidités, la rédaction risquait de se retrouver sans nulle participation au sein de la nouvelle société. C'était inenvisageable.

La Providence vint alors à notre secours. Sous la forme d'une lettre en provenance de la lointaine Santa-Cruz, signée d'un certain Günter Holzmann, admirateur de notre journal et qui, sentant la mort venir, nous offrait une coquette somme pour nous aider dans nos projets. Après quelque hésitation, Bernard et moi nous rendîmes en Bolivie. D'origine allemande, Günter était la personne la plus formidable que nous ayons jamais rencontrée. C'était un militant antifasciste de toujours, chassé de son pays dans les années 1930 par l'antisémitisme nazi qu'il avait combattu au péril de sa vie. Et un grand admirateur de la révolution cubaine. Il confirma sa volonté de nous aider.

À partir de là, en s'entourant de ses meilleurs amis avocats, Bernard déploya toute sa formidable créativité en matière de montage administratif paranoïaque pour bâtir une structure juridique blindée qui garantit, sur la longue durée, les intérêts de la rédaction et des lecteurs (rassemblés au sein de l'Association des amis du Monde diplomatique) du *Diplo*.

Dans le sillage du grand mouvement social français de décembre 1995, Bernard entreprit ensuite les créations, bien connues, d'Attac, en 1997, et du Forum Social Mondial, en 2001. Avec son inépuisable énergie, son intelligence politique et sa rhétorique de brillant orateur, il en fut sans conteste le concepteur, l'architecte et l'animateur principal. Deux contributions décisives dans le cadre de l'affrontement crucial d'alors contre le néolibéralisme, la globalisation et le libre-échangeisme intégral. De surcroît, théoricien central de l'altermondialisation, Bernard veilla à ce que la dynamique formidable de ce mouvement ne soit captée par aucune force partisane.

Puis vint le combat pour le « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE) de mai 2005. Là encore, inlassablement, Bernard dénonça « le déni des aspirations populaires par une classe politique qui se coopte au pouvoir et qui fait de la construction européenne le verrou de ses reniements et la gardienne des nouveaux privilèges ». Il mit en garde contre le projet de « démocratie limitée » « dans laquelle la répartition du travail et des richesses, de même que la monnaie, seraient entièrement soustraites à la sphère politique et aux aléas électoraux ».

La place nous manque pour citer toutes les actions progressistes auxquelles Bernard dédia sa colossale énergie.

Né à Paris en 1937 au sein d'une famille modeste de fonctionnaires de l'EDF, Bernard Cassen demeura toujours fidèle à ses origines populaires. Il

ne put échapper au déterminisme social que grâce à son intelligence exceptionnelle. Reçu, très jeune, premier à l'agrégation d'anglais, il fit une carrière prodigieuse dans l'enseignement jusqu'à atteindre les plus éminentes fonctions universitaires. Cette éclatante réussite, qui eût comblé n'importe quelle ambition, se révéla insuffisante pour Bernard, intellectuel possédé par une quichottesque volonté de redresser des torts. Notamment ceux causés, par les puissants, aux plus humbles. Si une idée caractérise les divers engagements de Bernard Cassen c'est non seulement le combat républicain pour une société d'égalité et de justice sociale, mais également le refus de laisser dépouiller les classes laborieuses d'avantages sociaux conquis souvent de haute lutte. Sa disparition constitue une immense perte qui emplit d'un profond chagrin tous ses amis, ses camarades et le cœur des membres de l'équipe du *Monde diplomatique*. Que son épouse Dominique et ses filles Marianne, Chloé et Lorraine reçoivent ici l'expression de notre amitié et de notre solidarité.



Ignacio Ramonet

Bernard Cassen : un engagement alliant richesse et générosité

Francis Wurtz*

Ancien président de l'Institut d'études européennes**

Pour un militant de gauche de ma génération, Bernard était, depuis fort longtemps, une figure familière. Ses articles dans *Le Monde Diplomatique* ne pouvaient laisser personne indifférent. Pour moi, en tout cas, il constituait un compagnon de route — ce qui ne signifie pas nécessairement une identité de vues systématique — bien avant que je le connaisse personnellement.

Notre première rencontre fut symptomatique de la convergence de nos aspirations puisqu'elle se situa au premier Forum social mondial de Porto Alegre. Je me souviens que ce premier contact suscita chez moi une certaine appréhension : est-il de ceux qui, à gauche, se crispent face à communiste ? La suite me révélera l'existence entre nous de bien plus d'atomes crochus que je ne l'estimais.

C'est lui qui, apprenant que je quittais sous peu le Parlement européen après 30 années de loyaux services, me conseilla vivement de me tourner vers l'Institut d'études européennes (IEE). À peine lui avais-je dit mon intérêt pour cette perspective qu'il décrocha son téléphone pour en informer une certaine « Mireille », qui acquiesça.

C'est là, comme membre du Conseil, puis à la présidence de celui-ci, qu'il me fut donné de prendre, au fil des conversations, toute la mesure de l'impressionnante richesse de son parcours et de la générosité de son engagement. Une vraie relation de confiance mutuelle s'établit alors entre nous.

Je garderai de Bernard le souvenir d'un vrai militant progressiste et d'un ami attachant. J'exprime à ses proches ma profonde sympathie.

* Ndlr. Homme politique français. Membre du Parti communiste français (PCF), il est député européen honoraire : il a siégé de 1979 à 2009 et a, de 1999 à 2009, présidé le groupe parlementaire Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique (GUE / NGL). Il s'est opposé au Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Membre du Comité central du PCF de 1990 à 1999, il est membre du bureau politique de ce parti, avant d'être chargé, en 1992, du département international de celui-ci. Il est aussi vice-président de la Fondation Gabriel Péri.

** Fonction qu'il a exercée avec brio : durant onze ans il a été un formidable président.

Hommage

Bernard Cassen, celui qui faisait progresser le débat d'idées

Pascal Boniface*

Directeur de l'IRIS*

Enseignant à l'Institut d'études européennes

Le 25 avril 2003, l'Institut d'études européennes (IEE) de l'université Paris 8 organisait à Paris un colloque sur le thème « L'Europe en question ». Mireille Azzoug et Bernard Cassen m'avaient invité pour y prendre la parole. Le colloque avait lieu à la mairie du 11^e arrondissement, à deux pas des locaux de l'IRIS, et je suis donc venu en voisin. Le colloque était de très bonne tenue. Nous avons fait connaissance et, très rapidement, Mireille et Bernard m'ont proposé de faire transférer mon poste universitaire de Sciences Po Lille à Paris 8. Ils mettaient en avant la complémentarité que l'on pouvait mettre en œuvre entre l'IEE et l'IRIS. J'avoue que j'étais séduit, parce qu'il y avait à l'IEE la rigueur universitaire et, en même temps, un foisonnement intellectuel qu'on ne trouve pas systématiquement à l'université. Je n'ai jamais été déçu de mon choix, et je ne remercierai jamais assez Mireille et Bernard pour la confiance qu'ils m'ont accordée.

J'ai passé une quinzaine d'années à Paris 8. J'avais une très grande liberté pour l'organisation de mes cours, ce qui me permettait de toujours chercher à perfectionner leur contenu et leur choix pour être le mieux au service des étudiant.e.s. Paris 8 avait cette double image d'une université pilote où exerçaient les plus grandes figures intellectuelles françaises et, en même temps, d'une université de banlieue méprisée par une partie des élites — que celles-ci gardent leur mépris pour elles ! Il est vrai que l'IEE était une entité à part à Paris 8, ayant une gestion autonome. J'ai eu, année après année, des étudiant.e.s motivés, d'origines très diverses, curieux intellectuellement, et qui prenaient confiance en eux et développaient leurs qualités au sein du lieu. C'était un plaisir de

*Ndlr. Pascal Boniface, docteur d'État en droit et politologue, éminent chercheur et directeur de l'IRIS, a enseigné à l'Institut d'études européennes durant une quinzaine d'années : il a été responsable de la mention relations internationales du master recherche de l'Institut, et y a assuré en permanence un séminaire très prisé des étudiant.e.s et des doctorant.e.s. Fondateur et directeur de l'IRIS, l'un des meilleurs « *think tanks* » à l'échelle internationale, il est aussi l'auteur de très nombreuses publications, dont *La Revue internationale et stratégique* et *L'Année stratégique*, qui constituent des outils sans équivalent tant pour les chercheurs.euse.s que pour celles et ceux qui font métier d'information.

voir leurs progrès au cours de l'année, et il y avait toujours une part d'interactivité très forte avec les étudiant.e.s.

Je crois leur avoir été utile, et les témoignages que je recueille au hasard des rencontres d'ancien.ne.s étudiant.e.s me le confirment. J'ai vraiment été un prof heureux, et je crois pouvoir dire que les étudiant.e.s l'étaient aussi. Les cours étaient très interactifs et suscitaient de fructueuses réflexions. Les débats contribuaient à faire évoluer mon cours pour tenir compte de leurs remarques, et c'est ainsi que j'ai publié pour la première fois mon ouvrage *Comprendre le monde* en 2010, un livre en réalité issu de mon cours et que je continue à réactualiser régulièrement puisqu'il en est à sa huitième édition.

Bernard et Mireille ont fait de l'IEE un outil intellectuel rétif à tout conformisme, où les points de vue les plus divers pouvaient s'exprimer, et où la liberté donnée à chacun s'accompagnait d'une très grande exigence quant à la qualité du travail. Nos étudiant.e.s étaient bien loin de l'image de l'absentéisme et du je-m'en-foutisme que des esprits feignants et des gens qui ignorent la vérité et préfèrent les idées reçues attribuent trop souvent à Paris 8. Les étudiant.e.s étaient épanouis.

En 2003, lors d'un déjeuner, Bernard Cassen et Ignacio Ramonet m'ont proposé de rejoindre le conseil scientifique d'Attac. Je venais de quitter le PS sur fond de désaccord sur la politique à l'égard du conflit israélo-palestinien. Ce fut pour moi l'occasion de continuer à réfléchir dans une structure collective, en dehors de l'IRIS. La plupart des membres du conseil scientifique étaient des économistes dont je connaissais certains. On y parlait assez peu de géopolitique, et ma venue était justement censée développer ce secteur. On sortait de l'épisode de la guerre d'Irak. La diversité des approches au sein du conseil, la qualité de nombreux membres dont beaucoup étaient des intellectuels de haut vol, permettaient d'avoir des débats passionnants.

Me concernant, cela permettait d'élargir mon champ de réflexion par rapport aux questions géopolitiques. Bernard me proposa de venir au Forum social mondial de Porto Alegre, qui avait lieu en janvier 2005. Ça a été certainement l'apothéose de ce mouvement, avec pour slogan « Un autre monde est possible ». Je rejoignais Bernard, qui était arrivé en avance, parce qu'il y avait des responsabilités importantes — ce n'était pas mon cas —, mais j'ai eu la prudence de réserver une chambre dans le même hôtel que lui, où je rejoignais également Ignacio Ramonet, Christophe Ventura et bien d'autres.

C'était une expérience réellement extraordinaire, d'espérer qu'un mouvement collectif puisse peser sur le sort de la société. À cette époque, le Forum social mondial était en train d'éclipser le Forum de Davos. Lula

et Chavez vinrent y faire des discours enflammés. J'ai eu la chance d'y assister. Deux orateurs qui transportent les foules.

En arrivant, je m'installai à l'hôtel et je cherchai à rejoindre Bernard dans une grande manifestation en cours. Difficile de trouver quelqu'un dans une foule aussi immense, puisqu'il y avait plus de 150 000 personnes, et j'ai dû passer de nombreux appels téléphoniques, qui se sont avérés assez coûteux, pour pouvoir rejoindre Bernard dans la manifestation.

Le soir, à l'hôtel, nous continuions les débats de la journée qu'on avait eus dans les différents forums, avec pour différence appréciable de pouvoir les accompagner de multiples caïpirinhas. Bernard était vraiment une figure de proue de ce mouvement et suscitait un respect généralisé. Son agilité intellectuelle s'accompagnait d'une approche méthodologique rigoureuse, ce qui n'était pas le cas de tout le monde en la circonstance. Cela le mettait vraiment à part. Lorsqu'il prenait la parole, on voyait que l'attention du public ou des compagnons de table montait d'un cran. Mais jamais il n'est tombé dans le défaut d'hubris ou de vanité. Il n'était jamais fatigué et toujours prêt à reprendre une explication, une discussion, tant que cela permettait de faire progresser le combat d'idées.

Sa position politique, très à gauche de l'échiquier, n'a pas empêché une reconnaissance générale de son aura intellectuelle. Et s'il était critique des aspects de la construction européenne, il était respecté par ceux qui la mettaient en œuvre.

De Paris 8 à Porto Alegre, Bernard a été à l'initiative de nombreux projets collectifs. Il a été constant dans sa recherche de progrès partagés par tous, la promotion des droits humains et l'égalité entre les personnes. Il y a des intellectuel.le.s brillant.e.s aux idées généreuses, qui dans leur pratique personnelle ont un comportement assez éloigné des principes affichés. Ce n'était pas du tout le cas de Bernard. Comme il était de surcroît doté d'un humour jamais pris en défaut, c'est peu dire que sa compagnie était agréable.

Il nous manque, son souvenir reste, et je sais la dette que j'ai à son égard.

Hommage d'Attac

À Bernard Cassen

Premier président d'Attac

D'anciens membres de son Conseil scientifique : Christophe Aguiton, Geneviève Azam, Daniel Bachet, Claude Calame, Pierre Cours-Salies, Thomas Coutrot, Vincent Drezet, Gérard Gourguechon, Janette Habel, Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Samy Johsua, Pierre Khalfa, Christiane Marty, Gustave Massiah, Georges Menahem, Dominique Plihon, Catherine Samary, Claude Serfati, Éric Toussaint, Aurélie Trouvé lui rendent hommage.

Publié sur le site d'ATTAC, le vendredi 13 juin 2025.
<https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/a-bernard-cassen>

« Le respect de toutes les cultures à travers le monde était consubstantiel à sa vision altermondialiste »

Bernard Cassen est décédé. Outre son parcours universitaire et son travail de journaliste, notamment en tant que directeur du *Monde diplomatique*, son nom est attaché à la naissance du mouvement altermondialiste, notamment lors du premier Forum social mondial à Porto Alegre en 2001, et à la création de l'association Attac en France en 1998, à la suite d'un appel d'Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique*.

À l'époque où la mal nommée « mondialisation heureuse » battait son plein et entraînait ravages sociaux et montée des inégalités au nom de la rentabilité financière, il fut à l'origine de cette association originale fondée sur plusieurs piliers. Il eut l'idée en premier lieu de rassembler des représentants de syndicats et d'associations engagés dans les mouvements sociaux pour installer un collège des fondateurs, garant de l'engagement international d'Attac. Il créa un Conseil scientifique pour doter l'association d'un corpus intellectuel capable de battre en brèche ce que l'on appelait autrefois la « pensée unique ».

Cette organisation imaginée par Bernard Cassen, à laquelle il faut ajouter la multitude de comités locaux, qui en quelques mois jaillirent en France mais aussi dans de nombreux pays, permit à l'association Attac, sous sa présidence, d'être en phase avec l'émergence des forums sociaux, tant mondiaux qu'européens et locaux. C'est la structuration en comités locaux qui donna à Attac la capacité d'être un facteur crucial dans la coordination citoyenne contre les réformes néolibérales, notamment

dans les batailles contre les réformes des retraites, en particulier en 2003 et 2010.

C'est aussi cette structuration qui nourrit un débat démocratique d'ampleur inégalée contre le projet de constitution européenne en 2005 et qui aboutit à la victoire du non au référendum. Pour la première fois, les enjeux d'une construction européenne hors du carcan de l'ordre capitaliste néolibéral étaient posés, certes non sans l'expression de divergences et de vives discussions dont Bernard Cassen était partie prenante, et qui traversaient tous les mouvements sociaux et les gauches politiques. Ces divergences étaient suffisamment fortes pour ébranler un temps l'association.

Homme de culture, Bernard Cassen ne tenait pas l'éducation populaire pour un vain mot. Le bien parler et le bien écrire étaient pour lui le signe d'un engagement en faveur d'une réelle démocratisation de la société. Ses contributions éditoriales furent ainsi nombreuses pour diffuser les critiques du modèle néolibéral. Aussi parce qu'il était cet homme de culture, le respect de toutes les cultures à travers le monde était consubstantiel à sa vision altermondialiste.

En hommage à Bernard Cassen

Cohérence

Marc Le Glatin*

Ancien professeur associé, ancien directeur de l'Institut d'études européennes
Membre de son conseil en tant que personnalité extérieure
Président des Amis du *Monde diplomatique* (second mandat)

J'avais dit un jour à Bernard Cassen que je saurai rappeler le rôle crucial qu'il a joué dans la campagne de 2005 portant sur le Traité constitutionnel européen. Le travail d'élucidation accompli par ATTAC, association dont il avait organisé le développement, comme son implication directe dans les médias — lui qui n'a jamais couru après ce type de visibilité — ont concouru de façon décisive au basculement vers le NON d'une partie importante de l'électorat de la gauche dite de gouvernement. Ce point d'orgue témoigne d'une constance. Celle de placer en ligne de mire l'oligarchie, quelle que fût sa plasticité, qu'elle se manifestât de façon arrogante ou masquée.

À la différence des courants qui s'étaient ralliés les uns après les autres au cours dévastateur de la mondialisation libérale, il s'agissait de tenir bon. Rappeler sans cesse que faire société humaine commence par l'affirmation d'une société politique. Renvoyer inlassablement aux fondements d'une démocratie ayant pour socle la citoyenneté et la souveraineté du peuple. Contrairement à ce qui lui fut parfois reproché, Bernard ne tranchait pas en faveur d'une singularité française, même s'il est indéniable que, pour ne prendre que cet exemple, le marxisme dans ce pays a souvent greffé le cépage de la république sociale sur celui de la lutte des classes.

Si je me laisse guider par les souvenirs comme ils me viennent, cette idée me conduit par un raccourci à l'évocation suivante : quand j'étais avec lui, que ce fût à table, où nous partagions les mêmes faiblesses culinaires, ou pour se fondre dans des fêtes populaires, au pays Basque qu'il aimait

*Professeur associé, il a été coresponsable du Master « Politiques et gestion de la culture en Europe », chargé de la formation, notamment professionnelle, des étudiant.e.s, qu'il a assurée avec brio. Il a été directeur de l'IEE, puis directeur adjoint et membre du Conseil de l'IEE dans lequel il continue de siéger aujourd'hui en tant que personnalité extérieure en sa qualité de directeur du Théâtre international de la Cité.

Membre du conseil d'administration des Amis du *Monde diplomatique* de longue date, il en a été le président, et vient d'être à nouveau élu à cette fonction.

tant ou en Amérique latine, il m'est souvent revenu à l'esprit que Bernard était un enfant d'Argenteuil qui avait été rattrapé dans les filets de l'école républicaine. Ses parents n'avaient pas les moyens d'acheter les manuels scolaires de la classe de 6^e. Direction le cours complémentaire avec la perspective d'un cycle court. Des enseignants engagés et bienveillants l'ont remis sur les rails de l'excellence à laquelle il était promis. L'école républicaine de l'après-guerre savait remplir son rôle politique d'émancipation, grâce au volontarisme de ses serviteurs.

Il résulte de ce rappel que Bernard ne se posait guère la question petite bourgeoise de son identité sociale. Elle était claire. Définie par une trajectoire. Celle qui passe ensuite par un premier rang au concours de l'agrégation, un premier poste au lycée Henri IV, puis une carrière de professeur des universités avec l'obtention d'une chaire européenne. En revanche, la mission de redresser les auteurs d'humiliations faites aux humbles le ramenait sans cesse sur le chemin du combat. Ses textes clairs, lisibles par le plus grand nombre, son attachement à l'éducation populaire, sa fièvre de l'été 68 quand, avec Pierre Dommergues, ils mirent sur pied en un temps record une université expérimentale ouverte aux salariés non bacheliers, la création d'ATTAC conçue comme un moteur à hausser les niveaux de connaissance et de conscience, tout coïncide. Travailler sur les conditions permissives d'un peuple souverain en ne cédant rien à la démagogie, comme cela se vit à l'université de Paris 8 où, s'il savait concevoir des méthodes pédagogiques novatrices pour les étudiants, il demeurait ferme face à la complaisance de nombreux.euses collègues gauchistes.

Une fermeté qu'il retrouva comme journaliste ou comme dirigeant associatif quand il s'agissait de brocarder le ralliement de milieux politiques, intellectuels et médiatiques à la suffisance des nantis. Celles et ceux qui snobent les aspirations populaires et s'adonnent implicitement au rabaissement de la démocratie. Et il faut bien avouer que, pour Bernard, la courtoisie d'intellectuel.le.s ou de journalistes se réclamant de la gauche devenait souvent une cible de choix.

La langue était son arme. La française, comme l'anglaise ou l'espagnole, celle qui le conduisit à parcourir l'Amérique latine dès le début des années 70. Il ressentit de façon traumatisante la tragédie de la chute d'Allende et ne se faisait aucune illusion sur l'attachement à la démocratie de la première puissance du monde libre. L'anti-impérialisme a particulièrement nourri ses convictions sophistiquées en faveur de la diversité culturelle et linguistique. Il repoussait les suspicions d'adhérences néocoloniales attachées à la promotion de la francophonie, qu'il voyait au contraire comme un vecteur de plurilinguisme. La maîtrise de la langue et des langues comme outils de libération relevait d'un sentiment qu'il avait éprouvé très jeune.

En toute logique, il adorait déshabiller la novlangue. Quand le concept managérial de « gouvernance » commença à être mis à toutes les sauces, y compris dans les Forums sociaux qu'il avait contribué à créer au Brésil à partir de 2001, il décela immédiatement dans la distillation de ce mot d'apparence légère, une tentative sinueuse de faux démocrates qui rêvaient, et qui rêvent encore, d'instances dépourvues de mandat populaire et qui ne veulent pas être liés par le respect de l'intérêt commun sur une trop longue période. *Idem* quand, avec le redoutable mélange de sévérité et d'humour dont il était capable, il pointa la notion de « société civile », sorte de grand débarras où s'expriment le plus souvent des intérêts peu généraux, limités, privés ou catégoriels, et susceptibles à tout moment d'envoyer par-dessus bord la démocratie représentative.

Il était pourtant enthousiaste sur les formes complémentaires de démocratie et contribua à faire connaître en Europe l'expérience de la démocratie participative au Brésil. Mais il n'y vit jamais qu'un complément de l'élection de représentants, placés sous mandat très contrôlé par les électeurs. C'est une des raisons pour lesquelles il continuait à accorder une place centrale à l'échelon de la nation. S'il était convaincu que les nations n'avaient nullement vocation à être éternelles, il voyait toujours en elles une source de résistance et d'invention face au pouvoir grandissant de la sphère économique et financière. Il balaya les critiques frelatées que cette position lui valut en rédigeant un article important publié dans *Le Monde diplomatique* en mars 1998, qu'il intitula « La nation contre le nationalisme ».

Il serait long de référencer les articles ou autres écrits de Bernard Cassen qui n'ont pas pris une ride. Long et biaisant. Car, paradoxe chez ce bâtisseur, l'important n'était pas de laisser une trace. Un de ses plaisirs favoris consistait à travailler en petits groupes à l'ambiance simple et souriante. Réfléchir de façon presque ludique à l'architecture d'un dispositif argumentaire ou d'un nouvel outil d'action, alors que sa pensée ouverte et déliée restait portée par un courant profond, par une cohérence qui relevait chez lui de l'intime : donner la primauté au bien commun avec une conception exigeante de l'action publique au long cours. Ce qui, pendant quelques décennies, en fit un empêcheur infatigable de penser en rond ; une personne dotée d'une ligne de conduite intellectuelle qui dépasse largement la version statufiée d'un legs.

Hommage à Bernard Cassen

Roberto Romero*

Professeur associé à l'Institut d'études européennes

Secrétaire général de Plaine Commune Habitat

Conseiller régional d'Île-de-France

Je me souviens d'abord d'une voix. Une voix posée, parfois elle chancelle pour chercher la justesse, et qui, dans le tumulte des débats, savait tracer un sillage où l'on pouvait avancer sans perdre le nord. C'était à l'Institut d'études européennes : des couloirs saturés d'affiches et d'idées, des salles encore tièdes de discussions, et Bernard, là, avec ce regard clair des pensées longues. Il n'entrait jamais dans une pièce sans y apporter une boussole. Il quittait rarement une conversation sans y laisser une carte. Entre nous, très vite, s'est tissée une fraternité de travail : un compagnonnage exigeant, fraternel, qui m'oblige encore.

Je l'ai connu d'abord comme collègue, puis je l'ai retrouvé quand j'étais conseiller auprès de Jean-Luc Mélenchon, alors ministre délégué à l'Enseignement professionnel. Bernard n'avait pas le goût des antichambres, mais il savait qu'il fallait parfois pousser les portes des ministères pour faire entrer un peu d'air du large et quelques vérités de grand large. Il parlait bas, mais ses mots avaient le poids des barres d'imprimerie : ils laissaient leur empreinte sur la page et sur la conscience.

Je le revois à Porto Alegre, en 2001, puis en 2002, dans ces forums sociaux qui eurent la saveur d'une aube. Sous les arbres, dans la chaleur qui collait les chemises et déliait les langues, il avançait avec cette allure de pèlerin laïc, patient et ardent à la fois. Nous avons parlé des heures, passant d'un stand à l'autre, d'une tente d'atelier à un amphithéâtre improvisé. Bernard posait des questions, plus qu'il n'assénait des certitudes. Il savait que les continents se rejoignent d'abord par des ponts de paroles. Avec lui, l'Amérique latine cessait d'être un lointain romantique

*Diplômé de l'ENA, il enseigne en tant que professeur certifié à l'Institut d'études européennes ainsi qu'à l'IRIS l'économie-gestion, le marketing, la finance internationale ainsi que les relations économiques avec l'Amérique latine. Il exerce par ailleurs des fonctions politiques et citoyennes : conseiller régional Région Île-de-France Paris, il a été vice-président de la Région Île-de-France en charge des Affaires internationales et européennes (2012-2015) et membre du cabinet du ministre de l'Enseignement professionnel (2000-2002).

pour devenir une sœur de lutte, une histoire commune en train de s'écrire, une géographie de douleurs et d'espérances qu'il fallait lire à la bonne échelle, celle des peuples.

Car Bernard avait cette intelligence rare : il lisait le monde comme on lit un poème — non pour y déceler une morale close, mais pour en faire jaillir des correspondances. Il savait l'hégémonie états-unienne non comme une abstraction, mais comme une mécanique de domination qui s'insinue dans les traités, les taux d'intérêt, les mots mêmes que l'on emploie pour décrire la réalité. Et il savait aussi que l'Europe, si elle ne se contentait pas d'être une place de marché, pouvait nouer avec l'Amérique latine un dialogue d'égale dignité, un compagnonnage de résistances et d'inventions. Avec lui, les cartes changeaient d'orientation : le sud n'était plus au bas des choses, il devenait une source. L'expérience d'ATTAC fut un socle solide qui pointait du doigt, déjà, la financiarisation engagée dans les années 80 et qui s'attaquait avec la Taxe Tobin au cœur des maux engendrés par le néo-libéralisme dont nous vivons encore aujourd'hui les secousses.

Sa pensée était fondamentalement progressiste, et c'était un progrès sans tapage, un progrès de charpente, qui refait les poutres de la maison commune. On l'a parfois dit hétérodoxe. Le mot, chez lui, n'avait rien d'une posture : il signifiait seulement que la fidélité aux principes n'exclut ni la curiosité ni la critique, que la gauche ne tient debout que si elle interroge ses propres dogmes. Bernard ne sacralisait pas les slogans ; il les affinait au touret, comme un artisan polit la lame pour qu'elle coupe juste. À nos étudiants, lors de ces formations à travers le monde sur les questions européennes, il répétait que l'internationalisme n'est pas un rêve abstrait, mais une hygiène de l'esprit : la capacité de se décentrer, d'apprendre des autres, de démêler les intérêts cachés, de remettre le pouvoir des nations au service des peuples.

Je veux dire ici sa générosité politique. En 2005, au moment du référendum sur le traité constitutionnel européen, il fut un appui précieux, vigilant, fraternel. Bernard savait quoi critiquer, et comment : non pour humilier, mais pour éclairer. Dans la démarche portée par Henri Emmanuelli pour le « non » socialiste, il voyait la possibilité d'un sursaut : non comme un arrêt, mais comme un détour nécessaire pour échapper aux routes trop rectilignes qui conduisent au même précipice. Il avait ce sens du rapport de forces qui n'est pas cynisme, mais lucidité : on ne change pas le monde en l'injuriant, on le change en le comprenant, et en donnant aux citoyennes et aux citoyens les leviers de cette compréhension. Il aimait les Landes comme on aime une clairière où l'on respire mieux. Ce n'était pas une carte postale : c'était un pays de fidélité, de pins droits sous le vent d'ouest, de gens qui parlent peu et tiennent parole. Avec Henri Emmanuelli, président

emblématique du département et député hors du commun, il partageait cette géographie morale : la sobriété des formes, l'exigence des fonds, le goût du concret. Tous deux savaient que la politique, pour être juste, doit sentir la résine et la terre, connaître la paume des mains qui travaillent. À l'heure des joutes nationales, Bernard ne perdait jamais ce cap landais : une boussole de justice sociale, d'entêtement calme, de fraternité active.

Il en riait parfois, avec ce clin d'œil qui disait plus qu'un long discours : « Tu sais, un village porte mon nom : Cassen. » Et cette boutade devenait une manière d'appartenance, une petite pierre blanche sur le chemin. Il y avait chez lui cette joie d'origine, simple et fière, qui l'ancrait sans l'enfermer. Dans son téléphone, il avait choisi pour sonnerie l'hymne de l'Aviron Bayonnais — un voisinage d'âme autant que de territoire, une manière de rappeler que le rugby, comme la politique, n'est pas une chorégraphie d'apparat mais un sport de mêlée, d'appuis solides, de passes justes au bon moment. Quand la musique retentissait, les visages s'éclairaient : on entendait la chronique d'un Sud-Ouest où le collectif compte plus que l'esbroufe, où l'on avance groupés, épaule contre épaule.

Avec Emmanuelli, il avait en partage cette manière d'affronter le monde : ni panache vain, ni prudence creuse, mais une stratégie de réalistes au grand cœur. Dans la tension des rapports de force, Bernard gardait la patience des dunes et la vigueur de l'Atlantique — cet aller-retour de la houle qui finit toujours par déplacer les lignes. Des Landes, il avait retenu l'essentiel : la dignité têtue des gens simples, l'art des solidarités concrètes, la certitude qu'il n'est de progrès que celui qui prend soin des vivants. Et jusque dans la rumeur d'un stade, dans la gaieté d'une sonnerie, il rappelait que nos combats les plus vastes se nourrissent de fidélités locales : un pays, des visages, un nom qui vous accompagne.

Il n'était pas naïf. Il savait de quoi sont faites les institutions, et par quels corridors passent les influences. Mais il refusait que la politique se réduise à l'arpentage des contraintes. Il y a, chez lui, quelque chose de la houle : un mouvement profond, régulier, qui revient, qui insiste, qui polit les rochers. Face à la puissance des marchés ou à l'arrogance des empires, il savait convoquer l'entêtement du réel : les travailleuses, les travailleurs, les jeunes qui se lèvent tôt, les quartiers qui s'organisent, les coopératives qui naissent, les pays qui disent « assez ». Et il rappelait que la souveraineté populaire, en Europe comme ailleurs, n'a pas vocation à être dissoute dans des clauses, mais à se traduire en droits concrets, en possibilités d'agir, en dignités reconquises.

Ce qui me bouleverse en pensant à lui, c'est sa manière d'habiter le temps. Il ne confondait jamais l'urgence et la précipitation. Il savait qu'il faut parfois dix ans pour qu'une idée fasse son lit, et un soir pour qu'elle déborde. À Porto Alegre, lorsqu'un étudiant lui demandait s'il n'était pas

trop tard, il souriait et répondait que les peuples n'ont pas d'horloge officielle : ils ont des saisons. Et les saisons, disait-il, ne se décrètent pas ; elles s'annoncent, elles se préparent, elles s'aident. Cette patience active, cette façon de tenir le fil quand la tempête brouille l'horizon, nous manquera.

Bernard Cassen, un vivant*

Christophe Ventura**

Journaliste au *Monde diplomatique*

« Malheureusement, je ne suis ni poète ni romancier ni dramaturge !
(...) Si je devais malgré tout proposer quelque chose, alors oui,
pourquoi pas : “ homme-orchestre engagé dans le débat d’idées ” ? »

Le Monde diplomatique, Les Amis du *Monde diplomatique*, Attac, les Forums sociaux mondiaux, la construction d’un internationalisme altermondialiste au XXI^e siècle, l’université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, et l’Institut d’études européennes, la Maison de l’Amérique latine, la connaissance de l’Amérique latine et des questions européennes dans le débat public français, l’élaboration et la diffusion de la critique du néolibéralisme et du capitalisme financiarisé dans la gauche française et plus largement dans toute la société, la promotion de la langue française et des langues romanes (tout en étant un amoureux de l’anglais).

* Entretien paru sur le site Mémoires des luttes, le 13 juin 2025.
(<https://www.medelu.org/Bernard-CassenUn-vivant>)

** Ndlr. Enseignant-chercheur, après avoir enseigné à l’Institut d’études européennes de l’université Paris 8, il est chercheur à l’IRIS et journaliste au *Monde diplomatique*, et il collabore à l’Association des Amis du *Monde diplomatique* et à l’association Mémoire des luttes, dont il est le secrétaire général. Il a participé à la conception et à l’organisation des Forums sociaux mondiaux d’ATTAC depuis leur fondation en 2001 (Porto Alegre, Brésil). Il est l’auteur d’ouvrages et d’articles dans *La Revue internationale et stratégique* de l’IRIS, *Le Monde diplomatique* ainsi que de chroniques sur le site « Mémoire des luttes ». Avec Didier Billon, *Désoccidentalisation. Repenser l’ordre du monde*, Paris Agone, 2023. *L’éveil d’un continent. Géopolitique de l’Amérique latine et de la Caraïbe*, Paris, Armand Collin, Comprendre le monde, 2014. Avec Anne-Cécile Robert, « Du multilatéralisme au règne de la brutalité », *Le Monde diplomatique*, octobre 2025. « Élection contestée et tensions diplomatiques. Au Venezuela, une crise sans fin », octobre 2024. « Amérique latine/Caraïbe. L’Amérique latine dans la crise de l’ordre international », dir. Pascal Boniface, *L’Année stratégique 2025. Un monde de plus en plus clivé ?* p. 424-626, hors collection, Paris, Armand Colin, 2024. « De l’altermondialisme aux nouveaux mouvements sociaux et citoyens : l’internationalisation de la contestation, ses limites et quelques-uns de ses défis », *La revue internationale et stratégique* : 1991-2021. *Ruptures stratégiques*, p. 119-127. « Chine/États-Unis : qui prendra l’avantage en Amérique latine ? », *La revue internationale et stratégique* : *Un duel Chine/États-Unis ?*, 2020/4, n°120, p. 127-136.

La liste des combats, des causes et des apports de Bernard Cassen est longue et sa personne participe de la vie et du parcours de beaucoup d'entre nous qui lui devons tant. Je sais que nous sommes nombreux, et dans le monde entier.

Bernard ne dissociait jamais pensée et action, théorie et organisation. C'était un tout, un principe d'engagement et de vie. Aucune théorie n'avait pour lui de sens si elle ne finissait pas par trouver une application dans l'ordre concret des choses et leur transformation.

Il apportait un soin méticuleux à tout, il était un horloger et un orfèvre de l'organisation politique et des collectifs humains. Il croyait à la valeur du travail et des gens, qui qu'ils soient et d'où qu'ils viennent. Son respect naturel et spontané allait vers ceux du monde populaire, d'où il venait. Il reconnaissait les siens.

Il donnait toujours de lui et de son temps, derrière lequel il courait tant, agenda en main, pour les autres, sans compter. Bernard était un partageux à la générosité consubstantielle, l'ami à l'indéfectible loyauté, un passeur, un lutteur, un fédérateur, un meneur, un rieur, un vivant acharné à l'enthousiasme contagieux et mobilisateur.

Le mieux pour celles et ceux qui veulent s'intéresser à cet homme au sourire malicieux et à son parcours en ces tristes jours de disparition, est de lire cet entretien réalisé par Antony Burlaud dans la revue *Savoir/Agir*¹.

C'était en 2020, Bernard avait hésité à le faire, par pudeur en réalité. Nous l'avions convaincu et il s'est attelé à la tâche avec toute la concentration, le sérieux et la précision qui le caractérisaient au travail.



¹ « Un homme-orchestre engagé dans le débat d'idées », Propos recueillis par Antony Burlaud, *Savoir/Agir*, 220/4, n° 54, pages 95 à 107, en ligne : <https://shs.cairn.info/revue-savoir-agir-2020-4-page-95?lang=fr>

Bernard Cassen à travers quelques photos



Bernard Cassen à Porto Rico avec Juan Mari Brás : homme politique qui a contribué à fonder le mouvement pour l'indépendance de Porto Rico, puis le Parti socialiste portoricain, dont il a été secrétaire général. Son fils a été assassiné en mars 1976.



(1969) Bernard, Antony Sampson, journaliste à l'*Observer* et écrivain et Claude-Marie Vadrot, journaliste à l'époque à *Politique Hebdo*



Bernard Cassen animant un débat avec Claude Evin, professeur associé au département de droit et à l'IEE (Paris 8), qui deviendra ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, et Michel Hervé, professeur associé à l'IEE, député européen et maire de Parthenay.



Pierre Guidoni, historien, ancien président de l'Institut de monde arabe et ancien vice-président de l'Assemblée nationale ; Antoinette Fouque, députée européenne, cofondatrice du MLF et vice-présidente de la Commission des droits des femmes au Parlement européen ; Édith Cresson, commissaire européenne, Bernard Cassen et Mireille Azzoug, à l'occasion d'un débat sur les droits des femmes (lié au module pilote Socrates « Le statut juridique des femmes dans l'Union européenne », dirigé par Mireille Azzoug, avec Francine Demichel la première année car elle est ensuite devenue Directrice de l'Enseignement supérieur.

Hommage à Bernard Cassen

Une personnalité d'exception

Francine Demichel*

Présidente honoraire de l'université Paris 8

Bernard Cassen était une de ces personnalités d'exception sans lesquelles l'université de Vincennes n'aurait pas été ce qu'elle fut.

Co-fondateur du département d'anglais et de l'Institut d'études européennes, il donna à ces innovations une dimension internationale qui contribuera à faire de Vincennes l'université de la modernité, ancrée dans le monde contemporain.

D'une intelligence exceptionnelle, dépourvu de toute mesquinerie et de toute animosité, il participa à tous les combats idéologiques, politiques et scientifiques de notre université, qui lui conférèrent un rayonnement mondial.

Grâce à son ouverture d'esprit, l'anglais fut une discipline pilote, sans être ni dominatrice ni exclusive : les langues régionales, les langues « minoritaires et opprimées » s'enseignaient à Vincennes, par exemple.

Nous n'oublierons pas cette leçon de lucidité et d'innovation dans un monde chaotique et destructeur, et nous saurons mettre à profit les idées généreuses et brillantes qui ont guidé sa pensée tout au long d'une vie intellectuelle riche et féconde.

* Ndlr. Présidente honoraire de l'université Paris 8 (1981-1991), professeure émérite et juriste (droit public), Francine Demichel est présidente de la Fondation de l'université Pascal-Paoli de Corse et ancienne directrice de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation nationale. C'est elle qui a initié la construction de la nouvelle bibliothèque de Paris 8, l'une des plus grandes de France, ainsi que la construction de nouveaux bâtiments sur le campus. Et c'est à sa suggestion et avec son soutien, notamment au sein du conseil de l'université et auprès des experts du ministère de l'Enseignement supérieur, que l'Institut d'études européennes a été créé. Elle est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages dont plusieurs en collaboration avec André Michel, son époux, qui a aussi joué un rôle important dans la création de l'Institut. Professeur de droit, il en a élaboré les statuts et a participé régulièrement à ses enseignements et ses débats.

Hommage à Bernard Cassen

L'un des fondateurs de notre université et un collègue apprécié et respecté de tous ses collègues

Irène Sokologorsky*

Présidente honoraire de l'université Paris 8

Quand j'évoque le souvenir de Bernard Cassen, l'image la plus forte qui s'impose à moi est celle de fins de réunions du conseil d'administration : après 5, voire 6 heures d'échanges parfois fort vifs, la tension commence à retomber, les gestes et les propos deviennent plus lents, et, dans un bruit de chaises que l'on repousse, l'assistance s'ébranle doucement pour quitter la salle... Bernard Cassen, lui, rassemble avec énergie ses documents épars sur la table, les empoigne d'un geste vif et part en courant. D'autres tâches l'attendent.

Bernard Cassen était une figure importante de Paris 8. Après avoir pris, aux côtés de Pierre Dommergues et d'Hélène Cixous, une part active à la création de notre université et surtout à la détermination et à la mise en place de son fonctionnement, il a œuvré sans relâche à son développement et à la diversification de ses pratiques. Avec Mireille Azzoug, c'est lui notamment qui a été à l'origine de la création de l'un de nos plus grands fleurons, l'Institut d'études européennes, sachant notamment y attirer, à titre de professeurs invités, des personnalités de la vie politique et du monde civil de tout premier plan. Tout cela sans jamais se départir de sa courtoisie, de son sourire et de son élégance.

Bernard Cassen était l'une des rares personnalités de Paris 8 à être apprécié et respecté de tous ses collègues, même lorsqu'ils s'opposaient à

* Ndlr. Présidente honoraire de l'université Paris 8 (présidente de 1991 à 1996), professeure émérite, russisante, spécialiste et traductrice des grands écrivains et poètes russes, elle a pris part, aux côtés de Claude Frioux, président de l'université Paris 8 (1971-1976), aux combats pour que l'université (qui a succédé au Centre universitaire expérimental) puisse continuer d'exister.

Lorsqu'elle est devenue présidente, elle a mené une politique active de concertation au sein de l'université, et aussi avec la ville et le monde professionnel. Elle a organisé la pose par François Mitterrand de la première pierre de la nouvelle bibliothèque de l'université, dont la création avait été négociée par la présidente sortante, Francine Demichel. Et, en mémoire du passé de l'université Paris 8 Saint-Denis, elle fera rebaptiser celle-ci : université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis et y fera planter un chêne du bois de Vincennes.

lui dans les luttes intestines nombreuses qui ont eu lieu et dans lesquelles il a courageusement défendu l'intérêt collectif de l'université.

Aujourd'hui, il manque à l'université. Aujourd'hui, il nous manque.



Irène Sokologorsky, présidente de l'université, et Bernard Cassen
lors de l'une des rentrées solennelles
de l'Institut d'études européennes

Hommage à Bernard Cassen

qui contribua à bâtir la Cité neuve où s'inventa notre Université

Renaud Fabre*

Président honoraire de l'université Paris 8

Bernard Cassen fut pour moi l'image même de l'Honnête-Homme, du Philosophe comme on disait autrefois pour désigner celui qui, au nom de la force de l'Esprit, embrasse et défend toutes les grandes causes et fait partager généreusement les idées que sa modestie lui interdit de considérer comme siennes, mais comme fruit d'un Progrès qu'il appelle de ses vœux.

Nous savons tous combien, avec la discrétion obstinée qu'on lui connaissait, il avait œuvré au projet de Vincennes, au Département d'études des pays anglophones et autour, et comment avec les futures figures entraînant de notre Université, il contribua à bâtir la Cité neuve où s'inventa notre Université.

En ces temps aujourd'hui déjà un peu lointains, il fut mon professeur et je garde un souvenir intact de son très grand respect des autres, des étudiants et de l'art d'inspirer le « désir d'apprendre ». J'ai suivi, comme nous tous, ses appels entraînants dans Attac, ses plaidoyers innombrables pour la liberté de la conscience et de l'esprit dans *Le Monde diplomatique*, et ses initiatives académiques toujours bien accueillies.

Je voudrais aussi souligner ici son très grand respect de l'écrit, dans toutes les formes d'expression : de la prose la plus érudite au journalisme. C'est là sans doute, parmi les liens innombrables et profonds qui le rattachent à jamais à Mireille Azzoug, l'un des signes fidèles et touchant qui unissent Bernard Cassen au monde des vivants.

Chapeau bas.

* Ndlr. Président honoraire de l'université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis (1996-2001), professeur émérite de sciences économiques, Renaud Fabre a également été directeur de la Direction de l'information scientifique et technique du CNRS (2013-2017). Il est l'auteur d'une série d'ouvrages et d'articles sur les politiques publiques, notamment éducatives, et sur le numérique, entre autres : *Densité numérique et éducation : le maître et l'élève vus par les normes des technologies de l'information pour l'éducation : Rapport de recherches* (Paris, Institut des Sciences de la communication) ; en collaboration : *La fabrique numérique des connaissances : production et valorisation des résultats scientifiques*, octobre 2016 ; direction de *Dix (nouvelles) questions sur l'éducation : pour accompagner les changements en cours* (Belin, Paris, 2011 et 2013).

En hommage à Bernard Cassen **Intellectuel et homme d'action**

Anne-Marie Autissier*

Ancienne directrice de l'Institut d'études européennes (2012-2017)

Jean-Michel Djian**

Ancien chargé de cours à l'IEE

Ancien directeur en chef du *Monde de l'éducation*

Jean-Michel Djian et moi avons connu Bernard Cassen dans les années 1990. La première fois que je l'ai rencontré, c'était à Lausanne en 1989, lors d'une conférence organisée par le Centre européen de la culture de Genève. J'étais chargée d'un rapport pour cet organisme. Il était professeur à l'université Paris 8 et Secrétaire général de la Maison de l'Amérique latine.

En 1991-1992, il avait cofondé avec Mireille Azzoug l'Institut d'études européennes, qui offrait une maîtrise de sciences et techniques (MST) Gestion et valorisation des échanges culturels et sociaux en Europe et un DESS Management culturel en Europe, que Jean-Michel Djian, docteur en science politique et rédacteur en chef du *Monde de l'éducation*, codirigeait avec le professeur Renaud Zuppinge, et dont il assurait les enseignements professionnels. Bernard, Renaud et Mireille ayant décidé d'élargir la dimension professionnelle de la MST en développant la maîtrise des politiques culturelles sont convenus, sur la recommandation de Jean-Michel Djian, de me confier ces nouveaux enseignements.

*Maîtresse de conférences émérite et ancienne directrice de l'Institut d'études européennes (2012-2017, Anne-Marie, sociologue et spécialiste des institutions et des politiques culturelles a joué un rôle important, comme elle l'explique pour les étudiant.e.s. de ces formations. Elle a aussi assuré la direction ou codirection de thèses avec Renaud Zuppinge et a en outre contribué à développer les échanges internationaux : elle a été vice-présidente des relations internationales de l'université. Elle a dirigé la revue *Culture Europe*. Auteure d'une série d'articles sur les questions culturelles, on peut citer parmi ses ouvrages : avec Emmanuel Laurentin. *L'Internationale de l'imaginaire* n° 19, *L'Europe de la culture*, Arles, Actes Sud, 2005. *Cinquante ans de France Culture*, Paris, Flammarion, 2013. *Europe et culture, un couple à réinventer ? Essai sur 40 ans de coopération culturelle européenne*, Toulouse, Éditions de l'Attribut, 2016.

**Outre les contributions évoquées qu'il a apportées à l'IEE en tant professeur associé, Jean-Michel Djian a aussi créé des institutions culturelles, dont Eurocréation, dirigé *Le Monde de l'éducation*, été producteur de films pour les télévisions et auteur de plus d'une vingtaine d'ouvrages, sur des écrivains et créateurs et sur des hommes politiques.

Très intéressée par cette expérience, j'ai décidé de rédiger une thèse de sociologie consacrée à *France Culture*. Bernard faisait partie de mon jury de thèse en 1997. Un poste de maître de conférences s'étant libéré à l'Institut d'études européennes, j'y ai postulé et obtenu cette nomination en 1998. Dès lors, je me suis consacrée à l'enseignement et à la recherche au sein de l'IEE, tout en œuvrant à la participation de professionnels et à la conduite de projets dans ces deux diplômes.

En 2005-2006 la MST et le DESS ont été remplacés par le master (maîtrise/DEA) d'Études européennes et internationales, dont l'une des mentions portait sur les politiques et la gestion de la culture en Europe.

J'ai été associée à la définition des cursus et j'ai été co-responsable de cette mention du master qui offrait trois options, au sein desquelles j'ai assuré divers cours, et la direction d'une partie des montages de projets, coordonnés par Marc Le Glatin.

C'est d'ailleurs grâce à Bernard Cassen que Marc le Glatin, alors directeur du théâtre de Chelles, a rejoint l'IEE. Nommé professeur associé (PAST), il a succédé à Jean-Michel Djian à la tête du master 2 professionnel « Politiques et gestion de la culture en Europe » que nous avons codirigé.

Bernard Cassen a toujours été présent dans la vie tant pédagogique que scientifique de l'IEE, soutenant activement les projets novateurs, mais étant aussi à l'initiative de nouvelles propositions et du développement de partenariats tant scientifiques que professionnels. Les 18, 19 et 20 juin 2009, il a participé à la conférence que Geraldo Nunes, Ridha Ennafaa et moi-même avons organisée à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, à l'occasion de l'Année de la France au Brésil, laquelle a fait l'objet d'une publication : *France-Brésil, échanges intellectuels et artistiques*, parue en 2013 dans *Le Fil d'Ariane*, la revue de l'IEE. Puis il a participé à la conférence internationale que j'ai organisée les 6, 7 et 8 novembre 2014 à l'IRIS et à l'IEE, « Les études européennes aujourd'hui », qui a également donné lieu à une publication plurilingue du *Fil d'Ariane* en 2017.

En 2012, j'ai pris la succession de Mireille Azzoug en tant que directrice de l'IEE, mandat que j'ai exercé jusqu'en 2018, et Marc Le Glatin, qui avait déjà été directeur de 2002 à 2007, a été l'un des deux directeurs adjoints de l'IEE durant ce mandat.

Jean-Michel et moi souhaitons rendre hommage à Bernard qui nous a nourris de ses idées, de ses articles et de ses contacts tout au long de notre travail au sein de l'Institut d'études européennes. Bernard aimait le débat et ne s'en privait pas. Jean-Michel Djian disait : « Il a la fidélité dans la peau et il fait confiance. » C'était vrai. Il restait toujours courtois, manifestant une élégance à la mesure de ses idéaux. Intellectuel et homme d'action, il insufflait autour de lui persévérance et fidélité aux engagements pris. Son humour et sa chaleur nous manquent déjà.

À la mémoire de Bernard Cassen

Une pensée sociale, humaniste et novatrice

Renaud Zuppinger*

Professeur émérite, ancien directeur adjoint de
l'Institut d'études européennes

Je sais tout ce que personnellement nous lui devons comme guide pour notre culture, notre conscience politique et pour l'accompagnement de nos carrières !

Toutefois, qui suis-je pour évoquer, outre sa personnalité, son rayonnement (mondial) et les initiatives si nombreuses qui furent les siennes, sur tant de continents, et en tant de domaines ! Nombreux sont ceux qui en connaissent les multiples facettes bien mieux que moi.

Comme le dit Antony Burlaud dans son interview biographique, il s'agit en effet d'un « homme-orchestre engagé dans le débat d'idées » qui avait perçu à un degré impressionnant à quel point « la maîtrise de la langue était un outil inestimable dans les relations personnelles et sociales ». J'y ajouterais cette attention soutenue à tous les aspects d'une vertu qui hélas tend à s'effacer : la rigueur. S'il est une chose qu'il a su nous transmettre c'est bien le respect de celle-ci tant dans le domaine de l'expression que de la recherche des faits et dans la précision des sources.

*Ndlr. Professeur émérite de l'Institut d'études européennes (IEE), Renaud Zuppinger a fait partie de l'équipe fondatrice de celui-ci. Il en a été le directeur-adjoint de la création de celui-ci en 1992 à son départ en retraite en 2012. Après avoir créé et dirigé le DESS « Management culturel en Europe », il a mis sur pied et codirigé avec Anne-Marie Autissier le master « Politiques et gestion de la culture en Europe » et a développé, en collaboration avec celle-ci, une option culturelle au sein du doctorat d'études européennes « Politiques, représentations, identités culturelles ». À l'origine, Renaud Zuppinger était américaniste, et il a fait partie des enseignants qui sont arrivés à la création de la fac de Vincennes et de l'UER d'anglais et ont contribué à la genèse et au développement des études américaines en y apportant une dimension nouvelle. Spécialiste de littérature mais aussi sémiologue, il a contribué à l'IEE à développer, en collaboration avec Anne-Marie Autissier, une approche originale de la culture, tant dans sa dimension de recherche que, dans celle plus professionnelle au sein du master. Ce qui a conduit à ouvrir aux titulaires de ces deux diplômes de nombreuses portes, aussi bien professionnelles que de recherche. Il a, par ailleurs, été un contributeur régulier des revues *Encrages* (revue du département d'études anglophones dont il était membre du comité de rédaction) et du *Fil d'Ariane* (publication de l'IEE), dont, outre un collaborateur, il a été le directeur d'un ouvrage *Représentations du passé. Patrimoine, musées. Problématiques identitaires et culturelles en Europe*.

Outre ces qualités fondatrices qui font la démonstration que l'expression n'est pas que surface mais procède également du fond, Bernard fut, au sein d'une constellation de collègues également courageux dans leurs domaines, un de ces créateurs de perles rares et insolites : « Vincennes », c'est-à-dire le Centre universitaire expérimental de Vincennes (CUEV), devenu Université Paris 8, puis en son sein, et non sans difficultés, l'Institut d'études européennes (IEE) et, hors les murs universitaires, tant d'initiatives également courageuses dont l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne : ATTAC, autre objet « exotique » car lui aussi, parfaitement novateur et destiné à bousculer nombre de confortables repères.

C'est, me semble-t-il, par *Le Monde diplomatique* que l'on peut sans doute le mieux percevoir l'alliance de la rigueur de l'expression, de la recherche, des témoignages et d'une pensée sociale, humaniste et novatrice telle que Claude Julien la décrivait et telle que Bernard non seulement la pratiquait mais s'efforçait de nous la transmettre.

À la mémoire de Bernard Cassen

Un homme orchestre engagé dans le débat d'idées

Sylviane Toporkoff*

Maîtresse de conférences (HDR), économiste, membre du Conseil de l'Institut d'études européennes de sa création à son départ en retraite.

J'ai connu Bernard lors de la création, à l'initiative de Bernard et Mireille Azzoug et à laquelle j'ai collaboré, de l'Institut d'études européennes de Paris 8 en 1992 (IEE).

Grâce à la Chaire européenne Jean-Monnet attribuée à Bernard, l'Institut d'études européennes a bénéficié de financements communautaires (DG X) lui permettant de mettre en place des enseignements contribuant à une meilleure connaissance de la construction européenne, ainsi que des pays de l'Union européenne et de leurs partenaires et concurrents, en Europe et dans le reste du monde. Nous avons passé des années extrêmement vivantes et très intéressantes.

Une des originalités de l'IEE voulue par Bernard et Mireille est son pluralisme idéologique, alors que la majorité des enseignements sur l'Europe dans les universités françaises semblent sortir tout droit d'une filiale de la Commission européenne. Avec humour Bernard disait souvent : « Il faut croire que l'information circule mal au sein de la Commission ou

*Ndlr. Maîtresse de conférences (HDR, titulaire d'un doctorat en économie) à l'Institut d'études européennes, Sylviane Toporkoff a fait partie de l'équipe fondatrice de celui-ci. C'est en outre elle qui a sollicité Édith Cresson, avec laquelle elle avait des liens, pour la présidence de l'IEE. Sylviane Toporkoff a été membre permanente du Conseil de l'IEE et elle a codirigé, jusqu'à son départ en retraite, le master « Commerce et échanges internationaux », avec Jean-Marc Benammar (économiste et professeur associé). Elle avait également été le pivot de la convention que nous avons passée, à l'initiative de Pierre Dommergues, déjà au sein de l'UFR Langues, sociétés, cultures étrangères, avec l'École nationale de commerce (ENC), où elle était professeure, pour la préparation commune d'une licence de commerce international : « Réussir sur les marchés extérieurs » qui offrait plusieurs options : marché allemand, marché américain, marché chinois, marché latino-américain. Celle-ci accueillait une centaine d'étudiant.e.s, et a été à plusieurs reprises classée parmi les cinq meilleures formations dans ce domaine.

Elle a aussi dirigé plusieurs doctorats au sein de la formation doctorale de l'IEE. Sylviane Toporkoff est, par ailleurs, la fondatrice d'un vaste réseau : Think Tank Global Forum/ Shaping the Future, qui associe le métier de conseil stratégique et marketing avec l'organisation de réunions internationales avec les acteurs de ce marché.

Elle est en outre une artiste qui réalise de très belles sculptures en bronze.

bien que l'on n'y lit pas les dossiers, puisque l'on m'a attribué une Chaire européenne. »

J'avais une grande admiration et sympathie pour Bernard bien que nous n'étions pas forcément d'accord sur tout !!! Toujours souriant, plein d'entrain et d'humour, intelligent, dynamique, courageux. Bernard ce n'était pas seulement un merveilleux professeur mais aussi un journaliste de talent, un écrivain, un amoureux des langues (les anglicismes étaient surtout à éviter avec lui !), une des figures marquantes du mouvement altermondialiste, bref un homme orchestre. Bernard a toujours été engagé dans les débats d'idées, et il ne se payait certainement pas de mots ! Il était un formidable organisateur, un architecte, soucieux de bâtir des institutions utiles et des collectifs efficaces. Il l'a montré non seulement à l'Institut d'études européennes de Paris 8 mais également au *Monde diplomatique*, à Attac (dont il fut le premier président), dans les Forums sociaux mondiaux, et dans quantité d'autres lieux.

On ne s'ennuyait jamais avec lui, on avait des discussions animées et en sortait presque toujours plein d'idées ou même de projets à creuser.

Bernard, c'est l'image même de l'honnête homme. Il manque beaucoup.



Statues de bronze dont Sylviane Toporkoff est la créatrice

Un intellectuel humaniste, engagé et solidaire

Patricio Tupper Mannen

Professeur émérite de l'université Paris 8

Bernard Cassen, confrère, collègue, ami et complice, nous a quittés le 12 juin 2025.

Nous nous sommes connus il y a 50 ans, grâce aux bons offices de Claude Julien, à l'époque directeur du mensuel *Le Monde diplomatique* au sein duquel Bernard assurait la couverture de l'Amérique latine. J'étais le benjamin d'une génération de réfugiés chiliens arrivés en France au milieu des années 70 à la suite du coup d'État du général Pinochet. À l'époque je faisais mon doctorat en sociopolitique des médias avec Alain Touraine à l'École des Hautes Études de Paris.

Bernard était le directeur du Département d'études des pays anglophones (DEPA) de l'Université de Paris 8 à Vincennes et cherchait à remplacer un professeur qui partait aux États-Unis pour deux ans. Dès notre première rencontre nos échanges ont été intenses et sympathiques. Bernard connaissait bien l'Amérique latine et préférait parler l'espagnol plutôt que l'anglais dont il était agrégé. Le dialogue était fluide : nous partagions ensemble les analyses sur la géopolitique mondiale et la situation de ce continent qui se militarisait progressivement.

Suite à nos discussions, il a présenté ma candidature à ses collègues qui m'ont reçu lors d'une séance du Conseil du Département d'études des pays anglophones. Je dois préciser qu'à l'époque je ne maîtrisais pas le français et malgré cela le courant est passé : ils m'ont accepté solidairement comme un de leurs pairs.

Bernard m'a fait confiance et le 1^{er} octobre 1976, je commençais mes cours, en tant que maître-assistant associé, sur « L'impérialisme culturel des États-Unis en Amérique latine ». C'était le commencement de ma carrière universitaire en France jusqu'à mon départ à la retraite comme professeur émérite en 2014.

Mais c'était surtout le début d'une grande amitié et d'une fructueuse complicité avec Bernard.

À la fin des années 70, le directeur général et fondateur de l'agence Inter Press Service (IPS), Roberto Savio, m'a demandé de commenter les débats sur le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) qui avaient lieu à l'UNESCO, ce que j'ai fait durant de longues années.

IPS avait été créé en 1964 comme un pont d'information entre l'Amérique latine et l'Europe et surtout une alternative aux agences de presse transnationales siégeant à Paris, Londres et New York (AFP, Reuter, AP et UPI) qui ne rendaient pas ou mal compte des gouvernements réformistes et progressistes qui arrivaient au pouvoir (Venezuela, Chili). Ce réseau était une mine d'informations contextualisées et, avec Bernard, nous avons décidé de créer à Paris une filiale d'IPS, dont le siège était à Rome.

Ainsi va naître IPS Tiers Monde France pour assurer la diffusion ici sur l'Amérique latine et dans ce continent des informations françaises en pleine campagne présidentielle qui culminera avec l'arrivée de François Mitterrand à l'Élysée.

Bernard était un homme d'action, de projets et de décision. Il tranchait vite. S'il voyait une initiative intéressante, il allait de l'avant. Ainsi, quand en 1982 il est nommé directeur de la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST), nous avons eu l'idée de créer un bulletin scientifique et technique en français, à partir de la version en anglais et espagnol d'IPS, destiné aux pays francophones d'Afrique, et en même temps de diffuser en Amérique latine des informations françaises.

En dehors de nos activités propres de recherche et d'enseignement à l'université Paris 8, Bernard et moi avons été actifs en tant que journalistes dans plusieurs organisations professionnelles et associatives. Ainsi il était un des piliers de l'Association des journalistes spécialistes de l'Amérique latine et des Caraïbes (AJALC), fondée en 1978 et présidée alors par le journaliste Édouard Bailby du magazine *L'Express*.

En 2003, nous avons participé à la création de l'Observatoire français des médias (OFM) qui se donnait pour mission la défense du droit d'informer et la promotion du droit à une information libre et pluraliste. L'OFM, qui rassemblait des personnalités connues du monde des médias (journalistes, chercheurs, professeurs, universitaires), entendait se constituer comme contrepoids aux excès de tous les pouvoirs, en particulier ceux des grands groupes médiatiques qui favorisent la logique du marché en matière d'information et la pensée néo-libérale comme idéologie.

Avec l'autre complice, Roberto Savio, le directeur d'IPS cité plus haut, ils ont été, entre autres, les fondateurs du premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre (Brésil) en janvier 2001, comme par la suite des multiples FSM partout dans le monde ainsi que du Forum social européen (FSE).

En 1983, Bernard est nommé secrétaire général de la Maison de l'Amérique latine dont la vocation est de favoriser les relations diplomatiques, culturelles et économiques entre la France et l'Amérique latine. Il a soutenu

de multiples projets franco-latino-américains dans divers pays de la région. Et, c'est dans cette même maison qu'il a présenté mon livre *Allende la cible des médias chiliens et de la CIA*, publié en 2003. À partir de la trame de l'ouvrage, Bernard fait une analyse cinglante des monopoles médiatiques de l'Amérique latine et de leur rôle dans la perpétuation des gouvernements oligarchiques favorisant la « pensée unique » et les injustices sociales.

L'implication de Bernard au sein de mouvements citoyens ainsi que pour la justice sociale et la démocratie a contribué à élargir les horizons du débat public en France et à l'étranger. Fervent défenseur de la solidarité internationale, il a porté haut les valeurs de dialogue, de respect et d'ouverture. Homme d'action et de rassemblement, il n'a jamais cessé de croire en la capacité collective à imaginer et construire un monde plus équitable. Intellectuel, enseignant et militant, il a su concilier rigueur intellectuelle et profond humanisme.

Je ne fais ici qu'évoquer quelques souvenirs d'un homme qui a beaucoup donné à la communauté nationale et internationale.

Dans la vie des êtres humains il y a des rencontres qu'on n'oublie jamais. La mienne avec Bernard est de celles-là.

Un bel exemple d'intelligence et de méritocratie

Claude Chenain*

Maître de conférences au Département d'études des pays anglophones

C'est en 1952, dans un autre siècle, que Bernard et moi avons partagé les « joies » de l'Internat à l'École normale d'instituteurs de Versailles. Il se montrait déjà un sujet brillant et plutôt anticonformiste.

On connaît son parcours universitaire exemplaire, lequel nous a donné l'opportunité de nous retrouver à nouveau comme anglicistes à la Sorbonne. Ce fut alors le point de départ d'une collaboration dans de nombreux domaines de l'enseignement universitaire à l'organisation de séjours linguistiques au Royaume-Uni et à l'accompagnement de groupes à l'étranger via l'association Interéchanges.

Comme on peut le constater, Bernard a toujours été d'un grand dynamisme et un organisateur né animé par une vaste curiosité allant du Royaume-Uni à l'Amérique latine qui a suscité nombre de ses engagements intellectuels et politiques, défendus toujours avec conviction et efficacité.

Et puis, évidemment il a joué avec Pierre Dommergues, un rôle moteur dans la construction de la « fac » de Vincennes, et dans la création du département d'études des pays anglophones au sein duquel j'ai eu l'honneur et le plaisir d'enseigner dans la même section que lui, celle de la civilisation britannique.

Bernard Cassen restera toujours un bel exemple d'intelligence et de méritocratie. Il nous manque !

*Claude Chenain était maître de conférences à l'université d'Amiens où il a noué des liens d'amitié avec Bernard Cassen, qui l'a fait venir au Centre universitaire expérimental de Vincennes en 1969 (lequel allait devenir l'université Paris 8). Il y a enseigné la civilisation britannique et la traduction jusqu'à sa retraite et a collaboré aux différentes activités du département : équipe de recherche, séminaires, colloques. Doté d'un sens subtil de l'humour et d'une empathie à l'égard de tous ses collègues, il faisait l'unanimité au sein du département.

Hommage à un professeur, un maître, un ami

Bernard Gensane*

Angliciste, professeur retraité de l'université de Poitiers

Je devins angliciste, d'abord grâce à Armand Duval, ami de mes parents et professeur d'ENNA (Écoles normales nationales d'apprentissage), puis à André Crépin², qui était mon antithèse parfaite dans tous les domaines de la vie et de la profession, mais auquel je fus lié, jusqu'à son décès, par une indéfectible amitié.

Et puis il y eut Bernard Cassen. Il fut certainement celui qui exerça la plus forte et durable influence sur moi. Lorsqu'il débarqua en 1967 à la Faculté des Lettres d'Amiens, je vis tout de suite qu'il était doué d'une personnalité hors pair. Âgé de trente ans, il avait été reçu premier à l'agrégation d'anglais en se permettant de faire une dissertation de quatre pages, tant son esprit de synthèse était exceptionnel, et il venait d'être nommé maître-assistant à Amiens après avoir enseigné au lycée Henri IV et à la Sorbonne. Il nous donnait des cours de civilisation britannique, et il nous passionnait en nous apprenant, entre autres, à lire la presse britannique.

Il était issu d'un milieu modeste des Landes. Ses parents s'étaient établis en banlieue parisienne, à Argenteuil. Tous deux étaient militants

*Ndlr. Bernard Gensane est spécialiste de littérature et civilisation britanniques, auteur d'une thèse « Politique de l'écriture et responsabilité auctorielle chez George Orwell » (sous la direction de Claude Jolicoeur, université de Nantes, 1990). Il est aussi spécialiste des mouvements culturels alternatifs et notamment *underground* anglo-saxons. Il est l'auteur de nombreux articles et de plusieurs ouvrages tant sur la culture *underground* que sur l'écrivain George Orwell. Il est en outre l'auteur, sur son blog personnel, de très nombreuses chroniques sur la vie culturelle, sociale et politique *urbi et orbi*, où l'humour, parfois féroce, le dispute à la perspicacité (<https://blogs.mediapart.fr/bernard-gensane/blog>).

Bernard Cassen l'invita à rejoindre le département d'anglais du CUEV, qui ouvrit ses portes en janvier 1969, comme chargé de cours. Il y enseigna durant plusieurs années avant de devenir maître-assistant à l'université nationale de Côte d'Ivoire à Abidjan (1976-1987, et maître de conférences puis professeur à l'université de Poitiers (1988-2008).

² Ndlr. André Crépin (1928-201), médiéviste, philologue et linguiste, spécialiste de littérature anglaise, fut professeur d'anglais médiéval à la Sorbonne (1983-1994) après avoir été maître de conférences au Collège littéraire universitaire d'Amiens (1965-1983), puis à l'université de Picardie Jules Verne (1972-1983). Membre de plusieurs sociétés savantes, il fut élu en 2002 membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. (Source : Wikipédia.)

communistes. Durant les repas roboratifs préparés par la mère de Bernard, ma fougue égayait parfois ces deux militants blanchis sous le harnais.

Nous devînmes complices et amis à l'occasion des événements de Mai 1968. Ses prises de parole dans les AG enfumées de la Faculté des Lettres d'Amiens, place Dewailly, faisaient la synthèse de ce qui venait d'être débattu *ad nauseam* et nous permettait de progresser de manière constructive. Pendant ces deux mois de lutte, je compris à quel point Bernard avait un sens politique exceptionnel, sachant devancer l'événement car il comprenait parfaitement ce qui se passait, tout en faisant preuve d'un jugement très lucide sur les hommes et les femmes. Il se projetait avec une grande lucidité et, qualité rare, il aidait les autres à tracer leur chemin après avoir évalué leur personnalité avec beaucoup d'acuité.

L'année suivante, je passai ma licence d'anglais et je m'apprêtai à partir pour un an en Grande-Bretagne, dans le lycée où j'avais été brièvement scolarisé. Mes valises étaient quasiment bouclées lorsque je reçus un coup de téléphone de Bernard qui me dit : « Viens me rejoindre à Vincennes³ où, avec quelques autres, nous avons fondé une université et où l'on a besoin de jeunes comme toi ». Il me donna une heure pour réfléchir, me forçant, il faut bien le dire, légèrement la main.

Je rejoignis à Vincennes trois camarades et amies, étudiantes de Bernard à Amiens : Marie-Odile Lapostolle, Françoise Petithomme (qui épousa un autre Vincennois et qui nous quitta malheureusement à l'âge de quarante ans) et Michèle Possien. J'assurai des travaux dirigés de labo de langue et de civilisation britannique. Je suivis les enseignements très enrichissants de Maurice Goldring⁴, de Conor Cruise O'Brien⁵ et

³« Vincennes » désignait le Centre universitaire expérimental de Vincennes (CUEV), créé après Mai 68 à l'initiative du ministre de l'Éducation nationale Edgar Faure, lequel devint l'université Paris 8-Vincennes deux ans plus tard. Pierre Dommergues, Bernard Cassen et Hélène Cixous jouèrent un rôle fondamental dans la conception et la création du Centre.

⁴ Ndlr. Maurice Goldring (1933-2020) fut maître de conférences puis professeur au département d'anglais. Spécialiste d'études irlandaises, écrivain et traducteur de divers poètes irlandais, il fut l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur l'Irlande, notamment sur le conflit nord-irlandais, dans lequel il prit parti contre le diktat des bombes. Engagé à gauche, au sein du parti communiste qu'il quitta lorsque la direction de celui-ci décréta le « bilan globalement positif de l'URSS », il fut aussi l'auteur d'ouvrages politiques et de nombreuses contributions à la *Nouvelle Critique* et à *France Nouvelle*. L'analyste politique à l'humour décapant se doublait d'un brillant pamphlétaire. Il décédait en 2020.

⁵ Ndlr. Conor Cruise O'Brien (1917-2008) fut professeur invité (à l'initiative de B. Cassen) durant les deux premières années d'existence du CUEV. Homme politique irlandais, il fut élu député travailliste du parlement irlandais en 1969, puis devint ministre des Postes et Télégraphes et même député européen durant deux

d'Anthony Sampson⁶ avec qui je me liai d'amitié. Et je contribuai à la revue du département, *Encrages* (fondée par Mireille Azzoug, qui en fut la rédactrice en chef et Bernard le directeur de la publication), notamment sur les mouvements *underground* en Angleterre, les Beatles et les auteurs auxquels j'avais consacré des travaux : Orwell⁷ et Dickens notamment.

Avec Ignacio Ramonet, Bernard Cassen fut l'un des principaux fondateurs d'ATTAC, dont il fut le premier président (1998-2002)⁸. Un jour, chez lui, il me dessina, en improvisant quelque peu, l'organigramme de l'association, à ce moment-là embryonnaire. Il contribua à en faire, avec quelques autres, un des mouvements politiques les plus originaux et les plus influents d'après-guerre. Le NON au référendum constitutionnel de 2005 sur l'Europe lui doit beaucoup. D'autres parleront mieux que moi de cette aventure unique dans l'histoire politique de la France contemporaine.

mois (janvier-mars 1973). Journaliste, il fut rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire britannique *The Observer* et collaborateur de journaux irlandais de gauche (*Sunday Independent* et *Irish Independent*). Il fut aussi écrivain ainsi que l'auteur d'une série d'ouvrages consacrés à la question irlandaise, son histoire, ses conflits et ses protagonistes — il condamna la violence comme arme politique des séparatistes — ainsi qu'à diverses autres questions internationales. Source consultée : Wikipedia (site anglais).

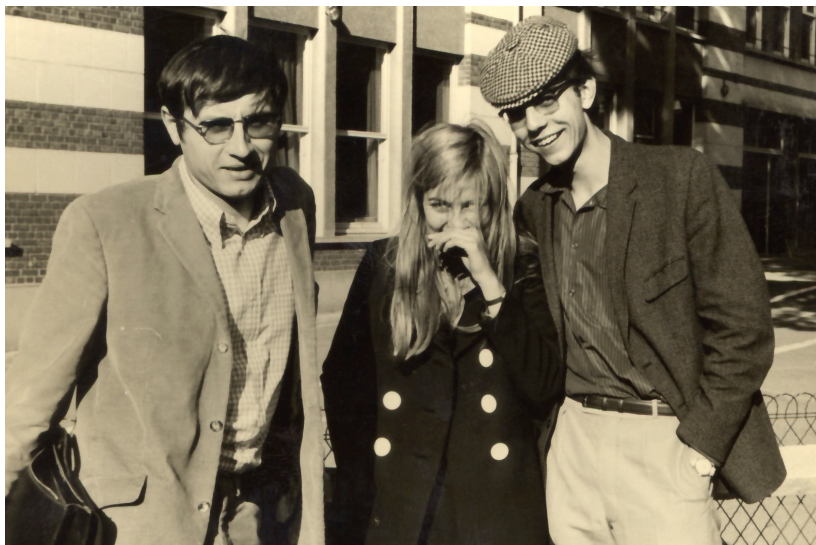
⁶ Ndlr. À l'invitation de B. Cassen, qui avait noué des liens d'amitié avec lui, Anthony Sampson (1926-2004) fut professeur associé durant les deux premières années qui ont suivi la création du CUEV. Journaliste britannique de renom, notamment à l'*Observer*, il fut aussi l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés au Royaume-Uni, ses institutions et ses acteurs politiques et sociaux (dont *Anatomy of Britain* – six versions réécrites publiées entre 1962 et 2004). Il débuta sa carrière en Afrique du Sud, à Johannesburg, où il fut durant 4 ans rédacteur-en-chef du magazine noir sud-africain *Drum*, engagé dans la lutte contre l'apartheid. Ami proche de Nelson Mandela, avant même que celui-ci s'engage à la tête du mouvement antiapartheid, il lui apporta son soutien durant ses longues années d'incarcération. Anthony Sampson s'attaqua aussi dans ses écrits (articles et ouvrages) à l'emprise des grandes firmes multinationales et des puissances de l'argent sur les États. Il fut l'un des membres fondateurs du Socialist Democratic Party (SDP) en 1981. Il est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages, sur l'anatomie de la Grande-Bretagne et son évolution conservatrice (*The Essential Anatomy of Britain: Democracy in Crisis*, 1992) ainsi que sur la constitution des multinationales, notamment de la communication et des transports aériens, et aussi sur le commerce des armes — *The Arms Bazar : From Lebanon to Lockheed* (1977) et sur les grandes compagnies qui contrôlent l'exploitation du pétrole dans le monde : *The Seven Sisters : Great Oil Companies and the World they Made* (Coronet Books, 1988). Source consultée : Wikipedia (site anglais).

⁷ Ndlr. Bernard Gensane lui consacra un ouvrage, issu de sa thèse de doctorat, *George Orwell, vie et écriture*, Presses universitaires de Nancy, 1994.

⁸ Ignacio Ramonet et lui sont aujourd'hui présidents d'honneur d'Attac.

Certains ont pu reprocher à Bernard Cassen la manière dont il n'a jamais pris de gants avec les amorphes qui pouvaient entraver la marche d'une inépuisable boule d'énergie fécondante et, plus généralement, avec ceux qui étaient hostiles à ses initiatives. Ces griefs sont peut-être fondés mais je n'en ai été ni le témoin ni encore moins la victime. En revanche, j'affirme haut et fort qu'il fut un homme de parole et de fidélité à ses idées et à ses ami.e.s.

Cela fait plus d'un demi-siècle que je le regarde agir en tant qu'universitaire, journaliste et homme politique. Je pense que, globalement, il s'est très rarement trompé, et toujours à la marge. Qui veut la fin veut les moyens, dit-on. D'aucuns critiquèrent parfois ses moyens. Ses objectifs furent toujours opportuns et productifs.



Bernard Cassen, avec deux de ses étudiants à Amiens :
Michelle Possien et Bernard Gensane

Hommage de

Monique Lambert

Professeure retraitée du département d'études des pays anglophones
de l'université Paris 8 Vincennes–Saint-Denis*

Bernard Cassen a joué un grand rôle dans ma vie à plusieurs égards. C'est au sein de l'université Paris 8, nouvellement créée, que j'ai trouvé un cadre académique stimulant pour mener à bien une thèse de troisième cycle.

Mais je n'étais pas la seule à en tirer profit. La diversité et la richesse des enseignements au département d'anglais, en rupture avec ceux prodigués avant 68, ont attiré un nombre record d'étudiant.e.s inscrits et diplômés par la suite.

Encouragée par Bernard j'ai postulé à un poste d'enseignement et ai été recrutée dans le département d'anglais où s'est déroulé l'ensemble de ma carrière, à Vincennes, puis à Saint-Denis après le transfert de l'université. Alors jeune maître de conférences, Bernard m'a encouragée à siéger au bureau du conseil de l'Université de Vincennes. Ma candidature ayant été retenue, j'ai vécu une expérience passionnante en collaboration étroite avec Bernard et ceux qui partageaient ses points de vues et ses combats.

Pour mettre à profit un semestre sabbatique Bernard m'a conseillé de partir en mission en République Dominicaine pour soutenir l'enseignement du français, objectif qui nous tenait beaucoup à cœur. Par réaction aux États-Unis, la République Dominicaine avait promu le français comme première langue enseignée dans tout le pays. J'ai pu partager mes recherches sur l'acquisition des langues avec mes collègues à l'université autonome de Saint-Domingue, la UASD, et assister à des cours de français dans une douzaine d'écoles dispersées dans le pays. C'est ainsi que j'ai pu mesurer la justesse des vues de Bernard sur l'apport des langues tant au plan culturel que politique.

* Ndlr. Monique Lambert était linguiste et elle travaillait sur l'acquisition et l'apprentissage de l'anglais par des francophones, avec l'équipe des linguistes du département mais aussi celle du département de linguistique et de l'Institut de linguistique appliquée et de didactique des langues (ILADL). Elle a contribué à plusieurs publications dans ce domaine, notamment dans les livraisons d'*Encrages* (revue du département) consacrées à la linguistique. Elle a aussi été membre du conseil de l'UER d'études des pays anglophones et a activement participé à tous les débats, notamment sur les questions pédagogiques, en y faisant des interventions constructives. Elle a en outre participé aux combats de Paris 8 en siégeant au conseil de l'université et à son bureau sous la présidence de Pierre Merlin (1976-1980), dont Bernard Cassen était aussi membre.

Puis nous nous sommes côtoyés à Saint-Denis, lui à l'Institut d'études européennes, et moi, toujours fidèle à notre département d'études des pays anglophones. Les engagements de Bernard au *Monde diplomatique* et à Attac et dans tant d'autres lieux ont distendu notre collaboration mais n'ont en rien entamé mon amitié et mon admiration pour lui. J'aurais voulu pouvoir exprimer de vive voix toute ma gratitude à son égard et c'est avec un grand chagrin que j'ai appris sa disparition.

Bernard Cassen, un directeur à l'écoute

Marie-Louise Azzoug

Ingénieure de recherche, ancienne responsable du SCUIO-IP*

Ancienne responsable administrative et directrice adjointe de l'UER d'anglo-américain**

J'ai connu Bernard Cassen lorsque je suis arrivée à l'université en 1969. J'étais inscrite en licence d'italien mais ayant choisi l'anglais en sous-dominante, je fréquentais donc aussi l'UER d'anglo-américain comme on l'appelait à l'époque.

En 1970, j'ai appris qu'on recherchait des étudiant.e.s pour être monitrice, j'ai proposé ma candidature et j'ai été retenue. Nous étions une douzaine de moniteurs car l'UER d'anglo-américain comptait plus de 3000 étudiant.e.s.

J'ai ensuite été recrutée comme responsable du secrétariat en 1971 et puis j'ai été élue directrice adjointe de l'UER. J'ai travaillé avec Bernard Cassen qui en était le directeur-adjoint puis le directeur et qui encadrait le personnel.

J'étais très impressionnée par Bernard Cassen car il s'impliquait complètement dans toutes les activités de l'UER bien qu'ayant de nombreuses autres responsabilités. Je me souviens qu'il écrivait dans *Le Monde*, dans le *Monde diplomatique*, qu'il s'occupait d'une association d'échanges internationaux (Interéchanges et il voyageait dans de nombreux pays d'Amérique latine. En 1973 il était allé au Chili au moment du coup d'État contre le président Allende. Par ailleurs, il était très impliqué dans la défense de la langue française.

Bien que très occupé, Bernard Cassen était toujours à l'écoute des personnels et très proche d'eux. Il savait prendre le temps pour aider,

* Service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiants.

**Après avoir dirigé le secrétariat de l'UER d'anglo-américain de 1971 à 1976, dont elle a en outre été la directrice adjointe de 1971 à 1976, elle a été responsable du Secrétariat général de l'université et a assuré à mi-temps le secrétariat du président Pierre Merlin jusqu'en 1980. Elle a créé et dirigé le SCUIO-IP (Service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiants) et a fondé et dirigé le *Guide de l'étudiant* de 1982 jusqu'à son départ en retraite en 2013. Elle a parallèlement contribué avec Pierre Dommergues à la mise sur pied et à la gestion de la future MICEFA (Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains), qui sera officiellement créée à Paris en 1985.

conseiller et même participer aux activités tout en laissant une entière liberté pour organiser le travail.

Je suis restée en anglo-américain jusqu'en juin 1976, et c'est à grand regret que j'ai quitté cette UER car j'avais de très bons contacts avec tous les personnels et enseignants et notamment avec Bernard Cassen que j'appréciais beaucoup.

Hommage à Bernard

Un ami et un « patron » bienveillant

Fawzi Bensalha

Comme tous ceux dont le chemin de vie aura croisé celui de Bernard Cassen, je voudrais lui dire toute ma reconnaissance pour m'avoir guidé à plusieurs étapes de ma vie.

J'ai connu Bernard au Département d'anglo-américain du Centre universitaire expérimental de Vincennes, d'abord comme étudiant, suivant son cours de civilisation britannique, puis comme moniteur au Département d'études des pays anglophones, dont il était le directeur.

Quand il a été nommé chef de la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (MIDIST) au sein du nouveau Ministère de la Recherche et de la Technologie, à ma demande il s'est employé à me faire venir dans son service, où j'ai exercé de janvier 1982 jusqu'à mon départ à la retraite¹ Il m'avait accordé un aménagement d'horaires afin que je puisse continuer d'assurer, une après-midi par semaine, le secrétariat administratif du Programme d'échanges entre les Universités new-yorkaises et Vincennes, devenu la MICEFA², initié par feu Pierre Dommergues.

Malgré les changements survenus dans les différents services du Ministère, Bernard, a toujours gardé le contact avec ses collègues de la MIDIST et on avait droit à un dîner des anciens tous les ans. Il était notre trait d'union et un « Patron » hors pair, un organisateur comme il y en a si peu !

¹ Ndlr. En 1985, la MIDIST perd son autonomie et son statut interministériel. Elle est rebaptisée DIXIT, Direction générale de la recherche et de la technologie, et est pleinement intégrée au ministère de la Recherche, lequel deviendra en 1993 le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

² Ndlr. Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains, créée par Pierre Dommergues, qui permet aux étudiant.e.s des universités parisiennes et américaines d'aller passer un semestre dans une université de l'autre pays sans payer de droits d'inscription. La structure de gestion de ces échanges a été créée au sein de Paris 8, par Pierre Dommergues et Marie-Louise Azzoug, et géré par le SCUJO, dont elle était la directrice, et sa collègue Jacqueline Placide. En 1985, la MICEFA a été officiellement créée.

Il y a tellement à dire sur sa bienveillance qu'il me faudrait des pages pour en parler.

Repose en paix, cher Bernard.

II. BERNARD CASSEN
PARCOURS UNIVERSITAIRE, JOURNALISTIQUE,
ET PUBLICATIONS

Bernard Cassen

Une vie d'engagements

Établi par **Mireille Azzoug**, d'après son curriculum vitae, son parcours à l'Institut d'études européennes et au Département d'études des pays anglophones (université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis), au *Monde diplomatique*, aux Amis du *Monde diplomatique*, à la Maison de l'Amérique latine et à Attac, complété par les informations publiées concernant diverses autres publications — *Le Monde*, *Les langues modernes*. Par ailleurs, Bernard a été le directeur d'*Encrages* et du *Fil d'Ariane*, publications de l'université Paris 8, dont j'ai été la fondatrice et la rédactrice en chef.

Notre collaboration, qui a duré plus de 40 ans, m'a permis de suivre ses divers engagements, universitaires, intellectuels et militants, dont nous avons partagé certains : j'ai été collaboratrice du *Monde diplomatique*, membre des Amis du *Monde diplomatique*, de son conseil d'administration et de son bureau, et même sa vice-présidente. Nous avons été tous deux membres des conseils de l'université, les dix premières années lorsque le centre universitaire expérimental de Vincennes est devenu l'université Paris 8 et qu'il a fallu y mener de rudes batailles, à la fois contre le ministère chargé des universités et contre la fraction la plus gauchiste de l'université (j'ai encore été membre de ce conseil durant 15 ans). Ensemble nous avons dirigé le département d'anglo-américain (UER), dont il avait été, avec Pierre Dommergues, le principal fondateur, et dont il a été d'abord le directeur adjoint, puis le directeur et dont j'ai été la directrice adjointe, puis la directrice, avant de devenir la directrice de l'UFR des langues au sein de laquelle j'ai fondé la filière d'études européennes, qui a servi de rampe de lancement à l'Institut d'études européennes (IEE) que nous avons créé Bernard et moi après son retour de la MIDIST.

J'ai été directrice de celui-ci durant trois mandats (15 ans) et Bernard a été le directeur de la formation doctorale jusqu'à sa retraite. Il est alors devenu vice-président du conseil de l'IEE.

Bernard et moi avons aussi partagé les mêmes combats politiques aux côtés de forces de gauche, partagé aussi une partie de nos cours et de nos séminaires (ce qui lui permettait de poursuivre ses engagements politiques et citoyens).

À la création de l'université Paris 8, j'ai contribué aux côtés de Bernard et Pierre Dommergues et d'un petit groupe d'anciens étudiant.e.s et d'enseignant.e.s (Noëlle Batt, Lazare Bitoun, Renaud Zuppinger...), à fonder et développer le département d'anglo-américain, lequel, suite à un long débat orchestré par Bernard, est devenu le département d'études des pays anglophones. Ce livre s'efforce de récapituler 40 ans de la vie du professeur, de l'intellectuel, du journaliste et du militant, mais aussi du compagnon de route qu'a été Bernard Cassen.

Afin de faire mieux connaître l'intellectuel et l'écrivain prolifique qu'il a été, je m'étais fixé comme tâche d'établir un curriculum vitae aussi complet et précis que possible pour qu'il reste une trace de ses activités, ses engagements et de ses innombrables écrits — ouvrages, articles, comptes rendus... — afin de transmettre sa mémoire.

Beaucoup d'analyses et d'idées qu'il a développées dépassent la contingence et continueront de guider et d'inspirer les générations futures.

BIOGRAPHIE

Bernard CASSEN

Né le 2 novembre 1937 à Paris 14^e

I - Titres universitaires

CAPES anglais : 1960.

Agrégation anglais, rang : 1^{er}, 1961.

Doctorat d'État (discipline : anglais) : « Études sur la société britannique contemporaine et sur la situation dominante de la langue anglaise et de la culture américaine en Occident », soutenu à Paris 8, le 12 octobre 1985 avec la mention très honorable.

Chaire européenne Jean-Monnet en science politique (« Les enjeux économiques et politiques de l'intégration européenne ») attribuée par le conseil universitaire de l'Action Jean-Monnet de la Commission des Communautés européennes le 25 février 1991.

II – Carrière universitaire

Professeur au Lycée Henri IV.

1964-1967 Assistant à la Sorbonne.

1967-1968 Maître-assistant au collège littéraire universitaire d'Amiens.

Été 1968 Cofondateur avec Hélène Cixous et Pierre Dommergues du Centre universitaire expérimental de Vincennes qui allait devenir deux ans plus tard l'université Paris 8-Vincennes

Automne 1968 Cofondateur avec Pierre Dommergues de l'UER d'anglo-américain, rebaptisée plus tard Département d'études des pays anglophones

1968-1981 Maître-assistant, puis chargé d'enseignement à l'université Paris 8.

Directeur adjoint (1969 à 1972, puis de 1974 à 1976) et directeur (1976 à 1981) du Département (UER) d'études des pays anglophones (DEPA).

Membre du conseil d'administration de l'université Paris 8 sous les présidences de Claude Frioux (1971-1976) et Pierre Merlin (1976-1980).

1972-1976 Membre élu du Comité consultatif des universités, 11^e section : Langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes.

1974-1978 Président et co-fondateur de la Commission Interlangues de l'université Paris 8.

- 1989-1997 Professeur (1989) au DEPA.
- 1989-1998 Directeur de la formation doctorale du DEPA puis de celle de l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8 : « Mutations des sociétés et cultures en Europe ».
- 1991-2000 Professeur à l'Institut d'études européennes.
- 1992-2000 Membre du conseil de l'Institut d'études européennes.
- depuis 2000 Professeur émérite.
- 2001-2023 Vice-président de l'Institut d'études européennes (au titre de ses activités professionnelles, notamment de directeur du *Monde diplomatique*).

Responsabilités scientifiques

Novembre 1993-mars 1994 : membre de la Commission de réflexion et de proposition sur les publications scientifiques en langue française, désignée par M. Jacques Toubon, ministre de la culture et de la communication.

Responsabilités éditoriales

- 1967-1973 Collaborateur du journal *Le Monde*.
- 1973-2023 Collaborateur régulier du mensuel *Le Monde diplomatique*.
- 1968-1971 Rédacteur en chef adjoint, puis rédacteur en chef de la publication *Les Langues modernes*.
- 1973-1981 Directeur de la collection « Textualité »¹ aux Éditions Alain Moreau.
- 1979-1990 Directeur de la revue du Département d'études des pays anglophones : *Encrages, Enseignement recherche. Théories et pratiques*.
- 1989-2007 Membre de la rédaction du *Monde diplomatique*.
- 1991-2000 Directeur de la publication de l'Institut d'études européennes *Le Fil d'Ariane*.
- 1996-2007 Directeur général (de l'entreprise éditrice) du *Monde diplomatique*.

Colloques universitaires et internationaux : communications et co-organisation

1974

6, 7 et 8 décembre : Communication lors du colloque international

¹ Il y a dirigé une dizaine d'ouvrages, dont : John Berger, *Voir le voir*, 1976 ; Armand Mattelart et Ariel Dorfman, *Donald l'imposteur ou l'impérialisme raconté aux enfants*, 1971 et 1976 ; Colin Wilson, *Être assassin*, 1977 ; Armand et Michèle Mattelart, *De l'usage des média en temps de crise*, 1979. Collectif (dir. Pierre Dommergues et al.), *Le nouvel ordre intérieur*, Préface de Claude Julien, 1980, Ignacio Ramonet, *Le chewing-gum des yeux*, 1980.

« Langue et construction européenne », organisé au Palais du Luxembourg.

1975

Janvier 1975 : Communication « Identité ethnique, racisme et capitalisme, présentée à la journée de réflexion sur l'impérialisme culturel organisée au Département d'études des pays anglophones (université Paris 8).

1977

7 juillet : Communication « Élément de réflexion pour une politique de la France à l'étranger » présentée au colloque international de Cali (Colombie) : « Situation et perspectives de la langue et de la civilisation françaises en Amérique latine » (B. Cassen y représentait les universités françaises).

15 octobre : Communication : « La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme », présentée lors du colloque sur l'impérialisme culturel organisé à Alger du 11 au 15 octobre 1977 par la Fondation Lelio Basso.

1979

19-22 mars : Interventions au Colloque international « Le Nouvel Ordre intérieur » à l'université Paris 8-Vincennes dont il fut l'un des organisateurs avec Pierre Dommergues. Il a codirigé les Actes du colloque et y a rédigé une table ronde : voir publications.

1981

16-20 septembre : Communication : « La diffusion et l'emploi des langues : une question politique » au deuxième colloque international du CIREEL (Centre d'information et de recherche sur l'enseignement et l'emploi des langues – France) à Urbino,

1982

7 novembre : Intervention à la table ronde « Les enjeux culturels de l'intégration européenne » : sous la présidence d'Édith Cresson, avec la participation de Renato Ruggiero, vice-président de l'Institut, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Michel Carpentier, directeur général de la DG XIII à la Commission européenne, et Claude Frioux, professeur à l'IEE et au département d'études slaves, président honoraire de l'université Paris 8.

1981-1985 : il est chef de la MIDIST, ce qui lui laisse peu de temps pour participer aux colloques

1986

28 février et 1^{er} mars : intervention au colloque de Tours : « Les industries de la langue. Enjeux pour l'Europe », communication : « Un nouveau front pour le français et les langues de l'Europe ».

31 août au 3 septembre : Colloque « L'Europe et l'Amérique latine dans la mondialisation », Université de Corboba (Argentine) (2 communications).

18-22 octobre : Colloque « L'impact de la construction européenne sur l'intégration latino-américaine », Centre d'études sur l'Europe, La Havane (Cuba) (2 communications).

1^{er} et 2 décembre : Assises francophones de la recherche, organisées par l'AUPELF-UREF à Abidjan (Côte d'Ivoire) : communication « Les deux cercles », paru dans les *Actes des Assises*.

1987

26-27 mars 1987 : Colloque : Journées européennes de la traduction professionnelle, UNESCO, Paris, organisé à l'initiative du Conseil de l'Europe, en collaboration avec la Commission des Communautés européennes, l'UNESCO et avec le concours de l'Union latine. « Présentation du colloque », avec Jean-François Dégremont.

1992

7 novembre : Table ronde : « Les enjeux culturels de l'intégration européenne » : débat avec Claude Frioux, professeur au département d'études slaves et à l'IEE, et avec Michel Carpentier.

1993

31 août au 3 septembre 1993 : Colloque « L'Europe et l'Amérique latine dans la mondialisation » Université de Corboba (Argentine) (2 communications).

18-22 octobre 1993 : Colloque « L'impact de la construction européenne sur l'intégration latino-américaine », Centre d'études sur l'Europe, La Havane (Cuba) (2 communications).

1er et 2 décembre 1993 : Assises francophones de la recherche, organisées par l'AUPELF-UREF à Abidjan (Côte d'Ivoire) ; communication « Les deux cercles », à paraître dans les Actes des Assises

1^{er} et 2 décembre : Assises francophones de la recherche, organisées par l'AUPELF-UREF à Abidjan (Côte d'Ivoire) ; communication : « Les deux cercles », à paraître dans les Actes des Assises.

1994

6-7 janvier : Colloque : « Langues et cultures en Europe », organisé par l'Institut français de Lisbonne et l'Université de Lisbonne (une communication).

7 février : Participation à la table ronde : « Les enjeux du traité de Maastricht » (avec Édith Cresson, Pierre Guidoni, ancien ambassadeur et Michel Hervé, président de l'Association nationale pour la création d'entreprises, ancien parlementaire européen, maire de Parthenay.

18 février : Colloque « Quelles langues, quelles cultures pour l'Europe de demain ? » organisé par l'Institut français de Valence (communication).

19 février : Colloque « La représentation des citoyens en Europe. Nouveaux espaces », organisé à Valence (Espagne) par le Comité européen des associations d'intérêt général (CEDAG) (communication).

12-15 avril 1994 : Colloque « L'avenir du travail dans les pays industrialisés », organisé par l'Université de Rio Piedras (Porto Rico). Communication sur l'avenir du travail en Europe.

19-21 mai 1994 : Colloque « East Europe between Western World and East Asia », organisé par le Department of Development and Planning de l'Université d'Aalborg (Danemark). Key-note speech : « Europe's strategy in the world economy : free trade/protectionism ».

9-10 juin 1994 : Colloque sur l'Union européenne, la Grèce et les Balkans, organisé par l'Institut français d'Athènes et l'Institut Pandios. Communication.

8 novembre : Intervention (et coorganisation) à la table ronde de l'IEE : « Les élargissements de l'Europe », avec la participation de Michel Hervé, président de l'Association nationale pour la création d'entreprises, ancien parlementaire européen, maire de Parthenay, Pierre Guidoni, ancien ambassadeur.

1995

27 septembre 1995 : Séminaire international : « Mondialisation, interdépendances, souveraineté » (Assemblée nationale, organisé par B. Cassen et l'Institut d'études européennes en collaboration avec le *Monde diplomatique* et le groupe d'amitié France-Québec de l'Assemblée nationale, et avec le concours de la Délégation générale du Québec en France. Débat présidé par Bernard Cassen, avec notamment la participation d'Alain Peyrefitte, Riccardo Petrella, Edgard Pisani, Ignacio Ramonet et George Ross.

décembre 1995-janvier 1996 : Présidence et co-organisation des 6 conférences-débats : « Les questions vives de demain, en France et en Europe » faisant suite aux mouvements sociaux de décembre 1995.

Sont intervenu.e.s dans ces différents débats, outre les enseignant-e.s de l'Institut (Mireille Azzoug, Christian de Brie, Claude Evin, Pierre Guidoni, Serge Halimi, Rachid Krim), divers invités dont : Jean Chesneaux, historien, professeur émérite à l'Université Paris 7, René Passet, économiste, professeur émérite à l'Université Paris 1, Serge Le Roux, secrétaire général de l'Institut syndical d'études et de recherches économiques et sociales (ISERES), Pascal Salin, économiste, professeur à l'Université Paris-Dauphine, président de la Société du Mont Pèlerin, association internationale des intellectuels libéraux, Christine Verger, directrice du Bureau de représentation en France de la Commission européenne.

1996

9 mai 1996 : Journée de l'Europe

Co-organisation et animation avec Serge Halimi du débat : « L'Europe peut-elle être un projet de civilisation ? », avec la participation de Jean Chesneaux, historien, professeur émérite à Paris 7, Claude Evin, professeur à l'IEE, ancien ministre, Michel Hervé, professeur à l'IEE, président de

l'Agence nationale pour la création d'entreprises, Rachid Krim, enseignant à l'IEE et au département d'économie, Jacques Robin, directeur de *Transversales Science Culture*.

Animation du débat-conférence : « Quelle Europe, pour faire quoi ? », présidé par Édith Cresson, avec la participation d'Antoinette Fouque, membre du Parlement européen et de Pierre Guidoni, professeur associé à l'IEE, ancien ambassadeur, ancien président de l'Institut du monde arabe.

11 mars : Co-organisation et co-animation avec Mireille Azzoug de la table ronde « Existe-t-il une culture européenne ? » (Université Paris 8), dans le cadre du « Dialogue national pour l'Europe » organisé par Michel Barnier, ministre chargé des affaires européennes), avec la participation de Rémy Brague, professeur à Paris I, Paul Thibaud, écrivain, ancien directeur de la revue *Esprit*, Raymond Weber, directeur de l'Enseignement, de la Culture et du Sport au Conseil de l'Europe et professeur associé à l'IEE.

1997

7 mai 1997 : Table ronde « Is Globalisation inevitable and desirable ? » (La mondialisation est-elle inévitable et désirable ?) (London School of Economics) organisée par le *Financial Times*, *Le Monde diplomatique* et l'European Institute de la London School of Economics, avec la participation de Guy de Jonquières, Peter Martin et Martin Wolf (directeurs au *Financial Times*), Bernard Cassen et Serge Halimi (professeurs à l'IEE et journalistes au *Monde diplomatique*), et Riccardo Petrella (professeur à l'Université catholique de Louvain) (Mireille Azzoug était présente à cette conférence).

septembre 1997 : Intervention au colloque « La social-démocratie à l'heure de la mondialisation », organisé par le Parti québécois dans la ville de Québec.

1998

5 et 6 mars : Intervention dans le Colloque international : « L'Europe et les syndicats. Face au chômage de masse, l'action syndicale et l'Europe » (Paris 8), organisé en commun par les formations doctorales « Mutations des sociétés et cultures en Europe » (de l'IEE) et « Institutions et dynamiques sociopolitiques dans l'Europe de l'Ouest » (du département de science politique, Paris 8, avec la collaboration de l'UPRESA « Philosophie politique, mutations sociales et critique des savoirs » de Paris 10-Nanterre. Avec la participation des organisations suivantes : CCOO, CSC-CNE, FERPA, FGTB, IG Metal. Y ont fait des interventions deux collègues de l'IEE : Pierre Cours-Salies, Mireille Azzoug.

30 mars au 30 avril : Interventions aux tables rondes présidées par Édith Cresson, présidente de l'IEE

30 mars : « Union européenne : les défis de l'an 2000 » : Bernard Cassen dialogue avec Édith Cresson et Laurent Carroué, professeur à l'IEE.

2 avril : « Fallait-il faire la monnaie unique ? », débat avec Rachid Krim, économiste, enseignant à l'IEE.

juillet 1998 : Intervention au colloque « Século XXI. Barbàrie ou solidariedade ? », organisé par l'Université fédérale de Rio Grande do Sul, Porto Alegre, Brésil.

1999

20 mai : présidence de la Table ronde « Identités et dialogue des cultures » en hommage à Bernard Piniau (PAST à l'IEE de 1994 à 1997), organisée par Anne-Marie Autissier, maîtresse de conférences à l'IEE, avec la participation de François Roche, directeur de la Villa Médicis, Chérif Khaznadar, directeur de la Maison des cultures du monde, Ramon Tio Bellido, secrétaire général de l'Association des critiques d'art, Renaud Zuppinge, enseignant à l'IEE et Jean-Michel Djian, PAST à l'IEE, directeur du *Monde de l'éducation*.

25 mai : Communication au Colloque « Faut-il réguler le système financier international ? », organisé par la Commission des finances de l'Assemblée nationale.

31 mai-1er juin 1999 : Communication au colloque « Société de marché, démocratie, citoyenneté et solidarité », organisé par le Conseil de l'Europe, Strasbourg, 31 mai-1er juin 1999.

2002

24 mai 2002 : Table ronde « Les nouvelles formes de mobilisation politique en Europe » (Université Paris 8) organisée et présidée par Pierre Cours-Salies, suite à une enquête menée sous sa direction par des étudiant-e-s de l'IEE sur la sociologie des adhérent.e.s d'Attac, avec la participation de Bernard Cassen et Ignacio Ramonet, fondateurs d'Attac.^[1]_[56]

2003

25 avril : Intervention à la table ronde présidée par Édith Cresson : « Quel projet de société pour l'Europe ? » au colloque international (24 et 25 avril) « L'Europe en question (quelle identité, quelles frontières, quelles défense et sécurité, quel projet de société pour l'Europe ?) » (Salle des fêtes du 11^e arrondissement, Paris) organisé par l'Institut d'études européennes en partenariat avec le Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique du Parlement européen.

2007

24 mars 2007 : Participation à la table ronde-débat « Propositions pour une autre Europe » à la Journée d'études « Cinquante ans d'Europe » organisée par B. Cassen et le réseau Avenir d'Attac le samedi 24 mars 2007, à l'Institut d'études européennes (université Paris 8).

2008

26 janvier 2008 : Co-organisation du colloque international « Vers un socialisme du XXI^e siècle. Altermondialisme et post-Altermondialisme »,

organisé par Mémoire des luttes et *Utopie Critique*, avec le concours de l'association ARISTEE, université Paris 8, samedi 26 janvier 2008, Salle des fêtes de la mairie du 11^e arrondissement de Paris. Intervention à la table ronde « Éclairages politiques et géopolitiques ». Intervenants : Samir Amin, Georges Labica, Eric Sader, Françoise Houtart, Gilbert Marquis, Jacques Nikonoff.

7 juin 2008 : Co-organisation et participation au colloque « En finir avec l'eurolibéralisme », organisé par Mémoire des luttes et *Utopie critique*, en partenariat avec l'Institut d'études européennes à l'université Paris 8. Intervention à la table ronde : « Comment se libérer du carcan institutionnel » (autres intervenante-e-s : Louis Weber, Pierre Larrouturou et Anne-Cécile Robert).

2009

18-20 juin 2009 : « Une université monde et un pays monde », intervention au colloque de célébration de l'Année de la France au Brésil, « France-Brésil. Échanges intellectuels et artistiques » qui s'est tenu à l'université fédérale de Rio de Janeiro, organisé conjointement par cette université (Geraldo Nuñez, responsable des relations internationales de l'université) et l'université Paris 8 – Vincennes-Saint Denis (Anne-Marie Autissier, directrice de l'IEE et Ridha Ennaftaa, maître de conférences). Actes publiés par *Le Fil d'Ariane*, Institut d'études européennes, 2014 avec la contribution financière de l'Ambassade du Brésil à Paris, qui a en outre organisé un débat autour de l'ouvrage dans ses locaux.

2011

5 mars 2011 : Participation aux 3^e entretiens européens d'Enghien : « L'Union européenne face aux crises : quelles réponses ? » organisé par l'IRIS avec le soutien de l'IEE, Enghien-les-Bains.

11 juin 2011 : Introduction à la table ronde du colloque organisé par le M'PEP (Mouvement politique d'émancipation populaire) sur le thème « Que faire de l'Union ... ».

2013

16 septembre : Communication « Enjeux de pouvoirs et lutte des nations », au colloque sur la défense de la langue française à l'occasion des Jeux internationaux de la francophonie (13-16 septembre), organisé par le Comité pour une Nouvelle Résistance-CNR, table ronde « Relations internationales, suprématie de l'anglais et guerre des langues » au Centre universitaire Méditerranée, Nice.

2014

6-8 novembre : « L'UE, machine à libéraliser », intervention à la table ronde « Politiques publiques et institutions européennes ; quelles stratégies pour quels enjeux du colloque » : « Les études européennes aujourd'hui. Enjeux, objectifs, moyens », qui s'est tenu à l'IRIS,

organisé par l'Institut d'études européennes et Anne-Marie Autissier, avec le concours de l'UMR CRESPA, Les Verts-Alliance libre européenne et la coopération de France Culture.

2017

23-25 mars : Participation au colloque « Repenser l'Europe après le Brexit. Fin ou renouvellement d'une utopie ? », organisé par l'IEE et le Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris – Laboratoire des théories du politique (CRESPPA-LabToP) avec le soutien du Laboratoire d'économie dionysien (LED), table ronde : « L'UE après le Brexit : quelles politiques ? »

Organisateur : Michel Mangenot, directeur de l'IEE. Interventions: Présidence des séances : Édith Cresson, ancienne présidente IEE, Francis Wurtz, président IEE, Bernard Cassen, vice-président de l'IEE. Enseignant.e.s IEE : Mireille Azzoug, Fanny Bouquerel, Marc Le Glatin, Clara Levy, Sylviane Toporkoff, Gilles Raveaud, Anne-Cécile Robert ; Christine Cadot, sc. po., Paris 8.

Autres universités et institutions : Filippa Chatzistavrou, université d'Athènes, Fiona Simkins, université Lumière Lyon, Xavier Timbeau, directeur principal de l'Observatoire français des conjonctures économiques, Thierry Brugvin, université de Besançon, Anjia Thomas, CERI, André Gattolin, Peter Wahl, président de World Economy, Ecology & Development, Berlin, Sabine Saurugger, sc. po. Grenoble, Jean-Marie Cavada, député européen, Hermion Gough, conseillère aux affaires européennes et globales près l'Ambassade du Royaume-Uni en France,

Cycles de conférences à l'IEE : coordination et participation

Ces cycles sont liés à la Chaire européenne Jean-Monnet dont B. Cassen est titulaire :

Les grandes étapes de la construction européenne^{[1][2]} (1991-1996).

De l'Union européenne à la Grande Europe : la recomposition du Vieux Continent (séminaire de DEA/doctorat) (1990-1998).

Les Douze et l'après-Maastricht (1992-1993).

Partenaires et concurrents de la Communauté européenne : les pays de l'AELE et les grands blocs mondiaux (1992-1993)^{[1][2]}.

Carrefour de la Francophonie et des pays francophones (1998-2000).

Invitations dans les universités étrangères

1974 : Université de Reading (Grande-Bretagne), département de science politique (il y a assuré des cours durant le 1er trimestre).

1980 : Université autonome de Saint-Domingue (UASD), avec laquelle il a coordonné un programme d'échanges qui a duré plusieurs années entre la UASD et Paris 8 et dont le but était d'aider à former des chercheurs de la UASD qui sont venus comme lecteurs invités pour un ou deux ans préparer un DEA et un doctorat. Les enseignants de Paris 8, en majorité

du DEPA (dont Mireille Azzoug, Marie-Louise Azzoug, Claude Grimal, Monique Lambert, Bernadette Grandcolas, Nicole Soulé-Susbielles...) y faisaient des séjours de deux mois et assuraient des enseignements pour les étudiants de cette université et des conférences à l'Alliance française. Bernard Cassen y a participé à deux reprises et a ensuite maintenu des liens réguliers avec la République Dominicaine.

Dates non retrouvées : Université Baptiste de Hong Kong, qui l'a invité à plusieurs reprises pour développer des enseignements sur l'identité européenne, et dont l'IEE a accueilli des doctorant.e.s. [SEP]

Université de Kyoto et plus largement les universités du Kansai : B. Cassen a piloté le programme « Les chemins de l'Europe », auquel collaboraient l'Institut franco-japonais du Kansai à Kyoto, l'Institut Goethe Kansai-Kyoto, l'Université de la Sarre et l'IEE. L'objectif du programme était d'aider à une meilleure diffusion de la culture européenne au Japon, notamment en apportant un concours pédagogique aux enseignant-e-s japonais sur les questions européennes. Des étudiant-e-s japonais ont été accueillis pour des séjours d'études et des stages en entreprise en France ou en Allemagne. La réciprocité était accordée aux étudiant-e-s de l'IEE.

12-13 juillet 2010 : Séminaire à Saint-Domingue : « L'union européenne dans la géopolitique mondiale ». Directeur du séminaire, Bernard Cassen y a prononcé deux conférences : « Les institutions européennes après le Traité de Lisbonne » et « Une comparaison entre les modes d'intégration en Europe et en Amérique latine/Caraïbes ». Y ont également participé deux autres collègues de Paris 8.

Organisation d'un accord avec la FUNGLODE (Fondation mondiale pour la démocratie et le développement), fondée en 2002 par Lenonel Fernández, alors président de la République Dominicaine, pour développer les échanges et les coopérations de la République Dominicaine avec d'autres pays, notamment les États-Unis, l'Amérique latine et l'Europe. Bernard Cassen a monté l'accord de coopération avec les universités dominicaines. Conclu d'abord avec l'Institut d'études européennes de Paris 8, il s'est étendu à toute l'université : la coopération a pour but des échanges d'étudiant.e.s et d'enseignant.e.s et une contribution à la formation des doctorant.e.s.

Autres responsabilités

1981-1985 : Chef de la Mission Interministérielle de l'Information Scientifique et Technique (MIDIST), au ministère de la recherche et de la technologie, chargée de la politique nationale et internationale du gouvernement français en matière de banques de données scientifiques et techniques, d'édition et de culture scientifique et technique. Il remet en 1985 un rapport sur les industries de la langue au ministre de la Recherche.

1983-2010 : Secrétaire général de la Maison de l'Amérique latine.

1993-1994 : (novembre-mars) : membre de la Commission de réflexion et de proposition sur les publications scientifiques en langue française, à l'initiative de M. Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Communication.

Engagement militant et responsabilités associatives

1973 : Bernard Cassen fait partie de la délégation syndicale du SNESup qui est partie soutenir les universitaires, journalistes et militants politiques chiliens, réfugiés dans l'Ambassade de France (de septembre 1973 à avril 1974) après le coup d'État du général Pinochet. De nombreux.euses universitaires chiliens.ne.s seront accueilli.e.s en France dans les universités et à Paris 8 comme enseignant.e.s associé.e.s (dont un journaliste au Département d'études de pays anglophones), et de nombreux étudiant.e.s seront inscrit.e.s à l'université Paris 8.

1989-2015 : Président de l'Association ARISTEE (Association pour l'enseignement, la recherche, l'information, la science et la technologie en Europe), association de l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8, qui entre autres édite la revue de l'IEE *Le Fil d'Ariane*.

novembre 1993-mars 1994 : membre de la Commission de réflexion et de proposition sur les publications scientifiques en langue française, désignée par M. Jacques Toubon, ministre de la culture et de la communication.

1996-2008 : Directeur général de l'entreprise éditrice du *Monde diplomatique*.

1996-2015 : Membre de l'Association des Amis du *Monde diplomatique* (AMD), dont il contribua à la création, avec Ignacio Ramonet, en 1996, et dont il est membre du collège des fondateurs et, de 1996 à 2005, membre du conseil d'administration.

1997 : Cofondateur du Mouvement Attac avec Ignacio Ramonet, à l'époque directeur du *Monde diplomatique*.

1998-2002 : Premier président d'Attac, et depuis Président d'honneur.

1998-2006 : Membre du Bureau d'Attac.

2002-2025 : Membre du conseil scientifique d'Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) et du Conseil international du Forum social mondial.

Bernard Cassen a contribué à impulser avec ATTAC (dont il était alors président) le premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre (25-30 janvier 2001), puis a activement contribué à l'organisation des Forums suivants, mondiaux et européens. 16 forums mondiaux ont été organisés entre 2001 et 2018, dont 8 en Amérique latine mais aussi à Bombay, Karachi, Nairobi, Tunis, Bamako, Montréal... qui ont rassemblé

des dizaines de milliers et parfois plus d'une centaine de milliers de participant.e.s et plusieurs milliers d'associations antilibérales.

2003 : du 12 au 15 novembre 2003, il conçoit l'organisation du Forum social européen : Paris, Saint-Denis (qui se déroule en partie à l'Université Paris 8 à Saint-Denis, dont j'ai organisé le déroulement), et à Bobigny et Ivry.

2000 : Fondateur avec Ignacio Ramonet et secrétaire général de l'association Mémoire des luttes, créée à l'initiative de Günter Holzmann dont Ignacio Ramonet est président. Mémoire des luttes dispose d'un site qui offre de nombreux articles dont certains sont aussi traduits en espagnol (Bernard Cassen est l'auteur de 430 articles portant sur l'Amérique latine, la construction européenne et diverses questions de société et internationales).

(<https://www.medelu.org/spip.php?page=recherche&recherche=cassen>).

2019-2025 : Membre du conseil scientifique de l'association Intérêt général. La fabrique de l'alternative, fondée en 2019, avec pour but de « fédérer par les idées afin de fabriquer l'alternative » et de « reconquérir l'expertise, le langage et les idées »... « Unir nos forces est impératif quand l'état du monde nous oblige à construire de nouveaux horizons soutenable, à proposer un programme populaire répondant aux urgences écologique et sociale et définissant ce que pourrait être un bien-vivre commun. »

<https://interetgeneral.net/le-conseil/dpconseil.pdf>

Distinctions honorifiques

Chevalier de l'Ordre national du mérite (1991).

Chevalier de l'Ordre du Mérite de Duarte, Sanchez y Mella (2012 lui a été remis par le Président de la République Dominicaine.

Grande Médaille de l'Inconfiance minière, décernée par le gouverneur de l'État de Minas Gerais (Brésil).

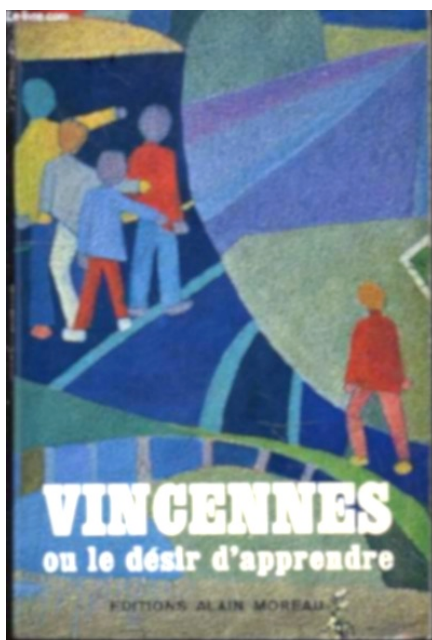
BIBLIOGRAPHIE

On trouvera une bibliographie complète fort longue des publications de Bernard Cassen : ouvrages, rapports, articles parus dans des revues universitaires ou scientifiques, dans la presse et en particulier dans *Le Monde diplomatique* et sa revue *Manière de voir* ainsi que sur le site « Mémoire des luttes ».

Les articles, rapports... parus dans *Le Monde diplomatique* et sa revue *Manière de voir* sont disponibles sur le site internet du journal pour les abonné.e.s : <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/>

Les articles et chroniques parus sur le site « Mémoire des luttes » sont en accès libre : <https://www.medelu.org/>

III. RÉTROSPECTIVE D'UNE CARRIÈRE UNIVERSITAIRE COMBATIVE



Sous la responsabilité de
Jacqueline Brunet,
Bernard Cassen,
Pierre Dommergues,
François Châtelet,
Pierre Merlin
et Madeleine Rebérioux.

Coordination :
Marie-Louise Azzoug
Éditions Alain Moreau,
Paris 1979

La création de l'université Paris 8 et du département d'anglo-américain¹

Mireille Azzoug

Angliciste à l'origine, Bernard Cassen a été assistant, puis maître de conférences aux universités de la Sorbonne puis d'Amiens, spécialiste de civilisation britannique et notamment de la presse et des médias. Il deviendra professeur à l'université Paris 8.

Sa rencontre avec Pierre Dommergues, qu'il évoque dans l'hommage qu'il lui a rendu après le décès de celui-ci, a eu un impact non négligeable sur sa propre vie (cf. ci-dessous, p. 99).

Après les événements de Mai 68, Edgar Faure, ministre de l'Éducation nationale, lançait, pour permettre une rentrée apaisée, la création de trois nouvelles universités, dont l'une dans le bois de Vincennes, le Centre universitaire expérimental de Vincennes (CUEV). Il délégua le suivi de la réalisation de celle-ci à un angliciste, Raymond Las Vergnas, doyen de la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Paris. Lequel délégua à son tour à trois jeunes anglicistes la tâche de concevoir la nouvelle université et d'en suivre la construction : Pierre Dommergues, Bernard Cassen et Hélène Cixous. Cette dernière se consacrant à la constitution du corps enseignant, c'est Pierre Dommergues, américaniste, et Bernard Cassen, angliciste, qui furent chargés d'élaborer le projet avec l'industriel JEEP. Pierre, qui avait fréquenté les universités américaines, et qui était bricoleur, ce qui n'était pas le cas de Bernard, prit en charge le suivi de la construction : il plaida pour une architecture d'avant-garde, que JEEP accepta, et il choisit lui-même les matériels — mobilier, équipements audiovisuels... et négocia même les prix avec les fournisseurs. La fac fut donc conçue avec des équipements ultra-modernes, dont une régie télévision, un réseau de salles de cours équipées de téléviseurs reliés à cette régie, et du mobilier haut de gamme. Mais le projet risquant à un moment de capoter, Bernard entama des négociations avec le SNESup, dont il connaissait l'un des dirigeants ; celui-ci fit intervenir la direction nationale du syndicat auprès de Raymond Las Vergnas, en échange de la nomination d'enseignant.e.s militant.e.s de ce syndicat dans le corps enseignant du CUEV. Celles et ceux qui furent nommé.e.s suite à cette négociation furent de bons, voire de brillants enseignant.e.s, qui, en

¹ Voir aussi l'entretien de Bernard Cassen avec Antony Burlaud « Un homme-orchestre engagé dans le débat d'idées », *Savoir / Agir*, 2020/4 N° 54, p. 95-107. (disponible en ligne sur : Cairn.info <https://shs.cairn.info/revue-savoir-agir-2020-4-page-95?lang=fr>).

outre, s'impliquèrent dans tous les moments difficiles que traversa l'université car c'étaient aussi des militant.e.s, pour une partie d'entre eux communistes.

Bernard s'est aussi investi dans les combats de l'université, qui furent, dans les années qui suivirent sa création, extrêmement mouvementées : tous les groupes gauchistes — maoïstes, trotskystes, anarchistes... et certains de leurs dirigeants s'étaient rabattus sur le CUEV pour y continuer la « révolution » qu'ils avaient entreprise, qui s'est traduite parfois par des combats violents entre groupes ennemis, maoïstes contre trotskystes, ou contre les communistes — notamment de l'UEC (Union des étudiants communistes) — qui étaient les ennemis à abattre de tous les groupes gauchistes. Ces combats furent destructeurs pour l'université : ils se soldaient par une détérioration de ses locaux, et de son mobilier « bourgeois », notamment les tables et les chaises dont les pieds servaient d'armes dans les différentes guérillas qui les opposaient entre eux ou aux instances de direction de l'université. Leurs ennemis privilégiés étaient, outre communistes et assimilés (UEC, UNEF, CGT, PC), les membres du Conseil de l'université, dont une partie étaient communistes ou socialistes, c'est-à-dire des « révisos », ennemis jurés de tous les groupes gauchistes. En tête de liste Claude Frioux, président de l'université, et quelques autres, qui étaient aussi communistes, dont moi-même, et Bernard, qui n'était pas communiste mais assimilé aux communistes, était lui une cible permanente étant donné son franc parler : il ne faisait pas dans la dialectique. La première élection du conseil fit l'objet d'une immense bataille — tous les groupes gauchistes de Paris avaient été appelés en renfort pour empêcher les élections. Or, faute d'un conseil élu, le Centre expérimental, qui devait devenir une université ordinaire, aurait été fermé par le ministère. Des élections furent donc organisées. Les urnes furent en partie détruites, et les collègues qui les tenaient molestés, l'un d'entre eux ayant même été défenestré du 1^{er} étage : fort heureusement, il aboutit sur une pelouse. Pour permettre la tenue des élections, l'un des membres de l'UEC fit appel en fin d'après-midi aux communistes et à la CGT locale : arrivèrent en renfort des ouvriers des usines environnantes, ce qui dissuada nos opposants de poursuivre leur bataille. Les maoïstes, qui étaient arrivés casqués et bottés de tout Paris, se replièrent à l'appel de leur chef, d'ailleurs un enseignant de Paris 8 : « Camarades, repliez-vous, c'est une défaite militaire mais c'est une victoire politique ». La fac fut dévastée : écrans lacérés, postes de télévision éventrés, murs barbouillés à la peinture rouge : il fallait détruire l'université bourgeoise.

Pierre Dommergues, malgré ces excès, avait quand même une sympathie pour cette communauté trublionne. Il écrivait :

« Vincennes demeure un lieu d'excès et d'exception, un mélange de violence et d'innovation, le refus du discours politiquement correct et une forme

de créativité qui permet de passer d'un monde ancien à un monde nouveau. On peut regretter le vandalisme, les chapelets de grèves jusqu'au-boutistes, les séquestrations abusives, les diatribes simplistes contre le capitalisme, etc., mais on ne peut pas ignorer l'énergie créatrice qui s'attaque au *statu quo*, qui réclame le droit à la parole dans une société hiérarchisée, qui rêve de faire éclore la société des hommes à la place de celle de l'argent, qui entend faire primer la démocratie sur le marché, le « bon temps » sur le « temps marchand ». Vincennes est une nécessité qui permet de changer le monde, de faire naître de nouvelles valeurs en rupture avec les anciennes ²»

Bernard et quelques-un.e.s d'entre nous, notamment communistes, fûmes régulièrement expulsé.e.s de la fac dans le bois, entre deux haies d'étudiant.e.s et de collègues aux cris de « dehors révisos ». Puis nous revenions, et parfois nos collègues s'excusaient de nous avoir fait violence, et les discussions reprenaient sans véritable hargne entre nous.

Bernard fut aussi l'homme à abattre lorsque l'un des travailleurs du nettoyage, « émigré », qui était chargé de l'entretien de notre département ne venait plus faire le ménage depuis plusieurs semaines alors qu'on le croisait sur le campus. Nous devions donc nous-mêmes balayer les salles de cours et aller vider les poubelles. Bernard, qui était directeur du département, demanda alors son remplacement. Le président, Pierre Merlin, notifia au travailleur que s'il ne reprenait pas son travail, il se verrait dans l'obligation de le licencier. Après plusieurs avertissements non suivis d'effet, le président mit fin à son contrat de travail. Celui-ci entama alors une « grève » de la faim qui mit une partie de l'université en émoi et en révolte pendant plus d'un mois, contre le président et son conseil et qui se traduisit par des invasions récurrentes du bureau du président et du bureau du conseil de l'université, dont Bernard faisait partie.

Le président tenta de faire à ce salarié des propositions d'affectation qu'il refusa. Il poursuivit sa grève de la faim, et le président le fit hospitaliser.

Bernard Cassen devint alors la « bête noire » d'une partie, notamment gauchiste, de l'université, toutes catégories confondues.

Cet épisode donna lieu au dessin ci-dessous dû à un membre du personnel qui avait un talent de caricaturiste.

² In *Vincennes ou le désir d'apprendre*, collectif, Paris, Alain Moreau, 1979.



Dessin publié dans le journal satirique de l'université *Pépé Huit*.

Pierre Merlin, Big Chief (à gauche) : « Écoute Bernie, c'était lui ou moi.

Mais t'as déjà vu un balai tirer plus vite qu'un 347 Magnum ? »

Bernard Cassen, Kassendy Chief, anglo-américain (à droite) : « Cool, cool, Peter. De toute façon les Department's chiefs sont avec toi. »

B comme bois

Bernard Cassen

Texte publié dans *Vincennes. Une aventure de la pensée critique*, dir. Jean-Michel Djian, Paris, Éditions Flammarion, 2009, 191 p.

Et si Vincennes avait été implantée à Dauphine, dans les locaux libérés par l'Otan dans le 16^e arrondissement de Paris, et Dauphine dans le bois de Vincennes ? En ce mois de juillet 1968, où se prit la décision de créer deux nouvelles entités universitaires parisiennes (et pas de simples annexes), cette option était sur la table. Si l'on admet qu'il existe un esprit des lieux, on peut imaginer ce que seraient devenus des étudiants de gestion dans un espace *off-shore*, libéré de toute contrainte comme l'est un paradis fiscal : soit des *traders* encore plus fous que ceux qui ont mis à bas la finance mondiale, soit des managers visionnaires anticipant les menaces sur la survie de la planète. Après tout, la création du Club de Rome date d'avril 1968...

Rétrospectivement, reconnaissons que Vincennes était sociologiquement à sa place là où elle fut installée. Certains des étudiant.e.s et enseignant.e.s, pour lesquels Mai avait vocation à n'avoir jamais débouché sur la douche froide des élections de juin, étaient déjà « vincennois » d'esprit avant la création de l'Université. Les autres, la très grande majorité, le devenaient assez rapidement.

De A à Z, cet abécédaire évoque les grands traits de ce qui se voulait une République universitaire autonome et extraterritoriale. Sans son environnement sylvestre, cette « bulle » aurait éclaté rapidement au contact de la réalité urbaine, de la « vraie » vie. De tout temps, les forêts et les maquis ont abrité les rebelles, les bannis, les guérilleros, mais aussi les bandits de grand chemin, les cultes occultes, les sorciers et les magiciens : autant de mondes extraordinaires réfractaires à toute autorité.

Pour le meilleur (le souffle de liberté et la soif d'innovation) et pour le plus artificiel (la schizophrénie de beaucoup de ses « usagers », surtout les profs, qui réenfilaient leurs habits d'universitaires classiques en montant dans le bus qui les ramenait au métro), Vincennes-dans-le-Bois a sans doute un peu emprunté à ces différentes traditions. Je me souviens qu'il n'y avait pas de moyen plus immédiat, et dont je ne me privais d'ailleurs pas, de provoquer les hurlements et les huées d'une AG dans le grand amphi que de rappeler que nous étions certes dans un bois, mais toujours... en France ! Et quoi de plus français, et de plus universel aussi, que, au cœur du 9-3, Saint-Denis qui, à la rentrée 1980, allait accueillir l'université de Paris 8-Vincennes à Saint-Denis...

credit.
flew over to Vincennes for a new explosive at there was a s, an occupation s, a fight with the and threats of gainst five foreign n the *gauchistes* 'active strike'; b r o a d casting French pop songs erupting lectures *contestation*, lo t students knew g on. (Personally, terruptions rather

the University of Kent (which is three times the size of Vincennes for a quarter of the students). I spent the evening at an old-fashioned soirée in one of the palatial colleges, known locally as the Istanbul Hilton. The undergraduates'

viso!" They pushed him on to a bus, and ran laughing back, exultant.

In the midst of all these events, I realised with puzzlement, a good deal of hard work was continuing as usual even by *gauchistes*. On the election

WEEK

ATION by the destroy the free- ation, too much a protector can de its dignity.—

it in a pew, stare on's back and sing t surprising that [a church service] p of Woolwich. ver count a Ken- anything.—Senator

omen is as impor- 100 years ago, but —Courrèges.



BARBARA HALL

Anthony Sampson (right) with Bernard Cassen.

(1969) Bernard et Antony Sampson. Célèbre journaliste anglais à l'*Observer*, professeur associé durant deux ans (1969-1971) au département d'études des pays anglophones (cf. note p. 69), Antony Sampson avait interviewé Bernard et avait écrit un long article sur la création l'université de Vincennes, dans lequel il décrivait la vie de la fac et les combats qui s'y déroulaient, avec leur côté parfois violent, mais aussi pittoresque et même attachant, auxquels il avait en partie assisté.

*Hommage à Pierre Dommergues**



Professeur émérite
Ancien directeur du Département d'études des pays
anglophones
Ancien professeur à l'Institut d'études européennes

Ma rencontre avec Pierre Dommergues Un homme et un universitaire d'une trempe exceptionnelle

Bernard Cassen

Pierre fait partie du très petit nombre de personnes avec lesquelles, pendant une trentaine d'années, j'ai entretenu des rapports d'une particulière intensité. Nous étions des amis, mais plus encore des partenaires dans les diverses actions que nous avons menées ensemble et dont la plus notable fut la création de l'université de Vincennes à laquelle le nom d'Hélène Cixous est également associé.

J'avais connu Pierre au lycée Condorcet en 1959 comme stagiaire de CAPES dans ses classes. D'emblée, j'avais été impressionné par son talent pédagogique et son goût de l'innovation. Après l'agrégation je fus nommé prof au lycée Henri IV en 1961, au moment où il était nommé assistant à la Sorbonne. Déjà, formant un « tandem » généralement considéré comme efficace, nous avons reconfiguré la revue de l'APLV (Association des professeurs de langues vivantes), *Les Langues modernes*, en assurant sa rédaction en chef. C'était notre première expérience journalistique commune, et elle allait se poursuivre au « Monde des livres » à partir de 1967, avant que je ne bifurque vers *Le Monde diplomatique* en 1973.

Pour revenir à l'université, en 1964 je rejoignis Pierre à l'Institut d'anglais de la Sorbonne et, pendant l'été 1968, après un passage à Amiens, je me retrouvai à son côté pour créer Vincennes. Là encore, Pierre fit preuve d'une exceptionnelle inventivité et d'une capacité de persuasion et de négociation sans égale. Elle se poursuivit plus tard avec la création de la MICEFA² à laquelle je pus apporter un soutien financier lorsque je fus

* Nommé maître de conférences au Département d'anglo-américain en 1969.

² P. Dommergues créa les échanges d'étudiant.e.s entre universités françaises et américaines dès 1982, avec le concours de Marie-Louise Azzoug, qui dirigeait la CIO (cellule d'information et d'orientation des étudiant.e.s), et de sa collègue

nommé chef de la MIDIST (Mission interministérielle de l'information scientifique et technique) au ministère de la recherche.

Sans Pierre, il n'y aurait pas eu de Vincennes ni de MICEFA. Mais cette histoire vous est connue.

Nous étions loin d'être d'accord sur tout, mais les conflits picrocholins dont l'université est friande n'ont jamais remis en cause notre vieille complicité. Elle survivra dans ma mémoire.

Note additive de Mireille Azzoug

Pierre Dommergues était un américaniste, un chercheur et un professeur brillant (il a parcouru les États-Unis à la rencontre des écrivains et des intellectuels les plus notoires, mais aussi des hommes politiques et des syndicalistes (il s'intéressait à la classe ouvrière américaine et à ses combats). Il était aussi journaliste (il collabora au *Monde*, au *Monde diplomatique*) et un formidable concepteur permanent de projets, dans de nombreux domaines.

Il conçut toute la structure et les équipements du Centre universitaire expérimental de Vincennes, créa la MICEFA (Mission interuniversitaire des échanges franco-américains), qui organise toujours les échanges étudiants et enseignants entre les universités françaises et américaines. Il enseigna un temps à l'IEE, y dirigea, au sein du master « Commerce international et développement économique régional » l'option « Développement économique régional » qu'il avait mise sur pied, puis quitta l'Institut pour créer un CFA « Développement économique régional » qui fonctionna durant quelques années. Parallèlement, il avait créé une association, Triade, et, arrivé à la retraite, il a lancé à Paris, avec le concours de la mairie, le projet « Éco-citoyen Paris-Rive gauche » et a travaillé, dans une démarche prospective, avec des professionnels pour aménager les temps de vie de la population (avec la participation des intéressé.e.s) dans des quartiers parisiens.

Il écrivait :

« La prospective étudie les évolutions qualitatives, les ruptures qui peuvent se produire à moyen terme, afin de construire ensemble l'avenir. Les étapes de la démarche prospective régionale sont clairement identifiées : compréhension du présent, analyse des contraintes, esquisses de futurs possibles. »

N.B. J'ai dédié à Pierre Dommergues un livre d'hommage, téléchargeable sur le site de Paris 8 (site de l'Institut d'études européennes):

http://iee.rf/hommage_p_dommergues_1_.pdf

Jacqueline Placide. En 1985 était officiellement créée la MICEFA (Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains), qui organise des semestres d'études pour les étudiant.e.s des universités parisiennes dans un groupe d'universités américaines et vice versa pour les étudiant.e.s des universités américaines. Elle aide aussi aux échanges d'enseignant.e.s entre universités des deux pays. Cf. le site de la MICEFA : <https://micefa.org/>

La création de l'Institut d'études européennes

Mireille Azzoug

Bernard Cassen, qui a été l'un des cofondateurs de l'Institut d'études européennes (IEE, article 33) de l'université Paris 8, a été membre du conseil de celui-ci depuis sa création jusqu'à son départ en retraite, et le conseil l'a alors élu vice-président en tant que personnalité extérieure (de 2002 à 2020) en sa qualité de directeur général du *Monde diplomatique*.

En 1983, le gouvernement de la gauche (arrivée au pouvoir en 1981) chargeait son ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, de mettre en œuvre une réforme des universités leur donnant à la fois plus d'autonomie et aussi la mission de professionnaliser les diplômes. Les UER (unités d'enseignement et de recherche) furent alors remplacées en 1986 par des UFR (unités de formation et de recherche). Je fus élue directrice de l'UFR des Langues, sociétés, cultures étrangères, qui rassemblait les dix départements des anciennes UER (il y en avait 4) de langues et civilisations étrangères dont faisait aussi partie le LEA (langues étrangères appliquées, à vocation déjà professionnelle). Avant même mon mandat de directrice de l'UFR (1986-1991), j'avais lancé, alors que Bernard était parti diriger la MIDIST, la création d'une filière et d'un diplôme d'université d'études européennes pour fédérer les énergies en vue de la réforme qui était en débat. Ce diplôme comportait des cours communs auxquels contribuaient des collègues des divers départements pour enseigner la Renaissance, la Réforme, les guerres de religion et, bien sûr, les courants artistiques et littéraires. D'autres cours portaient aussi sur des questions plus politiques : histoire des idées, institutions, partis politiques, ou encore questions économiques et géopolitiques, notamment sur l'Europe. Ce diplôme d'université attira d'emblée de nombreux.euses étudiant.e.s.

De retour de la MIDIST en 1985, Bernard obtint l'habilitation d'un doctorat : « Mutations des sociétés et cultures en Europe », rattaché au Centre d'études des mutations en Europe que nous avons créé et dont nous étions co-responsables. Celui-ci regroupait plusieurs équipes de recherche, et de nombreux collègues de l'UFR et d'autres départements ainsi que d'autres universités participèrent tant aux enseignements qu'aux séminaires de recherche. Ce doctorat attira d'emblée de très nombreux.euses étudiant.e.s, y compris d'autres universités françaises et étrangères.

Nous avons alors créé, pour rassembler les chercheur.euse.s de l'UFR et d'autres disciplines (géographie, science politique, économie...) un séminaire de recherche « Les réseaux européens » et le Centre d'études

des mutations en Europe³ (CEME), que Bernard a d'abord animé avec Jean-Claude Boyer (professeur, géographe) puis avec moi-même, et, lorsqu'il est parti à la retraite (en 2000), c'est Bernard Maris, qui a pris la relève de Bernard Cassen et avec lequel j'ai continué à co-animer ce centre de recherche.

Pour impulser la création de l'Institut, votée par le conseil de l'université en 1991 et dont nous attendions le décret de création, Bernard et moi avons alors créé l'association ARISTEE (Association pour la recherche, l'information, la science et la technologie en Europe) ainsi qu'un bulletin de liaison *Eurofil* (à l'époque ce nom n'était pas encore utilisé), que je réalisais avec les étudiant.e.s, et auquel des enseignant.e.s apportèrent régulièrement leur contribution, celle de Bernard étant quasi permanente.

Bernard de son côté mettait sur pied un prestigieux comité de parrainage de cinquante personnalités — universitaires, scientifiques, dirigeant.e.s politiques ou économiques — qui exprimaient à l'équipe fondatrice, et à l'université Paris 8, leur confiance et leur soutien pour mener à bien le projet. (cf. p. 342).

La réforme des universités mise en œuvre par la gauche en 1984 (loi Savary) prévoyait la création de nouveaux diplômes, plus axés sur le monde contemporain et intégrant une dimension professionnelle. En tant que directrice de l'UFR, chargée de négocier les diplômes, j'ai donc élaboré avec Bernard les cursus de deux diplômes européens : des maîtrises de sciences et techniques (MST, licence-maîtrise en deux ans, de 1500 heures créées pour professionnaliser les formations⁴). Le conseil de l'UFR donna un avis favorable, à l'exception de trois collègues qui entamèrent une guerre contre ces diplômes, bien qu'ils aient enseigné dans le diplôme d'université de la filière d'études européennes. La présidente de l'université, Francine Demichel, m'a alors invitée à rencontrer les experts du ministère, qui ont d'emblée été favorables à la création des deux diplômes, lesquels ont été habilités : « Études européennes : valorisation des échanges culturels et sociaux en Europe », dont j'avais peaufiné les cursus avec Bernard et Renaud Zuppinger, et dont Bernard et moi étions coresponsables, et « Développement économique régional et commerce international », dont les cursus avaient été établis par Sylviane Toporkoff, économiste, et Pierre Dommergues, américaniste — qui s'intéressait au développement régional — et qu'ils dirigèrent en commun. Renaud Zuppinger avait, quant à lui, mis sur pied

³dont Mireille Azzoug sera en permanence la directrice adjointe et en assurera la continuité jusqu'à sa fermeture en 2010)

⁴Les cursus, d'un nombre d'heures deux fois supérieur à la licence-maîtrise, comportaient des enseignements théoriques et pratiques, des mémoires cumulant les deux approches et des stages professionnels. Il existait aussi un cursus « recherche ».

un diplôme de « Management culturel en Europe »⁵, qui deviendra ultérieurement un DESS, auquel contribueront Jean-Michel Djian, puis Anne-Marie Autissier.

Ces diplômes ayant été habilités avec un avis très favorable du ministère, Francine Demichel nous conseilla alors de demander la création d'un institut d'études européennes (article 33). Celui-ci fut voté par le conseil de l'université, après un houleux débat — Bernard Cassen et Renaud Zuppinger étant venus me prêter main-forte. C'est grâce à l'intervention bienveillante d'un membre du conseil, Guy Berger, professeur en sciences de l'éducation, qui proposa de présider une commission de conciliation, que le projet fut voté à une voix près. Une charte fut donc établie qui s'imposa à nos contestataires.

De mon côté, j'avais suggéré à Bernard de se porter candidat à une chaire européenne Jean-Monnet en science politique sur la construction européenne étant donné qu'il dirigeait le doctorat « Mutations des sociétés et cultures en Europe », qui attirait de nombreux.euses étudiant.e.s et auquel collaboraient des universitaires notoires. Bernard se montra perplexe, pensant qu'il n'avait aucune chance vu ses positions très critiques sur la construction européenne publiées dans *Le Monde diplomatique* et largement connues, mais il finit quand même par poser sa candidature, qui fut, à sa grande surprise, retenue. Les experts, qui étaient des universitaires, avaient quand même une vision pluraliste de l'Europe. Il fut donc l'un des sept titulaires de l'une des premières chaires européennes en science politique (alors qu'il était angliciste) pour 2 ans (1991-1993) : « L'intégration européenne : enjeux politiques et économiques ». Il monta alors un cycle de conférences annuel (celui-ci allait durer dix ans) qui fut le pivot de la formation des étudiant.e.s et auquel participèrent, à l'invitation de Bernard, de nombreux.euses universitaires ainsi que des personnalités politiques, françaises et étrangères, qui faisaient partie de son cercle de relations, déjà étendu à l'époque.

Jean-Claude Boyer, géographe, membre de l'équipe fondatrice, obtenait de son côté deux modules Jean-Monnet : en 1994, en science politique : « Les petits États et l'intégration européenne » pour 3 ans, et, en 1997, en géographie : « Géopolitique régionale et développement territorial dans l'Union européenne » avec 4 autres universités européennes (Humboldt, Strathclyde, Séville et Las Palmas).

Avec Francine Demichel, qui était juriste, nous avons obtenu en 1996 pour 3 ans, un module pilote Socrates sur le statut juridique des femmes dans l'Union européenne⁶, avec cinq autres universités européennes et

⁵ Celui-ci sera ensuite intégré dans le Master « Politiques et gestion de la culture en Europe », lorsque ceux-ci furent créés 10 ans plus tard.

⁶ Les universités partenaires étaient celles de Rome (la Sapienza), Cordoue et Lerida, Helsinki et Strathclyde (Écosse). Le module nous fut attribué pour trois

deux associations : l'Alliance des femmes pour la démocratie (présidée par Antoinette Fouque) et l'Institut de recherche en évolution professionnelle (présidé par Colette Davaze). Outre les partenaires (une quinzaine) des divers pays du module, d'autres personnalités féministes firent partie de l'équipe : Michèle Idels, Colette Davaze, Claude Évin, Christiane Veauvy (CNRS), Manet Van Montfrans (université d'Amsterdam), ainsi que des responsables d'associations féministes, des collègues des départements d'histoire, de sciences politiques et de sociologie.

En attendant l'habilitation officielle de l'Institut par le ministère, Francine Demichel nous permit de créer une structure provisoire, dont elle me nomma administratrice provisoire, qui ouvrit ses portes en octobre 1991. Dès la première année, le succès fut au rendez-vous : pour 400 places au total, nous avons plus de 3000 candidatures, venant non seulement de pays européens, Europe de l'Est comprise, mais aussi du monde entier.

ans avec un financement qui nous permit d'organiser des rencontres de travail dans chacune des universités et d'élaborer un volumineux ouvrage en anglais et en français : *Le statut juridique des femmes dans l'union européenne ; politique, citoyenneté, travail, famille*. Le séminaire, créé en parallèle du module pilote, que j'ai dirigé durant 20 ans, a fonctionné avec la collaboration de chercheuses d'autres universités et du CNRS et avec des étudiant.e.s très motivé.e.s qui ont contribué à la création d'un observatoire des violences à l'encontre des femmes lancé par la Direction à la prévention et à l'action sociale (DPAS) de la Seine-Saint-Denis, piloté par sa directrice Mathilde Sacuto et son adjoint, Jean-Paul Espié. Il en est résulté deux autres ouvrages : *Les violences à l'encontre des femmes et le droit en France* pour le premier et *Les violences à l'encontre des femmes et le droit en Europe* pour le second (tous édités par *Le Fil d'Ariane*, la revue de l'Institut, lesquels sont disponibles en ligne sur le site numérique Octaviana de la BU de Paris 8). Chacun de ces ouvrages a été suivi de deux colloques internationaux, presque totalement organisés par les étudiant.e.s de l'IEE, sous la direction de Sébastien Barles, alors ATER (qui est ensuite devenu collaborateur de Michèle Rivasi au Parlement européen, du groupe des Verts et Alliance libre européenne). Le premier colloque, de deux jours, s'est tenu à Paris 8 et à la Bourse du travail de Saint-Denis, le second à l'UNESCO durant trois jours, qui ont rassemblé chacun plus de 300 personnes à chaque journée, non seulement des universitaires et des étudiant.e.s mais aussi des acteur.trice.s de la société civile : médecins, juges, personnels des services de police, magistrat.e.s, responsables et militant.e.s associatifs. La ville de Saint-Denis a largement financé les publications — qu'elle a diffusées dans tous les services concernés de la ville — ainsi que l'organisation matérielle et les buffets. Le séminaire a aussi collaboré avec une équipe de recherche du CNRS, dirigée par la sociologue Christiane Veauvy durant plus de 20 ans. J'ai apporté mon concours à son équipe et contribué à plusieurs de ses publications.

Le 23 mars 1992 l'Institut d'études européennes était créé par décret ministériel et le 2 juillet, sous le bienveillant patronage d'Irène Sokologorsky, nouvelle présidente de l'université, il élisait son conseil d'administration, composé d'enseignant.e.s, de membres administratifs et d'étudiant.e.s : Édith Cresson (sollicitée par Sylviane Toporkoff — dont le père était un des collaborateurs de celle-ci) était élue présidente (elle occupera cette fonction durant 20 ans). E. Cresson sollicite Renato Ruggiero, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, et B. Cassen, de son côté, sollicite Stève Gentili, président du Forum francophone des affaires et aussi président de la BRED : tous deux furent élus vice-présidents. Lorsqu'il partit en retraite en 2000, Bernard fut élu vice-président au titre de ses nombreuses responsabilités citoyennes (les président.e.s et vice-président.e.s devant être des personnalités extérieures à l'université).

J'étais élue directrice par ce premier conseil, fonction que j'allais occuper durant 15 ans. Me succédèrent d'abord, après mes deux premiers mandats, Marc Le Glatin, professeur associé, puis, après mon troisième mandat, Anne Marie-Autissier, maîtresse de conférences, dont Marc fut le directeur adjoint. Il siège toujours aujourd'hui au conseil en qualité de personnalité extérieure, en tant que directeur du Théâtre de la Cité internationale de Paris, l'actuel directeur de l'IEE étant Michel Mangenot, politologue. Renaud Zuppinger, à l'époque maître de conférences (il devint professeur quelques années plus tard), était élu directeur-adjoint, fonction qu'il a occupée sans discontinuer jusqu'à sa retraite. Étaient aussi élu.e.s au conseil Pierre Dommergues, professeur et cofondateur du CUEV avec Bernard, Sylviane Farnoux-Toporkoff, maîtresse de conférences, économiste, et Jean-Claude Boyer, professeur, géographe, qui tous deux y siègeront également jusqu'à leur départ en retraite. Furent en outre élu.e.s à ce premier conseil quatre représentants des collectivités territoriales ainsi que trois représentant.e.s des activités socio-économiques et culturelles : Michel Baer, membre du bureau de représentation de la Communauté européenne à Paris, Martine Second Bauer, directrice de la Maison des écrivains, Marc Prieur, vice-président de la délégation de la Seine-Saint-Denis de la Chambre de commerce et d'industrie. Deux membres du personnel administratif, dont Catherine Husson, responsable administrative de l'IEE, et cinq étudiant.e.s.

L'IEE se distingua aussi par la qualité de son corps enseignant, qui intégra des universitaires et des professionnels de haut niveau, qui, pour certains, avaient côtoyé Bernard à la MIDIST, et qui, pour d'autres, étaient ses collaborateurs au *Monde diplomatique*, ou faisaient partie du cercle des intellectuel.le.s avec lesquels il avait des liens, la plupart étant par ailleurs des chercheur.euse.s, et furent des enseignant.e.s brillant.e.s Ainsi furent

nommé.e.s professeur.e.s associé.e.s⁷ à l'IEE au fil des ans : Serge Halimi, politologue, diplômé de l'université de Californie à Berkeley, à l'époque collaborateur du *Monde diplomatique*, et qui allait en devenir le directeur ; Anne-Cécile Robert, juriste, titulaire d'un doctorat de droit, qui elle aussi allait devenir journaliste et directrice des éditions et des relations internationales du *Monde diplomatique* ; Jacques Nikonoff, économiste, administrateur de la Caisse des dépôts, membre fondateur de la Fondation Marc-Bloch, qui sera le deuxième président de l'association Attac ; José-Vidal Beneyto, militant antifranquiste, professeur de sociologie à l'université Complutense de Madrid, créateur du Collège des hautes études européennes Michel-Servet à Paris, directeur général pour l'éducation, la culture et le sport du Conseil de l'Europe, animateur de l'Agence européenne de la culture de l'Unesco ; Marc Le Glatin, directeur du théâtre de Chelles, qui, à compter de 2016, dirigera le théâtre de la Cité internationale de Paris. En 2015, il devenait président de l'Association des Amis du *Monde diplomatique* (et octobre 2015 il était à nouveau élu dans cette fonction) ; Jean-Michel Djian, directeur en chef du *Monde de l'éducation*, qui a assuré la formation professionnelle des étudiant.e.s du DESS « Management culturel en Europe » (Anne-Marie Autissier lui succèdera), dirigé par Renaud Zuppinge ; Pierre Guidoni, historien, député, ancien ambassadeur de France en Espagne et en Argentine et président de l'Institut du Monde arabe ; Bernard Piniau, directeur-adjoint de l'Association Dialogue entre les cultures, puis de la Maison des écrivains (1994-1995) ; Catherine Tasca, présidente de Canal Horizons (qui deviendra ministre de la Culture et de la communication en 2000) ; Michel Hervé, ancien député européen, maire de Parthenay ; l'écrivain Pierre Guyotat ; Pascal Boniface, politologue, directeur de l'IRIS, qui dirigera la mention « Relations internationales » du master ; des universitaires étranger.e.s aussi, dont Ivan Djuric, professeur d'histoire, notoire militant antiserbe dans la guerre du Kosovo, qui, étant menacé de mort, avait dû fuir son pays. Parmi les autres collaborateurs de l'Institut, conférencier.ère.s et chargé.e.s de cours, beaucoup faisaient également partie du cercle des relations de Bernard, mais pas tous. Jean-François Copé, alors maire de Meaux, dont les cours sur le développement territorial passionnèrent les étudiant.e.s, fut, lui, proposé par Renaud Zuppinge ; Jean-François Millier, directeur de la Fête de la musique, par Jean-Michel Djian ; et les collègues de Paris 8, Claude Frioux, Irène Sokologorsky (professeur.e.s de russe), ancien.ne.s président.e.s de Paris 8, et Francine Demichel, juriste, également ancienne

⁷ Leurs candidatures furent soumises à des commissions de spécialistes, composées d'universitaires professeur.e.s (pour les professeur.e.s associé.e.s) complétées par des maître.esse.s de conférences pour les autres, issus de plusieurs disciplines qui décidaient souverainement de leur nomination.

présidente (qui, en 1992, allait devenir directrice de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation nationale), ainsi que plusieurs autres collègues de Paris 8 assurèrent des cours sur leur service à ma demande sans être pour autant rattaché.e.s à l'Institut. De nombreux autres collaborateurs et collaboratrices extérieur.e.s furent chargé.e.s de cours, proposé.e.s par des collègues de l'IEE, pour certains par Bernard, comme Pierre Béhar, professeur à l'université de la Sarre, éminent spécialiste de l'Allemagne, ou Christophe Ventura, qui allait devenir chercheur à l'IRIS et aujourd'hui aussi journaliste au *Monde diplomatique*.

De très nombreux colloques et journées d'études furent organisés au sein de l'IEE, souvent à l'initiative et/ou avec le concours de Bernard, qui contribuèrent à la réputation de l'Institut. Et pour aider au financement de nos nombreuses activités, nous avons bénéficié du concours financier d'une quinzaine d'institutions et entreprises, dont plusieurs sollicitées par Bernard parmi son cercle de relations, mais aussi par d'autres personnalités extérieures. De mon côté j'obtins des aides de la ville de Saint-Denis, dont la direction était communiste, à la fois financière, pour organiser des colloques et tables rondes liés au statut juridique et politique des femmes et aux violences à leur encontre : des salles de conférences furent mises à notre disposition, des buffets offerts par la ville et les publications du *Fil d'Ariane* portant sur ces questions furent en large partie financées par la ville, dont c'était aussi l'un des combats. En retour, nous apportions, avec les étudiant.e.s de mon séminaire, dont Sébastien Barles, ATER jeune docteur en droit, notre aide à la Direction de la prévention et de l'action sociale (DPAS) pour mettre sur pied un observatoire des violences à l'encontre des femmes, qui devait aussi mobiliser tous les services de la ville. Patrick Braouezec, maire de Saint-Denis fut un constant soutien pour l'IEE.

La collaboration de Bernard aussi bien à l'UFR des langues qu'à l'IEE, fut permanente. À l'UFR, la MIDIST, lorsqu'il en fut le chef (1981-1985), contribua à financer les matériels du laboratoire de traduction et traductologie que j'avais créé et à la mise en place d'un diplôme sur les nouvelles technologies de l'information scientifique et technique, pour former des étudiant.e.s dans ce domaine, diplôme qu'avait lancé Jean-François Dégremont — professeur et informaticien à Paris 8 et membre de son équipe à la MIDIST— et que j'ai codirigé avec lui. En échange, j'ai aidé à la réalisation éditoriale de deux ouvrages, qui rassemblèrent les contributions des chercheur.euse.s qui participaient aux recherches menées par la MIDIST, lesquels ont été édités par la revue *Encrages* (revue du département d'anglais), dont Bernard était le directeur de la publication et dont j'étais la directrice de la publication (les articles de Bernard et José Vidal-Beneyto sont reproduits dans ce volume (voir à MIDIST)).



Photo prise lors de l'inauguration de l'Institut d'études
européennes, le 2 juillet 1992

Membres du conseil :

Édith Cresson, présidente

Renaud Zuppinger, directeur adjoint

Sylviane Toporkoff

Bernard Cassen

Mireille Azzoug, directrice

Bernard Cassen et *Le Monde diplomatique*

Mireille Azzoug

Ce qui a servi de base au combat intellectuel et militant de Bernard Cassen, c'est essentiellement le mensuel *Le Monde diplomatique*, et ce grâce à la nouvelle orientation qu'a prise ce journal sous l'impulsion de Claude Julien, qui en devint le directeur en 1973, avec la contribution d'Ignacio Ramonet — qui succédera à Claude Julien —, de Bernard Cassen et de Pierre Dommergues entre autres, puis de Serge Halimi et aujourd'hui de Benoît Bréville. Sans oublier les nombreux.euses journalistes et les équipes de la rédaction qui ont apporté au journal leur précieuse collaboration.

L'aventure du *Monde diplomatique*

En 1973, Claude Julien¹ prenait la tête de la rédaction du *Monde diplomatique*. Son arrivée allait marquer un tournant dans les orientations du journal qu'analyse le chercheur Nicolas Harvey, dans la thèse qu'il consacrait en 2011 au *Monde diplomatique*².

Dans un article ultérieur (2014), intitulé « La difficile féminisation du *Monde diplomatique*. Ouvertures et résistances de la rédaction de 1954 à 2008 »³, il n'en analysait pas moins le nouveau tournant éditorial que le journal allait prendre à partir de 1973. Il écrit :

« À ses origines, le mensuel n'était qu'un supplément du quotidien *Le Monde* et s'adressait principalement aux corps diplomatiques, milieux où

¹ Ndlr. Claude Julien (1925-2005) est entré dans l'équipe de rédaction du *Monde* en 1951, dont il a dirigé le service étranger à partir de 1968 avant de devenir rédacteur en chef du *Monde diplomatique* en 1973, dont il assurera la direction jusqu'en 1990. Il sera relayé dans cette fonction par Ignacio Ramonet, qui en assurera la direction jusqu'en mars 2008, date à laquelle Serge Halimi reprendra le flambeau. Bernard Cassen, membre de la rédaction à compter de 1973, sera le directeur général de l'entreprise éditrice de 1996 à 2008 et l'un des journalistes les plus prolifiques.

² Nicolas Harvey, « *Le Monde diplomatique* : un concept éditorial hybride au confluent du journalisme, de l'université et du militantisme », thèse de doctorat de science politique sous la direction de Eric Neveu (soutenue en 2011 dans le cadre de l'École doctorale Sciences de l'homme, des organisations et de la société (Rennes), en partenariat avec l'Université européenne de Bretagne ».

³ *Politiques de communication* 2014/1 (n° 2), pages 171 à 188, en ligne : <https://shs.cairn.info/revue-politiques-de-communication?lang=fr&tab=numeros>

la langue française était encore utilisée dans les années d'après-guerre. C'est la raison pour laquelle plusieurs articles étaient rédigés par (et pour) des diplomates, d'anciens diplomates et des hommes politiques (Szczepanski, 2009). De nombreuses rubriques « de services » étaient publiées pour les diplomates et leurs épouses, afin de leur donner des outils pour participer à la vie mondaine propre à leur fonction. Nous pouvons citer le « Carnet des ambassades » qui répertoriait les mariages, les naissances et les décès des diplomates et de leur famille. [...]

À l'époque, la majorité des articles étaient rédigés par les journalistes du service étranger du *Monde*, service dont relevait directement le mensuel. D'ailleurs, le supérieur hiérarchique du rédacteur en chef du *Monde diplomatique* était le chef du service étranger du quotidien. En effet, le *Monde diplomatique* n'était alors qu'un supplément payant du quotidien et ne détenait aucune autonomie institutionnelle. Le journal pouvait ainsi faire des économies en demandant aux envoyés spéciaux de rédiger des articles pour les deux publications, bien que la nature de ces articles différât, car la temporalité n'était pas la même entre un quotidien et un mensuel. La politique internationale, la diplomatie, la politique intérieure des pays étrangers et l'économie étaient les thèmes les plus traités du journal, thèmes associés, à l'époque, essentiellement au genre masculin.

Le Monde diplomatique allait connaître, par la suite, deux évolutions majeures qui correspondaient chaque fois à un changement à la direction du mensuel. D'abord, en 1973, Claude Julien allait être placé à la tête du mensuel. C'est dans un contexte conflictuel que cet ancien chef du service étranger du *Monde*, journal extrêmement prestigieux à l'intérieur du champ journalistique de l'époque, devenait rédacteur en chef d'un titre relativement mineur. En quête d'autonomie, il allait tenter de faire de moins en moins appel aux journalistes du service étranger du *Monde*. Le mensuel n'ayant pas les moyens d'engager de nouveaux journalistes ou de payer substantiellement des pigistes, le mensuel choisissait de se tourner vers des universitaires, ces derniers ayant des revenus fixes et étant habitués à publier gratuitement des articles (Harvey, 2009). De surcroît, *le Monde diplomatique* pouvait graduellement offrir un produit unique et distinct du quotidien, avec une certaine légitimité liée aux titres académiques des nouveaux auteurs.

En élargissant le bassin des collaborateurs, Claude Julien avait finalement une plus grande liberté d'imposer une ligne éditoriale propre, beaucoup plus marquée « à gauche ». Le travail des rédacteurs titulaires du *Monde diplomatique*, dont le nombre allait croître dans les années 1980, est devenu en quelque sorte celui d'un chef de service. Ainsi, le monde a été divisé en grandes zones géographiques (Amérique latine, Europe de l'Ouest, Afrique subsaharienne, etc.) qui ont été octroyées à des rédacteurs responsables de leur couverture. Ces derniers avaient comme mission de recruter de nouveaux collaborateurs, d'attribuer les tâches ainsi que de relire et de réécrire les articles d'auteurs provenant majoritairement du

monde universitaire et ne maîtrisant pas, par conséquent, les rouages de l'écriture journalistique.

De plus, en recrutant Ignacio Ramonet, spécialiste de cinéma, et Bernard Cassen, spécialiste de littérature anglaise, le journal allait traiter de plus en plus des aspects culturels, surtout lorsque la culture s'immisce dans le domaine politique. En contrepartie, les thèmes propres à la diplomatie étaient progressivement délaissés. Néanmoins, les relations internationales et la politique intérieure des pays étrangers continuèrent d'occuper la majorité des pages du journal. Les questions de genre, tout comme les autres enjeux « post-matérialistes » (Inglehart 1977) tels que l'écologie, n'avaient pas encore de place dans les pages du mensuel. »

Claude Julien, dans *Le devoir d'irrespect*, qu'il écrivit quelques années plus tard, en 1979⁴, définissait dans son avant-propos les orientations déontologiques qu'un journalisme libre de toute inféodation aux pouvoirs constitués se devait d'assumer.

« Nous sommes ici, en Europe de l'Ouest, solidaires de l'ensemble du monde occidental, par tant de liens historiques, culturels, politiques, économiques et militaires. Et c'est ici que nous pouvons nous battre, à l'intérieur même d'un système qui, dans ses propres frontières comme, par de multiples ramifications, bien au-delà de ses limites géopolitiques, n'a rien d'innocent. Les pouvoirs constitués ont mobilisé, à leur service, une nuée de compétences, d'intelligences — et aussi de plus médiocres talents, pour entretenir et développer les mécanismes qui accaparent la richesse, la distribuent inégalement, nourrissent les privilèges, cultivent la corruption, sympathisent avec les dictatures, exploitent des centaines de millions de misérables, accumulent les rancœurs, les désespoirs et les haines, préparent l'explosion qui demain emportera ce que les hommes au pouvoir prétendent conserver.

L'histoire désigne comme “conservateurs ” tous ceux qui ont voulu protéger des valeurs en se cramponnant au *statu quo* pourtant condamné par les grandes mutations économiques et sociales. Ces conservateurs-là n'ont rien conservé du tout. Il est aujourd'hui grand temps de procéder à des révisions radicales si nous voulons conserver ce à quoi nous sommes le plus attachés : libertés individuelles et publiques, pluralisme philosophique et politique, mode de vie, etc., toutes choses qui seraient irrémédiablement compromises si l'on s'agrippait à leurs formes extérieures plus qu'à leur contenu, à leurs apparences plus qu'à leur signification.

Sans doute est-ce être conservateur que de refuser les miroitements de nos sociétés pour aller à l'essentiel, de dénoncer l'optimisme de promesses qui ne peuvent être tenues, de montrer les dangers sur lesquels les gouvernements

⁴ Paris, Éditions Alain Moreau, 1979. Citation : p. 12-13 et extrait de la 4^e de couverture.

sont étonnement discrets, de contester le discours officiel qui, à travers la « détente » comme dans la « guerre froide », dans la crise d'aujourd'hui comme hier en pleine expansion, se déroule, imperturbable, sûr de lui, rassurant, alors que, de compromis en reniements, de tromperies en replâtrages, il conduit vers le désastre.

Tel est bien le devoir de critique qui s'impose à quiconque veut observer, analyser, comprendre, expliquer. Y renoncer serait abdiquer toute liberté d'esprit face aux hommes de pouvoir, quelle que soit la forme de leur pouvoir. Sceptique, plutôt que de se joindre au chœur des laudateurs. Irrévérencieux, pour ne pas participer au vaste concours des complaisances.

Lorsque la tâche devient ou paraît trop lourde, certains choisissent alors le confort trompeur, les illusoire facilités et les vaines satisfactions que procurent les antichambres du pouvoir, des pouvoirs, sans se rendre compte qu'ils immolent leurs qualités d'esprit sans pour autant prendre prise sur le pouvoir.

Mieux vaut alors, seule voie honorable, s'adonner à la contemplation ».

Sous la direction de Claude Julien et avec la nouvelle équipe, *Le Monde diplomatique* devenait un « journalisme caractérisé par la hauteur de vue, la rigueur de pensée et l'indépendance de jugement. Un journalisme qui se fait un "devoir d'irrespect" à l'égard de tous les puissants ».

Cette ligne directrice allait être imperturbablement poursuivie par les équipes rédactionnelles qui ont suivi, sous la direction d'Ignacio Ramonet, puis sous celle de Serge Halimi, et par le directeur général du journal, Bernard Cassen, l'un des auteurs d'articles les plus prolixes, et aujourd'hui par sa nouvelle équipe de rédaction dirigée par Benoît Bréville.

En 2018, *Le Monde diplomatique* comptait 29 éditions internationales en 18 langues. Outre des éditions spéciales dans les langues européennes dans 15 pays du Continent européen, mais aussi 7 pays d'Amérique latine, il offre aussi des éditions spéciales en arabe (Tunisie), en coréen (Corée du Sud), au Japon, en persan (Iran), en russe et en turc. Le tirage de leurs versions papier, les adresses de leurs sites Internet et leurs coordonnées sont disponibles dans la liste détaillée en ligne sur le site du journal : <https://www.monde-diplomatique.fr>

Sur son site, *Le Monde diplomatique*, répondant à la question « Qui sommes-nous ? », écrit :

« Fondé en 1954 par Hubert Beuve-Méry, *Le Monde diplomatique* porte la marque d'une époque où tout paraît possible : les empires coloniaux vacillent, le tiers-monde s'assemble à Bandung pour opposer son unité aux grandes puissances de l'époque, les pensées émancipatrices s'épanouissent. Bientôt, elles soulèveront les populations, au Nord comme au Sud.

Héritier de cet esprit frondeur et volontaire, *Le Monde diplomatique* est à la fois le journal français le plus diffusé dans le monde — il est traduit en dix-neuf langues dans une trentaine de pays — et celui qui, le premier, assura sa présence sur Internet. Il conjugue une large ouverture sur les questions internationales avec une vision critique de ce qui demeure le plus souvent dans l'angle mort de la presse : l'idéologie et le fonctionnement global du capitalisme, les conséquences écologiques et sociales du libre-échange, les dangers du « choc des civilisations », l'arrière-plan des alliances militaires, les utopies nécessaires, les perspectives des nouvelles formes de démocratie à l'ère des grands basculements géopolitiques.

Convaincue que les approches comparatives et le recul historique dissipent les illusions d'une actualité haletante, l'équipe du mensuel s'emploie à ce que chaque numéro combine analyses, reportages et enquêtes. Porteur d'une manière de voir singulière et rigoureuse, que confortent ses centaines de collaborateurs étrangers, *Le Monde diplomatique* est le journal de référence de tous ceux qui veulent comprendre le monde — mais aussi le changer. »

...

« *Le Monde diplomatique*, alors sous la direction d'Ignacio Ramonet, a assuré en 1996 son indépendance éditoriale et financière en se constituant en société autonome, filiale du Monde SA (51 %). Les 49 % restants sont aux mains de l'association Les Amis du Monde diplomatique et de l'association Günter Holzmann, qui regroupe l'ensemble du personnel.

L'association des Amis du *Monde diplomatique* fédère les lecteurs les plus actifs du journal. Animée par des dizaines de correspondants en France et à l'étranger, ainsi que par sa Délégation générale, l'association organise chaque année des centaines de rencontres-débats et participe ainsi activement au débat d'idées. Les Amis sont un partenaire stratégique du *Monde diplomatique*. Avec l'association Günter-Holzmann qui regroupe les personnels du journal, les Amis possèdent 49% du capital du *Monde diplomatique*, garantissant son indépendance et protégeant sa liberté d'informer. Membres du Conseil de surveillance du journal, les Amis participent à l'élection de son directeur, actuellement Benoît Bréville, qui a remplacé, le 1^{er} février 2023 Serge Halimi qui occupait cette fonction depuis 2008. Grâce à son action dans la société et auprès des tissus militants sur tout le territoire, les Amis contribuent directement au rayonnement des idées et des valeurs du *Monde diplomatique*. »

Bernard Cassen fut, avec Ignacio Ramonet l'un des principaux artisans de l'indépendance du *Monde diplomatique*, et ce en créant l'Association Günter Holzmann. Les objectifs de celle-ci sont définis dans *Monde diplomatique* de février 1996, p. III (en ligne : <http://www.monde-diplomatique.fr/1996/02/A/5285>)

« L'Association Günter Holzmann (AGH), régie par la loi de 1901, a été créée à Paris le 31 mars 1995. Elle a fait l'objet d'une déclaration à la

préfecture de police, publiée, sous le numéro 1314, au *Journal officiel* du 10 mai 1995. Ses statuts précisent qu'elle comprend exclusivement les journalistes salariés et les autres membres du comité de rédaction du *Monde diplomatique*, ainsi que les employés et cadres salariés du journal. En d'autres termes, les noms qui apparaissent dans l'"ours".

En février 1996, les membres de l'AGH sont donc : Solange Brand, Christian de Brie, Joseline Capron, Bernard Cassen, Jacques Decornoy, Alain Gresh, Serge Halimi, Maria Ierardi, Ignacio Ramonet, Monique Salomé et Dominique Vidal. Son conseil d'administration est ainsi composé : Ignacio Ramonet, président ; Bernard Cassen, vice-président et trésorier ; Alain Gresh, secrétaire général.

Pourquoi l'association a-t-elle choisi de s'appeler Günter Holzmann ? Parce qu'elle a ainsi voulu rendre hommage à cet ami, lecteur du *Diplo* depuis des décennies, qui a effectué l'apport de la quasi-totalité de son patrimoine — environ 5 millions de francs — à la petite équipe qui fait *Le Monde diplomatique*, regroupée en association sans but lucratif. Et ce afin de lui permettre d'être collectivement présente au capital de la filiale en voie de constitution.

L'apport financier effectué par Günter Holzmann au *Monde diplomatique* n'est que la dernière en date de ses actions pour la promotion des idéaux de liberté, de justice et de solidarité. Ces idéaux sont constitutifs de la ligne éditoriale de notre journal, elle-même incarnée par une équipe et un directeur de la publication. Or les statuts de la filiale stipulent que l'Association Günter Holzmann fera obligatoirement partie de la majorité qualifiée qui désignera le directeur de la publication. Ainsi, à côté de l'association Les Amis du *Monde diplomatique*, l'équipe permanente du journal sera également garante de l'indépendance rédactionnelle du titre. »

On peut se demander pourquoi ce long retour sur l'histoire du *Monde diplomatique* ?

Parce que l'histoire du *Monde diplomatique* est celle vécue par Bernard, avec Ignacio et d'autres aussi, mais également parce qu'elle a été constitutive de Bernard et vice versa. Il y avait une sorte d'osmose, qui s'est aussi produite avec Attac. Bernard c'était le *Diplo*, c'était Attac. Et puis l'Institut d'études européennes a été une sorte de succursale du *Diplo* : son équipe enseignante, titulaires, conférencier.ère.s, chargé.e.s de cours, a compté de nombreux membres du *Diplo*, qui étaient par ailleurs des chercheur.euse.s, titulaires de doctorats ou des diplômes de grandes écoles, et parfois déjà des universitaires : Christian de Brie, Serge Halimi, Anne-Cécile Robert, Christophe Ventura, Marc Le Glatin...

Parce que d'une certaine façon cette histoire, elle n'appartient pas seulement à celles et ceux qui font *Le Monde diplomatique* mais à toutes celles et tous ceux qui le lisent, le diffusent, le promeuvent à partir des débats, des rencontres, sur les réseaux sociaux et même auprès des

étudiant.e.s dans les facs avec les « Cafés Diplo étudiants », dont j'ai été l'initiatrice. Et pour équilibrer l'influence du *Figaro* dont je trouvais en rejoignant mon bureau tous les jours un gros paquet de ses journaux mis gratuitement à disposition des étudiant.e.s dans le couloir, ce que *Le Monde diplomatique* n'avait pas les moyens de faire, j'avais créé un cours « Forum de l'actualité », où les étudiant.e.s étaient chargés de lire des articles dans des journaux diversifiés sur une question d'actualité, et un débat suivait sur les différentes versions et interprétations auxquelles ceux-ci avaient donné lieu, ce qui avait pour but de les amener à exercer leur esprit critique et à réaliser qu'il n'y avait pas de vérité unique, et qu'il existe des idéologies. Bernard participa à ce cours, de même que Serge Halimi, et d'autres collègues de l'IEE, notamment sociologues.

De ce cours résulta une autre de mes suggestions, qui me fut d'ailleurs soufflée par une étudiante, la création d'un « concours Diplo étudiants » : celles et ceux qui souhaitent y participer envoient des articles sur un sujet de leur choix, dont les meilleurs sont sélectionnés et classés par un jury constitué d'universitaires, de chercheur.euse.s et de journalistes, la direction du journal choisissant en dernier ressort celui qui sera publié dans ses colonnes et qui vaudra à son auteur.e un prix de 1000 euros attribué par le journal. Et les membres du jury qui examinent et classent les contributions ont trouvé que dans les articles des candidat.e.s que nous avons reçus depuis son existence, alors que la pensée unique augmente dans les médias, la plupart de leurs auteur.e.s étaient capables d'une prise de distance clairement affirmée.

IV. BERNARD CASSEN ET LA BATAILLE DES LANGUES

Un long combat au sein du département d'anglais

Mireille Azzoug

Bernard Cassen était agrégé d'anglais, et avait été maître de conférences de langue et littératures anglaises, successivement aux universités de la Sorbonne, d'Amiens, puis, à compter de la rentrée 1968-1969, au Centre universitaire expérimental de Vincennes, qui deviendra deux ans plus tard l'université de Vincennes et où il deviendra, quelques années plus tard, professeur.

Un.e professeur.e de langues pouvait être pluridisciplinaire, même si elle/il était plutôt spécialiste d'un domaine, en général lié à ses recherches. Les anglicistes enseignaient la langue et la traduction, la « civilisation » — étude de l'histoire, des institutions, des partis politiques, des idéologies (histoire des idées) mais aussi des révolutions, des modes de vie ... d'un ou plusieurs pays anglophones — le Royaume-Uni, les États-Unis pour les américanistes, les colonies et les dépendances de ces pays, ainsi que la littérature et la culture (peinture notamment) britannique, américaine, mais aussi de certaines autres aires anglophones, bien que plus rarement.

Quand le département d'anglais a été créé (en fait une UER, unité d'enseignement et de recherche) — il était le plus gros département de l'université — c'est Pierre Dommergues et Bernard Cassen qui furent chargés de sa mise en place. Pierre Dommergues, qui était un négociateur, organisa alors avec Bernard des réunions de réflexion avec quelques jeunes collègues et aussi quelques étudiant.e.s qui allaient être recruté.e.s comme assistant.e.s ou moniteur.trice.s (c'était mon cas) pour discuter de la manière dont on souhaitait organiser les études et le département. Et Pierre voulait redonner aux études américaines une sorte d'égalité avec les études anglaises, aussi proposa-t-il de baptiser le département « département d'anglo-américain », ce que Bernard accepta.

À l'époque, la société américaine, comme la société britannique d'ailleurs, connaît des évolutions, notamment en termes de mode de vie, de culture et de créativité, vécues comme une révolution culturelle par une partie de la jeunesse.

Mais très tôt Bernard est conscient de l'impérialisme américain qui se développe parallèlement. Les États-Unis ont certes contribué à « sauver » la paix et la démocratie en Europe, mais cela a un prix : celui d'une tutelle qui va se faire de plus en plus pesante — non seulement militaire et économique mais aussi culturelle — qu'Yves Eudes a qualifiée de « conquête des esprits¹ », à laquelle succombe la jeune génération car elle apporte aussi une libéralisation des mœurs et des modes de vie.

Dans notre département, où une importante partie du corps enseignant était anglophone, l'anglais devint la langue de communication : cette situation paraissait d'autant plus normale qu'à l'époque se développait la théorie du « bain linguistique » comme méthode d'enseignement des langues.

Aussi un certain nombre étudiant.e.s qui s'inscrivaient dans notre département pour préparer un diplôme d'anglais venaient-ils de pays étrangers, anglophones ou non anglophones. Une partie de ces étudiants ne disposaient que d'une connaissance très minimale du français. Le département testait bien le niveau de maîtrise de l'anglais, pour les affecter dans les cours d'anglais, mais, dans leur majorité, les collègues refusaient tout test de français. Ce qui posait rapidement un problème car si la grande majorité des enseignant.e.s étaient anglophones ou faisaient leur cours en anglais, certains collègues, qui n'étaient pas anglicistes mais historiens, juristes, sociologues... — ce qui contribuait à la pluridisciplinarité que nous avions mise au centre du cursus — assuraient leurs cours, dont certains obligatoires, en français. D'autres cours obligatoires dans le cursus comme la traduction : thème et version, requerraient une certaine maîtrise des deux langues. L'obligation d'une maîtrise, même moyenne du français entraîna une rébellion, parfois violente, de ces étudiant.e.s, soutenus d'ailleurs par une partie des collègues. Et les enseignant.e.s qui refusèrent de valider les cours de version aux étudiant.e.s qui ne maîtrisaient pas suffisamment le français furent victimes d'une chasse aux sorcières qui alla jusqu'à des menaces de mort. Or une partie des collègues soutenaient la « lutte » de ces étudiant.e.s.

Face à cette situation, Bernard demanda au conseil de l'UER de voter l'obligation d'une maîtrise du français, que les étudiant.e.s qui n'en disposaient pas pouvaient acquérir au département de français langue étrangère. Et il posa la question : « est-il légitime de faire délivrer un diplôme national par l'État français à des étudiant.e.s qui ne parlent pas du tout le français ? » Évidemment la réponse fut non. Et le conseil vota l'obligation d'un certain niveau de maîtrise du français, mais la légitimité d'une telle décision prise par le conseil de l'UER fut mise en question.

¹ *La conquête des esprits : l'appareil d'exportation culturelle du gouvernement américain vers le Tiers monde*, Paris, La Découverte, 982 (réédition numérique FeniXX).

La situation devint dramatique lorsque des étudiant.e.s qui se virent refuser la validation de cours de traduction ou de cours assurés en français du fait de leur niveau insuffisant de maîtrise de la langue s'en prirent directement aux enseignant.e.s. Une partie d'entre eux étaient confortés, dans ce qu'ils appelaient leur lutte contre l'impérialisme français, par une partie des enseignant.e.s les plus gauchistes, d'ailleurs pas majoritairement par les anglophones. Toutes sortes de raisons étaient invoquées, notamment que la traduction ne concourrait pas à l'apprentissage d'une langue.

Le département de littérature anglaise, qui était rattaché à une autre UER, celle de littérature, s'opposait lui aussi à l'exigence d'un niveau de français, voire d'anglais. Bernard organisa alors une rencontre — à laquelle je participais en tant que directrice adjointe — avec les deux responsables de ce département, et il leur posa la question : « Comment pouvez-vous enseigner la littérature anglaise à des étudiants qui ne parlent ni le français ni l'anglais ? » L'un des deux responsables répondit par une pirouette : « Au département de littérature anglaise, nous ne parlons ni anglais, ni français, nous parlons littérature ».

Ce débat se poursuivit longtemps et plusieurs journées d'études furent organisées par Bernard et moi-même. Deux numéros de la revue du département, *Encrages*, furent consacrés à cette question. Le numéro 1 comportait un dossier, coordonné par Bernard, « L'impérialisme culturel » avec trois longs articles : Bernard : « La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme culturel » ; Dominique Perrot : « Réflexions pour une lecture de la domination à partir des objets » ; Armand Mattelart : « Les appareils culturels de l'État impérialiste » ; et un plus court de ma plume : « Mass média, impérialisme et mutations culturelles ».

Une deuxième rencontre fut organisée trois ans plus tard, à l'automne 1982, dans les jours qui suivirent le discours de Jack Lang, ministre de la Culture, à la conférence mondiale des ministres de la Culture sur la défense de la culture contre les dominations économiques, à Mexico le 27 juillet 1982. Bernard était déjà chef de la MIDIST, ce qui lui donnait une autorité accrue, et je dirigeais l'UER d'anglais. Furent invité.e.s à intervenir dans ce débats 7 collègues du département, Bernard compris, et 7 autres anglicistes, professeurs et maîtres de conférences d'autres universités, qui occupaient des fonctions importantes dans le monde des anglicistes. Y participèrent aussi de nombreux collègues de notre département et d'autres départements, notamment du département de linguistique. Le ton fut beaucoup plus convivial et on parvint même à une certaine entente sur les points litigieux : la traduction notamment. Les communications prononcées figurent dans le numéro 10 de la revue *Encrages*, dossier « L'anglais, la culture américaine

et les anglicistes »², qui inclut aussi un article de Herbert Schiller³, sociologue, analyste des média, professeur à l'université de New York, qui n'avait pu être présent mais avait envoyé sa communication : « Information et communication / Nouvelles technologies sans nouveaux objectifs ? ». Quant à la communication de Bernard : « Défense et illustration du français dans les sciences et techniques. Une question de fierté linguistique », elle est reproduite dans le présent ouvrage.

Soutenu par quelques responsables des autres départements de langue, Bernard demanda au conseil de l'université, et au président Claude Frioux, d'instaurer un test vérifiant un niveau acceptable de maîtrise du français pour autoriser l'inscription dans les diplômes de Paris 8, quels qu'ils soient. Ce que le conseil vota, après un débat relativement long. Et pour éviter tout affrontement avec le corps enseignant, ce test fut organisé par les services centraux de l'université.

Plusieurs années plus tard le problème fut réglé par les ambassades de France à l'étranger qui furent chargées (pour autoriser la délivrance d'un visa) de vérifier que les étudiant.e.s qui sollicitaient une inscription dans une université française disposaient d'un niveau acceptable de français.

Un autre problème se posait aussi au département d'anglais, qui nous mobilisa, Bernard, moi ainsi qu'un certain nombre de collègues des autres départements de langue. Si les étudiants des autres langues étudiaient pour la plupart l'anglais comme deuxième langue, une partie des étudiants d'anglais n'étudiaient pas de deuxième langue, convaincus que l'anglais était une langue universelle, ce qui fit en peu de temps baisser les effectifs des autres départements de langues car les étudiant.e.s d'anglais constituaient une part importante de leurs effectifs. C'est José da Silva, responsable du département de portugais (à l'époque la 3^e langue la plus parlée dans le monde) qui prit l'initiative de mettre la question en débat, les effectifs étudiants de sous-dominante de son département étant en forte régression. Il proposa avec Bernard la création d'une Commission Interlangues pour ouvrir le débat en y associant tous les départements de langue en vue de faire inscrire l'obligation d'une seconde langue étrangère dans tout cursus de langue, laquelle pouvait être le français pour les étudiants étrangers. Après de longs débats, qui durèrent plusieurs mois, le conseil de l'université vota l'obligation d'une seconde langue pour valider une licence de langues étrangères.

² Les n° 1 et 10 d'*Encrages* sont disponibles en ligne sur le site numérique de Paris 8, Octaviana. Il suffit de saisir sur Google : Octaviana, *Encrages* 1 ou 10.

³ H. Schiller critiquait la prise de contrôle de l'espace public et des institutions par les grands groupes industriels, notamment dans les pays en voie de développement.

La baisse des effectifs des langues autres que l'anglais était aussi en partie liée au recul de l'enseignement de celles-ci dans l'enseignement secondaire.

Aujourd'hui la situation ne s'est pas améliorée car les instructions ministérielles poussent à étendre l'anglais comme langue de communication dans les universités, incitant même à ce qu'une part de plus en plus importante des enseignements soit assurée en anglais dans toutes les disciplines — évidemment par des non anglicistes car il faut être spécialiste d'une discipline pour l'enseigner. L'anglais devient donc une sorte de bas latin (le latin populaire mal maîtrisé) avec le rabotage non seulement de la qualité de la langue anglaise mais aussi du contenu que cela entraîne : une homogénéisation et une simplification de la pensée et aussi de la science liées à l'appauvrissement des sources, de plus en plus exclusivement américaines, ce que dénonçait déjà Bernard Cassen, il y a 30 ans (voir le chapitre sur la MIDIST, p. 139 dans ce livre). Selon les statistiques, aujourd'hui plus de 90% des publications scientifiques dans le domaine des sciences dures sont rédigées en anglais, avec un appauvrissement de l'expression (n'étant pas toutes rédigées par des anglophones) et donc de la pensée et de la science elle-même⁴.

Ne parlons pas des échanges ERASMUS dont le but est en principe de développer la connaissance des langues européennes pour faciliter la compréhension entre les peuples de l'Union et une certaine mobilité des élites. Les étudiant.e.s, que j'ai interrogé.e.s avant mon départ en retraite il y a plus de dix ans, m'avaient fait un rapport effarant sur ce qui se passait déjà dans la plupart des universités participant aux échanges : dans deux grandes universités, en Allemagne et en Espagne, tous les étudiant.e.s des pays étrangers, à part celles et ceux qui avaient déjà un niveau élevé de maîtrise de la langue du pays d'accueil, étaient regroupés dans quelques cours assurés en anglais sur la littérature, la société, l'économie... espagnoles ou allemandes par des collègues dont certain.e.s, notamment espagnol.e.s, ne le maîtrisaient d'ailleurs pas parfaitement. Ces étudiant.e.s ERASMUS n'ont donc pas eu de contacts avec les étudiant.e.s autochtones des ces universités, et ils.elles ne se comprenaient pas non plus beaucoup entre eux au sein du groupe étant donnée leur diversité linguistique, sauf à parler anglais. Le seul endroit où ils ont pu pratiquer un peu l'espagnol ou l'allemand, selon leurs dires, c'était en ville dans les magasins, les marchés, les clubs et les boîtes de nuit !

⁴ Voir le site de l'Institut Pasteur :
(<https://openscience.pasteur.fr/2023/06/08/quelle-langue-pour-la-diffusion-des-connaissances-en-science-les-debats-autour-de-lhegemonie-de-langlais-et-du-multilinguisme/>)

Le numéro de *Manière de voir*, la revue du *Monde diplomatique*, dans son numéro 97 de février-mars 1998, est consacré à « la bataille des langues », sous la direction de Bernard Cassen, qui a été l'un des premiers à analyser les effets pervers de l'hégémonie croissante de la langue anglaise, qui conduit à une forme de conquête qui dépasse celle des cœurs et des esprits, pour asseoir une domination de type impérialiste ; à visée économique, voire militaire.

L'un des collègues qui avait rejoint le département d'« anglo-américain », Henri Gobard,⁵ psychologue, publiait, en 1976, un livre intitulé *L'aliénation linguistique* (Paris, Flammarion, 1978, Préface de Gilles Deleuze), qui venait renforcer les convictions et les positions de Bernard dans ce débat.

H. Gobard a été dès le début très critique de l'engouement immodéré pour la langue anglaise d'une partie des anglicistes, qu'il avait baptisés « gallo-ricains », ce qui avait suscité une forte hostilité à son égard.

Bien que très bon angliciste, H. Gobard était un fervent partisan de la défense de la langue française et dans son ouvrage il posait la question de la « souveraineté culturelle », considérant que les élites, anglicisées étaient victimes de l'impérialisme culturel.

Ainsi il écrivait dans un chapitre de son ouvrage (en 1978) :

« La souveraineté culturelle »

« La France a fait preuve d'un impérialisme linguistique qui visait directement l'assimilation totale des étrangers : comment peut-on être Persan ! Cette politique acharnée a maintenant pour résultat qu'il nous est difficile de résister à l'américanisation totale qui s'infiltré partout au point de créer cette nouvelle catégorie d'assimilés que sont les Gallo-Ricains.

Le Gallo-Ricain est un Français qui se dit que l'histoire tourne, que le vent souffle de l'ouest et en anglais. Sa propre langue lui apparaît alors comme une langue locale, rétrécie aux dimensions d'un hexagone peu peuplé. Le désir tenace du Français étant l'universalisme, il est destiné, pour les mêmes raisons qui lui ont fait imposer, jadis, le français, à devenir aujourd'hui l'utilisateur empressé de l'anglais, partout, même dans son propre pays. Le français, en tant que langue d'État a voulu chasser le breton ; l'américain, en tant que langue d'États unis libres va-t-il chasser le français ?

En tout cas si le français commence à reculer en France même, ce n'est pas du tout sous la pression des États-Unis pour la bonne raison que les Américains n'ont pas besoin d'imposer leur langue puisque nous nous y soumettons d'avance avec empressement.

⁵ Henri Gobard enseignait l'anglais pour psychologues aux étudiant.e.s des départements d'anglais et de psychologie.

Faites l'expérience sur vous-mêmes dans la banalité de votre vie quotidienne : un touriste américain vous demande un renseignement en *français* : huit fois sur dix vous allez lui répondre en anglais. C'est très « aimable » en apparence, en fait c'est insultant et dégradant. C'est insultant envers votre hôte qui a fait l'effort d'apprendre votre langue et qui a la courtoisie d'admettre qu'un Français pris au hasard parle encore le français et n'est pas nécessairement passé par l'anglification obligatoire et universelle. À cette marque de respect, la réponse exprimée en anglais approximatif par le Gallo-ricain empressé est une façon indirecte de lui dire, mais voyons, restez couvert⁶ ! Vous êtes chez vous, c'est à moi de parler votre belle langue, bien sûr, j'ai encore des progrès à faire, mais je saisis l'occasion que vous m'offrez pour faire un petit exercice pratique oral, comme dans mes cours d'audio-visuel-structuraux-globaux. En renonçant spontanément à parler sa propre langue dans son propre pays, on signe l'abdication de la dernière souveraineté qui pourrait encore être incontestable, la souveraineté culturelle de tous les peuples. » (p. 129-130).

Évidemment Bernard partageait ce point de vue, qu'il a exprimé et développé dans de nombreux articles, dont quelques-uns sont reproduits ci-dessous. Ses positions militantes étaient connues. C'est la raison pour laquelle Jean-Pierre Chevènement⁷, soucieux de renforcer la souveraineté de l'information et de la documentation scientifiques françaises, le nommait chef de la MIDIST (Mission interministérielle de l'information scientifique et technique⁸), qui avait pour but de défendre et de promouvoir de nouvelles technologies dans ce domaine face à la concurrence hégémonique des États-Unis.

⁶ Dans le passé, les hommes qui portaient des chapeaux, casquettes ..., devaient se « découvrir » (les enlever) en arrivant chez un hôte : cela faisait partie du savoir-vivre (ce qu'il n'était pas nécessaire de faire chez soi).

⁷ Jean-Pierre Chevènement, dirigeant du CERES, Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste, aile gauche au sein du parti socialiste, milite pour le Programme commun de gouvernement (1972-1974). De 1981 à 1983, il est plusieurs fois ministre sous les gouvernements de gauche : ministre d'État, ministre de la Recherche et de la Technologie (1981-1984), ministre de l'Éducation nationale (1984 à 1986), ministre de la Défense (1988-1991), puis ministre de l'Intérieur (1997- 2000). En 1992, il fonde puis dirige le Mouvement des citoyens, puis le Mouvement républicain des citoyens. Nommé ministre de l'Intérieur en 1997 (gouvernement Jospin), il démissionne en 2000 en désaccord avec le plan Jospin sur la Corse. Républicain et souverainiste, il est un des défenseurs de la langue française, un opposant à la mondialisation libérale ainsi qu'aux dérives libérales de l'Union européenne (il s'est opposé au traité de Maastricht).

D'après Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Pierre_Chevènement

⁸ Voir le chapitre sur la MIDIST, p. 139 dans ce volume.

Manière de voir

Le Monde diplomatique

Trimestriel, Numéro 97
Février - mars 2000

La bataille des langues



La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme culturel*

Encrages, n° 1, 1979

Bernard Cassen

Dans son dernier ouvrage Herbert Schiller¹ décrit l'impérialisme culturel comme

« l'ensemble des processus par lesquels une société est introduite au sein du système moderne mondial et la manière dont sa couche dirigeante est amenée par la fascination, la pression, la force ou la corruption à modeler les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du système ou à s'en faire la propagandiste ».

Dans cette « mondialisation » des valeurs, les phénomènes linguistiques jouent un rôle de premier plan, et l'anglais, langue véhiculaire de la première puissance impérialiste, a dans ce contexte un rôle privilégié. On ne saurait en effet réduire les questions linguistiques à des dimensions techniques, démarche classique des groupes dominants qui trouveront toujours une légitimation rationnelle, économiste à leur suprématie.

Si l'on n'était pas persuadé du caractère éminemment politique de toute démarche ou décision en matière de langue, il suffirait de passer en revue l'histoire récente et de voir comment, entre de multiples exemples, la Belgique, l'Inde, le Canada, certains pays arabes, des nations ou régions sans État au sein d'États centralisés plurinationaux (comme la Bretagne ou le Pays basque en France, le Pays basque et la Catalogne en Espagne, le Pays de Galles en Grande-Bretagne) ont été ou sont le théâtre de conflits, parfois virulents, qui se cristallisent autour de questions linguistiques mais qui, de toute évidence, renvoient à des processus de domination que selon les cas on pourra appeler colonisation, colonialisme interne, développement inégal ou impérialisme.

*Communication présentée lors du colloque sur l'impérialisme culturel organisé à Alger du 11 au 15 octobre 1977 par la Fondation Lelio Basso. Le sénateur italien Lelio Basso est décédé en décembre 1978.

Cet article est paru dans *Encrages* n° 1, 1979, revue du Département d'études des pays anglophones de l'université Paris 8. Dossier « Impérialisme culturel », dirigé par B. Cassen. Dans ce même dossier : « Réflexion pour une domination à partir des objets », Dominique Perrot ; « Les appareils culturels de l'État impérialiste » : Armand Mattelart ; « Mass media, impérialisme et mutations culturelles » : Mireille Azzoug.

¹ Herbert Schiller, *Communication and Cultural Domination*, International Arts and Sciences Press, New York, 1976.

Une langue n'est pas en effet uniquement un outil de communication. Elle reflète une histoire, une civilisation, un système de valeurs et comme le disait Gramsci, « *contient les éléments d'une conception du monde et d'une culture* »². Ce n'est donc jamais impunément ou gratuitement que l'on modifie un système écolinguistique. Il y a des gagnants et des perdants même si dans une première étape ces derniers n'ont pas toujours conscience du préjudice qu'ils subissent. Tôt ou tard, sauf si l'ethnocide culturel est déjà consommé, la réaffirmation d'une identité linguistique accompagne le processus de libération.

Le danger qui menace toute analyse de l'impérialisme culturel, surtout si elle n'est abordée que sous l'angle linguistique, c'est de s'enfermer elle-même dans ses propres limites et de ne pas prendre en compte les dimensions économiques et politiques. Ceci ne signifie nullement que l'économique précède ou engendre automatiquement le culturel et que, par conséquent, l'impérialisme culturel ne soit qu'un produit de la domination économique. Il peut y avoir simultanée et même renversement de la séquence. Comme le remarque Johan Galtung dans une critique des travaux de Roy Preiswerk³:

« L'impérialisme culturel apparaît à Preiswerk comme ayant sa nature propre. Priver de sa culture une population est analogue à la déposséder de ses matières premières ou de son autonomie : cette attitude constitue de son propre fait l'impérialisme, et non parce qu'elle peut conduire à ce dernier, comme cela a souvent été le cas par le passé. »

La dépossession linguistique est donc à mon avis un phénomène à part entière qui, selon les cas, peut précéder, accompagner ou suivre la dépossession économique. Si mon propos dans cette communication est d'analyser le rôle de l'anglais dans le monde d'aujourd'hui, je crois nécessaire de faire deux remarques préalables.

Tout d'abord, je veux bien préciser que si je privilégie la langue anglaise — ou, plutôt américaine — comme vecteur impérialiste, je n'en exonère pas pour autant celles des autres langues qui dans le passé ont joué un rôle analogue ou qui à une échelle plus réduite le jouent encore. Il en va ainsi, en particulier du français qui en France même a expulsé de leur place légitime les langues régionales telles que le breton, le flamand, le basque ou les diverses variétés de l'occitan dans le processus de constitution d'un État centralisé et qui pendant l'époque coloniale a — heureusement en vain — tenté de supplanter ici l'arabe, là le malgache ou

² Gramsci dans le texte, Éditions sociales, Paris, 1975, p. 133.

³ Roy Preiswerk, « Relations culturelles et développement » ; Johan Galtung « Notes critiques : culture et impérialisme » in *Le savoir et le faire*, publié sous les auspices de l'Institut d'études du développement de Genève par les Presses universitaires de France, Paris, 1975.

le vietnamien. De nos jours, le concept de francophonie sert en Afrique de paravent aux visées néocoloniales de l'impérialisme français, et c'est à juste titre qu'en 1967 le président Sékou Touré la dénonçait comme une tentative de trahison des intérêts africains traduisant la vieille volonté de maintenir dans l'exploitation les pays qui veulent se libérer de la colonisation. J'aurai plus loin le loisir de définir ma position en ce qui concerne la souveraineté culturelle qui ne doit pas pour autant se transformer en autarcie culturelle.

La deuxième remarque préalable, c'est que dans une analyse de l'impérialisme culturel, on ne retrouve pas les lignes de partage de la conférence Nord-Sud avec d'un côté les pays capitalistes avancés et de l'autre les pays sous-développés, ou producteurs de matières premières, ou du Tiers-Monde selon la terminologie que l'on voudra bien adopter. En d'autres termes, un même pays (et c'est en particulier le cas de la France) peut constituer un centre impérialiste par rapport à certains autres pays (en particulier l'Afrique) et simultanément se trouver victime d'un impérialisme plus puissant. Certes les pratiques seront différentes mais le but visé sera le même. Il ne faut donc pas à mon sens céder à la tentation trop facile d'un tiers-mondisme primaire qui négligerait l'implacable nécessité où se trouve l'impérialisme américain d'assurer son emprise idéologique et culturelle en priorité à sa périphérie immédiate, c'est-à-dire en Europe.

1. Les retombées linguistiques de l'accumulation internationale du capital

L'emprise toujours croissante des sociétés multinationales (c'est-à-dire en fait américaines) sur la production mondiale et tout particulièrement sur la production culturelle⁴ a créé insensiblement, naturellement, pourrait-on dire, une situation où, de fait, dans la majorité des cas la technologie avancée se formule, se produit, se vend, s'achète s'utilise dans la langue américaine. Il s'agit là d'une évolution parfaitement prévisible et somme toute logique. On ne voit pas bien au nom de quoi, en l'absence de fortes pressions en sens inverse, les sociétés américaines se créeraient à elles-mêmes les difficultés de la traduction en langue locale qui, outre son coût économique, complique inévitablement les communications.

On pourrait imaginer que cette démarche se heurterait à des résistances nationales. Dans la majeure partie des cas il n'en a rien été. Non seulement certaines élites locales ont accepté comme allant de soi que la langue de la technologie ou du commerce était l'anglais mais elles ont elles-mêmes revendiqué la connaissance de cette langue comme signe d'appartenance à

⁴ On consultera à cet égard l'ouvrage magistral d'Armand Mattelart, *Multinationales et systèmes de communication*, Paris, Anthropos, 1976.

l'univers du pouvoir et donc comme facteur d'exclusion des moins privilégiés. La pratique de l'anglais est devenue un indicateur de classe ou au moins un « symbole de statut » pour cadres supérieurs. Elle scelle l'alliance des bourgeoisies locales « avancées » avec les intérêts américains⁵. Ce phénomène est particulièrement frappant dans certains congrès scientifiques, où même lorsque des facilités d'interprétation existent, un locuteur non anglophone s'exprimera volontiers en anglais (quitte d'ailleurs à être mal compris en raison de son accent) pour bien montrer qu'il a choisi son camp. On a même vu des colloques ou congrès se tenir en France uniquement en anglais, ce qui a récemment conduit le secrétariat d'État aux Universités à menacer de ne plus donner de subventions pour de telles manifestations si le français n'était pas au moins l'une des langues de travail⁶.

Le phénomène de multinationalisation c'est-à-dire, dans la phase du capitalisme monopoliste d'État, de l'exportation des capitaux se substituant à l'exportation de marchandises a suscité dans la majorité des pays du monde la création de multitudes de filiales qui sont autant de nouveaux agents d'américanisation. Au moment où les multinationales s'efforcent, pour limiter les risques politiques, de se donner dans chaque pays une apparence aussi nationale que possible, ce sont leurs propres cadres locaux qui prennent eux-mêmes en charge le processus de dénationalisation linguistique. De la nécessité de communiquer — donc en anglais, avec la maison-mère américaine, on passe rapidement à l'utilisation de l'anglais à l'intérieur de l'entreprise, d'abord chez les cadres puis chez les employés⁷. La connaissance de l'anglais devient un instrument de promotion, elle suscite la création de cours d'anglais et donc la formation de professeurs d'anglais (la plupart du temps étrangers au pays d'accueil) qui à leur tour, pour défendre les intérêts corporatifs, se font les propagandistes du système, et poussent à une « consommation » toujours plus grande de la langue. Comme on le voit, l'implantation de filiales est à l'origine de la création d'enclaves linguistiques qui touchent un nombre croissant de salariés. Comme il s'agit le plus souvent d'industries de pointe, donc très rentables, les salaires y sont souvent plus élevés et les conflits sociaux plus rares que dans les industries nationales, ce qui conduit encore davantage les employés à s'identifier à la « maison », à « appartenir » comme on dit en anglais et à faire passer l'allégeance à la maison-mère américaine avant la solidarité à la communauté nationale.

⁵ Le phénomène se reproduit à une petite échelle avec le français en Afrique francophone (voir Roy Preiswerk, *op. cit.*).

⁶ Circulaire no 764156 du 30 décembre 1976.

⁷ Et même, dans certains cas extrêmes chez les ouvriers sous forme de lettre de licenciement, même pas traduite en français, comme la presse l'a rapporté récemment.

2. De l'abdication linguistique à l'assujettissement économique.

Il ne manque pas de bons arguments « rationnels » pour justifier l'utilisation exclusive de l'anglais comme langue internationale de la science, de la technologie de l'information et du commerce. Je les analyserai plus loin et tenterai d'y répondre. À cette étape de la discussion, il me paraît utile de voir à qui ils profitent, ce qui est après tout une manière comme une autre de les juger⁸.

Dans un article récent⁹ Eugène Garfield, (président de l'Institute for Scientific Information qui édite les *Current Contents*, instruments de travail que connaissent bien les chercheurs scientifiques) s'en prend à la science française « trop provinciale » à son gré parce que la majorité de ses recherches s'y publie encore en français. Dans le monde capitaliste en effet, le français, de par sa qualité de langue de communication de 230 millions d'habitants de la planète, constitue l'obstacle le plus important à l'hégémonie absolue de l'anglais. (C'est sous cet angle que je l'étudie ici et non pas en tant qu'apologiste de la francophonie)

Eugène Garfield blâme les chercheurs français de s'accrocher à leur langue nationale au lieu de publier en anglais et les culpabilise en leur expliquant que, ce faisant, « *ils empêchent que leurs résultats soient lus occasionnellement par le reste de la communauté scientifique internationale* ». S'agit-il là d'un conseil désintéressé ? On peut en douter si l'on étudie les prises de position systématiques des services officiels américains pour l'imposition universelle de l'anglais. Contrairement à ce que l'on croit généralement, ils sont dans ce domaine en position défensive. Une étude de l'UNESCO¹⁰ montre en effet que

« les estimations actuelles sont que l'anglais est la langue d'environ 40% de la littérature scientifique mondiale mais que cette proportion diminue (comme pour le français et l'allemand) à mesure que les groupes "orientaux" gagnent du terrain, c'est-à-dire les langues slaves, le chinois et le japonais. Nul ne peut prévoir ce que sera la situation sous ce rapport dans vingt ou cinquante ans ».

Les États-Unis utilisent l'avance dont ils disposent en matière de services de documentation, fichiers, bases de données, pour propager

⁸ J'utiliserai dans cette partie certaines recherches d'une de mes étudiantes, Mlle Ginette Gablot, qui a réalisé une très remarquable étude sur « l'anglais, langue scientifique internationale. De son utilisation et de son rôle dans la bataille pour la maîtrise de l'information scientifique et technique mondiale » (maîtrise soutenue à l'Université Paris VIII).

⁹ « La science française est-elle trop provinciale ? », *Recherche* n° 70, septembre 1976.

¹⁰ « UNESCO, UNISIST, Étude sur la réalisation d'un système mondial d'information scientifique et technique », Paris, UNESCO, 1971.

l'anglais et occuper à eux seuls toute la place encore laissée vacante par les langues slaves et orientales. L'accès à un organisme de documentation et d'information américain (et 90% de l'information utilisée en France vient de l'étranger) implique le maniement de la langue anglaise. Pour prendre le seul cas de la chimie en France, l'AFDAC, Association française de documentation automatique en chimie est chargée de l'exploitation du fonds documentaire CAS (Chemical Abstract Services). Dans le même temps le directeur scientifique du CNRS, J. Cantacuzene écrit ¹¹ que « 60% des articles émanant des meilleurs laboratoires de chimie français sont publiés dans des journaux américains, donc de fait en anglais ».

Le choix se situe donc entre la substitution de l'anglais au français et des charges accrues d'accès aux systèmes d'information scientifique et technique¹². Le choix de l'anglais, langue « universelle » n'est donc bien sûr pas neutre. Il renforce la dépendance envers les États-Unis qui exercent un pouvoir discrétionnaire en matière de transfert de savoir-faire et de technologie. À cet égard il faut rappeler que l'État américain a lui-même pris en charge ces problèmes et que depuis 1974 « le transfert de *savoir-faire* ou (de) *connaissance de tout individu, firme ou société (et de) machines, équipements, biens durables et logiciels d'ordinateurs* » est placé sous le contrôle du Pentagone¹³.

De proche en proche la politique d'abandon linguistique, symptôme – et non cause bien sûr — d'une politique de renoncement national, aboutit à renforcer le potentiel américain, à rendre chaque fois plus onéreux l'accès à l'information scientifique et technique et finalement à s'en remettre pour son développement au bon vouloir de Washington. L'information scientifique et technique est en effet une matière première comme toutes les autres et par voie de conséquence une arme politique de choc pour celui qui en a le monopole ou le quasi-monopole. Il faut donc bien mesurer les conséquences ultimes de toute décision si minime soit-elle en ce domaine et à cet égard. Il ne semble pas que les États ou institutions concernés, à l'exclusion des États-Unis qui ont, eux, une claire conscience de leurs intérêts, aient su — ou voulu — analyser les implications de leur politique linguistique.

¹¹ *Le Monde*, 12 janvier 1977.

¹² « *Entre autres avantages l'utilisation de l'anglais par les scientifiques non francophones dispense les États-Unis des frais de traduction : la publication dans les revues américaines supprime les difficultés de collecte des documents et permet de diffuser les informations à partir des épreuves d'auteurs. La rapidité et l'efficacité de ces services ne s'en trouvent que renforcées* », Ginette Gablot. *op. cit.*, p. 68.

¹³ Serge Calcaly, « L'information aux États-Unis – Rôle politique et économique », mémoire, INTD, juin 1975.

3. L'anglais comme idéologie

Dans son fameux *Parlez-vous franglais ?*¹⁴ Étiemble situait bien l'enjeu de l'utilisation de l'anglais. « *On ne nous l'envoie pas dire : nous devons parler anglais, ou mieux américain, afin de penser comme ces yanquis* ». Nous avons déjà évoqué le rôle de l'anglais comme indicateur d'appartenance à la classe dirigeante. En réalité le phénomène va beaucoup plus loin, jusqu'à prendre un caractère de masse. La jeunesse des pays occidentaux qui déteste les uniformes en a pourtant de fait adopté un : le blue-jeans¹⁵ et le maillot aux initiales d'universités américaines dont les sigles magiques (comme UCLA) resteront toujours un mystère pour la majorité de ceux qui les portent. La presse pour enfants et adolescents est atteinte d'une américanophilie délirante¹⁶. Nous n'évoquerons ici que pour mémoire les travaux déjà classiques d'Armand Mattelart et d'Ariel Dorfman¹⁷ qui ont percé à jour la véritable fonction de l'univers des bandes dessinées et films de Walt Disney. L'univers musical du jeune est constitué dans une très large mesure de chansons américaines, qu'il ne comprend d'ailleurs pas.

Une véritable greffe d'une mythologie étrangère a été effectuée sur l'inconscient collectif des pays occidentaux ou occidentalisés. Notre histoire n'est plus la nôtre, c'est celle de la conquête de l'Ouest américain comme le note Gilles Deleuze « *Le western peut jouer pour un Français d'aujourd'hui le même rôle que nos ancêtres les Gaulois pour un noir* »¹⁸. Pendant l'été dernier en France une grande opération de régulation du flux des automobiles suivie par des millions de personnes a été appelée « Bison futé ». Citant une quantité d'exemples d'abandon de la langue nationale qui dans beaucoup de cas aboutissent ou bien au ridicule ou à l'incompréhension, Jean Thévenot conclut :

« *Normal ? Effarant. Insensé. Paradoxal, surtout dans le cas de la France et en ce temps pré-pré-électoral où tout le monde n'a que l'indépendance nationale à la bouche. Cette indépendance, ce n'est pas seulement celle de l'économie, de la monnaie ou de la défense – domaines où il ne dépend pas que de nous que nous ne soyons pas fragiles ; c'est aussi celle de la culture et de la langue, son support et son ferment,*

¹⁴ Étiemble, *Parlez-vous franglais ?*, Gallimard, coll. « Idées », Paris, 1973.

¹⁵ Et il importe que la marque Lee ou Levis soit bien visible...

¹⁶ On lira à ce sujet l'article d'Henri Gobard « Les Gallo-Ricains », *Le Monde diplomatique*, décembre 1974, ainsi que son ouvrage *L'aliénation linguistique*, Flammarion, Paris, 1976.

¹⁷ Ariel Dorfman et Armand Mattelart, *Donald l'imposteur*, Alain Moreau, Paris, 1976.

¹⁸ Préface à *L'aliénation linguistique*, op. cit.

*domaines où il ne dépend que de nous d'être forts. Attention ! Bison futé n'est pas une invention innocente. Nous voici en passe de devenir tous des Indiens. Il est temps de sortir de notre réserve. De retrouver notre identité »*¹⁹.

Tout cela n'est en effet pas innocent si on le replace dans une perspective globale. De l'hégémonie dans le domaine scientifique à la pénétration quotidienne du cadre de vie²⁰, l'anglais et l'imagerie qu'il porte se constitue peu à peu en véhicule d'une idéologie non formulée. Beaucoup de commentateurs ont relevé l'attrait qu'exerce cette langue sur certains responsables français jusqu'au plus haut niveau, à tel point qu'en 1974 on a pu entendre un discours politique prononcé en anglais [par Valéry Giscard d'Estaing] à Paris dès la proclamation des résultats de l'élection présidentielle. Il ne s'agissait pas seulement de faire montre de la maîtrise de la langue des véritables patrons du monde occidental, de faire par ce clin d'œil acte d'allégeance. Il s'agissait aussi d'un lever de rideau d'une opération qui se poursuit encore aujourd'hui : tenter d'acclimater en France les recettes du « consensus » (maître mot de la sociologie américaine), de la « démocratie calme et paisible », c'est-à-dire sans conflits de classe. Combien de fois n'a-t-on pas entendu des références nostalgiques aux « bons » syndicats américains, britanniques, ou allemands bien intégrés au système capitaliste, alors que les deux grands syndicats français, la CGT et la CFDT, sont des « révolutionnaires » perturbant des relations sociales qui sans eux seraient harmonieuses.

« *Il existe une complicité objective de la bourgeoisie française avec le franglais* » dit Étienne²¹ et ici aussi l'exemple vient de haut²². Cette complicité s'explique par le fait que le modèle de société de développement des classes dirigeantes françaises c'est l'Amérique du Nord et qu'on voudrait bien acclimater en Europe les concepts qui structurent ce modèle, pour pouvoir atlantiser plus complètement le pays. Nous voilà finalement assez loin de la langue et au cœur du débat politique fondamental de l'Europe mais pas seulement de l'Europe : s'américaniser davantage ou pas.

4. Les bons apôtres de l'auto-colonisation.

Tous les développements qui précèdent — j'en ai déjà fait l'expérience — seront immédiatement taxés de chauvinisme, nationalisme, partialité,

¹⁹ Jean Thévenot « Les nouveaux Indiens », *Le Monde*, 2-3 octobre 1977.

²⁰ Il faudrait ici parler également des moyens de communication de masse, des loisirs, de la nourriture, etc.

²¹ Interview, *Le Nouvel Observateur*, 15 septembre 1975.

²² Voir l'emploi « franglais » du terme « alternative » dans *Démocratie française*, Fayard, Paris, 1976.

outrance. C'est en effet le prix que l'on doit payer lorsqu'on essaie de révéler le non dit, l'implicite, l'idéologie qui ne veut pas se reconnaître comme telle. D'une manière générale les arguments qui sont mis en avant par les tenants de l'anglais à tout prix tournent autour de trois concepts : la rationalité, la neutralité de l'emploi de telle ou telle langue, le mondialisme.

Puisque les échanges internationaux sont en progrès constant, puisque les peuples aspirent à communiquer toujours davantage pourquoi, n'est-ce pas, se priver d'un merveilleux outil de communication universel, la langue anglaise puisque les espoirs que certains fondaient dans l'esperanto ne se sont pas — heureusement ajouterai-je — réalisés. Ce sera aussi un facteur d'économie, cela évitera dans le commerce, la science, la technique, etc. les difficultés et les frais de traduction. Ce sera rationnel. L'argument est en général poursuivi en invoquant le caractère neutre de l'utilisation d'une langue. Puisque l'anglais est de fait, de par là puissance américaine, en position dominante, va pour l'anglais. Cela aurait pu aussi bien être le bulgare, le suédois ou le berbère. Ces arguments sont souvent avancés, de très bonne foi, par des personnes qui réduisent une langue à un simple véhicule de communication et qui n'ont pas conscience qu'elle met en jeu des phénomènes psychologiques très complexes au niveau individuel et que, par ailleurs, elle constitue un fait social, une façon de voir le monde, pour ne pas parler de ses dimensions économiques et politiques que j'ai déjà abordées.

Je ne connais pas le chinois mais je lis parfois des textes chinois traduits en français. Je m'aperçois que la rhétorique, la dialectique chinoises expriment une perception du monde très différente de la mienne et finalement inexprimable dans ma langue maternelle et sans doute dans toute autre. Il en va ainsi à un degré ou un autre de toute langue, anglais compris. La connaissance d'autrui passe par la connaissance de sa langue et donc de sa civilisation et certainement pas par recours à un véhicule étranger aux deux interlocuteurs. Je doute fort de la qualité et de l'intelligibilité d'une communication (qu'elle soit en anglais, en français ou dans toute autre langue) entre deux personnes ayant chacune une autre langue maternelle sauf si chacune d'elles s'est déjà coulée dans le moule de la langue tierce, auquel cas elle ne sera déjà plus totalement elle-même.

Ceci va à l'encontre des théories mondialistes qui se dissimulent derrière les traits plus avenants de l'internationalisme. Les sociétés multinationales — parce que leur intérêt est de disposer des marchés homogènes les plus vastes possibles — se font constamment les apôtres de l'abolition des frontières, notamment des frontières culturelles et linguistiques et s'efforcent de tourner en dérision le droit à la différence. Ceux qui épousent ces thèses doivent bien avoir conscience des intérêts que, consciemment ou inconsciemment, ils servent. Ils adhèrent implicitement

à une stratégie de développement où les différences culturelles sont perçues comme autant de retards à rattraper pour rejoindre, par le même itinéraire, l'état de développement des sociétés capitalistes les plus avancées. L'expérience du Tiers-Monde a amplement démontré la vanité théorique et pratique de cette entreprise, sauf pour leurs classes dirigeantes qui légitiment leur pouvoir et leurs privilèges par leur familiarité avec la culture et la technologie de l'Occident capitaliste. C'est ici qu'on peut faire intervenir le concept d'auto-colonisation proposé par Preiswerk et qui n'est pas seulement valable pour les peuples anciennement colonisés : « Le partenaire soumis ou dépendant accepte volontairement les systèmes de valeurs, les formes de comportement et les schémas de pensée extérieurs rendant ainsi superflu l'exercice de la contrainte par le partenaire dominant »²³.

5. Pour une stratégie d'autonomie

Le choix d'une politique linguistique n'est pas facile, car les contraintes économiques existantes laissent une marge de manœuvre limitée. Deux écueils sont à éviter : d'une part l'acceptation passive d'une langue internationale unique et de l'autre la crispation du repli sur soi. Il s'agit avant tout de volonté politique et de choix de société. Aucune culture ne peut vivre en autarcie, elle a besoin d'apports extérieurs à condition qu'ils ne se transforment pas en invasion. La démarche correcte me paraît être la diversification linguistique, c'est-à-dire le refus de laisser à une langue étrangère et donc finalement à un pays étranger une position hégémonique. En ce sens l'apprentissage du russe, de l'arabe, du chinois mais aussi de l'italien, du néerlandais et des autres langues européennes en France me paraît aussi indispensable que celui du français en Amérique latine par exemple. Il faut chercher des équilibres, allumer des contre-feux linguistiques, de la même manière qu'il faut diversifier ses échanges économiques pour échapper à la tutelle d'un client ou d'un fournisseur unique.

Sur le plan pratique, il faut redonner à chaque langue confiance en elle, systématiser la pratique de la traduction et au niveau des organisations internationales refuser l'imposition de « langues de travail » en petit nombre. On objectera que cela coûtera cher et posera des problèmes techniques difficiles. En réalité le prix à payer sera infime par rapport aux dangers d'érosion puis de disparition de cultures qui, si limitées qu'elles soient par leur extension géographique ou leur poids démographique, ont un droit inaliénable à l'existence. Dans la phase actuelle, c'est l'anglais qui doit faire les frais d'un redéploiement linguistique sans lequel la « pax

²³ Roy Preiswerk, *op. cit.*

americana » régnera sans partage sur une bonne partie du globe et ceci sans nécessairement rencontrer de fortes résistances tant il est vrai qu'« à chaque phase du processus d'accumulation du capital correspond un citoyen sur mesure qui vivra dans l'ensemble de ses pratiques sociales le caractère légitime et naturel de cette accumulation »²⁴.

J'espère que notre réflexion collective nous aidera à prendre conscience du caractère non légitime et non naturel de l'uniformisation linguistique.

Communication présentée lors du colloque sur l'impérialisme culturel
organisé à Alger du 11 au 15 octobre 1977 par la Fondation Lelio Basso.
Le sénateur italien Lelio Basso est décédé en décembre 1978.

²⁴ *Multinationales et systèmes de communication, op. cit.*, p. 10.

Cette arme de domination

Éditorial

Bernard Cassen

Si l'on ne voit dans les langues que des outils de communication, il n'y pas lieu de recourir à une terminologie guerrière pour les évoquer. Se parler, en effet, c'est le contraire de se combattre. C'est communiquer, se comprendre, s'accorder. Ainsi, les transactions financières ont beau être informatisées, la devise de la City de Londres est toujours, depuis 1801, *My word is my bond* (« ma parole m'engage »). Mais ce registre de la convivialité, de la diplomatie ou du négoce présuppose une certaine égalité de la capacité de s'exprimer des locuteurs.

Cette situation optimale n'est véritablement atteinte que si chacun d'eux s'exprime dans la même langue maternelle, et qu'il la maîtrise par ailleurs au même niveau. Ou bien lorsque chacun d'eux utilise une même langue tierce avec un niveau de performance équivalent.

Ou, mieux encore, quand chacun parle sa langue et comprend celle de l'autre. Le maniement d'une langue n'est donc jamais exempt de phénomènes de domination. On se souvient que George Bernard Shaw, dans sa pièce *Pygmalion* créée en 1916 — et dont la comédie musicale à succès *My Fair Lady* est directement inspirée —, met en scène un professeur de phonétique, Henry Higgins, qui a fait le pari — réussi, comme l'intrigue le montrera — de faire passer son élève Eliza Doolittle, jeune fleuriste de Covent Garden à l'épouvantable accent cockney, pour une princesse et même pour une princesse de sang royal. Comment ? En lui enseignant le parler de l'aristocratie, tant il est vrai qu'en Angleterre — comme à Rome, où les aristocrates parlaient le grec, et le *vulgum pecus* le latin — les barrières de classe épousent celles de la langue : « *Il est impossible qu'un Anglais ouvre la bouche sans que d'autres Anglais se mettent à le haïr ou à le mépriser.* » Près d'un siècle plus tard, cette boutade de Shaw conserve une bonne part de sa pertinence.

Ce qui est vrai des rapports de domination dans les situations interpersonnelles l'est tout autant, sinon davantage, dans les situations où des langues sont en contact dans un rapport de forces qui ne relève pas forcément de la démographie. Les colonisateurs — fonctionnaires, soldats, colons, commerçants et missionnaires — étaient infiniment moins nombreux que les « indigènes », mais ils étaient porteurs de la puissance

économique, militaire et symbolique de la métropole. L'imposition de la langue métropolitaine, au moins dans l'administration, et, partant, son adoption par les couches supérieures — qui maintenaient ainsi leurs distances avec le peuple — en étaient le corollaire naturel.

Quand, des décennies après les indépendances, on voit des magistrats en perruque dans les tribunaux d'anciennes colonies britanniques d'Afrique ou des Caraïbes, ou des parties de cricket ou de polo dans les États issus de l'empire des Indes, on mesure le poids symbolique persistant de la « britannité » et, ce qui en est indissociable, de sa langue. Le Commonwealth n'a plus beaucoup d'impact géopolitique, mais il reste un club — institution londonienne par excellence — où les dirigeants des pays qui furent des dominions et des colonies de la Couronne se retrouvent périodiquement et informellement, en parlant anglais.

Mais ne faut-il pas aujourd'hui plutôt parler d'anglo-américain que d'anglais, dans la mesure où la force propulsive de cette langue a surtout pour moteurs Washington, Hollywood, le Pentagone, Coca-Cola, Microsoft et Apple ? À la différence de la colonisation britannique, qui visait essentiellement les esprits des élites « indigènes », l'américanisation, s'appuyant sur des marchés financiers et industriels devenus planétaires — ceux du divertissement en premier lieu —, et la volonté des États-Unis de sauvegarder à tout prix leur hégémonie géostratégique ont pour cible les esprits des masses, et cela en utilisant la même langue, d'ailleurs de plus en plus éloignée de l'anglais standard.

Et elles bénéficient en général de l'appui d'autres « élites », notamment de celles de pays développés — dont certains furent autrefois des colonisateurs ! —, et qui, ne craignant pas l'excès de zèle, font assaut de gémissements et de marques de servitude volontaire.

V. BERNARD CASSEN ET LA MIDIST

Préambule

Mireille Azzoug

La MIDIST, Mission interministérielle de l'information scientifique et technique, est un organisme interministériel français des années 1980 visant à prendre en compte les enjeux de souveraineté informationnelle, de numérisation du savoir (principalement scientifique et technique) et de culture scientifique technique.

Un groupe de travail qui, sous la présidence de Pierre Aigrain, soulignait le manque de développement des structures institutionnelles dans les domaines de l'information scientifique et technique a conduit à la création de la MIDIST

En 1978, dans le contexte du développement de l'informatique et des télécommunications, le rapport Nora-Minc sur « l'informatisation de la société » attirait l'attention sur le développement des banques de données et les risques de « dépendance informationnelle » : constatant le retard dans ce domaine, et l'hégémonie des États-Unis ainsi que la dépendance de la France, il recommandait l'élaboration d'un « plan banque de données, recensant les institutions à créer, évitant les inutiles recoupements ».

Pour pallier cet état de fait, la MIDIST était créée le 19 septembre 1979 par décret (n° 79-805)¹, avec deux missions :

– « étudier et proposer au Gouvernement les orientations de la politique nationale dans le domaine de l'information scientifique et technique, animer l'action des ministères et organismes intéressés et assurer leur cohérence, promouvoir toute action d'intérêt commun de nature à renforcer les moyens d'information scientifique et technique et veiller à la compatibilité technologique des bases de données et des réseaux » ;

– « étudier et proposer au Gouvernement les orientations d'une politique en matière de publication scientifique et technique et définir les normes minimales auxquelles celles-ci doivent satisfaire ».

En 1981, à l'invitation de Jean-Pierre Chevènement, Bernard Cassen était nommé à la direction de la MIDIST, dont la présidence était assurée par le mathématicien Jean-Pierre Kahane.

De 1981 à 1985 Bernard Cassen a donc dirigé la MIDIST, qui était chargée de la politique nationale et internationale du gouvernement français en matière de banques de données scientifiques et techniques, d'édition et de culture scientifique et technique. Et en 1985 il remettait au ministre de la Recherche un rapport sur les industries de la langue.

Après l'accès de la gauche au pouvoir, Jean-Pierre Chevènement avait été nommé ministre de la Recherche et de l'Industrie, poste qu'il occupa du 22 mai

¹ Cf. *Journal officiel de la République française*, p. 23238 et sq. :

https://www.somme.gouv.fr/contenu/telechargement/45811/307675/file/Décret_RNN_St-Ladre.pdf

1981 au 22 mars 1983 dans les deux gouvernements dirigés par Pierre Mauroy avant de devenir ministre de l'Éducation nationale du 19 juillet 1984 au 20 mars 1986 dans le gouvernement Laurent Fabius.

Bernard Cassen faisait partie du cercle des amis de Jean-Pierre Chevènement. Il était connu pour avoir cofondé la « fac » de Vincennes et pour ses prises de position militantes en faveur de la défense de la langue et de la science françaises, à travers ses articles parus dans *Le Monde diplomatique*, sa participation à une série de colloques dans ce domaine et aussi du fait de la lutte qu'il a menée à l'université Paris 8 pour la défense des secondes langues étrangères et le refus du tout anglais. Dans ce combat il était secondé au sein du département d'anglais par plusieurs collègues, entre autres Mireille Azzoug, directrice adjointe du département, Maurice Goldring, John Edwards, Henri Gobard², Monique Lambert, et soutenu par le président de l'université, Claude Frioux, qui fera voter par le conseil de l'université l'obligation pour les étudiant.e.s étranger.e.s sollicitant leur inscription à Paris 8 de passer un test de niveau de français. Il fera aussi voter dans la foulée l'inscription de l'étude d'une seconde langue étrangère dans les cursus de langues, à la demande de la Commission Interlangues créée à l'initiative de Bernard Cassen et de José Da Silva, directeur du département d'études lusophones. C'est à l'issue de ce long combat que le département d'anglo-américain³, nom qui lui avait été donné à la création de l'université, devint le département d'études des pays anglophones.

Les deux textes qui suivent sont la transcription des discours prononcés au colloque de Tours : « Les industries de la langue, enjeux pour l'Europe » (29 février et 1^{er} mars 1986) par José Vidal-Beneyto, directeur de la Culture, de l'Enseignement et du Sport au Conseil de l'Europe, et par Bernard Cassen. Ils ont été publiés dans la revue du département d'études des pays anglophones, *Encrages* n° 16 (automne 1986), dont Bernard était le directeur de la publication, et la rédactrice de ces lignes la rédactrice en chef.

Un autre colloque, consacré à la traduction, fut organisé à l'initiative conjointe de Bernard Cassen et de Jean-François Dégremont⁴, l'année suivante à Paris à l'UNESCO, les 25 et 26 mars 1987 : les « Journées européennes de la traduction professionnelle », dont les actes furent aussi publiés dans *Encrages*, en coédition avec Hachette, sous la direction conjointe de Mireille Azzoug, Françoise Guérard, responsable des dictionnaires et industries de langue chez Hachette, Bernard Cassen et Jean-François Dégremont, professeur au département d'informatique et spécialiste du traitement des langues.

² Henri Gobard a mené un combat permanent contre l'anglicisation, qui pour lui visait essentiellement à l'américanisation des élites françaises, qu'il a développé dans *L'aliénation linguistique. Analyse tétraglossique* (Paris, Flammarion, 1976). Il y taxait de gallo-ricains ceux parmi les élites qui prônaient l'anglais comme langue de communication et d'édition pour les sphères intellectuelle, universitaire et scientifique.

³ Cette appellation avait été voulue par Pierre Dommergues, le principal fondateur du Centre universitaire expérimental de Vincennes en 1968. Étant américaniste, il voulait faire aux États-Unis une place égale à celle de la Grande-Bretagne que ceux-ci n'avaient pas toujours dans les études dites anglaises avant 1968.

⁴ Maître de conférences au département de sciences de l'information à Paris 8.

Les industries de la langue. Enjeux pour l'Europe

Actes du colloque de Tours¹ (1986)

(Publié in *Encrages* n° 16, automne 1986)

Introduction

José Vidal Beneyto*

Directeur de l'Enseignement, de la culture et du sport au conseil de l'Europe

La diversité linguistique se situe au cœur même de l'identité culturelle de l'Europe. Une langue n'est pas uniquement un véhicule de communication. Elle reflète une histoire, une civilisation, un système de valeurs. Elle a une réalité spirituelle autant que matérielle et, comme disait Gramsci, elle « contient les éléments d'une conception du monde et d'une culture ».

Le grand historien français récemment décédé Fernand Braudel a pu écrire : « La France, c'est d'abord la langue française. Il n'est pas un homme de culture de l'un quelconque des pays d'Europe qui ne puisse établir la même équivalence entre sa communauté nationale et sa langue nationale ».

¹Ndlr. Le colloque de Tours : « Les industries de la langue. Enjeux pour l'Europe », a été organisé à l'initiative du Conseil de l'Europe, à l'université François Rabelais de Tours les 28 février et 1er mars 1986. Les actes, publiés par la revue *Encrages*, rassemblent aussi une partie des contributions scientifiques du rapport « Les industries de la langue : un grand enjeu culturel, scientifique et technologique pour la France », remis au ministre de la Recherche et de la Technologie par Bernard Cassen, en novembre 1985 dans le cadre de la mission « Industries de la langue ». Réalisée par la Mission Les industries de la langue et la rédactrice en chef d'*Encrages*, la publication de cette livraison a bénéficié du soutien du Conseil de l'Europe, du Centre de recherche de l'université Paris 8 et du groupe Hachette.

*Ndlr. José Vidal-Beneyto (1927-2010), philosophe, sociologue, politologue et écrivain espagnol, professeur à l'Université Complutense de Madrid et directeur du Collège des hautes études européennes Miguel Servet de Paris dès 1993, a aussi été professeur à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8. Il a en outre été secrétaire général de l'Agence européenne pour la culture et du Conseil méditerranéen de la culture, deux sous-divisions de l'UNESCO. Opposant au franquisme, engagé dans la transition démocratique de l'Espagne, il a participé à la fondation du journal *El País* dont il a été un collaborateur. Il est l'auteur de nombreux articles, dont une dizaine dans *Le Monde diplomatique* (il a été l'un des présidents de l'Association des amis du *Monde diplomatique*), mais aussi dans *Le Monde* et dans la revue *Encrages*. Il est en outre l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés à la communication, aux industries de la langue, à la citoyenneté mondiale et à la diversité culturelle. José était un être formidable, de simplicité et d'intelligence, doté d'une capacité de conviction et aussi d'une grande clairvoyance politique.

Le multilinguisme et la multiculturalité apparaissent donc comme des caractéristiques spécifiques de l'Europe. Il est donc évident que tout renforcement de la coopération entre les États européens dépend, dans une large mesure, de la connaissance et de la pratique de la langue des partenaires, et en particulier des langues dites de moindre diffusion. C'est pourquoi toute domination d'un ou de plusieurs groupes sociaux, économiques ou culturels par un autre groupe, constitué d'une ou de plusieurs communautés à caractère culturel spécifique, est à exclure. Comme l'écrivait avec justesse Riccardo Petrella³ :

« Contrairement à la logique monolingvistique, uniformisante et restrictive qui a inspiré jusqu'à une date récente la politique linguistique des États-nations, le point de départ d'une action européenne ne pourra être que la reconnaissance de la multiplicité des faits linguistiques et culturels au sein de l'espace européen. Qu'il s'agisse des langues officielles nationales, des langues dites régionales ou des langues des migrants, l'objectif devra être celui de la valorisation sans frontière de ce capital humain considérable. »

Alors que certains ont voulu voir dans la diversité linguistique un handicap et que d'autres en prennent acte comme d'un simple constat, il convient, au contraire, de la promouvoir comme une ressource unique en l'exploitant avec discernement. Une démarche prenant en compte la chance, les atouts qui sont ceux de la diversité linguistique européenne, doit passer du constat de la multiculturalité et du multilinguisme de leur promotion, source de convergences et de rapprochement.

L'apprentissage et la pratique de la langue du partenaire sont des préalables au dialogue. Et il est important de pouvoir dialoguer d'abord avec ses voisins. L'Europe, dans laquelle la plupart des États sont entourés d'autres États de langue différente, est un cadre approprié pour la mise en œuvre d'une politique résolument pluriculturelle. L'apprentissage des langues vivantes dans chacun de pays devrait donc très largement tenir compte des phénomènes de voisinage.

Il est deux domaines où la spécificité du fait linguistique national, comme condition de la création, est décisif : la production littéraire et — cela n'apparaît pas toujours aussi évident —, la production scientifique. On imagine mal un écrivain s'exprimant dans une langue qui ne serait pas sa langue maternelle ou une autre langue avec laquelle il n'entreprendrait pas un rapport objectif très fort. On ne produit pas un roman ou de la poésie dans une « langue de communication internationale ». Le maintien de chacune des langues écrites en Europe est donc le préalable à toute sauvegarde de son patrimoine littéraire et, surtout, de son potentiel littéraire. La valorisation de cette production passe par un effort de traduction systématique dans le maximum de langues.

³ « Vers une politique européenne : faits et interrogations », *Quaderni di sociologia della comunicazione*, vol. 7, septembre 1980, p. 56-57.

En matière scientifique, la nécessité indiscutable d'un véritable flux transfrontières permanent des résultats de la recherche ne se traduit pas *ipso facto* par l'octroi à une langue unique (ou à plusieurs langues) du statut de véhicule transnational de ces résultats. Ce pas est facile à franchir pour qui ne mesure pas les conséquences culturelles, politiques et économiques d'un tel renoncement. Le chercheur a aussi des obligations envers la communauté nationale qui, par les efforts qu'elle consent, permet de créer les conditions matérielles de développement de la recherche, avant même de pouvoir en bénéficier. L'une des exigences légitimes de cette communauté, c'est que l'on s'adresse à elle dans sa langue. Ne pas être présente sur les fronts scientifique et industriel équivaut au suicide pour une langue. Chacune doit donc veiller à son enrichissement terminologique permanent.

La langue de la recherche n'est pas dissociable du statut de la science elle-même. Les enjeux scientifiques et technologiques conditionnent l'avenir de la race humaine et, comme les récents événements l'ont montré, les citoyens ont un besoin vital d'information sur ces sujets. Le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond a pu écrire que la nécessaire démocratisation et la nécessaire transparence des politiques scientifiques exigent une continuité du discours de la science avec le discours sur la science, et donc d'abord une continuité linguistique. Pour le chercheur, premier acteur de la politique scientifique, il ne peut être question de préconiser cette démocratisation de la science dans la langue de ses concitoyens, tout en y apportant sa contribution dans une autre langue.

La multiplication des canaux audiovisuels (par ondes hertziennes, par le câble, par les satellites) peut constituer un grave danger pour les cultures et les langues de l'Europe si chacune d'entre elles n'y est pas convenablement représentée ou, au contraire, une chance si chacune d'elles trouve à s'y exprimer.

À ce jour, cependant, les discussions et les interrogations sur l'utilisation des langues ont porté sur la communication entre humains, soit à travers la parole directe ou enregistrée, soit à travers l'écrit dans tous les domaines de la communication. Or aujourd'hui les problématiques sont en train de s'élargir à l'utilisation de la langue dans le dialogue homme-machine et, surtout, à l'utilisation de la langue par les machines elles-mêmes. Sans que les fronts soient pour autant tenus, c'est un nouveau front qui s'ouvre, sans doute décisif.

De quoi s'agit-il ? D'une irrésistible expansion de l'ordinateur, qui n'est plus confiné à l'univers scientifique et industriel, et s'installe dans le secteur tertiaire, avec la bureautique « intelligente », avant d'envahir notre univers quotidien. Si ce nouveau partenaire a besoin d'instructions — écrites ou orales —, il n'est pas passif : il dialogue, il génère déjà, et demain générera encore davantage de la parole et de l'écrit. En bref, les langues, jusqu'à présent vecteurs de la communication entre humains, sont en train de se transformer également en moyens de communication, avec les machines et, par là même, en matières premières donnant naissance, après incorporation

d'une valeur ajoutée, logicielle, bureautique ou éditoriale, à des produits industriels. Au point que l'on peut maintenant parler d'industries de la langue, qui fabriquent et commercialisent des automates capables d'interpréter et de générer le langage naturel écrit ou parlé.

C'est en ayant pleine conscience de ces enjeux que le secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Marcelino Oreja, déclarait le 4 octobre 1985 à Grenade, lors d'une réunion des ministres européens de la culture, que « les industries de la langue constituent un défi que le Conseil de l'Europe entend relever ».

Dès le 28 octobre, une réunion d'experts était organisée à Strasbourg, au siège du Conseil, avec des représentants de l'Espagne, de la France, de l'Italie, de la Norvège, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suède. Pour cette réunion et pour les initiatives qui allaient en résulter, le Conseil de l'Europe allait largement s'appuyer sur la réflexion construite en France par une équipe animée par Bernard Cassen, à qui le ministre de la Recherche et de la Technologie avait confié une mission visant précisément à valider le concept d'industries de la langue. M. Cassen, efficacement assisté de M. Jean-François Dégremont, allait remettre à son gouvernement un rapport intitulé : *Les industries de la langue — Un grand enjeu culturel, scientifique et technologique pour la France*.

Ce rapport, qui allait contribuer à une large sensibilisation des milieux de la culture, de l'industrie et de l'administration française et, au-delà, de la communauté francophone, développait une problématique et préconisait des mesures qui, tout en étant adaptées à la réalité française, pouvaient dans leur esprit, être reprises à leur compte par d'autres États.

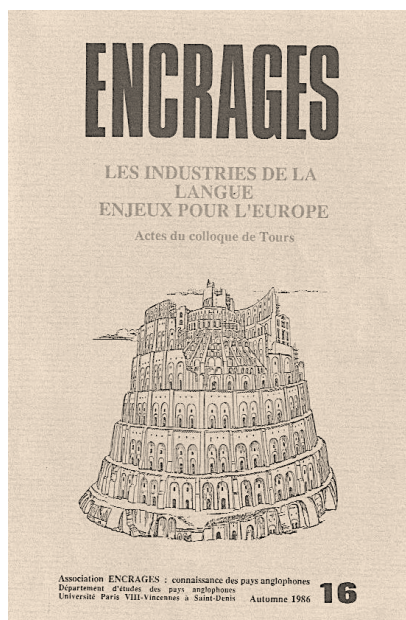
C'est pourquoi le Conseil de l'Europe, désireux de provoquer la prise de conscience européenne sur les enjeux des industries de la langue, confia à MM. Cassen et Dégremont, secondés par Mme Jocelyne Capron, la présidence du Comité d'organisation du colloque international qu'il comptait organiser sur ce thème. Cette manifestation eut lieu à Tours les 28 février et 1er mars 1986. Elle bénéficia de l'appui de plusieurs administrations et organismes français et de l'accueil généreux du Conseil général d'Indre et Loire et de son président André-Georges Voisin. Intitulé « Les industries de la langue – Enjeux pour l'Europe », le colloque rassembla plus de 500 personnalités européennes : écrivains, traducteurs, chercheurs, industriels, fonctionnaires... Parmi les personnalités qui y participèrent, autour du secrétaire général du Conseil de l'Europe ; je citerai parmi tant d'autres : M. Jack Lang, ministre français de la Culture ; Mme Maria Teresa Gouveia, secrétaire d'État à la Culture du Portugal et vice présidente du Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe ; S. E. Joan Roventos, ambassadeur d'Espagne en France ; M. Philippe Rossillon, secrétaire général de l'Union latine ; M. Stellio Farandjis, secrétaire général du haut conseil de la Francophonie ; M. Raymond Daudel, président de l'Académie européenne des sciences, des arts et des lettres ; M. Loll Rolling, chef de la division à la Direction générale XIII de la Commission des Communautés européennes ; M. Philippe Lemoine,

professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, qui eut la responsabilité du rapport de synthèse, et de l'écrivain Anthony Burgess, dont la présence et les interventions donnèrent un relief particulier aux travaux.

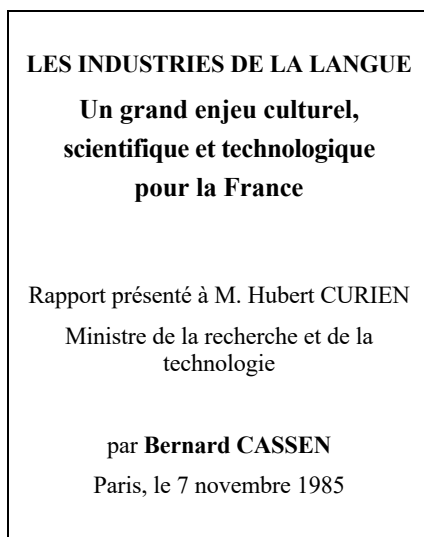
Le colloque, qui entendit un rapport du président Senghor et dont les conclusions furent tirées par M. Marcelin Oreja, s'organisa autour de quatre grands axes : l'enjeu culturel, les bases scientifiques, les premières réalisations industrielles des industries de la langue et enfin leur dimension européenne et internationale. C'est aussi l'architecture générale qui a été retenue pour cette livraison de la revue *Encrages*, publiée par le département d'études des pays anglophones de l'Université Paris 8, avec l'appui du Conseil de l'Europe et le soutien du Groupe Hachette.

Le Conseil de l'Europe a en effet souhaité que les grands thèmes traités à Tours puissent bénéficier d'une large diffusion en Europe, et a accueilli avec faveur la proposition de Mme Mireille Azzoug, rédactrice en chef d'*Encrages*, de consacrer un numéro spécial de sa revue aux industries de la langue. L'université Paris 8, qui compte en son sein une équipe de recherche Technologies de la communication et industries de la langue, ainsi qu'un laboratoire de traduction et de traductologie, avait d'ailleurs été représenté à Tours par un fort contingent d'étudiant.e.s et d'enseignant.e.s. Nous comptons sur elle, comme sur l'université François Rabelais de Tours, qui accueillit les travaux du colloque, et comme sur toutes celles d'Europe, qui étaient représentées par d'éminents scientifiques, pour constituer autant de foyers de recherche et de diffusion sur les industries de la langue. C'est à elles, entre autres, que s'adresse l'invitation pressante de M. Marcelino Oreja, formulée dans le « Manifeste de Tours pour la sauvegarde du patrimoine linguistique de l'Europe », adopté à l'unanimité par les participant.e.s au colloque.

Ce manifeste informera le dialogue entre le Secrétariat, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et les différents États membres. Déjà les premières initiatives ont été prises, dont on trouvera le détail en annexe, au chapitre 26. D'autres suivront à n'en pas douter, car j'ai eu le sentiment personnel que les industries de la langue sont un des thèmes sur lesquels les États de l'Europe peuvent conforter leur identité culturelle et linguistique propre, tout en approfondissant leur mouvement vers l'union.



Ces Actes du colloque « Les industries de la langue. Enjeux pour l'Europe » (cf. note p. 141) reprennent une partie des contributions du rapport « Les industries de la langue » établi par Bernard Cassen. Réalisée par la Mission Industries de la langue et la rédactrice en chef d'*Encrages*, cette publication a bénéficié du soutien du Conseil de l'Europe, du Centre de recherche de l'université Paris 8 et du Groupe Hachette.



Les industries de la langue : un nouveau front pour le français et les langues d'Europe

Bernard Cassen¹

Rien de tel dans l'administration que les choix budgétaires de quelque importance pour permettre de poser crûment des questions de fond. Dans certains domaines, même si l'objectif visé par le demandeur est à 100% satisfait, on peut dire que 10% valent, en fin de compte, mieux que rien du tout : même si l'ouverture de 100 classes nouvelles apparaît nécessaire dans une région, les responsables académiques préféreront en ouvrir 10 plutôt qu'aucune. Dans d'autres cas, l'objectif ne peut être que 100% : on n'imagine pas une fusée Ariane fonctionnant à 60% ou même à 99%.

Sous la poussée de l'informatique, la langue française est en train de se transformer en un de ces domaines où les choix à effectuer, sans qu'ils soient exactement de l'ordre du tout ou rien, sont néanmoins du *cher ou rien*.

L'état de la francophonie dans le monde, préparé par le Haut Conseil de la francophonie², dresse un bilan contrasté de la présence du français dans le monde, que ce soit dans la science, la culture, les médias ou l'enseignement. Les formes de présence à l'étranger sont sans doute, pour certaines, à repenser en termes de coût/efficacité.

Convenablement utilisées, elles constituent cependant d'extraordinaires atouts pour la France, dans un système mondial où le pouvoir n'est pas directement corrélé avec l'emprise territoriale et où, comme l'expliquent les rédacteurs du *Rapport sur l'état de la technique*, 1985 (numéro spécial de *Sciences et techniques*), le territoire social a changé de nature : « Au temps de l'agriculture, c'était la terre. Avec l'industrie s'y ajoute le capital. Après la révolution de l'intelligence, le territoire se dématérialiserait : ce serait la place que l'on occupe dans l'esprit des hommes ».

On pourrait formuler les choses autrement en disant que « la conquête des esprits », c'est-à-dire une démarche de caractère foncièrement culturel, est le préalable le plus efficace à une politique industrielle et commerciale. Mais il faut pour cela détenir des valeurs ou des produits « conquérants » ; de même une influence répartie, délocalisée, suppose un centre solide et confiant en lui-même.

¹ Professeur à l'université Paris 8 (Département d'études des pays anglophones), chef de la Mission industries de la langue.

² *L'état de la Francophonie dans le monde*, La Documentation française, Paris, 1986, 374 pages.

La langue française est encore l'une de nos « valeurs sûres » à l'étranger, ce qui ne signifie en aucune manière qu'elle doive constituer le véhicule unique de notre production scientifique ou culturelle (une politique de multilinguisme, de goût et le respect pour la langue de l'autre, outre qu'elle est conforme à l'idée que nous nous faisons des rapports entre les hommes et les cultures, s'avère, de surcroît, « rentable » politiquement et même économiquement.

Mais cette « valeur sûre », encore faut-il qu'elle soit reconnue comme telle sur la place de Paris, les autres capitales francophones étant parfois plus confiantes.

Le doute s'est installé. La tentation du « tout anglais » est parfois dans certains milieux scientifiques qui voient en premier lieu — et qui les en blâmerait ? — l'intérêt de la diffusion de leurs travaux chez leurs pairs du monde entier et la reconnaissance à en attendre, mais qui ne sont pas tous sensibles — et cette fois-ci le bât blesse — à l'impératif de l'appropriation des résultats de la recherche par leurs concitoyens. Dans l'administration, cette « tendance lourde » ne rencontre pas toujours les résistances souhaitables. Le Commissaire général de la langue française, Philippe de Saint Robert, a publiquement déploré³ l'absence de politique sérieuse en ce domaine, depuis sa nomination en 1984.

Mais cet enjeu, et il est pourtant de taille, est en passe d'être supplanté par un autre, décisif celui-là : certains des outils les plus puissants de la recherche — les ordinateurs — sont de nature à déstabiliser complètement notre langue, en la mettant hors jeu dans la communication homme-machine, puis dans l'ensemble de la communication écrite, déjà presque totalement tributaire de l'ordinateur, et en général des produits qui, graduellement envahiront l'univers quotidien du simple citoyen.

L'informatique se pose en effet un problème de nature culturelle : la « naturalisation » des logiciels. On sait qu'un logiciel contient, outre les instructions dans les langages informatiques, des commentaires insérés dans son corps même, ainsi que des messages destinés à être affichés sur les écrans.

Certes, beaucoup de logiciels se présentent comme traduits mais, la plupart du temps, leur traduction ne concerne que les messages apparaissant à l'écran car la traduction des commentaires nécessiterait des compétences pratiquement équivalentes à celles de concepteur, ce qui est extrêmement rare. Par ailleurs, pour des raisons de confidentialité, l'entreprise qui a développé le logiciel ne donne que très exceptionnellement accès au corps même des programmes.

Par ailleurs, des logiciels de plus en plus nombreux intègrent une représentation implicite des comportements des utilisateurs. C'est le cas, par exemple, des logiciels d'enseignement assisté par ordinateur. Toute « naturalisation » passerait donc par une adaptation du logiciel aux visions du

³ Philippe de Saint Robert, *Lettre ouverte à ceux qui en perdent leur français*, Paris, Albin Michel, 1986, 188 pages.

monde de l'utilisateur national. Là encore, même dans les produits grand public, c'est très rarement le cas.

Ainsi, cet utilisateur se trouve devant un système pensé à partir de représentations d'un comportement qui peut lui être étranger (processus d'apprentissage, évaluation de niveau, réflexes de demande d'assistance) ; imperceptiblement, sans en être conscient, il sera conduit à intérioriser des modes de raisonnement appartenant à une autre culture.

Le dilemme se pose alors en ces termes : soit utiliser un logiciel « grignotant » les valeurs culturelles de l'usager, soit prendre un retard grave, faute de disposer de nouveaux outils de manipulation de l'information.

Aujourd'hui, le coût de l'investissement linguistique et informatique nécessaire à la particularisation d'un système peut devenir tel que le marché ne sera plus suffisant pour l'amortir. Ceci est flagrant pour les langues comme le norvégien ou le grec, mais le risque est du même ordre, sinon du même degré, pour notre langue. Disons le tout net : **il y aura nécessairement un surcoût à assumer pour que le français puisse être présent dans tous les systèmes avancés.**

Déjà, dans ceux qui sont actuellement disponibles et qui sont utilisés pour réduire les coûts de la fabrication des documents dans les relations multilingues (banques de terminologie multilingues, systèmes d'assistance à la traduction), le français n'est pas présent partout. Une logique de rentabilité ne peut que creuser l'écart entre l'anglais et les autres langues.

Bien au-delà, c'est tout le secteur de la « bureautique intelligente » en langue française qui peut soit prendre de retard par rapport aux produits similaires utilisant l'anglais, soit... utiliser directement ces produits.

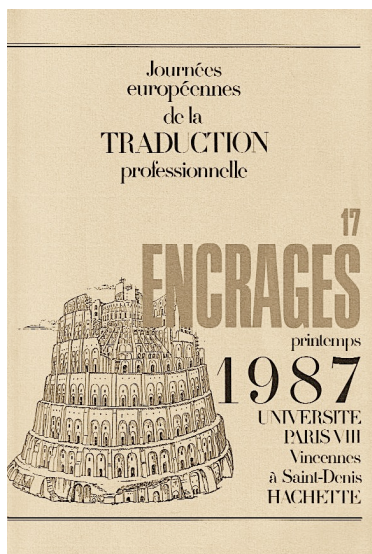
On peut même dire que les langues qui ne s'industrialisent pas cesseront, à un terme plus ou moins bref, d'être véhiculaires, parfois même dans d'importants secteurs d'activité des pays où elles sont parlées.

Avant d'être industriel, l'enjeu est donc clairement politique et culturel, et l'on peut dire, sans exagération, qu'il s'agit d'une affaire d'État parce qu'elle touche à l'un des fondements de l'identité nationale et parce qu'elle réclame une politique à la hauteur des ambitions qu'un pays comme la France peut légitimement entretenir. Il ne servirait pas à grand-chose de prendre des demi-mesures.

Mais à supposer que la France, avec les autres pays francophones, prenne les mesures nécessaires à l'industrialisation de sa langue – et, en premier lieu, procède à la réalisation d'une description homogène et complète du français pour l'usage par les ordinateurs – rien ne serait joué pour autant. Face à la montée de l'utilisation de l'anglais dans tous les domaines technologiques et industriels, ce n'est pas la survie d'une **seule** autre langue qui empêchera le nivellement généralisé où tout le monde, y compris les anglophones laissés en tête à tête avec leurs copies plus ou moins conformes, se trouverait mutilé. Même si, au plan économique ou industriel, certains seraient indiscutablement gagnants, tous seraient culturellement perdants.

C'est pourquoi la bataille de l'industrialisation des langues doit prendre une dimension européenne. L'Europe a cette chance qu'en son sein se parlent les principales langues véhiculaires de la planète, à l'exception de celles — chinois, japonais, russe — qui peuvent compter sur des États puissants pour leur prise en charge, et aussi de l'arabe qui, lui, ne bénéficie malheureusement pas de la même assise politique unifiée. À côté de l'anglais, du français, de l'espagnol et du portugais, également parlés dans d'autres parties du monde, l'Europe doit se considérer comme collectivement responsable du sort des langues qui sont seulement parlées chez elles : allemand, danois, italien, islandais, norvégien, suédois, turc, etc.

Aucun État ne peut se dispenser d'un important effort national en faveur de sa propre langue — et, inévitablement, d'autant plus important par rapport à ses ressources qu'il est peu peuplé — mais une coopération bien menée est susceptible de réduire certains coûts. C'était-là le sens de l'appel lancé par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Marcelino Oreja, au colloque de Tours le 1er mars 1986. Puisse-t-il être entendu rapidement par tous les États européens.



À la suite du colloque de Tours étaient organisées à l'UNESCO, les 25 et 26 mars 1987, les « Journées européennes de la traduction professionnelle », dont les actes étaient coédités par *Encrages* et le groupe Hachette, sous la responsabilité de Mireille Azzoug, Françoise Guérard, responsable des dictionnaires et industries de la langue chez Hachette, Bernard Cassen et Jean-François Dégremont, animateurs de l'équipe de recherche « Technologies de la communication et industries de la langue » de l'université Paris 8.

***Lire en Europe*¹**

Études sur la culture et la communication

Contributions à la problématique européenne du livre et de la lecture

Sous la direction de José Vidal Beneyto et de Bernard Cassen

Édité par AMELA/Conseil de l'Europe

Strasbourg, 1988

Cet ouvrage faisait suite aux « Journées européennes du livre et de la lecture », organisées les 14 et 15 avril 1988, avec le concours de l'Unesco et du Conseil de l'Europe, et coordonnées par Bernard Cassen

Avant propos

Bernard Cassen

Dans mon intervention devant les congressistes réunis à Tours en février 1986, à l'occasion du colloque « Les industries de la langue. Enjeux pour l'Europe »², M. Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe rappelait que son organisation « est l'interprète des identités linguistiques et, au-delà de celles-ci, des identités culturelles des peuples qui constituent l'Europe, une Europe forte d'identités multiples et dont l'action passe par le respect de ses identités et la sauvegarde de son patrimoine ». Pour une partie, ce patrimoine d'une fantastique richesse, de la musique à la culture, de la peinture à l'architecture, est directement appréhendable sans médiation linguistique.

À l'inverse, le patrimoine littéraire – et toutes les formes de la création – transitant par l'écrit, soit comme objet propre, soit comme mode de description et d'analyse – est segmenté par aires linguistiques. Pour répondre à la prise de conscience, croissante de la spécificité et de l'unité culturelles de l'Europe, dans la pluralité de ses modes d'expression, il existe deux moyens privilégiés : l'apprentissage et la pratique des langues des autres – le citoyen européen devant, par définition, être multilingue – et la traduction.

Face au défi que constituent les dix-sept langues nationales des pays membres de la Convention culturelle européenne du Conseil de l'Europe,

¹ Cet ouvrage faisait suite à celui consacré aux « Journées européennes du livre et de la lecture » (voir ci-dessus). Il avait été élaboré par *Encrages*, dont j'étais la rédactrice en chef, et j'avais étroitement collaboré à sa réalisation éditoriale, avec Bernard et José Vidal Beneyto, durant deux journées qui s'étaient déroulées chez moi. J'avais pu apprécier la très grande simplicité de José, sa gentillesse, son empathie, et aussi sa capacité à écouter.

² Cf. les Actes de ce colloque organisé à l'initiative du Conseil de l'Europe publiés par *Encrages* n° 16, automne 1986 (département d'études des pays anglophones, université Paris 8, 2 rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis).

dont neuf au sein de la CEE (sans compter celles de pays de l'Est qui, pour appartenir à un autre système politique, sont cependant culturellement et historiquement des pays européens à part entière), une grande politique de la traduction apparaît aujourd'hui indispensable. Ses fondements en avaient déjà été élaborés lors de « Journées européennes de la traduction professionnelle » en mars 1987³. Un an après, son urgence apparaît encore plus grande, tant elle constitue le soubassement de toute véritable politique culturelle européenne. Allant plus loin que les mesures mises en œuvre — avec souvent beaucoup d'efficacité — dans tel ou tel État, elle doit faire l'objet d'une réflexion des gouvernements et des institutions pour déboucher sur un espace européen de la traduction dont l'importance ne le cède en rien aux autres politiques communes (voir la contribution de Françoise Cartano, p. 41-74).

Les premiers à devoir bénéficier d'une telle politique sont les écrivain.e.s, en particulier celles et ceux qui écrivent dans des langues de faible diffusion et dont l'apport n'est intégré à la culture européenne qu'avec parcimonie et, le plus souvent, avec retard. Il y a là une grande injustice et surtout une absence de valorisation des gisements créatifs que le Vieux Continent, s'il veut s'affirmer et rayonner, ne peut plus se payer le luxe d'accepter sans réagir. Au-delà des « Sept paradoxes du métier d'auteur.e » qu'évoque Michèle Vessilier (p. 13-38), il en est un huitième : celui d'appartenir à une même communauté de valeurs et d'inspiration et, en même temps, de bien se connaître mutuellement.

Il est une autre source d'inquiétude pour tous les créateurs et créatrices : l'internationalisation du marché du livre. C'est là un domaine où contrairement à d'autres secteurs industriels, les groupes d'édition européens mènent des politiques très dynamiques et très offensives, n'hésitant pas à partir à l'assaut des entreprises américaines. Mais, relèvent Jean-Guy Bouin et Jean-Marie Bouvaist (p. 77-94), le gigantisme et surtout la logique multimédias de ces nouveaux empires de la communication font courir le risque de la subordination du « produit » livre à son mode de commercialisation. La recherche de la standardisation du produit, condition de la rentabilité optimale, devient un véritable lit de Procuste. Les créations atypiques ou « trop » originales ou à vente à long terme pourraient bien en faire les frais. Paradoxalement, au moment où les éditeurs européens prennent des positions de force Outre-Atlantique, c'est le modèle américain du best seller déclinable sur tous médias qui risque de s'imposer...

³ Les actes des Journées européennes de la traduction professionnelle organisées à l'initiative du Conseil de l'Europe avec le concours de la Commission de Communautés européennes, de l'Unesco et de l'Union latine ont été publiés dans le n° 17 d'*Encrages*, printemps 1987, en coédition avec Hachette (Département d'études des pays anglophones, université Paris 8, 2 rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis).

D'autant que dans certains pays d'Europe, le système de distribution du livre accentue encore davantage la difficulté de se procurer facilement l'ouvrage non « grand-public » et donc à davantage marginaliser celui-ci (voir la contribution de Pierre Lepape, p. 97-120). Si en France, en particulier, les libraires s'interrogent légitimement sur leur avenir, certaines situations nationales, comme celles du Royaume-Uni et de la RFA, sont riches d'enseignements. Et à la veille du marché unique de l'Europe des Douze (qui comporte notamment la liberté d'établissement), une confrontation des expériences de ces intermédiaires privilégiés entre livres et lecteur.trice.s que sont les libraires, apparaît aujourd'hui indispensable. Non seulement pour l'avenir de la profession elle-même, mais aussi pour l'avenir de la lecture.

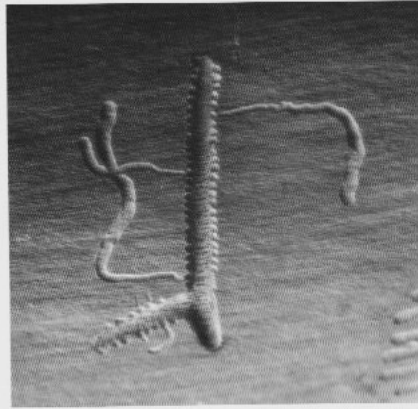
Un avenir qui, sans être encore alarmant, commence à sérieusement préoccuper les pouvoirs publics, et tous les maillons de la chaîne du livre, en particulier les bibliothécaires (voir la contribution de Martine Poulain, p. 123-143). De multiples raisons peuvent expliquer la stagnation de la lecture dans certains pays dont la moindre n'est peut-être pas le déferlement d'images que présentent les différents paysages audiovisuels nationaux. Or ces images, pour l'essentiel, viennent d'Outre-Atlantique et, devenues la matière première d'une culture de masse à l'échelle mondiale, elles risquent, de proche en proche, d'étouffer tous les lieux autonomes de création.

Les critiques ont ici un rôle déterminant à jouer. Et par critiques il faut entendre tous ceux qui, à un titre ou un autre, commentent le contenu d'un ouvrage, ou intègrent son apport à une réflexion, que ce soit dans les pages « livres » d'un périodique, ou dans les pages politiques, sociales ou économiques. L'écrit a aujourd'hui un besoin de légitimation renforcé face à la prolifération des magazines de télévision où des pages entières sont consacrées aux programmes des diverses chaînes.

L'idée d'un espace audiovisuel européen fait certes son chemin et il sera sans nul doute propice aux maints accords spectaculaires ou mesures à effet d'annonce garanti. Un espace européen de la lecture où puisse se développer une action énergique en faveur de la lecture (voir la contribution de José Vidal-Beneyto, p. 145-154) se prête moins aux effets médiatiques car il requiert une multitude de mesures, dont chacune est modeste mais parfois coûteuse. C'est pourtant à ce niveau que se joue en priorité la survie des cultures qui ne sauraient indéfiniment vivre sur leur passé glorieux et dont le reste du monde, en particulier les pays en voie de développement, attend qu'elles ne renoncent pas à leur message de pluralisme, de liberté et donc d'universalité.

sous la direction de
BERNARD CASSEN

QUELLES LANGUES POUR LA SCIENCE ?



SCIENCES ET SOCIÉTÉ
ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

Sous la direction de
Bernard Cassen

*Quelles langues
pour la science ?*

Éditions La Découverte

« Sciences et société »

1990

La France et l'« exception culturelle » après le GATT

Bernard Cassen

Texte publié dans *Le Monde diplomatique*
datant de 1994

La conclusion des accords du GATT, en décembre 1993, a été marquée par de vifs affrontements entre l'Europe et les États-Unis sur deux dossiers sensibles : l'agriculture et l'audiovisuel. C'est à cette époque que le thème de l'« exclusion culturelle » devenu, faute de volonté politique, simplement celui de l'« exception culturelle », est entré dans le lexique médiatique et diplomatique.

« Exclusion » de quoi, « exception » à quoi ? Il s'agissait tout simplement d'obtenir que l'extension des règles du GATT aux services, dont les États-Unis avaient fait un des objectifs majeurs du cycle de négociations commerciales multilatérales du Cycle de l'Uruguay — laisse de côté l'audiovisuel, dans la mesure où les créations culturelles ne sont pas un produit comme les autres. Ceci signifiait donc, notamment, que les règles du GATT décidées en 1947, telles que le traitement de la nation la plus favorisée, l'obligation de transparence, le code des subventions, les procédures de règlement des conflits ne devaient pas s'appliquer à la production et à la commercialisation des images animées.

Si ces concessions, que réclamaient toutes les professions du cinéma, en France et dans le reste de l'Europe, avaient été exigées et obtenues, on aurait véritablement pu parler d'exclusion culturelle. En fait le mandat de négociation que le conseil des ministres avait donné à la Commission européenne, en octobre 1993, n'était pas celui-là : il s'agissait seulement d'obtenir « un traitement exceptionnel et séparé » pour le secteur audiovisuel.

Défaite stratégique européenne, répit tactique

Pour comprendre ce qui apparaissait comme une reculade avant même que les négociations n'entrent dans le vif du sujet, il faut savoir que la grande majorité des douze pays alors membres de la CEE étaient hostiles à la position française, et que la Commission européenne l'était encore davantage. Ceci était en particulier le cas du commissaire britannique Sir Leon Brittan, ancien ministre thatchérien, qui était en charge des négociations au nom de l'Europe. De fait, Sir Leon sympathisait bien davantage avec les positions américaines qu'avec celles qu'il était officiellement chargé de défendre !

Pourquoi cet isolement de la France ? Les autres pays européens, dont les industries cinématographiques avaient déjà pratiquement disparu, n'avaient plus d'intérêt national à défendre, et ils ne souhaitaient pas d'affrontement avec Washington qui exerçait par ailleurs sur eux de très fortes pressions. La Commission, elle, était davantage mue par des considérations idéologiques : elle était majoritairement acquise aux thèses néolibérales et libre-échangistes dont Ronald Reagan et Margaret Thatcher

s'étaient fait les chantres, et qui avaient progressivement occupé une position hégémonique dans les grandes institutions internationales, comme le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, ainsi que dans les politiques des gouvernements, y compris ceux se réclamant de la social-démocratie.

Contrairement à ce qui a souvent été écrit dans la presse, et à ce que le gouvernement français a lui-même claironné à l'époque, il n'y a pas davantage eu d'exception culturelle que d'exclusion culturelle. On pourrait même, à cet égard, parler de défaite stratégique de l'Europe si le combat avait réellement été livré. En effet, et c'est là que se situe la défaite stratégique, l'audiovisuel a bel et bien été incorporé, comme les autres services, aux règles du GATT lors des accords de Marrakech signés en 1994, quelques mois après la fin des négociations, intervenue le 15 décembre 1993. Ce qui s'est passé, c'est que, à l'intérieur de ces règles, il n'y a simplement pas eu d'accord entre les deux parties — Union européenne et États-Unis — sur les offres réciproques qu'elles pouvaient se faire.

Ce non-accord n'empêche pas l'audiovisuel d'être désormais soumis aux règles transversales du GATT, devenu Organisation mondiale du commerce (OMC), et qui ont été rappelées plus haut. Disons qu'un simple répit tactique a été gagné, qui ne donne strictement aucune garantie pour l'avenir. Les États-Unis ne se font d'ailleurs pas faute de le rappeler, en menaçant régulièrement de porter plainte à l'OMC contre l'Union européenne, c'est-à-dire, concrètement, surtout contre la France, coupable de pratiquer des « distorsions de concurrence » par ses aides publiques à ses industries du cinéma.

Les États-Unis aussi protectionnistes que la Corée du Nord

Un auditeur non prévenu pourrait, au vu de ce qui précède, penser que le cinéma américain est victime de brimades protectionnistes sur le Vieux Continent, alors que les États-Unis, apôtres du libre-échange, accueilleraient à bras ouverts les productions cinématographiques du reste de la planète. C'est effectivement ce qui est resté dans beaucoup d'esprits après une bataille de la communication, gagnée par Hollywood, avec le soutien empressé de nombreux éditorialistes du monde entier, notamment français. Cette bataille devrait figurer en bonne place dans les annales de la mystification.

Car il suffit de regarder les chiffres pour constater l'étendue de la supercherie : les États-Unis importent en tout et pour tout de l'étranger 2 % de leur consommation audiovisuelle, ce qui en fait sans doute le pays le plus protectionniste du monde dans ce domaine, aux côtés probablement de la Chine et de la Corée du Nord.

Si l'Amérique se ferme ainsi aux images et aux cultures des autres pays, c'est la situation exactement inverse qui prévaut en Europe. Les chiffres sont en effet sans appel : dans l'Europe des Quinze, de 1985 à 1994, le nombre d'entrées dans les cinémas, pour les films américains, est passé de 397 à 516 millions, faisant progresser leur part de marché de 56 % à 76 %. Les entrées pour les films nationaux (chacun sur leur propre marché national) ont baissé, sur la même période, de 177 millions à 89 millions, soit une part de marché

chutant de 25 % à 13 %. Quant aux films européens non nationaux et aux cinématographies du reste du monde, les entrées ont reculé de 133 à 71 millions, réduisant de 19 % à 10 % leur part de marché.

Il s'agit là de moyennes qui dissimulent d'importants écarts entre pays. C'est la France qui conserve la plus faible proportion d'entrées pour les films américains : 60,4%, contre 61% pour l'Italie, 72,3% pour l'Espagne, 81,6% pour l'Allemagne et 90% pour le Royaume-Uni. C'est aussi la France qui constitue le plus fort bassin d'audience pour les films nationaux : entre 35 et 40 millions d'entrées, contre 15 à 23 millions pour les films italiens, 9 à 16 millions pour les films allemands, de 6 à 9 millions pour les films espagnols, 3 à 7 millions pour les films britanniques, et de 2 à 4 millions pour les films suédois.

Les trois cinémas français

D'une année à l'autre, des variations non négligeables peuvent intervenir si un ou plusieurs films remportent beaucoup de succès. Ce fut le cas, en France, des *Visiteurs* en 1993 et, pour le Royaume-Uni, de *Quatre mariages et un enterrement* en 1994. À cet égard, et le palmarès du dernier Festival de Cannes le confirme, on peut actuellement noter un renouveau du cinéma britannique : c'est *Secrets et mensonges* du réalisateur Mike Leigh, qui a obtenu la Palme d'or, le Prix de la critique internationale et le prix d'interprétation féminine. Et c'est un film danois, *Breaking the Waves*, de Lars von Trier, qui s'est vu décerner le Grand Prix Cannes 1996.

Quant au cinéma français, sa bonne santé se confirme avec ses trois pôles, pour reprendre ici les catégories utilisées par l'un des critiques cinématographiques du *Monde*, Jean-Michel Frodon :

- le cinéma d'auteur, moderne, héritier de la « Nouvelle Vague », qui accorde la prééminence à la mise en scène sur le récit. *Les Voleurs*, d'André Téchiné, ou *Comment je me suis disputé*, d'Arnaud Desplechin en sont des exemples récents ;

- le cinéma qui raconte une histoire, avec un scénario et parfois des dialogues très travaillés, souvent puisés dans la littérature et l'histoire : c'est le cas de *Cyrano de Bergerac*, de *Beaumarchais* ou de *Ridicule*. Il est significatif que le jury du festival de Cannes 1996 ait précisément décerné le prix du meilleur scénario à *Un héros très discret*, de Jacques Audiard, qui met en scène un personnage d'imposteur, s'inventant un passé de résistant à la Libération de la France en 1944.

- le cinéma comique, visant le grand public, sans aucune dimension ni prétention culturelle : c'était le cas des *Visiteurs* en 1993 ; c'est le cas, pour prendre des titres récents, de *Pédale douce* et des *Trois frères*.

Ces rappels visent tout simplement à montrer que le cinéma européen existe et que, comme les cinématographies des autres régions du monde, il n'occupe pas la place qui devrait être la sienne sur l'énorme marché que constituent les États-Unis.

Davantage de productions européennes à la télévision

Si l'on examine maintenant la situation des petits écrans, ceux de la télévision, on constate qu'elle est très semblable à celle des grands, ceux des salles de cinéma. Quelques données chiffrées vont le montrer. Sur les 47 chaînes européennes de télévision à diffusion nationale « en clair », ce qui exclut les réseaux câblés et la réception directe par satellite, les films américains représentaient, en 1993, 53 % de la programmation ; les films nationaux dans leur pays respectif 20 % ; les films européens non nationaux 23 % et les films du reste du monde 4 %.

Comme pour la projection en salle, il existe des différences significatives entre les pays. Les films américains représentent seulement 12 % du total sur la chaîne culturelle franco-allemande Arte, mais 90,9 % sur le réseau national de l'ITV au Royaume-Uni. Si l'on raisonne par pays et non plus par chaîne, la France est la moins consommatrice de films américains (30 %) contre 72 % pour les Pays-Bas, 64 % pour le Royaume-Uni, 63 % pour l'Espagne, 53 % pour l'Allemagne et 45 % pour l'Italie.

En ce qui concerne la programmation de films européens non nationaux, et si l'on excepte le cas spécifique d'Arte (53,8 % selon la statistique allemande et 44,6 % selon la statistique française), l'Autriche vient en tête (37 %), suivie de l'Allemagne (30 %), et le Royaume-Uni arrive en queue de liste, avec 7 %, ce qui semble accréditer l'idée d'un certain refus anglo-saxon de s'ouvrir culturellement vers l'extérieur, tout en faisant assaut de proclamations libre-échangistes.

Identité, culture, marché

De ce point de vue de l'ouverture, la situation globale de l'Europe est moins choquante que celle des Britanniques et évidemment que celle des Américains, mais elle n'est pas pour autant satisfaisante. Les citoyens des pays d'Europe connaissent infiniment mieux la production culturelle d'une puissance extra-européenne, les États-Unis, que celles de leurs voisins et partenaires au sein de l'Union. Quant à la connaissance des cinématographies latino-américaines, africaines et asiatiques, elle est réduite à sa plus simple expression.

On touche là au paradoxe d'une construction européenne qui voudrait se donner une dimension politique – ce qui présuppose un minimum de substrat culturel commun – mais qui, en même temps, ne jure que par les lois du marché. Or, en matière d'audiovisuel, la loi du marché signifie toujours plus de films et feuilletons américains, et donc la création d'un imaginaire européen dans lequel les seules références communes proviennent d'outre-Atlantique.

C'est, toutes choses égales par ailleurs, la répétition de la politique coloniale française d'autrefois, avec ses livres d'histoire distribués aux Africains qui commençaient, dit-on, par cette phrase : « Nos ancêtres les Gaulois »... Chez de très nombreux adolescents européens, le génocide des Indiens, rebaptisé « conquête de l'Ouest » dans les westerns, tient davantage

de place dans leur imaginaire que les événements les plus marquants de leur propre histoire. Si l'on voulait confirmer le fait que « mondialisation » signifie prioritairement américanisation, on ne s'y prendrait pas autrement.

Offensive de Hollywood

Les intellectuels et les créateurs français sont parmi les seuls, en Europe, à soulever cette question capitale. Les libéraux de tout acabit leur rétorquent qu'il s'agit là d'une défense corporatiste d'intérêts économiques, sous couvert de préoccupations culturelles. Et à supposer que tel soit le cas, qui pourrait y trouver à redire ? C'est précisément parce qu'il ne s'agit que de cela pour Hollywood – qui, rappelons-le, a réalisé un excédent commercial de plus de 6 milliards de dollars avec l'Europe en 1995 – que les négociateurs américains sont si pugnaces. S'il s'agissait pour eux d'autre chose, d'ouverture aux cultures des autres pays par exemple, ils veilleraient à augmenter le dérisoire quota de 2 % dont sont frappées les œuvres non américaines.

Il faut savoir que, contrairement à la situation d'il y a une dizaine d'années, l'industrie américaine du divertissement n'amortit plus ses frais sur le seul territoire des États-Unis. Aussi bien pour le cinéma que pour les productions audiovisuelles de quelque importance, elle a un besoin vital du marché européen, et elle intègre désormais les recettes attendues de l'exploitation et de la vente de droits – en Europe et dans le reste du monde – dans ses plans de financement. Ainsi *Waterworld*, qui a coûté 150 millions de dollars, n'en a rapporté que 88 aux États-Unis, ce qui constitue un échec, mais a fait 260 millions de dollars de recettes dans les autres pays, et peut donc être considéré comme un succès commercial.

Dans ces conditions, tout ce qui, de près ou de loin, peut freiner l'expansion du marché des produits audiovisuels américains se retrouve aussitôt dans le collimateur du département du commerce de Washington, du représentant spécial du président des États-Unis pour le commerce international et de l'inévitable Jack Valenti, président de la Motion Pictures Association of America (MPAA).

C'est le cas des mesures nationales de soutien financier public à la production audiovisuelle — où la France, qui y a consacré 594 millions de francs (soit près de 120 millions de dollars) en 1995, fait figure de leader en Europe —, et c'est aussi le cas de la directive européenne Télévision sans frontières, adoptée en 1989 et actuellement en cours de renégociation au niveau des Quinze. Comment la CEE de l'époque en est-elle venue à légiférer dans ce domaine, bien avant que le traité de Maastricht n'incorpore officiellement la culture au champ d'intervention communautaire ?

Une directive sans contraintes

La Commission européenne, soucieuse d'élargir en permanence ses compétences, avait décidé d'utiliser l'audiovisuel pour faire sa première incursion sérieuse dans le secteur culturel. En 1984, elle publia un Livre vert, intitulé *La Télévision sans frontières*, dans lequel elle argumentait que la

diffusion transfrontalière de programmes venant de pays membres de la Communauté favoriserait leur connaissance mutuelle et ferait avancer la conscience européenne. Se saisissant habilement, au titre des prestations de services, de cette dimension plutôt marginale des activités de diffusion télévisée des pays membres, elle allait contribuer à imposer des normes communautaires applicables à l'ensemble des chaînes nationales et s'imposer comme un acteur important du paysage audiovisuel européen.

Après des discussions difficiles en conseil des ministres, où s'opposèrent la logique ultra-libérale des Britanniques, des Néerlandais et de quelques autres, et la volonté française de garantir un accès majoritaire (sous forme de quotas précis) des œuvres françaises, incluses – pour les besoins de la cause – dans la catégorie des œuvres européennes, un texte de compromis, vague et non contraignant, fut finalement adopté. La directive de 1989 demande, en effet, aux diffuseurs de veiller, « chaque fois que cela est réalisable, et par les moyens appropriés » à réserver à des œuvres européennes « une proportion majoritaire du temps de diffusion ». Une clause de non-recul par rapport à la situation prévalant en 1988 fut aussi introduite. En ce qui concerne le volume de publicité, le nombre de coupures admissibles dans les films, etc., les ultra-libéraux obtenaient gain de cause.

C'est ce document que les États-Unis feignirent de considérer comme une dangereuse arme protectionniste, notamment dans les négociations du GATT où ils demandèrent son abrogation. Ils avaient à la fois tort et raison. Tort, car la directive ne prévoyait ni dispositif de surveillance, ni de sanctions pour non-respect de ses clauses. Raison, car ce texte introduisait, ne fût-ce que symboliquement, une démarche de protection culturelle, contradictoire avec la seule logique du marché.

En fait, la directive fut appliquée sans aucune conviction par environ deux tiers des diffuseurs, ceux des chaînes publiques essentiellement. La Commission, au fond hostile d'elle-même aux quotas, n'hésita pas néanmoins à dresser un « bilan globalement positif » de leur application dans son nouveau *Livre vert* de 1994, intitulé *Options stratégiques pour le renforcement de l'industrie des programmes dans le contexte de la politique audiovisuelle de l'Union européenne*. Ce livre vert est d'ailleurs un véritable manifeste libéral. Le débat sur l'exception culturelle est considéré comme une simple péripétie, une « phase probablement transitoire de durée limitée », alors qu'il est question, pratiquement à toutes les pages, de la « libéralisation des services », de la « suppression des obstacles au marché », de la nécessité d'une « concurrence ouverte ».

Les exigences du Parlement

Dans ces conditions, la renégociation de la directive de 1989 se présentait fort mal pour les tenants d'une politique européenne de l'audiovisuel qui ne soit pas une simple capitulation devant les exigences américaines. Cette renégociation était de toute manière nécessaire pour élaborer les critères déterminant la compétence d'un État membre sur un

diffuseur et des règles de protection des mineurs. Il fallait également fixer des normes minimales pour le développement des services de télé-achat, préciser les modalités (revues bien entendu à la hausse) pour l'insertion de messages publicitaires dans les programmes. En bref des préoccupations pour une bonne partie marchandes. La majorité des Quinze et la Commission espéraient bien, à cette occasion, éliminer ou diluer les fameux quotas, et la France se trouvait sur la défensive.

Un projet de nouvelle directive fut soumis au Parlement européen qui, depuis le traité de Maastricht, dispose du pouvoir de codécision en matière de culture. Et c'est de là que vint la surprise : le 14 février 1996, le Parlement décida, par 292 voix contre 195 et 25 abstentions, de durcir considérablement le projet de directive déjà adopté par le Conseil, sur proposition de la Commission, ce qui fit dire à l'ancien ministre de la culture français, Jack Lang, qu'il s'agissait d'« une étape décisive dans la construction d'une Europe de la culture ». Ce scrutin vit se nouer une alliance inédite : celle de tous les députés français, de droite et de gauche, avec tous les députés Verts et de gauche des autres pays.

Le texte adopté par le Parlement éliminait le « chaque fois que cela est réalisable » de la directive de 1989, et lui substitue l'injonction aux États membres d'« assurer l'application des quotas par des moyens appropriés et juridiquement efficaces ». Les chaînes thématiques, pour leur part, devraient consacrer aux œuvres européennes 25 % de leur budget de programmation ou 5 % de leur chiffre d'affaires.

Test pour la codécision

Conformément aux procédures communautaires en matière de codécision Conseil-Parlement, il appartenait alors à la Commission de préparer une nouvelle mouture du texte pour qu'il fasse l'objet d'une « position commune » du Conseil à soumettre à nouveau au Parlement. C'est ce qui fut fait le 11 juin 1996. Le texte sur lequel l'assemblée de Strasbourg va se prononcer à l'automne 1996 est en retrait sur celui voté en février puisqu'il revient, en matière de quotas, à la formule « chaque fois que cela est réalisable ». Pour tenter d'amadouer les eurodéputés, la « position commune » comprend trois nouvelles dispositions permettant, selon la Commission, de rendre plus efficace l'application de la directive.

Le commissaire Marcelino Oreja, chargé de l'audiovisuel, définit ainsi ces novations dans *7 jours Europe*, bulletin publié en France par la Commission :

« Premièrement, un comité de suivi sera institué, qui sera un lieu d'échange de vues sur toutes les questions soulevées par le régime des quotas. Deuxièmement, tout tiers pourra saisir les autorités compétentes à l'encontre des organismes de télévision qui ne respecteront pas une disposition de la directive. Troisièmement, la Commission pourra poursuivre efficacement, dans le respect des règles du traité, les manquements qu'elle sera amenée à constater dans les États membres. »

Marcelino Oreja tient ainsi un discours lénifiant en faisant mine d'appliquer au régime des quotas deux dispositions (la seconde et la troisième) qui valent surtout pour le reste du nouveau projet de directive. Or ce dernier, s'il ne crée pas d'obligations formelles pour les quotas, en prévoit en matière de télé-achat, publicité, parrainage, protection des mineurs et droit de réponse. C'est dans ces domaines que la saisine des autorités nationales pourra avoir des résultats, et non pas dans la clarification par les tribunaux du sens de « chaque fois que cela est possible ».

Il n'est nullement garanti que cette « position commune » soit votée telle quelle par le Parlement. Si ce n'est pas le cas, un processus de navette avec le Conseil doit s'engager. Mais rien ne dit que le « comité de conciliation » prévu par le traité puisse déboucher sur un accord susceptible d'être approuvé par les deux parties. Dans la pire des hypothèses, il pourrait ne pas y avoir de décision du tout, mais il y a des raisons de penser que l'on n'en arrivera pas là. Ce serait, en effet, un très grave échec pour la procédure de codécision dont certains ont fait le principal acquis démocratique du traité de Maastricht.

VI. BERNARD CASSEN ET LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Préambule

Mireille Azzoug

L'Europe, la construction européenne, l'Union européenne, ses processus et ses politiques ont constitué pour Bernard Cassen un objet d'étude et d'analyse critique constant, qui s'est traduit par de très nombreux articles, notamment dans *Le Monde diplomatique* et sa revue *Manière de voir*, mais aussi dans d'autres publications et sur les réseaux sociaux — « Mémoire des luttes », « Agora », etc., — ainsi que des interventions et des communications dans des colloques, tables rondes, journées d'études à l'initiative tant d'institutions universitaires et scientifiques que d'organisations militantes, en France et à l'étranger.

Ses nombreuses publications, bien que critiques, lui ont d'ailleurs valu d'obtenir, dès 1991, l'une des sept premières Chaires européennes Jean-Monnet¹ en science politique : « Les enjeux économiques et politiques de l'intégration européenne ».

L'Institut d'études européennes était déjà en cours de création : il sera officiellement habilité en mars 1992 et il prenait la relève d'une filière d'études européennes qui existait depuis plusieurs années au sein de l'UFR Langues, sociétés, cultures étrangères, et Bernard Cassen y assurait déjà un séminaire dans le doctorat et un cycle de conférences « L'Europe en questions » qu'il a dirigé et/ou présidé jusqu'à son départ en retraite en 2000.

Parmi les cours et séminaires qu'il a organisés : « Les grandes étapes et les grands dossiers de la construction européenne », « les Douze et l'après-Maastricht », « Quelques grands politiques face à l'idée d'Europe », « Partenaires et concurrents de la Communauté européenne : les pays de l'AELE et les grands blocs mondiaux », deux séminaires de doctorat : « De l'Union européenne à la Grande Europe » et « La recomposition du Vieux Continent » — qui attiraient des étudiant.e.s de presque toute l'Europe, y compris de l'Est — ainsi qu'une série de colloques internationaux auxquels participaient aussi des enseignant.e.s et des chercheur.euse.s de divers pays européens.

L'un des temps forts fut le référendum français sur le traité établissant une constitution pour l'Europe (aussi appelé traité de Rome II ou traité

¹ Ndlr. Les Chaires européennes Jean-Monnet sont attribuées à des professeurs d'université pour dispenser un enseignement approfondi sur les questions européennes pour une durée de 3 ans. Au moins 90 heures par an doivent être consacrées à des enseignements sur l'Union européenne. L'établissement reçoit une dotation annuelle pour financer ces enseignements.

de Rome de 2004) qui eut lieu le 29 mai 2005 et demandait aux électeur.trice.s s'ils approuvaient ce projet. Bernard, bien qu'en retraite, participa activement aux débats. Très défavorable à l'adoption du traité par la France, il plaida dans la presse et sur les réseaux sociaux pour le « non ». La presse et les médias étaient, eux, largement favorables au « oui », et les chefs d'État et de gouvernement des 25 pays membres avaient adopté le traité le 19 juin 2004 au Conseil européen de Bruxelles, et le traité avait été formellement signé à Rome le 29 octobre suivant par les chefs d'États. Mais pour être ratifié, celui-ci devait être soumis à l'approbation des peuples des pays signataires. Une partie des pays n'ont pas soumis le traité à l'approbation populaire, mais la France le 29 mai et les Pays-Bas le 1^{er} juin 2005 soumettaient le traité à un référendum : les peuples de ces deux pays rejetèrent le traité, le non recueillant en France 54,68% des suffrages exprimés et 61,54% aux Pays-Bas.

Alors que la presse et les médias étaient très majoritairement favorables au traité, ce sont les réseaux sociaux qui ont mené campagne pour le non, Bernard Cassen et Attac y ayant joué un rôle non négligeable. Les principaux éléments qui ont pesé dans la balance pour le rejet ont été le « marché libre » et la « concurrence libre et non faussée » réaffirmés dans ce texte ainsi que le rôle réduit du Parlement européen et la non-représentation de tous les États au sein de la Commission européenne, et de surcroît la libéralisation des marchés des services prévue par la directive Bolkestein, laquelle allait néanmoins être adoptée en 2006.

« Bernard Cassen et l'Europe »

Savoir / Agir, 2004, n° 54, p. 95-107

Extrait de l'entretien avec **Antony Burlaud**

Peux-tu dire un mot de ton rapport à l'Europe ?

Bernard Cassen : Comme je te l'ai dit, la centralité de la question européenne dans les politiques publiques m'est progressivement apparue comme une évidence à partir de Maastricht. Dans le *Monde diplomatique*, comme dans Attac, j'ai analysé l'UE comme une déclinaison européenne de la mondialisation libérale et je n'ai pas changé d'opinion. La question que je me pose est d'ordre géopolitique : est-ce que l'UE ne peut être que cela dans un nouvel ordre international caractérisé par l'émergence à visée hégémonique de pôles de puissance, voire d'hyperpuissance, à savoir les États-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie ?

Une Europe-puissance, une souveraineté européenne articulée avec une souveraineté nationale sont-elles compatibles avec un projet démocratique, solidaire et environnemental ? Je me dois d'être cohérent avec moi-même : comme j'ai toujours été favorable à l'unité latino-américaine, dans la lignée de Bolivar et telle que relancée par Chavez de son vivant, je dois logiquement adopter la même attitude pour l'Europe. Il me paraît donc urgent de tenter de répondre à ces interrogations.

Un Européen les yeux grands ouverts

Anne-Cécile Robert*

Journaliste au *Monde diplomatique*, directrice
des éditions et des relations internationales

Dans les années 2000, la signature de Bernard Cassen figurait à la fin de nombreux articles, en particulier dans *Le Monde diplomatique*, radicalement critiques de la construction européenne. Avec la rigueur du chercheur et la verve du journaliste, il mettait sa plume, acérée mais toujours juste, au service d'analyses étayées et détaillées, du fonctionnement des « institutions de Bruxelles » et des projets politiques et économiques qu'elles étaient chargées de mettre en œuvre. Ces jugements « sans concession », parfois proches de la démolition en règle, ont pu laisser penser aux esprits paresseux ou malveillants que Bernard Cassen était anti-européen, accusation facile qui permettait de ne pas répondre sur le fond à son argumentaire étoffé. Rien n'est plus faux.

Homme de sa génération, marquée par la seconde guerre mondiale et l'impératif de réconciliation franco-allemande, internationaliste convaincu, Bernard Cassen n'avait rien d'un anti-européen. Au contraire. Proche de Jean-Pierre Chevènement, héraut de la souveraineté nationale, il pouvait même envisager sereinement le dépassement de l'État et donc une forme de soumission de la France à une autorité supérieure installée à Bruxelles ou à Strasbourg (ce point reste à éclaircir !). Il confiait ainsi parfois : « *Je suis fédéraliste... mais dans 40 ans* ». Manière de dire qu'il ne menait pas sur ce terrain une guerre de religion. Intellectuellement honnête, il formait son

* Ndlr. Journaliste au *Monde diplomatique*, elle est membre du comité de rédaction et du directoire en tant que directrice des éditions et des relations internationales. Titulaire d'un doctorat en droit européen, spécialiste des institutions européennes, de la construction européenne et de l'Afrique, elle a été professeure associée durant de longues années à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8, où elle a assuré des cours et des séminaires, participé aux nombreux cycles de conférences et colloques, et dirigé des mémoires de master. Elle est aujourd'hui professeure à l'HEIP (Hautes études internationales et politiques) et donne aussi des cours à l'IRIS. Elle est l'auteur de très nombreux articles et de plusieurs ouvrages, dont : avec Romuald Sciora, *Qui veut la mort de l'ONU ? Du Rwanda à la Syrie, histoire d'un sabotage*, Eyrolles, 2018 ; *L'Afrique au secours de l'Occident*, Les Éditions de l'Atelier, 2021 ; *Dernières nouvelles du mensonge*, Lettres libres, 2021 ; *Le défi de la paix*, Armand, Colin, 2024.

jugement sur l'observation des faits et le décryptage des choix politiques effectués par les dirigeants du Vieux Continent.

Il ne formulait ainsi aucune opposition de principe à la construction européenne. En revanche, la direction prise par celle-ci à partir de l'Acte unique de 1986, confirmé par le traité sur l'Union européenne signé à Maastricht en 1992, en avait, selon lui, modifié la trajectoire et complètement transformé la nature, modifiant par la même occasion les termes du débat sur son rôle et son orientation finale. Il était donc prioritaire d'analyser, d'écrire et d'enseigner sur les perspectives d'un projet politique hors norme devenu déterminant, souvent sans que les peuples ne s'en rendent compte, dans un nombre croissant de secteurs de leur vie.

Tout d'abord, Bernard Cassen analyse la construction européenne qui se développe à partir des années 1980 comme un segment, une déclinaison de la mondialisation libérale alors en pleine expansion. En participant à l'essor du libre-échange mondial, la Communauté européenne, devenue Union européenne, perd une partie de son identité et de son ambition. Elle se banalise en se noyant dans le projet d'expansion du capitalisme prédateur financiarisé, piloté par les États-Unis. Certes, les traités de Paris (1951) et de Rome (1957) avaient pour objectifs d'établir un Marché commun fondé sur la concurrence et la liberté du commerce. Mais cela ne résumait en rien le projet d'intégration qui pouvait potentiellement comprendre, par exemple, une dimension sociale et culturelle. Les années 1980 constituent, dans cette perspective, une vraie bifurcation qui obère la vision plus large d'une communauté de destin historique. La succession de traités libéraux auxquels la Cour de justice des Communautés européennes devenue Cour de justice de l'Union européenne confère des effets maximalisés défigure et rétrécit la perspective européenne. Progressivement, un véritable corset néo-libéral étouffe l'espace politique d'où ne sortent plus que des mesures orientées vers la même conclusion : la dissolution de l'Union européenne dans un vaste espace de libre-échange soumis, par ailleurs, à l'autorité des États-Unis. Un carcan enferme désormais le pouvoir de décision des États membres dont Bernard Cassen dénoncera le double-jeu, dénonçant devant leurs citoyens ce qu'ils soutiennent en réalité discrètement à Bruxelles. Cette implacable logique faisait douter des possibilités de retour en arrière sans crise ou sans drame. Le « non » du peuple français au référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel (TCE) aurait pu être une chance de repartir sur des bases plus démocratiques et sociales si son résultat n'avait pas été bafoué par le traité de Lisbonne en 2008.

En deuxième lieu, Bernard Cassen fut l'un des premiers à percevoir le rôle déterminant de la construction communautaire dans les politiques nationales avec le transfert de compétences de plus en plus importantes et variées de l'échelon national vers l'échelon européen, notamment à partir

du traité de Maastricht en 1992. L'éloignement des centres de décision et la transposition de nombreuses normes adoptées par les institutions à Bruxelles ou à Strasbourg en normes nationales pouvaient masquer aux citoyens leur origine européenne ou l'influence que les négociations au sein du Conseil des ministres de l'Union pouvait concrètement exercer sur les législations ou réglementations nationales. Conscient de cette réalité, Bernard Cassen affirmait souvent : « *l'Europe, ce n'est plus de la politique étrangère, c'est de la politique intérieure* ». Cette prise de conscience se traduit d'abord dans les articles qu'il rédige ou qu'il commande aux multiples spécialistes qu'il connaît sur les enjeux liés aux traités et aux politiques communautaires, ainsi qu'à leurs déclinaisons dans les systèmes politiques nationaux. Titulaire d'une Chaire Jean-Monnet, l'autorité de Bernard Cassen sur ces sujets est incontestable. Au sein du *Monde diplomatique*, il devient « Monsieur Europe ». De la même manière, il incite l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac), qu'il a contribué à fonder en 1998 et à organiser des conférences ainsi que des débats partout en France sur ces questions.

En effet, pour Bernard Cassen, le rôle de plus en plus déterminant de l'intégration communautaire constitue un enjeu majeur pour la démocratie. Les citoyens doivent être largement et rigoureusement formés au fonctionnement des institutions de Bruxelles afin de pouvoir participer à un débat libre et raisonné, d'exercer sereinement leur faculté de juger et d'effectuer des choix électoraux. L'éducation populaire est ainsi au cœur des universités d'été d'Attac, qui attirent chaque année des centaines de personnes, et qui fonctionnent comme de véritables lieux d'enseignement et non pas de simples tribunes comme c'est souvent le cas dans celles qui sont organisées par les partis politiques. Les articles du *Monde diplomatique* remplissent également cette fonction de vulgarisation exigeante des questions européennes. La campagne de 2005 sur le TCE sera la concrétisation de cette ambition civique : Attac, dont les militants étaient finement formés, a joué un rôle décisif dans le décryptage d'un traité, long et parfois abscons, aux conséquences déterminantes pour le pays. Et finalement à la victoire du « non ». Mais c'est sans doute la création de l'Institut d'études européennes (IEE) au sein de l'université Paris 8 qui exprime le mieux la volonté, profondément ancrée chez Bernard Cassen, de former les citoyens sans les endoctriner. L'IEE visait essentiellement à nourrir les jeunes esprits et à les ouvrir sur le monde en leur offrant un enseignement pluridisciplinaire et idéologiquement pluraliste.

L'engagement européen de Bernard Cassen illustre parfaitement l'homme exigeant et éclairé qu'il était ainsi que son attachement humaniste à l'émancipation humaine.

Après le 29 mai

Ruptures européennes

Bernard Cassen

Dans le texte ci-dessous, daté d'avril 2006, Bernard Cassen faisait l'analyse du non au traité constitutionnel de mai 2005

La force tranquille des « non » de la France et des Pays-Bas aux référendums sur le traité constitutionnel européen (TCE) est encore loin d'avoir produit tous ses effets. Mauvais perdants, la plupart des dirigeants des partis de gouvernement français et la quasi-totalité des médias n'ont pas accepté le verdict du suffrage universel et ont rageusement incriminé un peuple victime du « populisme », voire du « national-populisme », et qui se serait lui-même tiré une balle dans le pied. Néanmoins, certains autres partisans du « oui », plus lucides, savent bien que l'Europe, telle qu'elle se construit concrètement, n'est plus une évidence se passant de toute démonstration.

Ainsi Philippe Moreau Defarges¹ considère qu'une « *remise à plat* » de la construction communautaire est inévitable, et il envisage quatre scénarios pour l'avenir de l'Union européenne : un éclatement brutal, une décomposition lente, un rafistolage assurant une certaine survie, et un « *bien improbable* » sursaut fédéral. Le plus étonnant, dans son argumentation, c'est qu'à aucun moment n'est prise en considération l'une des principales raisons du vote « non » : la tentative d'imposer, au nom de l'Europe, un modèle économique et social néolibéral largement rejeté.

En revanche, cette dimension a été bien perçue par Sophie Meunier, également favorable au TCE, dans son ouvrage² consacré à l'histoire et aux mécanismes de gestion des négociations menées par l'Union au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans les accords bilatéraux. Elle reconnaît en effet que « *la nature changeante du commerce* » — pour parler clair, le rôle central du libre-échange dans le dumping social, fiscal et écologique mondial — pose un problème de légitimité : « *Les griefs portant sur la nature antidémocratique de la politique commerciale sont susceptibles de devenir particulièrement vifs dans l'Union, où le déficit démocratique suscite des plaintes constantes depuis dix ans. Le problème de la légitimité des institutions permettant l'élaboration de politiques commerciales ne saurait donc être pris à la légère.* »

¹ Philippe Moreau Defarges, *Où va l'Europe ?*, Eyrolles, Paris, 2006, 192 pages, 15 euros.

² Sophie Meunier, *L'Union fait la force. L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Presses de Sciences Po, Paris, 2005, 272 pages, 22 euros.

Dans son dernier livre³, Jacques Sapir se félicite de la rupture historique avec plus de vingt ans d'euro-libéralisme intervenue le 29 mai 2005 en France : le TCE aurait retiré définitivement aux citoyens les instruments du changement économique et social. Par un démontage érudit de la notion de « concurrence libre et non faussée », il met à bas les fondements théoriques non seulement du défunt traité, mais du cours même de la construction européenne.

Constatant l'ampleur du désastre eurolibéral, l'auteur affirme qu'« *il est l'heure d'être radical* », si du moins on est partisan d'une Europe des solidarités et des harmonisations vers le haut. Et radical, il l'est effectivement par trois propositions. En premier lieu, vis-à-vis du reste du monde, il préconise le retour à la préférence communautaire des origines de la construction européenne, c'est-à-dire, ici, un protectionnisme social et écologique qui ne serait pas pour autant égoïste, les droits de douane supplémentaires perçus par l'Union pouvant être reversés à des caisses régionales de développement. En deuxième lieu, il suggère d'en finir avec le dumping généralisé que les politiques et les traités européens organisent au sein même d'une Union à vingt-cinq et bientôt à trente. Quant à la troisième proposition, celle de transformer l'euro en monnaie commune et non plus unique pour un certain nombre de pays, elle fera tout autant bondir ceux qui ne se posent pas de questions. Pour les autres, les propositions de Jacques Sapir constituent une contribution significative à la « remise à plat » qu'exige l'impasse actuelle de la construction européenne.



³ Jacques Sapir, *La Fin de l'euro-libéralisme*, Paris, Seuil, Paris, 2006, 182 pages, 18 euros.

Le casse-tête des langues

Bernard Cassen

Le Monde diplomatique, février 1993, p. 32
Repris in *Le Monde diplomatique*, *Manière de voir*, *La bataille des langues*, février mars 2008.

La question linguistique ne fait pas l'objet de grands débats dans les instances communautaires, et pourtant elle constitue sans doute l'une des bombes à retardement les plus dangereuses pour la construction européenne. Car ce qui était valable à six, à neuf, voire à douze, devient un véritable casse-tête au-delà.

L'article 217 du traité de Rome dispose que les règles régissant l'emploi des langues sont fixées à l'unanimité par le conseil des ministres. Et le règlement du 15 avril 1958 fait de l'allemand, du français, de l'italien et du néerlandais les langues — officielles et de travail — de la Communauté des Six de l'époque. Au fur et à mesure des élargissements successifs, ce règlement fut modifié à trois reprises pour donner un statut identique à l'anglais et au danois, puis au grec, puis à l'espagnol et au portugais. Et c'est selon l'ordre alphabétique des noms des États membres, exprimés dans leur langue, que s'organise la présidence semestrielle tournante des Douze¹. Deux langues officielles d'États membres, l'irlandais (gaélique) et le luxembourgeois, n'avaient pas revendiqué le statut « communautaire ». On en est donc, à Bruxelles, à Luxembourg et à Strasbourg, à neuf langues officielles et de travail, soit soixante-douze combinaisons possibles...

Dans les faits, les langues de travail des fonctionnaires sont presque toujours le français et l'anglais, ce qui, en janvier 1991, conduisit le chancelier Kohl à demander à M. Jacques Delors que l'allemand devienne aussi langue de travail. Il lui fut courtoisement répondu que c'était légalement le cas depuis 1958. Cette démarche était la première manifestation officielle de la conscience linguistique retrouvée par l'Allemagne à la suite de sa réunification. Avec, dans la Communauté, 80 millions de germanophones contre 61 millions de francophones et 60,5 millions d'anglophones, on estime, à Bonn, que l'époque du profil bas est révolue. D'autant que, en

¹ Pour une série d'études très détaillées sur la question des langues dans la Communauté, voir Florian Coulmas (sous la direction de), *A Language Policy for the European Community*, Mouton de Gruyter, Berlin/New-York, 1991, 311 p.

Europe centrale et orientale, les positions de l'allemand ne font que se renforcer ; dans certaines villes, les instituts Goethe ont du mal à satisfaire la demande de cours.

Quatre nouveaux membres ?

En tout cas, cette montée en puissance porte le coup de grâce aux thèses — par ailleurs totalement irréalistes — de ceux qui préconisaient l'adoption par l'Europe de l'anglais comme langue commune². Elle contribue à rééquilibrer le paysage linguistique européen, ce que souligne le linguiste Claude Hagège dans son dernier essai :

« Si (...) l'allemand, au moins à moyen terme, accomplissait de réels progrès en Europe, la preuve serait faite qu'une grande langue européenne autre que l'anglais est en mesure de remplir certaines des fonctions d'une langue commune. Loin de nuire aux autres langues qui en ont la vocation, cela les servirait plutôt³. »

Parler de langue(s) commune(s) officielle(s) dans les institutions communautaires mettrait cependant aujourd'hui le feu aux poudres, car ce serait revenir sur l'égalité, inscrite dans les textes, de chacune des langues officielles des États membres. Et pourtant l'heure de vérité approche... Le conseil européen d'Édimbourg, en décembre dernier, a en effet décidé d'entamer les négociations avec quatre des pays candidats à l'adhésion : elles ont commencé le 1er février avec l'Autriche, la Finlande et la Suède, qui seront rejointes, dans le courant de l'année, par la Norvège.

Finnois, suédois, norvégien, nous voilà pour bientôt (1995), si les négociations aboutissent, avec douze langues communautaires, soit cent trente-deux combinaisons ; de surcroît, avec des langues de faible diffusion, rendant fort difficile le recrutement d'interprètes et de traducteurs, et augmentant les coûts de traduction de façon exponentielle (en 1986, l'introduction de l'espagnol et du portugais les avait fait croître de 30 %).

Dans sa très belle enquête de terrain au Parlement européen, l'anthropologue Marc Abélès note que *« les projets d'élargissement de la Communauté suscitent une véritable angoisse parmi les responsables de l'interprétariat, aussi bien au Parlement qu'à la Commission⁴ »*. En effet, note-t-il,

« on manque déjà de personnel susceptible de servir de truchement entre le danois, le grec et l'espagnol ou entre le grec et le portugais. Pour surmonter l'obstacle, on a recours à des interprètes-pivots. Il existe ainsi, dans la cabine française, un interprète qui traduit le grec en français : c'est cette version qui est captée par les autres interprètes et retraduite dans leur propre langue.

² Voir José Vidal-Beneyto, « L'Europe, comme elle se parlera », *Le Monde diplomatique*, mars 1989.

³ Claude Hagège, *Le Souffle de la langue, Voies et destins des parlers d'Europe*, Odile Jacob, Paris, 1992, 286 p.

⁴ Marc Abélès, *la Vie quotidienne au Parlement européen*, Hachette, Paris, 1992, 436 p.

L'interprète-pivot se voit cependant conférer une lourde responsabilité. S'il commet la moindre erreur, celle-ci se répercutera dans les sept autres langues. »

L'introduction de trois nouvelles langues communautaires et, plus tard, du polonais, du hongrois, du tchèque, etc. rendrait le dispositif totalement ingérable.

Principe d'égalité

Alors, à mots couverts, les spécialistes avancent une autre solution : la réduction du nombre de langues de travail dans la Communauté. À combien ? Trois (allemand, anglais, français), quatre (avec l'espagnol), cinq (avec l'italien) ? Personne, en revanche, n'ose suggérer de s'aligner sur le Conseil de l'Europe : deux langues officielles et de travail (français et anglais) pour, actuellement, 27 états membres et 35 signataires de la convention culturelle. Mais il faudrait, pour cela, que le conseil des ministres le décide à l'unanimité, donc que les gouvernements danois, grec, néerlandais, portugais — et éventuellement d'autres — acceptent d'enterrer le principe de l'égalité des langues communautaires. Et une telle décision devrait nécessairement être prise avant le prochain élargissement, pour ne pas rendre le problème encore plus insoluble...

Ainsi à Bruxelles, enclave francophone en terre flamande, le néerlandais n'aurait plus droit de cité dans les institutions communautaires. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour mesurer le caractère explosif de la question. Tout porte à croire qu'on se gardera bien de la poser aux Danois, appelés à se prononcer par référendum, vraisemblablement fin avril, sur un texte leur permettant de ratifier le traité de Maastricht, en en ayant éliminé les dispositions (union monétaire irréversible, défense commune, etc.) qui, présume-t-on, les avaient conduits à voter « non » en juin 1992.

Mais le casse-tête linguistique, dans une Europe qui aspire à l'unité, ne se limite pas aux institutions communautaires, car l'Europe ne compte pas seulement des langues d'État : en Espagne, le basque, le catalan et le galicien ont statut de langue officielle — à côté de l'espagnol — dans leurs communautés autonomes respectives ; en France, le breton, le catalan, le corse et l'occitan font, depuis la loi Deixonne de 1951, l'objet d'une timide reconnaissance comme enseignements facultatifs ; le gallois a un statut particulier au Royaume-Uni, etc. Dans la somme érudite qu'il a rassemblée⁵, Henri Giordan, directeur de recherche au CNRS, ne dénombre pas moins de dix-neuf langues dites minoritaires ou régionales dans la seule Europe occidentale et méridionale. Et il montre comment le droit de parler sa langue se situe à l'articulation entre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les droits de l'homme.

⁵ *Les Langues minoritaires en Europe*, sous la direction d'Henri Giordan, Kimé, Paris, 1992, 685 pages.

Il faut bien constater, cependant, que les défenseurs les plus véhéments des langues régionales s'ingénient à desservir leur cause, pourtant légitime. Ainsi, l'Alliance libre européenne, dont l'adresse postale est celle du Parlement européen à Bruxelles, qui lance une campagne de signatures destinée à demander au gouvernement français de faire ratifier la charte européenne des langues régionales et minoritaires (adoptée le 24 juin 1992 par le comité des ministres du Conseil de l'Europe). Dans ce document, elle se prononce carrément pour un fédéralisme européen des régions (faisant l'économie des États) et dénonce aussi bien la politique de survie linguistique du français au Québec que les signatures de l'appel « L'avenir de la langue française »⁶, accusés de s'en prendre au « tout-anglais » en France « *sans dire mot sur le "tout-français" qui prévaut de Pointe-à-Pitre à Nouméa, en passant par Kempar et Ajaccio* »⁷.

On croit pourtant savoir que, au moins à Ajaccio, Quimper et Pointe-à-Pitre, les citoyens ont jusqu'ici massivement manifesté, par leurs suffrages, leur pleine appartenance à la République française et n'ont jamais considéré le français comme une langue étrangère, ce qui, jusqu'à plus ample informé, est encore le cas de l'anglais en France métropolitaine et dans les DOM-TOM⁸.

Une maladie mortelle

Et l'on ne voit pas en quoi la reconnaissance pleine et entière des langues régionales diminuerait, à Paris surtout, la propension au tout-anglais... Sans que cela soit dit explicitement, pour certains régionalistes, le seul véritable danger linguistique est celui du français. Robert Lafont, qui est l'un de leurs porte-parole les plus éloquents, le confirme d'ailleurs en faisant l'apologie de l'anglais :

« Langue pour langue, tout mythe de grandeur et toute hégémonie écartés, l'anglaise en vaut une autre. Elle a au moins l'avantage d'exhiber sa disparité interne et de se maintenir ouverte à l'invention comme à l'emprunt. Nous pouvons y passer et repasser sans rencontrer la police des mots⁹. »
D'où une proposition radicale qui, pour d'autres raisons, rejoint celles de certains technocrates français et européens : « *L'Europe ferait d'immédiates économies si elle adoptait l'anglais pour son fonctionnement pratique.* »

De telles outrances étonnent de la part d'un sociolinguiste qui devrait, mieux que quiconque, savoir quelles passions peuvent se déchaîner à propos des langues, au point de dégénérer en crises graves, voire de provoquer des guerres. De même, certains extrémistes nourrissent de sérieuses illusions sur

⁶ Voir « Le tout-anglais sur grand écran », *Le Monde diplomatique*, août 1992.

⁷ Lettre circulaire du 22 juillet 1992.

⁸ Pour une évaluation de la situation de la langue française dans le monde, lire l'édition 1991 de *l'État de la francophonie dans le monde*, La Documentation française, Paris, 1991, 421 p. 9.

⁹ Robert Lafont, *Nous, peuple européen*, Kimé, Paris, 1991.

une Europe fédérale des régions : la question linguistique s'y poserait de manière encore plus aiguë — compte tenu du nombre des langues impliquées — que dans une Europe — même élargie — où les « États restent les composantes fondamentales.

Les issues ? Il en est au moins deux. D'une part, l'extension de l'apprentissage des langues en Europe. Trois, en plus de la langue maternelle, préconise Joseph Rovin dans son essai au titre significatif *Citoyen d'Europe. Comment le définir ?*¹⁰. D'autre part, un développement massif des activités de traduction¹¹. Et, surtout, comme le demande Olivier Abel, professeur de philosophie et d'éthique à la faculté de théologie protestante à Paris, il faut se demander

« comment développer ensemble l'envie de traduire, de translater nos existences d'une langue à l'autre, et le sentiment qu'il y a de l'intraductible et de la perte pour la traduction. Cette question est l'une des plus vitales pour l'Europe, et le monolinguisme serait une maladie mortelle¹² ».



¹⁰ Joseph Rovin, *Citoyen d'Europe. Comment le devenir ?*, Robert Lafont, Paris, 1992, 246 p.

¹¹ Voir les contributions rassemblées par Françoise Barret-Ducrocq, *Traduire l'Europe*, Payot, Paris, 1992, 265 p.

¹² Olivier Abel, *La Justification de l'Europe*, Labor et Fides, Genève, 102 p.

Résurrection de la « Constitution » européenne

Des traités jumeaux

Le Monde diplomatique, décembre 2007 p. 8

Bernard Cassen

À la suite des référendums français et néerlandais de 2005, le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) abandonne le vocabulaire constitutionnel qui caractérisait le traité constitutionnel européen (TCE), et qui avait pour but de « graver dans le marbre » les principes libéraux. En outre, symboliquement, la « concurrence libre et non faussée » disparaît des objectifs de l'Union. Toutefois, au-delà de ces modifications et de quelques autres, le TFUE a pour but de faire entériner la quasi-totalité du contenu du TCE.

Il en reprend notamment les dispositions institutionnelles : un président du Conseil européen élu par les membres de ce Conseil pour deux ans et demi, renouvelable une fois ; un haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité commune (appelé ministre des affaires étrangères dans le TCE), par ailleurs vice-président de la Commission ; à partir de 2014, un système de double majorité (55 % du nombre d'États représentant 65 % de la population de l'Union) pour les décisions relevant de la majorité qualifiée, et une minorité de blocage de quatre États, avec des clauses transitoires jusqu'en 2017 ; également, à partir de 2014, la réduction du nombre de commissaires aux deux tiers du nombre d'États, au lieu d'un par État actuellement ; un élargissement du nombre de domaines relevant de la codécision entre le Parlement européen et le Conseil ; l'élection du président de la Commission par le Parlement.

Comme dans le TCE, l'Union est dotée de la personnalité juridique. La Charte des droits fondamentaux (ancienne partie II du TCE) disparaît du corps du traité, mais c'est pour mieux réapparaître dans la déclaration 29, avec la même force contraignante. Encore faudrait-il relativiser ce dernier adjectif, puisque ce document est en retrait sur nombre de législations nationales et « ne crée aucune *compétence nouvelle pour l'Union* »...

Même tour de passe-passe avec la « concurrence libre et non faussée » que M. Sarkozy se flatte d'avoir fait rayer des objectifs de l'Union. Elle y revient pourtant par le biais du protocole 6, renvoyant à l'article 3 (qui porte précisément sur ces objectifs !) et qui stipule que « *le marché intérieur (...) comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée* ».

Autre « avancée », mise en avant par les partisans du TFUE : la possibilité pour l'Union européenne de légiférer sur les services publics, dits services

d'intérêt économique général (SIEG)¹. Son article 14 évoque effectivement la nécessité, pour l'Union et les États, d'assurer les conditions économiques et financières de l'accomplissement de leurs missions et, ce qui ne figurait pas dans le TCE, il ajoute que le Parlement européen et le Conseil en fixent les conditions. Mais, car il y a un « mais », ils restent, comme dans le TCE, soumis aux règles de la concurrence par les articles 86 et 87. Ce qui revient à nier leur raison d'être. Les éventuelles dérogations à cette subordination sont du ressort de la Commission, qui met en permanence en œuvre ses dogmes libéraux.

Personne ne s'y trompe : le TCE et le TFUE sont bien des clones. M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la Convention pour l'avenir de l'Europe, fort jaloux de son œuvre, étend volontiers sa reconnaissance en paternité d'un traité à l'autre : « *Les outils sont exactement les mêmes. Seul l'ordre a été changé dans la boîte à outils*². »

¹ Les services non économiques d'intérêt général, c'est-à-dire non payés directement par l'utilisateur (l'éducation par exemple), disposent cependant pour la première fois d'une base d'appui juridique permettant aux États de les fournir : le protocole 9, article 2. Mais ces services ne sont nulle part définis.

² *Le Monde*, 27 octobre 2007.

Europe. Le projet communautaire en question

Bernard Cassen

Le Monde diplomatique, décembre 2013,
rubrique « Les livres du mois »

Aujourd'hui, les ouvrages qui remettent en question la construction européenne sont plus nombreux que ceux qui la défendent. Rien d'étonnant : le coût social des plans d'austérité et du « sauvetage » des banques a discrédité le discours des tenants du « plus d'Europe ». Au point que la critique ne vient plus seulement de secteurs de la gauche radicale, de la droite dite « souverainiste » ou de l'extrême droite, chacun d'ailleurs avec ses visées propres : les eurosceptiques sont désormais rejoints par des personnalités favorables à une Europe unie, et certains ne font pas les choses à moitié...

C'est le cas de l'économiste Robert Salais, qui propose un livre au titre sans ambiguïté : ce *Viol d'Europe (Enquête sur la disparition d'une idée*, Paris, PUF, 2013) — le détournement d'une utopie progressiste — est selon lui l'acte fondateur du projet : « *S'il lance la création de la Communauté européenne, le marché commun signe aussi la disparition de l'idée d'Europe. Par la suite, plus la construction européenne approfondira la voie du marché et laissera de côté les peuples et l'impératif démocratique, plus — tout en invoquant l'idée d'Europe — elle installera les conditions rendant impossible sa réalisation.* » Salais préconise un tout autre modèle de développement, piloté par un dispositif institutionnel d'union des peuples, avec ce qu'il faut de fédéralisme pour gérer démocratiquement la tension existentielle entre les nations et l'Europe.

La Fin du rêve européen (Paris, Stock, 2013), de François Heisbourg, est le produit d'une révision déchirante : l'auteur, qui a voté « oui » aux deux référendums (sur le traité de Maastricht en 1992, sur le traité constitutionnel en 2005), milite pour des « réformes structurelles » de la protection sociale et du droit du travail. Il n'en recommande pas moins aujourd'hui l'abandon de l'euro — « *il faut savoir arrêter une monnaie pour sauver l'Union européenne* » — et un retour provisoire aux monnaies nationales, mais avec un nouveau système monétaire européen limitant les marges de fluctuation de leurs parités. Exercice qui permettrait selon lui de pratiquer la thérapie de choc libérale (même s'il n'emploie pas cet adjectif) qu'il appelle de ses vœux. Il s'étonne que les électors aient jusqu'ici fait preuve d'une « *patience d'ange* » : ladite thérapie pourrait bien y mettre fin...

L'étude de Jacques Sapir et Philippe Murer, avec la contribution de Cédric Durand, *Les scénarii de la dissolution de l'euro* (Fondation Res Publica, téléchargeable gratuitement) propose un mode d'emploi beaucoup plus détaillé de la sortie de la monnaie unique, sans concession cette fois aux

thèses libérales. Le retour au franc, accompagné d'une forte dévaluation et d'un contrôle des changes, n'aurait selon les auteurs aucune conséquence négative sur le pouvoir d'achat ; le poids de la dette diminuerait rapidement et les gains de croissance seraient spectaculaires. Quant au patrimoine des ménages, sa valeur, qui pourrait être affectée en fonction de sa composition, se reconstituerait à moyen terme. On attend de la plupart des journalistes économiques et des dirigeants politiques, si prompts à dénoncer la « catastrophe » que serait la sortie de l'euro, qu'ils se donnent la peine de lire cette étude et d'y répondre...

Une invitation qui vaut aussi pour certains segments de la gauche radicale, à laquelle Jean-Numa Ducange, Philippe Marlière et Louis Weber consacrent un livre promis à devenir une référence : *La gauche radicale en Europe* (Bellecombe-en-Bauge, Éditions du Croquant, 2013). C'est en effet la première fois qu'est dressé, pays par pays, un état des lieux aussi minutieux, de l'ensemble des composantes de ce courant à ses résultats électoraux. Les auteurs distinguent cette gauche radicale, qui a opté pour la voie parlementaire vers le socialisme, de l'extrême gauche, qui croit seulement aux luttes sociales, et évidemment de la social-démocratie, qui s'est coulée avec délectation dans le moule libéral.

Ce sont autant de situations nationales très différentes qui sont décrites, avec néanmoins comme éléments fédérateurs le Parti de la gauche européenne (PGE), le groupe parlementaire Gauche unitaire européenne – Gauche verte nordique (GUE - NGL) au Parlement européen et le réseau Transform !, une fondation politique affiliée au PGE. Une nébuleuse qui en est encore à se chercher des définitions programmatiques communes — notamment sur la question centrale de l'euro — et des formes d'organisation efficaces articulant niveau national et niveau européen.

Après le Brexit, la nécessité d'une pause

Bernard Cassen

Agora. Le Courrier. L'essentiel autrement
vendredi 22 juillet 2016

Parmi les multiples projets improvisés dans le sillage du Brexit, Bernard Cassen retient la nécessité d'une pause de deux ans « permettant aux peuples d'Europe de prendre la parole ».

Les résultats du référendum du 23 juin [2016] au Royaume-Uni ont des conséquences inattendues. D'un côté, les tenants du Brexit ne savent pas quoi faire de leur victoire et semblent de moins en moins enclins à la concrétiser par une demande de retrait de l'Union européenne (UE) en bonne et due forme, telle qu'elle est prévue dans l'article 50 du traité de Lisbonne. D'un autre côté, les dirigeants des États et des institutions de l'UE — qui s'étaient mobilisés derrière David Cameron pour le « Remain » — ne savent pas davantage quelle réponse apporter à la décision souveraine du peuple britannique et déploient une activité fébrile. Beaucoup d'entre eux semblent au moins avoir compris — « le coup de massue qui rend lucide », pour reprendre l'aphorisme chinois — que cette réponse ne pouvait pas se résumer à proclamer qu'il faut « plus d'Europe », c'est-à-dire, en clair, plus de l'Europe actuelle. D'où le foisonnement de projets improvisés dans l'urgence, dont celui d'une intégration accélérée du périmètre de la zone euro, et pas seulement en matière monétaire et budgétaire. Une telle fuite en avant reviendrait cependant à tenir pour quantité négligeable l'opinion des peuples qui, comme le prouvent toutes les enquêtes et la plupart des élections récentes, sont de plus en plus hostiles à cette Europe-là, même si c'est pour des raisons diverses.

Dans une contribution¹ publiée avant le référendum britannique, Hubert Védrine, ancien ministre [français] des Affaires étrangères, mettait en garde les gouvernements contre le risque sérieux d'une rupture entre, d'un côté, les citoyens de la plupart des États et, d'un autre côté, des « élites » qui non seulement ignorent leurs aspirations, mais les traitent par le mépris en les assimilant à du « populisme » ou du « nationalisme ». Et cela sans jamais s'interroger sur leurs propres responsabilités dans ce divorce.

Pour sortir de cette impasse, Hubert Védrine¹ propose ce qu'il appelle une « conférence refondatrice » de l'UE convoquée par l'Allemagne et la France. Elle devrait, selon lui, déboucher sur le retour à un fonctionnement fondé sur

¹ Hubert Védrine, « Gare au décrochage des peuples de l'Europe ! », Le Monde, 14 juin 2016. Ce texte est une version abrégée de celui disponible sur le site *lemonde.fr* et également publié le 13 juin 2016 par le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

le principe de subsidiarité, et redonnant donc aux États des marges de manœuvre dont ils ont été dépossédés par les institutions européennes. Ce qui impliquerait le démantèlement du « complexe juridico-bureaucratique » constitué par la Commission, le Parlement européen et la Cour de justice de l'UE. Le document issu de cette conférence serait ensuite soumis à référendum organisé le même jour dans chaque État ayant participé à son élaboration.

Cette méthode en deux temps, élaboration/ratification, n'a rien de spécialement d'original, pas plus que le rôle dominant conféré au « couple » franco-allemand. Ce qui, en revanche, sort des sentiers battus, c'est le préalable proposé par l'ancien ministre : une pause de deux ans sur toutes les décisions structurelles de l'UE, sauf celles concernant les flux de réfugiés et de migrants qui réclament des mesures immédiates. Pendant cette période, les citoyens auraient la possibilité de s'approprier le fonctionnement et les politiques de l'UE — ce qui est très loin d'être le cas actuellement —, d'en faire le bilan et de formuler des propositions répondant à leurs aspirations. Ce délai de deux ans est précisément celui prévu dans l'article 50 pour la conclusion des négociations entre l'UE et un État ayant décidé de s'en retirer...

On n'est pas tenu d'être d'accord avec le projet global exposé dans la contribution d'Hubert Védrine² — qui reste dans les clous de l'actuelle UE — pour en retenir le point clé qu'est la nécessité d'une pause permettant aux peuples d'Europe de prendre la parole. La création de ce nouvel espace de débats, que le Brexit rend de toute manière inévitable, n'a aucune raison particulière de passer par une initiative de Berlin et de Paris ; elle peut tout aussi bien résulter de la décision d'un ou plusieurs autres gouvernements et se donner un ordre du jour incluant la remise en cause des politiques européennes, voire la configuration même de l'UE. La pause devrait alors s'accompagner d'un moratoire sur toutes les mesures de libéralisation et déboucher sur une nouvelle conception de la construction européenne ne s'interdisant pas, entre autres propositions à mettre en débat, de substituer une monnaie commune à l'actuelle monnaie unique.

² C'est le cas en particulier pour son appel à des « réformes structurelles » en France en vue d'amadouer Angela Merkel afin qu'elle accepte une gestion « pragmatique » de l'euro par la Banque centrale européenne.

Quand l'Union européenne ne sait pas quoi faire de sa liberté

Bernard Cassen

Agora. Le Courrier. L'essentiel autrement
vendredi 11 août 2017

Depuis la création de l'OTAN, l'alignement systématique sur Washington a été le dénominateur commun des politiques étrangères des pays membres de l'UE. Un atlantisme remis en cause avec l'arrivée de Donald Trump sur la scène mondiale...

Jusqu'à l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, l'Union européenne (UE) se construisit de manière largement autonome — pour ne pas dire introvertie —, en faible interaction avec le contexte international extra-européen. Un peu comme si elle était seule au monde.

Certes, la mise en place de la Communauté économique européenne (CEE) en 1958, dans le prolongement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1952, était partie prenante de la logique géopolitique de la guerre froide entre l'URSS et le « camp occidental ». Et cela en parallèle avec la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1949 sous la houlette des États-Unis. Toutefois, et même si, vue de la Maison Blanche, l'inscription de la construction européenne dans un rapport de forces politico-militaire global était sa première raison d'être, ce n'est pas ainsi qu'elle était perçue par les opinions publiques du continent ou, plus exactement, par leurs élites politiques, économiques et administratives. Pour elles, la CEE — devenue UE — était un outil d'intégration économique dont la dynamique propre visait prioritairement à dépasser l'antagonisme franco-allemand.

Les rôles étaient ainsi distribués : à l'UE la construction d'un marché commun (c'est d'ailleurs sous cette appellation que l'on désignait la CEE dans les années 1960) ; à l'OTAN, donc aux États-Unis, la mise sous tutelle stratégique de l'Europe en échange de la protection offerte — en principe — par le parapluie nucléaire américain. Sauf en France — et encore seulement sous la présidence du général de Gaulle (1958-1969) qui, en 1966, se retira du commandement intégré de l'OTAN —, l'atlantisme, c'est-à-dire l'alignement systématique sur Washington, fut le dénominateur commun des politiques étrangères des pays membres de l'UE.

Et soudain Donald Trump fit irruption sur la scène mondiale, un peu à la manière d'un éléphant dans un magasin de porcelaine. Pour s'en tenir aux seules questions européennes, il tourna d'emblée l'UE en dérision, fustigea la politique commerciale de l'Allemagne, fit l'éloge du protectionnisme, applaudit le Brexit, décréta que l'OTAN était obsolète, etc. On objectera que,

sur tous ces thèmes, il fit ensuite des déclarations exactement en sens contraire. Au point que nul, y compris ses ministres, ne peut anticiper la ligne des prochains mois sur les principaux dossiers. Ces coups de boutoir ont davantage bousculé l'UE que tout autre événement extérieur de ces dernières décennies, y compris la chute du mur de Berlin. Exprimant un sentiment largement partagé par ses partenaires, Angela Merkel, d'ordinaire très attachée au sacro-saint lien transatlantique, a déclaré que les Européens devraient désormais compter sur leurs propres forces dans la politique mondiale, ou, pour dire les choses plus clairement, s'affranchir du bon vouloir des États-Unis. C'est une situation inédite et déstabilisante pour des gouvernements européens adeptes de la servitude volontaire. La question est de savoir ce qu'ils feront de cette liberté qu'ils n'avaient pas réclamée...

Pour l'instant, face aux velléités isolationnistes de Washington, aucune réponse unanime ne se dégage dans les instances européennes. Faut-il continuer à miser sur une UE à vingt-sept après le Brexit, s'il se confirme ? Ou bien sur une consolidation de la seule zone euro ? Ou sur un directoire franco-allemand de fait ? Et pour mener quelle politique étrangère européenne, notamment en direction de la Russie ? Quant aux politiques communautaires, il ne faut pas oublier que celles actuellement conduites en matière économique, à savoir celles de l'austérité, du libre-échange et de la régression sociale comme horizon indépassable, sont de plus en plus rejetées par les citoyens. Cela fait beaucoup d'interrogations à un moment où l'histoire semble s'accélérer...

Après la « fin de l'histoire », la « démocratie illibérale »

Bernard Cassen

Agora. Le Courrier. L'essentiel autrement
lundi 21 mai 2018

L'Europe ne fait plus rêver. Pour déjouer l'accroissement des succès populistes, l'Union européenne n'a qu'une alternative néolibérale à proposer, « dans laquelle les libertés démocratiques ne débouchent pas sur des avancées progressistes », relève Bernard Cassen.

La puissance des think tanks américains peut se mesurer à leur capacité de production des idées qui structureront le débat public international, ainsi que de la promotion des personnages qui les incarneront. L'un des cas les plus emblématiques est sans doute celui de Francis Fukuyama, universitaire lié au Département d'État et à la Rand Corporation, qui, en 1992, publia un livre intitulé *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, traduit dans des dizaines de langues. Sa thèse centrale est bien connue : la chute du mur de Berlin et du communisme entraîne la disparition de la guerre froide et des idéologies, ainsi que l'avènement de la démocratie libérale de marché devenue le point d'arrivée de l'histoire universelle. Après la défaite par KO de la parenthèse soviétique, une façon de présenter le capitalisme comme l'état naturel (et souhaitable) des sociétés.

Avec le traité de Rome (1957), la construction européenne avait devancé Fukuyama en se dotant d'institutions et de politiques correspondant parfaitement aux prédictions de son livre. C'est ainsi que, à la fin de 1992, le traité de Maastricht était ratifié et le marché unique était en place. La réunification de l'Allemagne, l'incorporation à l'Union européenne (UE), en 2004, des anciennes « démocraties populaires » d'Europe centrale et orientale (sauf la Bulgarie et la Roumanie qui attendront 2007), ainsi que celle des pays Baltes ont contribué de manière décisive à faire basculer cette dizaine d'États dans l'ère de la « fin de l'histoire ». Mais il a fallu pour cela qu'ils satisfassent à des critères stricts, dits « de Copenhague », pour être acceptés comme nouveaux membres.

C'est en 1993 que le Conseil européen (les gouvernements) réuni dans la capitale danoise a défini ces critères qui ont été renforcés à Madrid en 1995. Sans surprise, il est exigé que les États candidats fonctionnent dans le cadre d'une économie de marché ; qu'ils soient capables de transposer dans leur législation nationale les quelque 100 000 pages de l'« acquis communautaire » (traités, politiques, règles, normes, etc.) ; qu'ils souscrivent aux objectifs de l'Union économique et monétaire (l'euro). Mais le premier critère est politique :

les institutions nationales doivent garantir la démocratie, l'état de droit et le respect des minorités. Or ce qui, dans ces domaines, paraissait définitivement acquis après les élargissements de 2004 et 2007 est aujourd'hui ouvertement remis en cause dans plusieurs États membres de l'UE.

Les ambiguïtés de la « souveraineté européenne »

Bernard Cassen

Agora. Le Courrier. L'essentiel autrement
vendredi 5 juillet 2019

Donald Trump a remis en question les bases des relations entre les États-Unis et le reste du monde. Du côté européen, l'idée d'une « souveraineté européenne » a été mise sur la table. Mais cette démarche d'émancipation pourrait, selon Bernard Cassen, cacher l'aggravation de l'emprise néolibérale sur la construction européenne. Analyse.

Jusqu'à ces derniers temps, le concept de « souveraineté européenne » ne faisait pas partie du lexique officiel de l'Union européenne (UE). Il se heurtait en effet implicitement aux deux principaux piliers idéologiques de la construction communautaire : l'atlantisme et le libre-échangeisme. L'allégeance aux États-Unis était une seconde nature pour la quasi-totalité des dirigeants politiques européens, et leur premier geste en accédant au pouvoir était de se précipiter à Washington pour recevoir l'onction de la Maison Blanche. L'Otan était le cadre institutionnel de ce placement sous tutelle. Toute remise en cause de ce cadre exposait son auteur à la gravissime accusation d'« anti-américanisme ». Même l'aspiration à une « Europe européenne », formulée par le général de Gaulle, était hautement suspecte.

De leur côté, les dogmes du libre-échange et de la concurrence — gravés dans le marbre des traités européens — étaient une autre forme de dépossession que les gouvernements avaient librement acceptée, très souvent malgré l'opposition de leurs citoyens. Cette fois, il ne s'agissait plus seulement pour eux de renoncer à une politique étrangère et de défense autonome, mais également de se priver des instruments de l'action publique en matière économique, monétaire et commerciale. Dans cette configuration, ce n'étaient plus les parlementaires élus au suffrage universel qui faisaient la loi, mais les multinationales et les marchés financiers.

Dès son élection, et certes de manière erratique et brouillonne, Donald Trump a brutalement remis en question ces fondements des relations entre les États-Unis et le reste du monde, et en premier lieu avec l'Europe. Ainsi, au nom de « L'Amérique d'abord », et sans s'embarrasser des cris d'orfraie des libre-échangistes, il a brandi le « gros bâton » protectionniste pour rééquilibrer les échanges commerciaux avec, entre autres, la Chine. Il a par ailleurs tourné l'Otan en dérision, au point que plus aucun gouvernement européen n'a la certitude que cette organisation, dirigée par un général américain, viendrait à son aide en cas d'agression.

Donald Trump a ainsi fait table rase de toutes les contraintes — traités, accords, engagements financiers et autres — qui pourraient limiter sa liberté d'action, et il se comporte ouvertement comme le chef d'un État-voyou. L'UE est-elle capable de refuser ce chantage, devenu permanent, et de promouvoir le multilatéralisme comme norme des relations internationales ? Certains objecteront qu'elle ne fait pas jeu égal avec les États-Unis. C'est vrai en matière militaire et financière, mais pas en matière économique et commerciale. La décision d'engager un bras de fer avec Washington est donc uniquement politique et elle représenterait une révision déchirante pour des dirigeants qui, depuis la fin du deuxième conflit mondial, ont intériorisé leur propre servitude volontaire.

En lançant en 2017 l'idée d'une « souveraineté européenne »¹, Emmanuel Macron s'est inscrit dans un débat dont il espère tirer doublement bénéfice. D'un côté, et sans grands risques de *tweets* rageurs de la Maison Blanche, il capitalise le rejet massif de Donald Trump dans les opinions publiques. D'un autre côté, il utilise ce rejet pour légitimer un concept sans que l'on sache exactement ce qu'il recouvre. En particulier, il n'est pas loquace sur le périmètre des souverainetés réellement existantes — celles des nations et des peuples — ni, à l'inverse, sur celui d'une souveraineté européenne sans peuple européen. Tout porte à croire que cette dernière option est celle qu'il a choisie.

C'est ainsi qu'une démarche visant à émanciper l'Europe peut en cacher une autre : l'aggravation de l'emprise néolibérale sur la construction européenne.

Une « Europe puissance » en panne de dessein

Bernard Cassen

Agora. Le Courrier. L'essentiel autrement
mardi 5 novembre 2019

L'Europe manque de réflexion stratégique, selon Bernard Cassen. Une lutte frontale contre le réchauffement climatique et la destruction de la biodiversité constituerait pourtant une « belle occasion de retrouver un minimum de crédit ».

À Bruxelles, et pendant sept décennies, certains mots ont été bannis du lexique des fonctionnaires des institutions de l'Union européenne (UE). Les utiliser — sauf si c'était pour les vilipender — était aussi inconvenant que d'arriver dans un cocktail vêtu d'un smoking blanc maculé de taches de graisse. Parmi ces mots, il en est un qui vient de faire un spectaculaire retour en grâce chez une partie du personnel politique, c'est celui de souveraineté. Mais pas de n'importe quelle souveraineté, seulement si elle est européenne... Ce qui conduit à remettre en cause les espaces de souveraineté nationale qui subsistent encore dans l'UE.

Il ne faut pas oublier que la politique monétaire (avec l'euro), la politique budgétaire, la politique commerciale et la politique de la concurrence échappent presque totalement au contrôle des gouvernements et des citoyens des États membres de l'UE. Avec ses plaidoyers récents en faveur de la « souveraineté européenne », Emmanuel Macron entend élargir aux domaines régaliens (diplomatie, défense) le périmètre de ce fédéralisme économique et financier déjà très avancé, mais qui ne dit pas son nom. Il a trouvé une alliée en la personne de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui prendra ses fonctions le 1^{er} décembre. Ancienne ministre allemande de la Défense, elle a avancé un concept qui ne fait pas — et de loin — l'unanimité à Berlin, celui d'un exécutif européen « géopolitique ».

Jamais, jusqu'à ce jour, les institutions et les gouvernements européens n'avaient raisonné publiquement en termes de géopolitique mondiale, donc avec les attributs de la souveraineté. Les deux axes traditionnels de l'action extérieure de l'UE étaient l'atlantisme — l'alignement sur Washington et le statut de bon élève de l'OTAN — et le libre-échangeisme, outil de dumping social dans les pays industrialisés et de mise sous tutelle des pays pauvres. Au nom de « l'Amérique d'abord », Donald Trump a brutalement tiré un trait sur ces principes et laissé orphelins les dirigeants européens qui regrettent le confort de la servitude volontaire.

C'est ce vide de la réflexion stratégique qu'Emmanuel Macron veut combler en développant l'idée d'une « Europe puissance » dont la présidente

de la Commission rappelle l'envergure : « Nous sommes une puissance de 500 millions de personnes, la deuxième plus grande économie du monde. Nous devons être conscients de cette force. » La question est de savoir quelles sont les politiques que cette force permettrait de mener, et quel niveau de confrontation avec les États-Unis l'UE serait prête à accepter.

Par exemple, sur les dossiers ultrasensibles des relations avec la Russie et l'Iran, les signaux sont contradictoires : d'un côté, Emmanuel Macron affirme que « l'Europe disparaîtra » si elle échoue à réincorporer Moscou dans le grand jeu européen ; d'un autre côté, tout en invitant en août dernier le ministre des Affaires étrangères iranien au G7 de Biarritz et en protestant contre le retrait des forces américaines de Syrie – véritable trahison qui laisse le champ libre à l'armée turque contre les Kurdes syriens –, il entretient l'illusion que Donald Trump pourrait revenir sur la sortie des États-Unis de deux accords historiques dont la France est signataire : celui de Paris sur le changement climatique et celui de Vienne sur le nucléaire iranien. Dans les deux cas, la prise de distance avec Washington a ses limites... Et ce n'est pas la déclaration du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, selon qui « il va falloir réfléchir à la relation transatlantique » qui impressionnera le président américain...

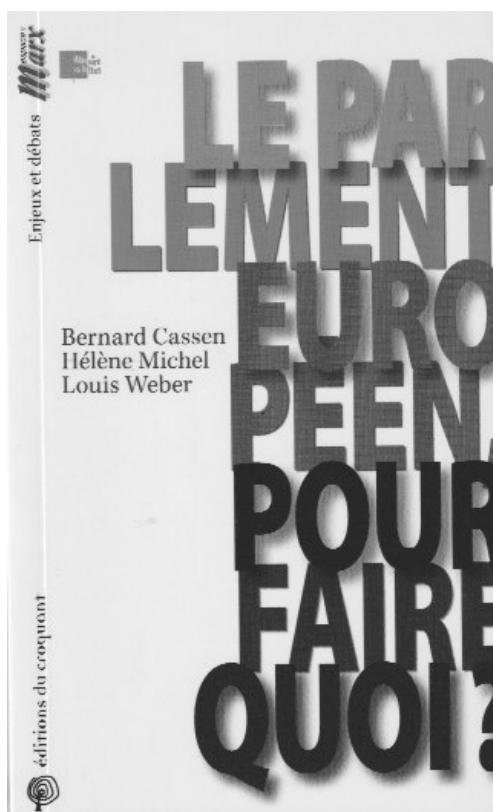
En fait, il manque un grand dessein à une Europe puissance. Il est navrant que le futur haut représentant pour la politique extérieure et la sécurité de l'UE, l'Espagnol Josep Borrell, raisonne prioritairement en termes de renforcement des capacités militaires de l'Union. Il faut, selon lui, « apprendre à utiliser le langage de la force », mais il n'en tire pas les conséquences sur les rapports avec l'OTAN. C'est pourtant cette organisation qui constitue aujourd'hui le principal obstacle à une affirmation de la souveraineté européenne.

L'UE aurait une belle occasion de retrouver un minimum de crédit si elle s'attaquait frontalement aux questions qui surplombent toutes les autres : les périls mortels du réchauffement climatique et de la destruction de la biodiversité, amplement documentés dans les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). On objectera à juste titre que les politiques néolibérales dont l'UE s'est faite le vecteur au niveau planétaire, notamment via les accords de libre-échange, sont contradictoires avec les mesures qu'imposerait l'urgence écologique. Mais au fur et à mesure que se développera, surtout chez les jeunes, une claire conscience de la « finitude » des ressources de la planète, le « capitalisme vert » apparaîtra pour ce qu'il est : une mystification. C'est pourquoi toutes les luttes écologiques, y compris celles menées dans des cadres idéologiques, politiques ou institutionnels hostiles, ne doivent pas faire l'objet d'un « tri sélectif ». Les chercheurs du GIEC mettent en garde contre le franchissement de seuils d'irréversibilité dans de nombreux domaines de la vie sur Terre. Et le temps politique prend chaque jour davantage de retard sur le temps climatique...

Dans le texte qui suit, publié en 2020 sur le site de *Mémoires des luttes*, qui a presque valeur de testament — car sa santé va peu à peu décliner, Bernard y fait l’apologie du « dialogue » au sens premier du terme.

Wikipédia donne une définition qui me paraît aller dans le sens que peut donner Bernard à ce terme : « un examen croisé de différentes paroles, qui toutes engagent leur auteur. Un dialogue réussi produit un diagnostic intégrant tous les arguments des participants et une conclusion dans laquelle ils se retrouvent tous. »

Donc pas des rencontres entre une pléthore de participants car, comme le dit Bernard : « Plus ils sont nombreux et moins ils ont le temps de se connaître et d’échanger entre eux ». Ce qui aboutit à un dialogue de sourds, c’est-à-dire à l’imposition de la parole des plus forts, laissant les autres désabusés, et frustrés, ce qui conduit à la désaffection des peuples et des institutions.



Bernard Cassen
Hélène Michel
Louis Weber

*Le Parlement européen, pour faire
quoi ?*

Coll. « Enjeux et débats d'Espaces
Marx »

Éditions du Croquant
2014

Faire l'Europe en partant du bas

Bernard Cassen

Mémoire des luttes, mardi 22 septembre 2020

S'il est un mot qui autorise les détournements, c'est bien « Europe ». Ce terme est utilisé dans deux principales catégories de récits. Dans la première, comme c'est le cas pour d'autres régions du monde, il renvoie à l'histoire et à la culture de pays qui s'inscrivent dans un même espace physique — en l'occurrence l'Europe des manuels de géographie. La seconde catégorie est celle de la production à flux tendu d'actes législatifs par une entité juridique, l'Union européenne (UE), que Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995, avait qualifiée d'« objet politique non identifié ».

On retrouve cette dualité dans la représentation institutionnelle de l'« objet » en question. D'un côté, le Conseil de l'Europe (CE) créé en 1949, et qui regroupe actuellement 47 États ; de l'autre côté, l'Union européenne dont les 27 membres font également partie du CE. Parmi les 20 États membres du CE mais non membres de l'UE figurent la Russie et la Turquie. Avec des moyens modestes, le CE intervient essentiellement en matière d'éducation, de culture, d'environnement et de droits de l'homme (il a institué en 1959 la Cour européenne des droits de l'homme). L'UE, elle, dispose de budgets considérables pour mener ses politiques avec comme outil la « concurrence libre et non faussée ».

Malgré les différences de nature entre les deux institutions, nombreux sont les médias et les dirigeants qui cèdent à la facilité de réduire l'Europe à l'UE. Ce faisant, ils empêchent tout véritable débat de fond sur les voies et les moyens de promouvoir une forme ou une autre d'unité du Vieux Continent dont personne ne conteste la nécessité, ne serait-ce que pour préserver le multilatéralisme à l'échelle mondiale.

Toute avancée dans ce domaine repose sur la construction d'un espace public européen. Ici encore, deux approches sont possibles. Celle qui prévaut depuis des décennies est une intégration impulsée du sommet vers la base qui, *via* les institutions européennes non soumises à un contrôle démocratique (Commission, Cour de justice de l'UE, Banque centrale européenne, Eurogroupe) dépossède les États de leurs prérogatives, certes avec leur assentiment, et « fabrique » des consommateurs et des clients, et non pas des citoyens.

Un indicateur symbolique de cette approche est la place croissante de l'anglais, devenu langue hégémonique de fait sinon de droit de l'appareil communautaire, alors que le Royaume-Uni est sur le point de sortir de l'UE. Ce n'est pas sur la base de rapports de force et d'imposition de hiérarchies que peut se construire un espace public. Alors sur quelles méthodes fonder

une intégration partant du bas ? La réponse à cette question pourra surprendre : paradoxalement, c'est par la multiplication et le renforcement des relations bilatérales entre sociétés.

Prenons un exemple. On qualifie volontiers d'« européennes » des rencontres auxquelles participent effectivement des intervenants de différents pays d'Europe. Plus ils sont nombreux et moins ils ont le temps de se connaître et d'échanger entre eux. En revanche, une rencontre entre intervenants de seulement deux pays permet des dialogues approfondis susceptibles de déboucher sur des rapports pérennes. Pour ces dialogues, il faudra seulement mobiliser un traducteur de chaque langue.

On objectera que, avec 27 États membres de l'UE, 702 combinaisons bilatérales sont possibles. Mais, dans nombre de cas, il s'agirait seulement de réorienter des activités déjà programmées, notamment dans le cadre de jumelages dont le contenu pourrait être considérablement enrichi. En somme, de montrer qu'une rencontre entre, par exemple, des Finlandais et des Portugais est une initiative à 100% européenne...

VII. BERNARD CASSEN ET L'AMÉRIQUE LATINE

Préambule

Bernard Cassen, un aficionado de l'Amérique latine

Mireille Azzoug

Dans le « Grand entretien » réalisé par Antony Burlaud avec Bernard Cassen, publié dans *Savoir / Agir*¹, Bernard explique qu'il a fait son premier voyage en Amérique latine en 1971, un périple de deux mois dans une dizaine de pays, en tant que président de l'association Interéchanges internationaux.

Il explique que son rapport à l'Amérique latine s'est construit largement à travers le prisme de problématiques politiques françaises.

« Exclue du pouvoir à Paris depuis la création de la V^e République, la gauche du Programme commun avait reporté ses espoirs sur la victoire dans les urnes de Salvador Allende et de l'Unité populaire au Chili. Le 11 septembre 1973, le coup d'État du général Pinochet la plongeait dans un véritable deuil qui se prolongea pendant plus d'une décennie avec les dictatures militaires en Argentine et en Uruguay. Il a fallu attendre les années 2000 pour que la gauche latino-américaine redevienne porteuse d'espoir avec, comme figures emblématiques, Lula au Brésil, Evo Morales en Bolivie, le sous-commandant Marcos au Mexique, Rafael Correa en Équateur, Hugo Chavez au Venezuela et Fidel Castro comme référence commune. J'ai eu le privilège de les rencontrer et je ne m'étonne pas que les États-Unis aient voulu leur peau, notamment en ce qui concerne ces deux visionnaires hors du commun qu'ont été Fidel et Chavez.

Comme avec Salvador Allende et l'Unité populaire, le débat politique français a largement puisé dans le répertoire des expériences latino-américaines. À droite, où les mots « Venezuela » ou « Chavez » ont été érigés en épouvantails, mais aussi dans une partie de la gauche qui a fait de même et rendu les armes. Dans leur grande majorité, et parfois sans craindre les *fake news*, les médias ont relayé les campagnes de déstabilisation concoctées à Washington contre les gouvernements progressistes du sous-continent. Dans la période récente, ils ont adapté leur vocabulaire au contexte français en faisant un large usage du qualificatif fourre-tout – et infamant à leurs yeux – de “populisme”.

¹ *Savoir / Agir*, en ligne sur :

<https://shs.cairn.info/revue-savoir-agir-2020-4-page-95?lang=fr>

J'ajouterai, pour finir d'expliquer mon « tropisme » latino-américain, un autre facteur, l'Espagne : je vivais les victoires remportées par les gauches latino-américaines, même transitoires, comme autant de revanches rétrospectives sur la dictature franquiste. »

Les liens de Paris 8 avec l'Amérique latine

Bien qu'angliciste à l'origine, l'intérêt de Bernard Cassen ne se limite pas aux seuls pays anglophones. Il s'intéresse aussi à l'Europe, aux autres continents, mais avait une passion particulière pour l'Amérique latine, comme il l'explique à Antony Burlaud dans l'entretien qu'il a eu avec lui pour *Savoir/Agir*, dont un extrait est reproduit en tête de ce chapitre

Parlant déjà l'espagnol, dès l'ouverture de Paris 8, Bernard Cassen était allé apprendre le portugais au département d'études lusophones, car évidemment, parmi les pays d'Amérique latine, il avait déjà un fort intérêt pour le Brésil, le plus grand pays du continent sud-américain qui compte plus de 200 millions d'habitants. En 2017, il était devenu la huitième puissance économique mondiale, membre du Mercosur, du G20 et des BRICS et la 20^e puissance militaire mondiale. Donc pays riche mais où les inégalités sociales comptent parmi les plus élevées du continent sud-américain.

L'arrivée au pouvoir d'un président de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva, le 1^{er} janvier 2003 à la tête de la république fédérative du Brésil va bien évidemment intéresser tout particulièrement Bernard Cassen, qui va suivre de près la politique progressiste que mène le chef du Parti des travailleurs, que cet ancien ouvrier métallurgiste a contribué à fonder.

Avec presque tous les pays du sous-continent, Bernard a développé des liens et des coopérations, non seulement universitaires mais aussi politiques et militants : la liste de ses articles consacrés à des pays latino-américains — et ils sont nombreux (qu'on trouvera dans sa bibliographie, p.79 et 303) témoigne non seulement de son intérêt constant pour ces pays mais aussi de la connaissance approfondie de leurs institutions, des régimes politiques qui s'y sont succédé, de leur situation économique et sociale et des différentes luttes politiques qui les ont traversés et les traversent et du combat permanent des forces politiques progressistes, voire révolutionnaires, contre la tutelle des États-Unis.

L'université de Vincennes, dont B. Cassen dit qu'elle est une université-monde, a accueilli et accueille toujours de nombreux étudiant.e.s et enseignant.e.s, ainsi que des intellectuels, souvent prestigieux, venant de divers continents, dont l'Amérique latine, souvent contraints à l'exil par l'arrivée au pouvoir de dictatures civiles ou militaires, contre lesquelles une partie d'entre eux ont mené un combat militant. Paris 8 est l'université

qui en a accueilli le plus grand nombre, dans son corps enseignant ou administratif, et parmi ses étudiant.e.s aussi, comme le rappelle Bernard Cassen dans l'article qui suit.

Bernard a fait partie, après le coup d'État du général Pinochet au Chili le 11 septembre 1973 — qui renversa le gouvernement d'Unité populaire du président Allende — de la délégation du SNESup qui était allée soutenir et protéger les intellectuels, notamment les enseignant.e.s, et les militant.e.s réfugiés dans l'ambassade de France à Santiago du Chili. La répression s'abattit non seulement sur les membres du gouvernement mais aussi sur tous ceux et toutes celles qui militaient pour la démocratie, qui pour certain.e.s étaient des réfugié.e.s d'autres pays latino-américains qui en avaient fui les dictatures de leur propre pays. Lorsqu'ils.elles purent quitter le pays, un certain nombre d'entre eux.elles furent accueilli.e.s comme enseignant.e.s ou personnels administratifs dans les universités françaises, et notamment à Paris 8, qui permit aussi à de nombreux étudiant.e.s de poursuivre leurs études.

Autre aspect qui intéressait aussi Bernard, ce sont les rapports et les luttes menées par les pays de ce sous-continent contre l'hégémonie constante de la superpuissance américaine dont celui-ci constitue, selon les termes mêmes de Bernard, la « chasse gardée ».

Nouvelles alarmes en Amérique latine
Entre les « droits de l'homme » et les « droits des États-Unis »

Bernard Cassen

Le Monde diplomatique, janvier 1981, p. 3

C'est en Amérique latine que l'élection de M. Ronald Reagan a provoqué les réactions les plus vivement contrastées. D'une manière générale, les milieux démocratiques ou progressistes se sentent sur la défensive : « Un coup dur pour l'ensemble de l'Amérique latine », déclare, par exemple, Mme Hortensia Bussi de Allende, veuve du président assassiné, cependant que les dictateurs militaires bombent le torse.

De ce fait, certaines déclarations des collaborateurs immédiats du futur président républicain ne sont pas de nature à atténuer cette polarisation. Ainsi, M. Richard Allen donnait le ton lorsqu'il affirmait au lendemain de la victoire :

« L'administration Reagan va agir rapidement pour faire disparaître l'impression selon laquelle il n'y a plus rien à faire en Amérique centrale, et particulièrement au Nicaragua, à El Salvador et au Guatemala, face aux maraudeurs de Fidel Castro, dirigés, armés et financés par l'Union soviétique. »

Au-delà des proclamations à chaud, chacun se demande en Amérique latine et dans les Caraïbes s'il y aura vraiment une rupture totale ou une certaine continuité avec la politique Carter. Chacun s'interroge également sur la marge de manœuvre réelle dont disposera le président Reagan, dans un sous-continent où la militarisation est déjà en marche, où il faut désormais compter avec des puissances régionales et où des influences extérieures viendront inévitablement perturber toute tentative des États-Unis reposant sur le principe de la chasse gardée.

Raisonnement en termes d'échéances électorales est une solution de facilité et un facteur de confusion, car l'évolution d'une politique ne se laisse pas découper en périodes équivalant à la durée d'un mandat présidentiel. Cela est particulièrement vrai pour l'Amérique latine où la future politique de M. Carter pointait déjà dans la dernière période Kissinger et où, pareillement, la future politique prêtée à M. Reagan percevait déjà sous M. Carter. Sortant de sa panoplie l'arme des « droits de l'homme » lorsqu'elle paraissait opérationnelle et sans danger pour les intérêts des États-Unis¹. M. Carter avait d'abord tenté de stabiliser l'Amérique latine au centre. C'est ainsi qu'au début de son mandat les dictatures militaires personnelles ou dynastiques, dont le principal défaut est de n'apporter

¹ Cf. Cao Huy Thuan, « Droits de l'homme et réalisme », *Le Monde diplomatique*, novembre 1980.

aucune garantie de « reproductibilité » institutionnelle, avaient perdu le soutien automatique de Washington. On peut aussi mettre à l'actif de M. Carter l'appui au retour à un régime représentatif en République Dominicaine, au Pérou et en Équateur.

Éviter un « nouveau Nicaragua »

Les événements du Nicaragua vont cependant marquer un tournant stratégique dans la démarche américaine : faute d'avoir obtenu le départ de Somoza lorsque la possibilité, au moins théorique, d'un « centre », garanti par le maintien d'une fraction substantielle de la Garde nationale existait encore — en 1978, avec le FAO (Front élargi d'opposition), — M. Carter a perdu le contrôle de la situation, assistant impuissant au triomphe militaire total de la révolution sandiniste². La leçon sera vite assimilée pour El Salvador. Il faut à tout prix éviter un « nouveau Nicaragua ». À tout prix, y compris celui d'un engagement total aux côtés d'un régime qui, malgré la désignation récente d'un « président civil », membre éminent de la démocratie chrétienne, M. José Napoleon Duarte, ne peut cacher son caractère de dictature militaire ultra-répressive. Un document critique largement diffusé dans les milieux politiques et diplomatiques de Washington³, et dont les auteurs — anonymes — affirment appartenir au département d'État, à la CIA., au Conseil national de sécurité, etc., affirme, à juste titre : « Si le président Reagan décidait d'utiliser la force militaire à El Salvador, les historiens pourraient montrer que le cadre de cette action avait été préparé pendant la dernière année de l'administration Carter. »

À El Salvador et au Guatemala, en effet, faute de certitudes quant à des sorties de crise débouchant sur des régimes « amis » par exemple, les États-Unis ont misé sur les forces armées locales, en tentant de promouvoir en leur sein, mais sans succès, les éléments les moins « durs » (voir l'éviction du colonel Majano à San-Salvador) et en s'efforçant également d'injecter dans leur politique une dose minimale de « réformisme » (nationalisation des banques et réforme agraire à El Salvador) qui se solde par un fiasco tout aussi complet. La conjoncture électorale américaine ne se prêtait d'ailleurs guère à une approche nuancée de ces questions, le candidat Reagan étant à l'affût de tout nouvel « abandon », après avoir dénoncé le traité sur le canal de Panama et déploré le départ et, plus tard, l'exécution de Somoza.

Le nouveau président ne dispose pas d'une « doctrine » comme celle, à géométrie variable, certes, de M. Carter sur les droits de l'homme, qui avait au moins pour avantage de neutraliser certaines hostilités traditionnelles à la politique américaine et de lui redonner une légitimité « morale ». M. Reagan et son entourage ne connaissent que les droits des

² Ndlr. La révolution populaire sandiniste, qui dans les années 1960-1970 développe l'opposition à la dictature de Somoza, dont la campagne menée par le front sandiniste de libération nationale aboutit à la chute de celle-ci en 1979.

³ *Dissent paper on El Salvador and Central America*, DOS 11/6/80, Re : DM-ESCA 80-3.

États-Unis. Les mouvements ou gouvernements latino-américains seront jugés strictement sur leur attitude immédiate à l'égard de Washington. Pour Mme Jeane J. Kirkpatrick, ancienne professeure à l'université de Georgetown et choisie par M. Reagan pour représenter les États-Unis à l'ONU, les paroles compteront autant que les actes. Plus question de tolérer le discours anti-impérialiste des sandinistes. Plus question non plus de rechercher des solutions d'équilibre à moyen terme dans le sous-continent. Face à M. Cheek, sous-secrétaire d'État adjoint pour les affaires interaméricaines de M. Carter, accusé par Mme Kirkpatrick d'avoir financé l'installation d'un régime marxiste totalitaire à Managua, et qui argumente avec bon sens :

« Ce que nous avons essayé de faire, c'est de financer la survie de la démocratie politique et de la libre entreprise. Cela aurait été très simple pour nous si, comme à Cuba, tout le secteur privé et les partis démocratiques du Nicaragua avaient pris le bateau ou l'avion pour Miami. Ils ne l'ont pas fait, ils sont restés »,

la collaboratrice du nouveau président proclame son refus de se plier à un quelconque déterminisme historique :

« Je ne pense pas que la victoire des sandinistes était inévitable ni que les “troubles” à El Salvador sont inévitables. Pourraient-ils cesser ? Bien sûr que oui. Ils pourraient être vaincus. Ils pourraient disparaître. Ceux qui les fomentent pourraient abandonner la partie. »⁴

Mme Kirkpatrick prévoit que les États-Unis s'engageront à fond aux côtés de leurs « amis », même les moins regardants pour ce qui est des droits de l'homme :

« Si nous nous trouvons devant l'alternative : aider un gouvernement autocratique modérément répressif mais qui est l'ami des États-Unis ou le laisser renverser par une guérilla entraînée, armée et appuyée par les Cubains, nous aiderons l'autocratie modérée. »⁵

De telles certitudes intellectuelles, à l'appui d'une stratégie impériale⁶ de l'« Amérique seule », ne sont guère de nature à gagner à la politique américaine de nouveaux alliés en Amérique latine. Elles risquent même – quoi qu'ils en aient – d'obliger les partenaires privilégiés de M. Carter (les dirigeants du Mexique, du Costa-Rica, des pays du Pacte andin notamment) à se démarquer nettement des États-Unis pour complaire à leur opinion publique. Certains théoriciens de l'extrême gauche latino-américaine spéculent d'ailleurs déjà sur un phénomène de rejet que ne manquera pas d'engendrer la politique de M. Reagan, permettant ainsi d'isoler totalement, dans leur pays et dans l'hémisphère, les dirigeants qui

⁴ Interview au *New York Times*, 7 décembre 1980.

⁵ *Ibid.*

⁶ Cf. Diana Johnstone « Une nouvelle stratégie impériale » *Le Monde diplomatique*, décembre 1980.

oseraient encore se réclamer de Washington, alors que la politique Carter avait précisément permis d'éviter une telle radicalisation.

Le dossier le plus brûlant qu'affrontera M. Reagan est bien entendu celui d'El Salvador, où la détérioration de la situation risque même de provoquer une crise majeure avant la fin du mandat de l'actuel président. Le prochain président pourrait bien se trouver devant le dilemme évoqué par Mme Kirkpatrick : intervention militaire directe des États-Unis pour sauver un régime en perdition, ou reconnaissance du Front démocratique révolutionnaire (FDR) et de la Direction révolutionnaire unifiée (DRU), instance suprême de la lutte armée, comme interlocuteurs valables pour une négociation d'ensemble. La première solution risque d'embraser toute l'Amérique centrale. Elle conduirait à mettre dans une situation intenable dans leur pays les quelques gouvernements démocratiques latino-américains soutenant, non sans de graves difficultés intérieures, la junte salvadorienne (Costa-Rica, Venezuela). Elle ne peut que provoquer de vives réactions dans l'opinion publique américaine, où la hiérarchie catholique, avant même l'assassinat de quatre religieuses, avait pris publiquement position contre l'aide à la junte militaire salvadorienne. Elle susciterait en Europe, et dans le reste du monde, une vive condamnation.

Lors de son quinzième congrès, tenu à Madrid en novembre 1980, l'Internationale socialiste (I. S.) a renforcé sa dénonciation, déjà exprimée à Saint-Domingue en avril de la même année, de l'appui militaire et politique des États-Unis à la junte de San-Salvador, et ce malgré des interventions pressantes des diplomates et d'émissaires officiels américains auprès des partis socialistes et social-démocrate européens. La résolution finale va nettement plus loin que les textes habituels de ce type, puisqu'elle interpelle directement M. Reagan :

« Nous sommes préoccupés par certains commentaires concernant l'Amérique latine faits par le candidat républicain à la présidence, en particulier l'expression de son soutien aux régimes dictatoriaux d'El Salvador et du Guatemala, ainsi que par ses attaques contre Grenade. »

Puis, dans une démarche globale que devraient parfaitement comprendre les théoriciens proches de M. Reagan, partisans du *linkage*, c'est-à-dire de la liaison de tous les problèmes dans les négociations avec l'URSS. l'IS conclut : « Nous considérerons l'attitude de la nouvelle administration vis-à-vis de l'Amérique latine et des Caraïbes comme un test de sa position à l'égard du monde entier. » Pour couronner le tout, l'IS a créé un comité international de défense de la révolution nicaraguayenne où figurent tous ses dirigeants, de M. Willy Brandt à M. Mitterrand, de M. Carlos Andrés Perez à M. Bruno Kreisky. Enfin, et le geste a une grande portée, elle a admis en son sein comme parti membre le New Jewel Movement de Grenade, au moment où M. Bishop et son gouvernement se retrouvent isolés dans les Caraïbes, après la défaite de M. Manley en Jamaïque, et donc particulièrement vulnérables à une tentative de

déstabilisation ou d'invasion armée. Il n'est donc pas surprenant que M. Fidel Castro ait trouvé des « caractères positifs » à certaines des initiatives de la social-démocratie européenne. La RFA n'est plus seulement une sérieuse rivale économique pour les États-Unis. Elle devient, grâce à l'IS, un pôle politique concurrent.

Mais, plus que de l'Europe, c'est peut-être du Mexique que M. Reagan a le plus à craindre. Au moment où l'on peut s'attendre à ce que l'école stratégique de Georgetown, aussi influente dans l'entourage de M. Reagan que la Commission trilatérale dans celui de M. Carter, réaffirme la primauté des préoccupations de sécurité nationale dans les problèmes d'approvisionnement énergétique, et donc la nécessité de livraisons de pétrole plus importantes du Mexique voisin (sur lesquels les géopoliticiens américains ont toujours considéré qu'ils avaient un droit de regard), le président Lopez Portillo a adressé au futur chef de la Maison Blanche un avertissement sans équivoque à propos d'El Salvador : « Qu'il n'intervienne pas ; qu'il respecte les affaires intérieures de pays cherchant de nouvelles définitions, de pays qui sont majeurs et capables de s'occuper de leurs propres problèmes. » Le Mexique a désormais les moyens et l'ambition d'une « grande » politique centraméricaine et caraïbe, et les États-Unis ne peuvent plus se passer de son pétrole ; à tel point qu'un fonctionnaire de la division des affaires étrangères du Congrès, M. Clyde Mark, après avoir rappelé que « le système de transport des États-Unis dépend à 90 % du pétrole importé », n'hésitait pas à déclarer récemment lors d'une conférence de presse⁷ : « Washington est disposé à envoyer des forces militaires au Mexique pour s'assurer le contrôle des puits de pétrole si ce pays limite de manière critique l'approvisionnement des États-Unis en hydrocarbures. » M. Clyde Mark concédait qu'il parlait à titre personnel, à propos d'une situation hypothétique...

Au Nicaragua, si l'on exclut une intervention armée des pays voisins (El Salvador, Honduras, Guatemala) qui ne serait nullement une promenade de santé pour eux et déchaînerait les mêmes forces hostiles qu'une action directe américaine, les États-Unis ne peuvent qu'utiliser l'arme économique et les fameux crédits de 75 millions de dollars déjà votés mais dont le déblocage est subordonné à la « bonne conduite » des sandinistes en Amérique centrale. Or, cette arme est à double tranchant : elle peut contraindre la révolution nicaraguayenne à se radicaliser davantage, notamment dans ses rapports avec Cuba et le bloc soviétique. D'un autre côté, et ce peut être le but recherché, elle contribuerait à retirer au Nicaragua son caractère de modèle pour d'autres pays.

En ce qui concerne Cuba, dont M. Roger Fontaine, autre conseiller de M. Reagan, et le futur président lui-même ont envisagé le blocus militaire, pour « punir » Moscou de ne pas respecter les clauses secrètes de l'accord de 1962 consécutif à la crise des missiles ou en guise de représailles à

⁷ Dépêche A.F.P., 11 décembre 1980.

l'invasion de l'Afghanistan ou, hypothétiquement, de la Pologne, il s'agirait d'une confrontation directe avec l'Union soviétique. On peut dans ce cas être sceptique sur l'éventualité d'une telle escalade. À la veille du II^e congrès du P.C. cubain, l'un des vice-présidents, M. Carlos Rafael Rodriguez, a tranquillement rappelé qu'

« il n'entre pas dans la politique cubaine d'alimenter une hostilité permanente à l'égard de l'un ou l'autre de ses voisins mais (que) Cuba maintient fermement le principe selon lequel toute discussion officielle avec les États-Unis doit passer par l'élimination du blocus ».

M. Carlos Rafael Rodriguez a réaffirmé également « le caractère permanent de l'alliance avec l'Union soviétique » en ajoutant cependant (faut-il y voir une ouverture en direction de M. Reagan ?) que cette alliance « ne signifie pas nécessairement une identité de vues sur chacun des problèmes de la vie internationale ». Un renouveau d'agressivité américaine à l'égard de Cuba porterait sans aucun doute un préjudice économique à l'île caraïbe. Il n'est pas évident qu'il serait pour autant mal accueilli de certains dirigeants : historiquement, en effet, la révolution cubaine a tiré sa propre force de celle de ses adversaires.

À l'issue de II^e congrès du P.C., devant le million de Cubains rassemblés place de la Révolution à La Havane, M. Fidel Castro était assuré d'exprimer le sentiment populaire lorsqu'il lançait cet avertissement à M. Reagan et aux États-Unis : « S'ils décident de nous attaquer, qu'ils se préparent à combattre ! » Le remplacement de la préparation militaire et la création de milices territoriales décidés au congrès ne visent pas seulement à renforcer le potentiel de défense de Cuba. Comme l'a dit à une autre occasion le président Castro, ils contribueront à amener chaque citoyen « au niveau du doctorat ès conscience révolutionnaire ».

L'Amérique latine a cessé d'être un enjeu de la seule politique américaine. M. Reagan ne devrait pas être surpris que, comme toute autre région du globe, elle soit traversée par les grandes lignes de force internationales. C'est pourquoi son action devra épouser des terrains locaux, en général peu favorables, sans se créer d'inutiles et peut-être coûteuses difficultés sur place et dans le reste du monde. Après l'heure des discours incendiaires, viendra celle des simulations raisonnées. C'est sans doute sur ce continent que la théorie des dominos a encore le plus de validité. Rien ne servirait, en effet, d'étouffer provisoirement un foyer si cela devait immédiatement en susciter plusieurs autres. Se percevoir comme l'acteur principal d'un « grand dessein » est une chose. Jouer les apprentis sorciers en est une autre...

ARGENTINE

Bernard Cassen a entretenu des liens étroits avec l'Argentine et ses élites progressistes, auxquelles il a apporté un soutien constant et a défendu et popularisé les luttes contre les dictatures qui se sont suivies, notamment à travers ses reportages et ses articles dans *Le Monde diplomatique*.

Le coup d'État militaire en Argentine Le glas du péronisme

Bernard Cassen

Le Monde diplomatique, avril 1976, p. 1 et 21

On peut avoir quelque scrupule à appeler « coup d'État » la prise du pouvoir par les forces armées argentines le 24 mars dernier. D'État, il n'y en avait guère plus depuis plusieurs mois. Quant à l'effet de surprise inhérent à la notion de « coup », il n'a absolument pas joué puisque chacun attendait l'événement depuis quelques semaines. La date la plus souvent citée correspondait à l'expiration d'un délai de trois mois après l'avertissement du général Videra, formulé lors des fêtes de Noël 1975 à la suite du soulèvement avorté d'une partie de l'aviation. Elle a été respectée. De Tucuman, principal centre d'activité de guérilla de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), contre laquelle les forces armées ont engagé plusieurs milliers d'hommes, celui qui n'était alors que commandant en chef de l'armée de terre avait demandé « aux institutions et personnes responsables » des « rectifications immédiates et profondes » dans la situation nationale. Cette situation nationale se caractérisait par un effondrement économique vertigineux et une totale anomie de la vie politique et sociale.

L'inflation, qui avait atteint 43 % en 1973 et 40% en 1974, était montée à 329 % en 1975, les trois premiers mois de 1976 laissant escompter plus de 400 % pour l'ensemble de l'année. La circulation monétaire avait quintuplé en deux ans, passant de 31640 millions de pesos en janvier 1974 à 161946 en janvier 1976. Quant à la cote du dollar « parallèle », excellent indice de la confiance dans la monnaie nationale, elle était passée de 12 pesos en février 1974 à 24 en février 1975 et à 290 en février 1976. À la veille de l'arrivée des militaires, les 22 et 23 mars, certains Argentins offraient même 400, voire 420 pesos pour 1 dollar.

Tous ceux qui avaient quelques économies s'efforçaient de les transformer en devises ou en biens mobiliers ou immobiliers. Dans la classe moyenne, c'était le sujet de conversation obligatoire, parfois obsessionnel. Les voisins immédiats de l'Argentine – Uruguayens, Brésiliens et même Chiliens – venaient pratiquement faire leurs courses les uns à Buenos-Aires, les autres à Mendoza, à tel point que, par exemple, le commerce de détail de l'Uruguay était menacé de ruine. La principale rue commerçante de Buenos-Aires, Florida, résonnait surtout d'intonations brésiliennes. Il était fréquent d'y voir des touristes achetant dix paires de chaussures sans les essayer, en disant à la vendeuse un peu surprise qu'elles iraient toujours à quelqu'un de la famille et que, de toute manière, vu le prix... On peut imaginer la blessure que ce comportement très répandu infligeait à l'orgueil national des Argentins.

Exposant le 5 mars l'étendue du désastre économique, le ministre Mondelli parlait de « situation limite » et de « cessation de paiements ». En un an, l'activité de la construction avait baissé de 9,1 %, celle des industries de transformation de 2,5 %. Le secteur agro-pastoral avait fléchi, lui, de 2,5 %. Dans le même temps, le nombre d'employés du secteur public avait augmenté de 6,2 %, ce qui, compte tenu des départs et des décès, représentait l'embauche en un an d'un employé pour dix en fonctions. Les grèves (ouvrières... ou patronales), l'absentéisme (favorisé par une loi de 1974 rendant pratiquement impossible tout licenciement sans énormes indemnités) achevaient de désorganiser l'appareil productif.

Sur le plan politique, la situation dépassait l'irréel pour atteindre l'absurde. À la Casa Rosada, une femme dont le seul mérite était de s'appeler Peron, totalement coupée de la réalité argentine, ne s'appuyait que sur l'inconditionnalité (le « verticalisme ») du parti justicialiste, miné par les scissions et les divisions, et qui venait de la réélire à sa présidence, ainsi que sur la bureaucratie syndicale corrompue qui ménageait son propre avenir. À ses côtés régnait une clique (« el entorno ») qui avait littéralement fait main basse sur l'État et le budget, les détournements de fonds atteignant des proportions colossales. C'est seulement par une véritable imposture, qui ne s'explique que par la nature ambiguë du péronisme, qu'un gouvernement qui, après la mort du *Lider*, le 1er juillet 1974, avait encore accentué son virage à droite, pouvait se qualifier de « populaire » et se targuer – à tort, comme le prouva la suite – de l'appui de la classe ouvrière organisée.

L'opposition parlementaire dirigée par l'Union civique radicale du Dr Ricardo Balbin (et comprenant les partis intransigeant, révolutionnaire chrétien, communiste et socialiste populaire) avait fait l'impossible pour éviter une rupture du cadre constitutionnel, allant jusqu'à soutenir un gouvernement dont les bandes armées agressaient ou assassinaient certains de ses militants. Les efforts de dernière minute pour parvenir à un accord avec le parti justicialiste quant au système à utiliser lors... des prochaines élections avaient un côté parfaitement dérisoire, et d'ailleurs furent vains.

L'épuration des anciens dignitaires

Si l'on ajoute à ce sombre tableau l'escalade de violence de ces derniers mois où le terrorisme de l'ERP et des Montoneros servait de prétexte à une sanglante et massive offensive de l'extrême droite contre toute la gauche (péroniste ou non) et de couverture à toutes sortes de délits de droit commun (ainsi les menaces de mort au téléphone, dont on ne savait pas si elles émanaient d'une organisation ou d'un ennemi personnel), on comprendra que la population argentine était résignée à l'inévitable et que, souvent même, elle le souhaitait. Les forces armées ont rempli un vide béant et on peut dire qu'elles l'ont fait avec une certaine circonspection.

L'analyse de la démarche des militaires et de leurs premières mesures montre certes des analogies avec des expériences précédentes, comme celle du Chili, mais révèle aussi des traits originaux moins révoltants. Certes les trois armes prennent en main directement l'ensemble du pays, suspendent les activités de tous les partis et de tous les syndicats, interdisent la grève, bloquent les fonds syndicaux, rétablissent la peine de mort en cas d'agression contre des militaires, dissolvent le Congrès et toutes les assemblées locales, relèvent de leurs fonctions gouverneurs, juges, recteurs, etc.

Certaines des formulations du premier texte publié par la junte et fixant les « objectifs fondamentaux du processus de réorganisation nationale » ne sont pas sans rappeler celles des putschistes de Santiago : mise à l'honneur « des valeurs de la morale chrétienne » (point 3), création « d'une situation économique (...) qui offre à l'initiative et aux capitaux privés, nationaux et étrangers, les conditions nécessaires à une participation souple aux processus d'exploitation des richesses nationales » (point 5), avec comme correctif toutefois « le maintien du contrôle de l'État sur les secteurs vitaux », alignement international « avec le monde occidental et chrétien », ce qui met fin aux velléités tiers-mondistes du péronisme.

En outre, cinq partis de l'ultra-gauche, deux maoïstes (les partis communiste révolutionnaire et communiste marxiste-léniniste) et trois trotskistes (parti socialiste des travailleurs, parti ouvrier trotskiste et Politique ouvrière) sont, eux, purement et simplement proscrits. Ne subsistent à gauche, mais sans pouvoir développer aucune activité, que le parti communiste, le parti socialiste populaire, le mouvement socialiste pour la libération nationale, le parti socialiste unifié, le Front de la gauche populaire (d'origine péroniste). Le parti authentique de l'ancien président Campora avait déjà été interdit par Mme Peron.

Les arrestations, qui se chiffrent par milliers, mais dont la junte a promis de donner le détail, touchent principalement les dignitaires et fonctionnaires du régime déchu qui seraient jugés pour délits de droit commun.

Ainsi l'ancien secrétaire d'État aux sports et au tourisme, Adolfo César Phillipeaux, a été intercepté avec une valise contenant 100 millions de pesos au moment où il allait fuir au Chili. La plupart des dirigeants péronistes, politiques ou syndicaux sont notoirement archi-corrompus et ne peuvent donc

espérer bénéficier d'aucune sympathie populaire. Un chauffeur de taxi de Mendoza, nous parlant du président de son syndicat, en même temps président du directoire d'une banque et propriétaire d'une demi-douzaine de voitures, nous disait : « Celui-là, il faudrait le radiographier pour voir si tout ce qu'il a à l'intérieur est bien à lui. » Quels sont les aspects « positifs » – si l'on peut dire — du coup d'État ? D'abord, une évidente retenue. En premier lieu dans le style : c'est la première fois qu'un mouvement militaire argentin ne s'autoqualifie pas de « révolution ». Il s'agit ici de « réorganisation nationale ». Ensuite la promesse « d'assurer la restauration ultérieure d'une démocratie républicaine représentative et fédérale », la fixation à trois ans du mandat des membres de la Junte, l'affirmation que le coup d'État n'est dirigé contre aucun « secteur civique ou social », la mise en garde adressée aux patrons contre toute mesure arbitraire envers leur personnel.

Il n'est pas indifférent non plus de noter que les membres de la junte, que ce soit le général Videla, devenu président, le général Agosti ou l'amiral Massera, ne sont pas marqués par l'anti-péronisme virulent de la génération militaire précédente. Ils ont connu comme officiers l'échec des gouvernements militaires des généraux Leonardi et Aramburu (de 1955 à 1958), Onganía, Levingston et Lanusse (de 1966 à 1973), qui durent finalement céder la place au péronisme pourtant honni. Ils seront donc discrets dans l'exercice d'un pouvoir qu'ils auraient pu prendre il y a longtemps. Les comparaisons à leur sujet à Buenos-Aires se font bien plus avec les généraux Schneider et Prats qu'avec Pinochet et Leigh.

Ce sont sans doute ces considérations qui ont provoqué l'accueil finalement assez positif de la population et de tous les secteurs politiques, sauf bien entendu le justicialisme, qui pourrait ne pas survivre à l'événement. Le parti communiste argentin a même publié un texte accordant un préjugé favorable à « ce mouvement militaire qui rompt avec la tradition d'épisodes semblables dont l'unique objectif fut d'augmenter la dépendance ». Le P.C. ne s'engage pas trop cependant et ajoute qu'il faudra confronter la réalité avec les promesses verbales.

Les victimes de l'austérité

La première de ces réalités va être la mise en place d'une politique économique qui juggle l'inflation. Le choix du ministre Martínez de Hoz, grand patron de l'industrie sidérurgique et grand éleveur, qui fut ministre en 1962-1963 sous la présidence de José María Guido (auteur du coup soutenu par les militaires contre Frondizi), n'est sans doute pas étranger au prêt de 127,6 millions de dollars que le F.M.I. vient d'accorder à l'Argentine avec la perspective d'un crédit « stand-by » de 300 millions de dollars. On imagine mal que des sommes aient pu être accordées sans des garanties sur une politique d'« austérité » à l'intérieur.

Les premiers visés devraient être les ouvriers, dont le pouvoir d'achat avait considérablement décliné au cours des deux dernières années et surtout de ces derniers mois (les prix ont augmenté de plus de 50 % entre le 10 février et

le 10 mars 1976), et certaines fractions des classes moyennes, notamment les dizaines de milliers de fonctionnaires en surnombre dont tout indique qu'ils vont être licenciés (un communiqué de la junte indique que tout fonctionnaire qui n'a rien à faire doit en informer immédiatement son supérieur hiérarchique...). La lutte contre l'appareil syndical et certaines de ses conquêtes (certes détournées à des fins personnelles par la bureaucratie de la CGT) est déjà entamée : et « *fuero sindical* », ensemble de droits et privilèges accordés aux cadres syndicaux, est aboli, la loi sur les contrats de travail (interdisant pratiquement les licenciements) va être remaniée. Devraient d'abord bénéficier du nouveau régime les éleveurs, qui espèrent un déblocage du prix de la viande artificiellement bas (l'Argentin en consomme plus de 100 kilos en moyenne par an) et une dévaluation du peso d'exportation. La grande industrie (sidérurgie, automobile, matériel agricole), très souvent liée au capital étranger, devrait bénéficier d'une meilleure productivité (l'absentéisme a considérablement diminué dès le lendemain du coup d'État !) grâce à l'interdiction des grèves et à la police des salaires, ce qui la placerait dans de meilleures conditions pour l'exportation.

En fait, c'est l'alliance de classes du populisme péroniste des trente dernières années qui est totalement remise en cause. La coalition, à première vue surprenante, entre le prolétariat ouvrier représenté par la CGT et la bourgeoisie des petites et moyennes entreprises de la CGE, qui a connu bien sûr des hauts et des bas (la CGE était ces derniers mois de moins en moins représentative), cède le pas à ses adversaires traditionnels : l'oligarchie foncière, les fractions de la bourgeoisie impliquées dans l'économie d'exportation, le grand patronat lié au capital multinational.

Le fait politique d'envergure, c'est la fin du phénomène péroniste¹ qui, pendant trente ans, a dominé l'Argentine et a fait prendre à ses luttes des voies irréductibles aux schémas européens. Le péronisme a marqué à la fois l'irruption des masses populaires dans la vie politique et leur domestication par les syndicats verticaux pour le compte de l'État et de l'alliance de classes qu'il sous-tendait. C'est pourquoi son bilan ne peut être que nuancé. L'expérience a montré que, jusqu'à la mort du *Lider*, tout projet de masse ne pouvait se développer qu'à l'intérieur du péronisme (pour ne l'avoir jamais compris ou jamais accepté, le PC argentin est resté un parti influençant essentiellement des secteurs de la petite bourgeoisie). Le péronisme a indiscutablement favorisé la création d'un puissant mouvement ouvrier tout en le rendant en même temps « captif » à l'intérieur des structures assurant l'hégémonie de la bureaucratie syndicale². L'épuration à laquelle la junte est en train de se livrer dans ce secteur ne peut avoir que des effets positifs à

¹ Pour une analyse approfondie du phénomène péroniste, on lira avec profit A. Labrousse, Fr. Gèze, *Argentine, révolution et contre-révolution*, Le Seuil, 1975, et Georges Bearn, *la Décade péroniste*, Julliard, 1976.

² Voir A. Labrousse, Fr. Gèze, *op. cit.*, p. 153-161.

moyen terme. Elle va débarrasser le mouvement ouvrier de « cadres » corrompus et favoriser l'apparition d'éléments nouveaux, autonomes et réellement représentatifs des luttes.

Il est évidemment trop tôt pour dire comment et par qui l'énorme héritage politique de Peron sera capté. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'un « péronisme sans Peron » apparaît bien invraisemblable, aucun leader (et c'est la règle du genre) n'ayant pu prendre de l'envergure à l'ombre du chef. Il y a donc une carte à jouer pour une gauche actuellement atomisée mais qui, débarrassée de l'hypothèque populiste, pourrait se retrouver dans une situation qui lui est plus familière, celle de l'Europe latine ou du Chili et de l'Uruguay (avant leur fascisation) avec un PC, un PS, voire une démocratie chrétienne.

Ce n'est certes pas le calcul que fait la guérilla, qui estime sans doute avoir marqué un point sérieux avec la prise de pouvoir des militaires. L'ERP a toujours considéré que, en assumant directement la responsabilité de la répression, l'armée créerait une situation de guerre civile révolutionnaire où les secteurs ouvriers rejoindraient rapidement les avant-gardes armées. Les Montoneros, sans perspectives claires et malgré leur pratique du terrorisme urbain, n'ont jamais quant à eux complètement refusé le terrain électoral (leur soutien au parti authentique de Campora ne faisait pas de doute). Ces deux organisations vont devoir affronter dans l'immédiat toute la puissance de feu d'une armée décidée à « supprimer la subversion » sans pouvoir compter sur une agitation ouvrière simultanée, dont rien ne prouve d'ailleurs qu'elle s'alignerait sur leurs objectifs. L'exemple de l'autre rive du rio de La Plata est là pour démontrer que le terrorisme urbain des Tupamaros n'a pas été pour rien dans la « bordaberrysation » du pays. Pour l'instant, les militaires de Buenos-Aires n'ont pris ni le chemin des « gorilles » de l'Uruguay et du Brésil ni celui de la junte sanglante de Santiago. Il ne faudrait malgré tout pas trop les y pousser...

BRÉSIL

Bernard Cassen a eu des liens privilégiés avec le Brésil, avant même l'arrivée au pouvoir de Lula (Luiz Inácio Lula da Silva) en 2003. Outre les nombreux voyages qu'il y a effectués, et les multiples rencontres qu'il a pu y faire avec les acteurs politiques et sociaux engagés dans le combat démocratique, c'est au Brésil que démarrèrent les Forums sociaux mondiaux, précisément à Porto Alegre — comme il l'explique dans son livre *Tout a commencé à Porto Alegre... Mille forums sociaux !¹* Si la ville a été choisie, c'est qu'elle offre un modèle de démocratie participative, qui a élargi aux citoyens, notamment de seconde zone, la participation à la définition des politiques de la ville, ce que Bernard explique dans le reportage ci-dessous paru dans *Le Monde diplomatique* d'août 1998.

Dans cette ville, devenue un symbole international, se tiendront sept des 28 Forums sociaux mondiaux (qui ont eu lieu entre 2001 et 2022) — dont B. Cassen fut l'un des initiateurs — et notamment les trois premiers. Le rôle de pivot qu'il a joué dans les forums sociaux mondiaux est évoqué de façon détaillée dans cette publication (voir la contribution de Jacques Nikonoff, ancien président d'Attac, p. 283).

Au cours de ses multiples séjours au Brésil, il a participé à un grand nombre de rencontres et colloques et été invité par plusieurs universités.

En 2009, il participait au colloque qui célébrait l'Année de la France au Brésil à l'université fédérale de Rio de Janeiro, avec laquelle l'université Paris 8 entretient des liens de coopération et d'échanges de très longue date. Dans les actes publiés dans *Le Fil d'Ariane*, sous le titre *France Brésil, Échanges intellectuels et artistiques. Repères historiques et prospectifs²*, figure la conférence que B. Cassen y prononça : « Une université-monde et un pays monde » (p. 35-40, reproduite ci-dessous), qui donne un aperçu de sa vision du Brésil.

Mireille Azzoug

¹ Mille et une nuits, coll. « Essais », Librairie Arthème Fayard, 2003. Le chapitre, p. 1-57 est en ligne sur Internet (site de Mémoires de luttes) : https://medelu.org/IMG/pdf/Porto_Alegre_BC.pdf

² Le colloque a été organisé sous la direction de Anne-Marie Autissier, maîtresse de conférences à l'Institut d'études européennes (Paris 8), Ridha Ennafaa, maître de conférences au département de sciences de l'éducation (Paris 8) et Geraldo Nunes, responsable des Relations internationales de l'Université fédérale de Rio de Janeiro. Les actes ont été publiés sous leur direction dans *Le Fil d'Ariane*, publication de l'Institut d'études européennes, Saint-Denis, 2009.

Une université-monde et un pays-monde

Bernard Cassen

Conférence de Bernard Cassen au colloque célébrant l'année de la France au Brésil 2009 (21 avril au 15 novembre) à l'université fédérale de Rio de Janeiro

France-Brésil. Échanges intellectuels et artistiques. Repères historiques et prospectifs, coordination éditoriale : Anne-Marie Autissier, Ridha Ennaffaa, Geraldo Nunes, *Le Fil d'Ariane*, 2013, p. 35-40 .

En ligne sur le site de la bibliothèque numérique de Paris 8 Octaviana : <https://www.univ-paris8.fr/Octaviana-la-bibliotheque-numerique>

Dans la construction de liens structurels, de coopérations scientifiques durables entre les institutions de deux pays distants de 10 000 kilomètres, il faut que soient réunies certaines conditions : bien sûr des connivences intellectuelles, culturelles, voire politiques au sens large, mais pas seulement. Il faut également avoir en commun une identité interne et une vision de soi qui s'accompagnent d'une posture comparable vis-à-vis de l'extérieur.

Je vais vous paraître d'une présomption inouïe : si nous, Vincennois d'origine ou de plus fraîche date, nous nous sentons si bien au Brésil — et pas seulement à Rio de Janeiro —, c'est que nous croyons qu'il existe des affinités entre, d'un côté, un pays-monde et, d'un autre côté, une université qui s'est voulue une université-monde.

Que le Brésil soit un pays-monde ne tient pas seulement à son étendue, à sa démographie, à sa puissance économique ou à son statut géopolitique en Amérique latine et dans le reste du monde. Certains de ces attributs n'existaient pas avec la même ampleur, il y a quarante ans, quand Vincennes fut créée. Et pourtant, le Brésil était déjà à l'époque un pays-monde, car s'y côtoyaient, à défaut de s'y mêler, les peuples premiers que sont les Amérindiens, des descendants des esclaves africains et des colonisateurs européens. Sans parler des immigrants plus récents venus en grand nombre d'Europe centrale, du Proche et de l'Extrême-Orient.

Aucun autre grand pays de la planète, à l'exception des États-Unis d'Amérique, ne présente de telles caractéristiques. Mais à la différence des États-Unis, qui ont à leur actif, si je puis ainsi m'exprimer, plus d'un siècle et demi d'interventions militaires, de coups d'État et d'opérations de subversion hors de leurs frontières, y compris dans ce pays, le Brésil, tout en ayant eu deux empereurs, ne s'est jamais voulu un empire. Il n'a jamais aspiré à régenter ses voisins et encore moins le reste du monde. Il ne s'est jamais considéré investi d'une « Destinée manifeste », ne s'est jamais non plus proclamé « la nation indispensable », même s'il aspire légitimement à

occuper la place qui lui revient dans le concert des nations et dans les organisations internationales.

On ne saurait imputer aux citoyens d'un État la mauvaise conduite ou les crimes commis par leurs dirigeants. On peut porter un jugement très négatif sur des décennies de politiques de Washington en Amérique latine ou au Proche-Orient, entre autres, tout en entretenant des rapports professionnels chaleureux avec des Américains, comme c'est notre cas à tous. D'autant qu'un très grand nombre d'entre eux sont au moins aussi critiques que nous sur ces politiques que nous dénonçons. Il reste que la perception que l'on a d'un pays étranger est d'autant plus positive qu'il y a adéquation entre la culture et les valeurs de son peuple et les politiques que mène son gouvernement.

Le Brésil du président Lula, et même celui de son prédécesseur Fernando Henrique Cardoso, nous ont paru autrement plus « brésiliens » que celui des militaires putschistes de 1964 et de leurs sinistres successeurs.

Voici un exemple significatif du préjugé favorable dont bénéficie le Brésil dans les mouvements sociaux et citoyens du monde entier. Un exemple dont j'ai été l'un des protagonistes en tant que président de l'association Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, note de l'éditeur). Je veux parler de la conception, de la préparation et de la tenue du premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre en janvier 2001.

Cela avait commencé en février 2000, comme je l'ai raconté dans un ouvrage paru en 2003¹. Je recevais dans mon bureau du *Monde diplomatique* – dont j'étais à l'époque directeur général — deux de vos compatriotes, mes amis Chico Whitaker et Oded Grajew. Ce dernier rentrait de Davos, où se tient chaque année le Forum économique mondial, et, comme tant d'autres, il avait été indigné par l'arrogance des maîtres du monde réunis dans la station de ski suisse.

La question que nous nous posions était de savoir où et comment organiser l'année suivante un contre-Davos. Oded et Chico pensaient à la France. Pour ma part, je proposai le Brésil, et plus spécifiquement Porto Alegre, capitale de l'État de Rio Grande do Sul, où j'avais pu étudier le fonctionnement du budget participatif. J'étais absolument certain que ce choix recueillerait une adhésion générale dans le monde. Mes amis brésiliens, qui en étaient moins assurés, se laissèrent néanmoins assez facilement convaincre. Et c'est dans un enthousiasme unanime que la candidature de Porto Alegre comme siège du premier FSM fut ratifiée lors d'un contre-sommet social international organisé à Genève au mois de juin suivant.

Sur onze FSM tenus jusqu'en 2011 inclus, cinq ont été organisés au Brésil : quatre à Porto Alegre (2001, 2002, 2003, 2005) et un à Belém en janvier 2008. Il y en a seulement eu un dans un autre pays d'Amérique latine (Caracas en 2006), deux en Asie (Bombay et Karachi) et trois en Afrique (Bamako, Nairobi et

¹ *Tout a commencé à Porto Alegre... Mille forums sociaux !*, Éditions Mille et une nuits, Paris, 2003. Note de l'éditeur.

Dakar). C'est dire à quel point le Brésil, symbole de l'internationalisme, est cher au cœur des mouvements populaires du monde entier, même si un grand nombre d'entre eux ne le connaissent qu'à distance, faute de moyens pour y envoyer des délégués.

L'internationalisme — tout comme l'ouverture sur le monde contemporain et l'innovation — a également été, dès le premier jour, la marque de fabrique de l'université de Vincennes. Je pourrais citer des dizaines d'exemples des avancées et des innovations dont notre université peut être fière, et qui ont ensuite essaimé dans d'autres établissements d'enseignement supérieur. Pour des raisons de temps, j'en évoquerai seulement un, qui concerne très directement nos partenaires brésiliens : celui des études brésiliennes et, plus généralement, des études latino-américaines.

Jusqu'au milieu des années 1960, les études de langues vivantes dans les universités françaises se faisaient dans des structures — que l'on appelait des sections ou des départements — portant le nom de la langue en question, sans référence explicite aux pays où elle était parlée. Il y avait des sections d'allemand, d'anglais, de russe, d'espagnol, de portugais, etc. Pour les grandes langues de diffusion internationale (anglais, espagnol et portugais), cette sobriété de l'intitulé dissimulait une forme d'eurocentrisme. L'anglais renvoyait à l'Angleterre, l'espagnol à l'Espagne et le portugais au Portugal. On pouvait obtenir une licence d'anglais sans avoir jamais entendu parler des États-Unis ou une licence de portugais en ignorant tout du Brésil. Il existait bien des certificats de littérature et civilisation américaine, brésilienne ou des pays hispanophones d'Amérique latine, mais ils étaient facultatifs.

À Vincennes, dès 1969, en entamant un processus qui allait se développer dans les autres universités, les enseignements portant sur les Amériques hispanophones et le Brésil reçurent la parité dans les cursus, et le nombre de cours offerts, avec ceux portant sur l'Espagne et le Portugal. De nouveaux espaces pédagogiques furent ainsi ouverts qui firent largement appel non seulement aux universitaires français qui s'étaient spécialisés dans ces domaines, mais aussi à un grand nombre de Latino-Américains, exilés politiques, pour bon nombre d'entre eux.

Dans les dix premières années de Vincennes, et uniquement dans les départements de portugais et d'espagnol — ce qui ne rend pas compte de la présence de nombreux Latino-Américains dans beaucoup d'autres départements — l'on peut relever les noms suivants d'enseignants ou de conférenciers : Josué de Castro, médecin, géographe, expert international des questions de développement² ; Saúl Yurkievitch, écrivain argentin ; Alfredo Bryce Echenique, romancier péruvien ; Leslie Manigat, historien haïtien ; Ruben Barreiro Saguier, écrivain paraguayen ; Miguel Rojas Mix, historien de l'art chilien ; les écrivains cubains Juan Marinello et Alejo Carpentier ; la veuve du président Allende, Hortensia Bussi de Allende. J'en oublie certainement,

² Voir aussi l'article d'Anna Maria de Castro, *La France et le Centenaire de Josué de Castro*, page 65. Note de l'éditeur.

mais je me permets d'ajouter Mario Soares, grand ami de l'Amérique latine, et qui, quelques années plus tard, après la Révolution des Œillets de 1974, allait devenir premier ministre, puis président du Portugal.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, puisqu'on y enseignait la langue de l'Empire, le département d'études des pays anglophones (DEPA) accueillit aussi des Latino-Américains. Nous eûmes un temps un bibliothécaire argentin, et nous y avons toujours un collègue chilien. Le DEPA fit vivre pendant des années un partenariat avec l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD). Nombre d'anglicistes eurent ainsi leur première expérience latino-américaine en République Dominicaine, et découvrirent la langue espagnole...

L'Institut d'études européennes (IEE), créé à Paris 8 en 1992, a repris cette tradition. Parmi les prestigieux professeurs invités par l'IEE, a figuré le Brésilien Emir Sader, qui est aujourd'hui secrétaire général du Conseil latino-américain en sciences sociales (CLACSO).

Vincennes a non seulement contribué à rattraper le retard criant de l'Université française en matière de connaissance des Amériques et des Caraïbes, mais, lors de ses premières années, elle en a même fait davantage que beaucoup d'universités latino-américaines en proposant des cours de langues amérindiennes : quechua, guarani, nahuatl.

Cet élargissement de la palette des langues offertes, qui équivalait à lancer des ponts vers un nombre croissant de pays et de cultures du monde, n'était pas spécifique au département d'espagnol. Le département d'études slaves n'assurait pas uniquement des études de russe. Il offrait aussi des cours de bulgare, tchèque, serbo-croate et ukrainien. Même démarche au département d'études hébraïques, où l'enseignement de l'hébreu n'avait pas empêché celui du yiddish, de l'araméen, du judéo-arabe et du judéo-berbère.

L'enseignement de quelques-unes de ces langues a été supprimé plus tard, essentiellement pour des raisons budgétaires. Mais le fait qu'une telle panoplie ait pu être mise en place dans les premières années de l'université en dit long sur l'esprit qui animait un grand nombre de ses enseignants.e.s, et aussi sur la souplesse des structures administratives de l'époque. Ou peut-être, plus vraisemblablement, sur les libertés que l'on prenait avec elles...

Ce que j'ai dit des langues est vrai de toutes les autres disciplines où les innovations se multipliaient. Le slogan « Un autre monde est possible » – imaginé par *Le Monde diplomatique* et repris par le FSM – n'allait être popularisé qu'une trentaine d'années après la création de Vincennes, mais les premiers Vincennois étaient convaincus, parce qu'ils l'expérimentaient, qu'« Une autre université est possible ».

C'est précisément à cette période que l'Amérique latine entrait dans une des périodes les plus noires de son histoire.

Au moment où, en Europe et aux États-Unis, soufflait un vent d'émancipation des individus, les droits de l'homme étaient bafoués comme rarement dans l'histoire de ce continent. Je rappellerai quelques dates : octobre 1968, massacre de la place des Trois Cultures à Mexico ; décembre 1968, Acte institutionnel

n° 5 de la dictature militaire brésilienne, qui supprimait le peu qui restait de libertés publiques dans le pays depuis 1964 ; 27 juin 1973, coup d'État militaire en Uruguay sous le paravent du « président » Bordaberry ; 11 septembre 1973, coup d'État militaire au Chili ; 24 mars 1976, coup d'État militaire en Argentine. Tortures, assassinats, disparitions, interdiction de toute pensée critique, ces agissements sont bien connus. Les universités, et en particulier l'UFRJ, qui comptaient parmi les rares îlots de résistance à la barbarie des militaires et de leurs complices civils, payèrent un très lourd tribut.

Ce n'est pas un hasard si beaucoup des militants et des intellectuels latino-américains contraints de s'exiler de leur pays choisirent de venir à Vincennes. Ils y trouvèrent, pour certains, la possibilité de continuer leur activité universitaire et, pour tous, un climat de liberté et de solidarité plus avancé que dans le reste de la société française. Marco Aurelio Garcia, conseiller spécial du président Lula, fut de ces exilés.

J'ai évoqué presque exclusivement le passé, en gros les années écoulées entre l'ouverture de l'université, en janvier 1969, et son transfert forcé à Saint-Denis en octobre 1980. Pour les autorités politiques qui prirent la décision de ce transfert, il s'agissait de remettre Vincennes la rebelle dans le rang, dans le droit chemin. Mais c'était là un objectif impossible à atteindre car les initiatives de ces années fondatrices avaient été intégrées dans le patrimoine génétique de l'université. C'était une université-monde, et elle l'est restée, sous d'autres formes.

Mais le monde a lui aussi changé. Les dictatures qui avaient défiguré l'Amérique latine ont rejoint les poubelles d'une histoire que certains d'entre nous avons un peu rêvée ensemble à Paris. Avec la démocratie retrouvée, se dégagent des perspectives nouvelles, porteuses d'indispensables et profondes transformations sociales, en particulier par le biais d'intégrations régionales.

Les liens qui se sont tissés à l'époque en ont plus tard engendré d'autres, tout aussi féconds. Loin de nous l'idée de nous livrer à un exercice nostalgique de commémoration, de verser dans la *saudade*³. Bien au contraire, il s'agit de nous projeter en avant en combinant le dynamisme, la chaleur et l'inventivité brésilienne avec la flamme de l'esprit de Vincennes, qui est toujours vivante en nous.

³ En italiques dans le texte. Note de l'éditeur.

CHILI

Avant-propos

Mireille Azzoug

Le Chili fut l'un des pays de prédilection de Bernard Cassen, du fait de la démocratie assassinée lors du coup d'État perpétré le 11 septembre 1973 par le général Pinochet, lequel aboutit au suicide du président de la République Salvador Allende, refusant de se rendre. Allende avait accédé à la présidence en 1970 avec le soutien des partis de gauche de l'Unité populaire et avait entamé avec son gouvernement des réformes devant conduire à la mise en place d'un État démocratique et socialiste. Les États-Unis et la CIA ne pouvant tolérer le risque que l'expérience chilienne devienne un modèle contagieux pour d'autres pays du sous-continent ont contribué à déstabiliser le régime et à l'accès au pouvoir du général Pinochet, qui mènera une épuration sans merci à l'encontre des forces progressistes et des militant.e.s de gauche, et installera un régime militaire.

Nombre d'intellectuel.le.s furent victimes de la répression qui s'ensuivit et trouvèrent refuge dans les ambassades étrangères, notamment dans l'Ambassade de France. Pour assurer la survie et la sécurité de ces réfugié.e.s, des universitaires français membres d'un syndicat de l'enseignement supérieur, le SNESup, se rendirent au Chili et allèrent s'enfermer avec les réfugiés dans l'Ambassade de façon à garantir leur sécurité. Bernard Cassen fit partie de la délégation de Paris 8. Nombre de Chilien.ne.s, notamment parmi les intellectuel.le.s, durent fuir leur pays et un certain nombre trouvèrent asile en France. L'université Paris 8 accueillit plusieurs universitaires, dans divers départements, dont Patricio Tupper Mannen¹, journaliste, qui fut nommé maître de conférences associé au Département d'études des pays anglophones. Étant journaliste de profession, il s'est ensuite rattaché à l'UFR de communication où il a soutenu une habilitation et est devenu professeur mais il est toujours resté en contact avec Bernard Cassen, avec lequel il a coopéré à de multiples projets et leur collaboration a continué après leur retraite, comme Patricio l'explique dans son hommage à Bernard (cf. p. 59).

D'autres furent accueilli.e.s dans d'autres départements de l'université, et Paris 8 accueillit aussi des étudiant.e.s.

Après le coup d'État, la société française accueillera des milliers d'exilé.e.s chilien.ne.s qui trouveront de l'aide auprès des mouvements associatifs, intellectuels et artistiques. « Avec le retour de la démocratie au Chili, près de 30 % des réfugié.e.s chilien.ne.s décident de retourner dans leur pays d'origine, en conservant avec la France et la culture française de fortes attaches »².

¹ Voir l'hommage de Patricio Tupper Mannen à Bernard, p. 59.

² Cf. <https://www.histoire-immigration.fr/agenda/2013-09/1-exil-chilien-en-france>

Sous la chape du conformisme

Au Chili, les sirènes de l'oubli et les dividendes du libéralisme

Un reportage de **Bernard Cassen**

Le Monde diplomatique, février 1995, p. 8-9

La classe politique chilienne, issue du retour à la démocratie, voudrait bien avoir la mémoire courte. Mais les fantômes du passé ne se laissent pas si facilement exorciser : il y a encore des associations, des avocats et des juges pour demander justice au nom des victimes de la dictature. À la tête de l'armée de terre, le général Pinochet est toujours en fonctions, en statue du Commandeur et futur héros de la patrie. C'est ainsi qu'au débat et encore plus aux luttes politiques internes, les gouvernements de M. Patricio Aylwin et de M. Eduardo Frei¹ depuis 1994 ont substitué l'insertion dans l'économie mondiale et la voie chilienne vers un « *American way of life* » comme on n'y croit plus aux États-Unis. Et ce, en reprenant à leur compte les recettes néolibérales du régime précédent. Non sans succès jusqu'à présent, mais non sans inquiétudes pour la pérennité d'un modèle très largement dépendant de décisions prises ailleurs.

Au Chili, les sirènes de l'oubli et les dividendes du libéralisme

Faire table rase du passé et transplanter au Chili le « rêve américain », sous le signe de la modernisation, telles sont, exprimées à grands traits, les deux dimensions jumelles d'un projet unique que partagent, pour l'essentiel, l'ensemble de la classe politique — majorité gouvernementale et opposition de droite confondues — et une partie importante de l'opinion chilienne. Mais, cinq ans après le retour à la démocratie, ce projet est encore fragile, comme l'ont révélé deux événements intervenus à quelques jours (et à quelques milliers de kilomètres de distance) : à Santiago, une crise ministérielle avortée, née du projet de construction d'une prison « 4 étoiles » qui hébergerait les quelques militaires déjà condamnés ou en passe de l'être pour crimes commis pendant la dictature ; à partir des montagnes du Chiapas, une onde de choc qui, depuis la fin du mois de décembre dernier [1994], met à mal les marchés financiers « émergents » du sous-continent.

¹ Patricio Aylwin, démocrate chrétien, président de 1990 à 1994 ; Eduardo Frei (Ruiz-Tagle), centre gauche libéral, qui sera président de 1994 à 2000. Il est le fils de Eduardo Frei Montalva, démocrate chrétien, président de 1964 à 1970. Opposant à la dictature militaire d'Augusto Pinochet (président de 1974 à 1990), il sera assassiné en 1982 par les services de celui-ci. Patricio Aylwin, démocrate chrétien, président de 1990 à 1994.

Malgré la recherche quasi obsessionnelle du consensus, érigée en système et en finalité de gouvernement, sous les présidences de M. Patricio Aylwin, de 1990 à 1994, et de M. Eduardo Frei depuis un an, on voit bien que les plaies ouvertes, le 11 septembre 1973, par le coup d'État du général Pinochet ne sont cicatrisées qu'en surface, et au prix d'une bonne dose de refoulement collectif. Par ailleurs, avec le début de panique provoqué, dans l'ensemble de l'Amérique latine, par l'effondrement du peso mexicain, c'est la validité même d'un modèle de développement — hérité du régime précédent, mais auquel la transition démocratique s'est ralliée et même identifiée — qui, en dépit des démentis officiels, se trouve remise en cause.

À l'origine de la « tourmente de l'été austral », comme l'a désignée l'hebdomadaire *Qué pasa*, une initiative du gouvernement de M. Frei, négociée par les ministres de la défense et de la justice avec le haut commandement : la construction d'une prison spéciale pour l'ancien chef de la police secrète de la dictature, le général Manuel Contreras, et quelques-uns de ses complices, à la veille de la confirmation éventuelle, par la Cour suprême, des peines qui leur avaient été infligées (sept ans de réclusion dans le cas du général) pour l'assassinat, en 1976, à Washington, de l'ancien ministre des affaires étrangères de l'Unité populaire, Orlando Letelier. Cette décision constituait une sorte de compromis entre l'impératif d'une justice égale pour tous et les exigences des militaires, désireux que perdure la situation actuelle où les rares officiers et civils condamnés ou inculpés pour violation des droits de l'homme sont, formellement, incarcérés, mais, en réalité, accueillis comme hôtes dans des casernes, des écoles de formation, des hôpitaux, où ils bénéficient d'un traitement de faveur. La solidarité de l'institution à leur égard ne se dément pas.

Le président de la République, avec l'accord des responsables des trois formations les plus importantes de la coalition gouvernementale de centre-gauche au pouvoir depuis 1990, la Concertation pour la démocratie (CPD) — Parti démocrate-chrétien (PDC), Parti socialiste (PS), Parti pour la démocratie (PPD) —, avait décidé de prendre cette mesure par décret, ce qui impliquait, notamment, la signature du ministre « technique » concerné, celui des travaux publics, M. Ricardo Lagos. Détenteur du portefeuille de l'éducation sous M. Aylwin, précandidat du PS et du PPD, au sein de la CPD, à l'élection présidentielle de 1993 qui, finalement, vit l'investiture et l'élection de M. Frei, candidat du PDC, M. Lagos est la figure de proue de la gauche de gouvernement et son présidentiable « naturel ». Coup d'éclat, le 5 janvier dernier : le ministre refusait de contresigner le décret, en invoquant des raisons morales, et présentait sa démission à M. Frei. Il devait la reprendre le lendemain, après avoir obtenu que le texte contesté se transforme en simple projet de loi à soumettre au Congrès, qui devait d'ailleurs le voter à la quasi-unanimité le 19 janvier.

Cet épisode et son dénouement fournissent un parfait révélateur de la manière dont fonctionne la politique chilienne et des rapports entre dirigeants élus et commandement militaire. Au départ, une donnée qui surdétermine les

comportements depuis la fin des années 80 : le général Pinochet n'a pas été chassé du pouvoir après le « non » au référendum de 1988 ; il l'a transmis au président Aylwin, élu, en mars 1990, dans le cadre de la Constitution élaborée par la dictature, et dans laquelle subsistent de multiples verrous antidémocratiques (lire *Une démocratie restreinte léguée par la dictature*). Ce sont là autant d'« enclaves autoritaires », pour reprendre la formulation du sociologue Manuel Antonio Garretón qui précise ainsi sa pensée : « Après sa défaite politique en 1988, Pinochet a été contraint de passer d'une dictature institutionnelle à un gouvernement dictatorial de transition. Que l'essentiel de cette transition se soit effectué contre sa volonté, mais sous son gouvernement, explique le caractère défiguré et incomplet de la démocratie inaugurée en 1990. Avec le gouvernement Aylwin, dont le mandat fut réduit à quatre ans aux termes des accords de 1989, on se trouve en présence d'un gouvernement entièrement démocratique, mais pas pour autant de transition, dans un système qui n'est pas complètement démocratique. »

Le choix de la méthode douce

M. Eduardo Frei a hérité d'une situation institutionnelle inchangée où, selon la formule consacrée, il s'agit de « faire au mieux dans le champ du possible », les limites de ce « possible » étant certes balisées par les textes hérités du régime Pinochet, mais aussi par le degré de détermination réciproque des deux camps en présence. Or, d'emblée, la Concertation pour la démocratie a pris le parti de la méthode douce, du gradualisme, en renonçant à la mobilisation de ses bases électorales contre les « enclaves autoritaires », et, en particulier, à l'usage offensif du référendum. L'impunité des crimes commis par la dictature reste – les sondages l'attestent – un objet de scandale pour un grand nombre de Chiliens. Mais, en se prêtant à une transition sans rupture en 1989, la Concertation acceptait, par là même, l'« acquis législatif » antérieur, notamment la loi d'auto-amnistie de 1978, et se contentait de produire un témoignage pour l'Histoire sous la forme du rapport de la Commission pour la vérité et la réconciliation, publié en mars 1991. Le combat pour la justice, mené par les familles de « disparus » ou d'assassinés et les associations de défense des droits de l'homme, s'est donc trouvé déserté par les politiques et laissé à la diligence des avocats et des juges, dont certains, dit-on, sont encouragés par l'exemple de leurs collègues italiens et français.

Les contradictions juridiques dans lesquelles les militaires se sont enfermés en invoquant l'« état de guerre » pour justifier leurs exactions, sans, en même temps, respecter les droits des prisonniers de guerre, garantis notamment par les conventions de Genève ratifiées par le Chili, acculent la Cour suprême – appelée à trancher en dernière instance — à un choix impossible, car impliquant d'une manière ou d'une autre son propre désaveu. Si la Cour – dont les membres ont été désignés sous la dictature — devait trancher dans le sens du droit, elle rendrait caduque la loi d'amnistie, permettant alors l'ouverture de quelque trois cents procès déjà instruits, impliquant de nombreux officiers

encore en activité, et, ultérieurement, celle de quelque huit cents autres procédures non encore instruites.

Une telle perspective suscite, on l'imagine, la fureur des militaires, mais n'enchanté guère le gouvernement qui, ne pouvant pas rester simple spectateur d'une cascade de mises en jugement, se verrait contraint de réexaminer ses rapports avec l'armée. Ce serait là une rupture culturelle profonde avec une manière de gouverner qui a rejeté l'affrontement, et qui, au contraire, se caractérise, selon toutes les études d'opinion réalisées ces dernières années, par

« une nouvelle propension au consensus, ou, en d'autres termes, une intolérance face au conflit. La recherche d'un accord prend le pas sur la polarisation des opinions ou sur la confrontation. Personne ne souhaite de changements accélérés qui rompraient l'équilibre réalisé² ».

Ainsi, à la grande surprise du visiteur, il existe encore à Santiago une avenue du « 11-Septembre », qui double en partie l'avenue Providencia, et que les habitants de la capitale, ignorant d'ailleurs volontairement cette dénomination, appellent tout simplement Nueva Providencia. Le 11 septembre lui-même (date, en 1973, du coup d'État du général Pinochet contre le président légitime Salvador Allende) reste jour férié. Pour l'abolir, en effet, il faudrait une majorité au Congrès, dont le gouvernement ne dispose pas, en raison de la présence de sénateurs nommés dans la Haute Assemblée. Les partis de la Concertation ont donc décidé de faire de ce 11 septembre une journée de réflexion sur l'histoire chilienne, alors que la droite continue à célébrer l'acte fondateur du coup d'État.

Cette « intolérance face au conflit » envahit tous les secteurs de la vie publique, y compris la vie intellectuelle, où toutes les formes de dissidence sont jugées passéistes et incongrues, condamnent leurs auteurs à la marginalisation, et ne disposent de toute manière d'aucun espace régulier pour s'exprimer, les médias étant eux-mêmes tétanisés par l'idéologie du consensus. Faride Zeran, journaliste à *La Epoca*, quotidien dans lequel elle publie des entretiens avec des écrivains, universitaires..., nous explique la difficulté à trouver, parmi eux, des gens qui aient des opinions tranchées, un corps d'idées original. Il y a des exceptions, ajoute-t-elle, parmi lesquelles le romancier José Donoso³, le poète Nicanor Parra, le sociologue Manuel Antonio Garretón, le philosophe Martin Hopenhayn. Elle regrette l'époque des grands débats d'idées, parfois d'une violence verbale inouïe, comme ceux qui, dans

² Eugenio Tironi, « Culture et communication dans une période de transition (1990-1994) », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 11, octobre-décembre 1993.

³ Les trois derniers ouvrages de José Donoso parus en français sont *L'Obscène Oiseau de la nuit*, Paris, Le Seuil, 1990 ; *La Désespérance*, Paris, Presses de la Renaissance, 1987 ; *Trois nouvelles bourgeoises*, Laffont, Paris, 1986.

les années 20 et 30, opposèrent en une « guérilla littéraire » les poètes Vicente Huidobro, Pablo de Rokha et Pablo Neruda⁴.

« Raisonner comme l'ennemi »

Ce conformisme, cette négociation permanente, ce refus de dire « non », Carolina Rossetti, qui produit une émission de radio ainsi qu'un programme politique à la chaîne Chile Vision, l'attribue, pour partie, à l'émergence d'une nouvelle classe politique au sein de laquelle la gauche (sauf le PC) ressent une profonde culpabilité :

« La droite pinochiste a réussi à lui faire croire qu'elle avait raison quelque part. La gauche a pardonné au dictateur. De toute manière, il existe désormais une complicité sociale entre les membres de cette classe : ils partagent la même culture du "Chilean way of life", jouent ensemble au tennis, passent ensemble leurs vacances dans la station balnéaire de Cachagua, ou plus récemment dans celle de Tunquen. Les gens de gauche commencent à avoir honte d'avoir été ce qu'ils ont été. »

Roberto Brodsky, responsable de la section politique du magazine *Caras*, confirme cette analyse : « L'histoire se réécrit avec Pinochet comme héros de la patrie. Le jour de ses funérailles, tout le gouvernement sera là au premier rang. » Et il nous cite ces paroles de *Guitare noire*, chanson composée par l'artiste uruguayen Alfredo Zitarossi, mort en 1991 : « Et je m'accoutume à ne plus me servir de mon âme, à raisonner comme l'ennemi. »

Une illustration spectaculaire du nouveau consensus : le « Bébête-Show » local, « Los Toppins », diffusé sur le canal 9 un peu avant 21 heures. Y défilent les marionnettes de tous les personnages de la vie politique, et, en premier lieu, le général Pinochet, qui apparaît sous les traits d'un gentil « pépé », malicieux et débonnaire, autrement plus sympathique que M. Eduardo Frei, par exemple. Il va sans dire que le ton des échanges n'a guère de quoi effaroucher qui que ce soit, et surtout pas le commandant en chef de l'armée de terre.

La banalisation de la dictature (d'ailleurs rarement désignée comme telle par les responsables gouvernementaux, qui parlent plus volontiers du « régime antérieur » ou du « régime autoritaire ») va de pair avec celle des années Allende et de la résistance à cette même dictature, l'Unité populaire et la junte militaire étant plus ou moins renvoyées dos à dos par les médias, quand ils veulent bien évoquer cette préhistoire. Même un cinéaste comme Miguel Littin, exilé pendant vingt ans et opposant farouche au régime Pinochet⁵, ne choque personne. Dans un cinéma de la banlieue chic de Santiago, Las Condes, la première de son film *Les Naufragés* (sélectionné au Festival de Cannes de 1994) nous offre le spectacle insolite du réalisateur, le verre à la main, échangeant ses impressions avec l'aide de camp naval (en grand uniforme) du président de la République. Un officier sans doute trop jeune

⁴ Faride Zeran, *la Guerrilla literaria*, Huidobro, de Rokha, Neruda, Santiago, Éditions Bat, Santiago, 1992.

⁵ Lire Gabriel Garcia Marquez, *L'Aventure de Miguel Littin*, Paris, LGF, 1988.

pour avoir participé aux crimes de son armée dans les années 70... Et, avant la projection, parmi les messages de sympathie, au réalisateur et aux acteurs, celui du ministre de l'Intérieur, le démocrate-chrétien Carlos Figueroa.

Les Naufragés est pourtant fort loin de viser au consensus : sur le mode fantastique, et même funèbre, il traite, vingt ans après le *golpe*, du retour au village natal d'Aron à la recherche de son frère Ur, « disparu », après avoir été enlevé par les militaires. Le tout ponctué d'images d'archives de 1973, notamment celles des stades remplis de prisonniers, des bombardements de la Moneda, etc., dont la violence a conservé tout son impact. Le lendemain, toute la presse de Santiago analysera les qualités et les défauts du film, comme s'il traitait de la réalité d'un autre pays. La fin de la critique de *La Nacion* est tout à fait caractéristique :

« Peut-être une partie du public chilien considérera que le thème du film, le coup d'État militaire et ses conséquences, est redondant et pèche par la répétition de ce qui a déjà été discuté. La réponse de Littin est simple : “Si l'on tourne des films sur ce sujet, c'est parce qu'il s'est passé quelque chose de grave au Chili”⁶. »

En démissionnant pendant vingt-quatre heures, M. Ricardo Lagos avait peut-être le sentiment que ce « quelque chose de grave » était loin d'être totalement enfoui, et que la gestion de sa mémoire pourrait ne pas être sans influence sur le scrutin présidentiel de l'an 2000. En contraignant le président Frei — qui, dit-on, n'oublie rien — à se déjuger, M. Lagos a sans doute, à court terme, signé son arrêt de mort ministériel. Mais il est fort significatif qu'il ait seulement été soutenu du bout des lèvres par ses « amis » du PS et du PPD et, surtout, qu'imprégné lui aussi de la culture du compromis, il ne soit pas allé jusqu'au bout de sa logique en quittant le gouvernement pour de bon.

Ce « duel de gros calibres⁷ » entre deux fortes personnalités inaugure-t-il une ère nouvelle dans la politique chilienne ? Il donne en tout cas à penser que ce second gouvernement de la Concertation sera le dernier et que, au début du prochain siècle, la proportionnelle aidant et le général Pinochet disparu de la scène politique, les réalignements pourraient se faire sur le modèle d'avant 1973 : une gauche, une droite et, au centre, la démocratie chrétienne.

Le modèle économique suivi depuis les années 80 ne fait pas, pour l'instant, l'objet de clivages internes à la coalition au pouvoir. Mais il risque bien, à terme, d'être fragilisé de l'extérieur par les contrecoups du séisme mexicain, qui ne font que commencer à se manifester. Certes, la place de Santiago, qui, en 1994, avait réalisé la troisième performance boursière du monde, après le Brésil et le Pérou, avec une variation de + 38,5 %, n'a perdu que 4,5 % dans la décade noire de décembre dernier, pour se stabiliser ensuite. Pendant la même période, celle de Mexico chutait de 36 %, celle de

⁶ *La Nacion*, Santiago, 19 octobre 1994.

⁷ *Qué pasa*, Santiago, 14 janvier 1995.

Sao Paulo de 14,2 % et celle de Lima de 12,9 %. Pour les institutions financières internationales, le Chili reste l'exemple parfait de l'économie de marché qui a réussi dans un pays en développement, en fondant sa croissance sur les exportations et en libéralisant totalement ses échanges.

Les « fondamentaux » sont en effet au vert : croissance ininterrompue depuis dix ans, taux d'inflation de seulement 9 % en 1994, solde positif de la balance des paiements, réserves de devises de presque 10 milliards de dollars, taux de chômage de l'ordre de 4 %. C'est pourquoi, avec ses presque 14 millions d'habitants, le Chili ambitionne de jouer dans la cour des grands : en se rendant à Bogor, en Indonésie, en novembre dernier, le président Frei a pris possession du tout nouveau siège de son pays à l'APEC (Forum de coopération Asie-Pacifique) ; lors du sommet des Amériques, tenu à Miami les 10 et 11 décembre dernier, M. William Clinton lui a proposé de négocier son adhésion à l'Alena. Et, après avoir ignoré le Mercosur, parce qu'il ne jugeait pas ses membres⁸ suffisamment sérieux, notamment dans la gestion de leur monnaie, le gouvernement de Santiago prépare finalement son ralliement. Comment ignorer un marché de proximité de quelque deux cents millions de consommateurs ?

Le désir d'adhérer prioritairement à l'Alena plutôt qu'au Mercosur est fort loin de relever de la seule politique commerciale. Il s'agit surtout d'être le premier en Amérique du Sud à faire partie du « club » des riches du Nord, et d'être reconnu comme un membre à part entière du « premier monde ». Dans le discours public, la solidarité et l'intégration latino-américaines ont quasiment disparu : il n'est question que des États-Unis et de l'Union européenne. L'adhésion de la Concertation et, en son sein, du PS et du PPD, à un libéralisme hérité des *Chicago boys* de la dictature procède aussi de cette volonté d'être du bon côté : du côté du FMI, de l'OCDE, de la Banque mondiale, ces institutions qui régissent la planète. Cette attitude traduit un basculement culturel majeur, en ce qu'elle révèle

« un degré d'optimisme très élevé, sans doute parmi les plus élevés du monde, et une tendance marquée à s'identifier au triomphe et aux triomphateurs. Il s'agit là d'une autre rupture avec le "caractère chilien", traditionnellement assimilé à l'effort aboutissant à un échec⁹ ».

Une sensation de succès total

Carolina Rossetti nous confirme ce constat académique par son expérience de la radio :

« Les Chiliens, même dans les classes les plus pauvres, ont une sensation de succès total. Les gens des *poblaciones* nous téléphonent pendant l'émission "Entre nous", pour nous dire qu'ils ont plus de chances de réussir dans un système d'économie de marché. »

⁸ L'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay.

⁹ Eugenio Tironi, *op. cit.*

Il faut dire que cette impression correspond aussi à une certaine réalité objective : « Il y a moins de pauvres, et les pauvres sont moins pauvres. Bien qu'il s'agisse d'un système avec lequel nous ne pouvons pas être d'accord, car ce néo-libéralisme est créateur d'injustices, il n'y a pas d'autre choix », explique le jésuite José Aldunate, symbole de la lutte pour les droits de l'homme¹⁰.

Le gouvernement Aylwin, désireux de donner quelques gages à sa base sociale, a effectivement procédé à un rattrapage des salaires et pensions se situant au bas de l'échelle : en termes réels, 29,9 % et 21,3 % respectivement, entre 1989 et 1993. Mais cette redistribution corrigeait seulement à la marge les inégalités que le régime militaire avait considérablement accrues. Entre 1990 et 1992, les 20 % les plus riches de la population n'ont vu leur part du revenu total tomber que de 53,7 % à 52,4 %¹¹.

L'aisance et la richesse s'affichent sans discrétion dans les beaux quartiers. Les femmes de la classe moyenne ne quittent pas leur téléphone mobile quand elles font leurs courses : le « *Chilean way of life* » se veut en effet une copie plus ou moins conforme de l'« *American way of life* », tel du moins qu'il est imaginé. À Las Condes, sorte de Neuilly de Santiago, on peut tout acheter dans les Home Centers ou le Shopping Alto Las Condes ; se restaurer au Pizza Hut ou au McDonald's ; scolariser ses enfants dans une maternelle bilingue Green Village, et les faire admettre un jour au Mayflower College ou au Southern Cross College...

L'imaginaire chilien traditionnel, avec l'aide de la télévision, est en train de subir une véritable greffe de sous-culture américaine, qui accompagne l'aspiration de la classe dirigeante à oublier les Andes et à se projeter vers le Nord. Au point que le gouvernement, en guise de réforme éducative, avait purement et simplement repris, en mars 1992, le projet élaboré, l'année précédente, par la section chilienne de l'association catholique américaine Holy Cross (domiciliée à Notre-Dame, dans l'Indiana), et proposé de rendre l'enseignement de l'anglais obligatoire, car « l'anglais est un moyen d'accès aux autres cultures ». Devant le tollé qui s'ensuivit (entre autres raisons, parce que la loi organique projetée risquait d'être jugée anticonstitutionnelle), le ministère de l'éducation ne parle plus que d'une langue obligatoire, sans la désigner...

En définitive, l'américanisation du Chili est le corollaire de son début d'insertion, jusqu'à présent réussie, dans le « premier monde ». Est-ce là une donnée définitive ? A Washington, la crise mexicaine risque de remettre en question l'élargissement de l'Alena. Le Chili sera-t-il traité comme un quelconque pays latino-américain ou comme le bon élève qui a réussi ? La

¹⁰ *La Nacion*, Santiago, 23 octobre 1994.

¹¹ Patricio Meller, « L'économie durant le récent gouvernement démocratique », *Problèmes d'Amérique latine*, *op. cit.*

« confiance » de la « communauté financière internationale » est, en effet, la principale garantie du modèle adopté à Santiago.

Un modèle vulnérable, car il dépend aussi largement des cours mondiaux des produits du secteur primaire, notamment du cuivre, de la farine de poisson et de la cellulose, qui représentent à eux trois près de la moitié des ventes à l'extérieur. En 1993, la chute des cours a provoqué un déficit commercial de 1 milliard de dollars, compensé par un solde positif de 3 milliards de dollars de la balance des capitaux, dont, contrairement à ce qui se passe dans beaucoup d'autres pays du sous-continent, les deux tiers se sont portés dans des investissements directs en 1993¹². Certains de ces capitaux, selon des sources américaines, semblent directement provenir du « lavage » de narcodollars. Ce qui expliquerait le « boom » de la construction d'appartements de luxe qui restent inhabités. Il est vrai que les banques ne font pas preuve de curiosité excessive quand on dépose de fortes quantités d'argent liquide... Par ailleurs l'introduction, quand gouvernait le général Pinochet, du régime, de retraites par capitalisation a créé une épargne forcée très élevée (10 % à 13 % des salaires) et la mise en place de fonds de pension dont les actifs représentent 40 % du produit intérieur brut et constituent une source majeure de financement national du secteur privé.

Ces stabilisateurs sont-ils de nature à faire du Chili une petite enclave, presque extraterritoriale, dans une Amérique latine, dont la forte croissance de la période récente reste, en dernier ressort, dépendante des intérêts des États-Unis (*lire* « 6142 »), et qui pourrait connaître d'autres turbulences que celles du Mexique ? Le ministre des finances a récemment décrit les Chiliens comme autant de Phéniciens. Une métaphore extracontinentale de plus, mais aussi un pari sur la longévité du dynamisme commercial de ses compatriotes. À supposer qu'ils puissent continuer à tirer leur épingle d'un jeu qui les dépasse.

¹² Banque Sudameris, service des études économiques, *Situation économique des pays d'Amérique latine* en 1994.

CUBA

Bernard Cassen « ami et soutien de Cuba »

Mireille Azzoug

Bernard Cassen fut littéralement amoureux de Cuba : de l'île, de ses habitant.e.s, de son mode de vie, de sa culture, sa musique, ses artistes, sa cuisine, et ce « fumeur de havanes » appréciait tout particulièrement ses *cigarillos*.

Pour lui comme pour beaucoup de militants de gauche, Cuba était dans les années 60-70 un modèle de révolution réussie, celui d'une société plus égalitaire et d'un État protecteur, d'un socialisme à visage humain. Il avait pour Fidel Castro, qu'il avait rencontré à plusieurs reprises, pour le Che et les libérateurs qui avaient su conduire une révolution populaire, une réelle admiration.

B. Cassen a fait de multiples voyages à Cuba, invité à de nombreuses reprises, et il revenait à chaque fois sous le charme. Et puis, il avait de l'admiration pour cette petite île qui avait tenu tête à l'empire américain : David contre Goliath.

Il n'était pas le seul. Cuba était aussi une sorte d'utopie pour une partie des militant.e.s de gauche des ces années-là. Le département d'espagnol, voisin du nôtre à l'université Paris 8, comptait aussi des *aficionados* de Cuba, qui étaient des militant.e.s et ont été des dirigeants, de l'Association France-Cuba : Roland Labarre et Paul Estrade, tous deux fondateurs et anciens secrétaires généraux successifs dans les années 60, et dont Paul Estrade a aussi été le président de 1982 à 2000. Quant à Bernard, il a été, lui, membre du Comité directeur de ladite Association durant de nombreuses années. France-Cuba compte toujours de multiples comités locaux répartis sur le territoire français, ce qui montre l'attraction qu'a exercée et exerce encore ce petit pays. L'une de mes amies qui est allée faire un voyage à Cuba il y a quelques années en est revenue sous le charme, séduite par la jovialité et l'accueil chaleureux de sa population, son art, sa musique, sa cuisine...

Même si tout n'était pas rose, par rapport au sort fait aux populations misérables d'une partie des autres pays latino-américains, avec leurs favelas, leur relégation dans la misère, l'exploitation et la violence, Cuba était et restait un modèle. Mais plus un peuple est émancipé, plus ses exigences de liberté, de bien vivre, de développement économique, de réussite sociale et d'accès au luxe augmentent. La question qui se pose est de savoir si de tels objectifs sont à la portée d'un État insulaire formé d'une grande île entourée de centaines d'autres îles et îlots, avec une population d'un peu plus de 11 millions d'habitants (soit une densité de 100 habitants au km², des indices de développement humain et de performance qui sont un peu en baisse — 85^e et 68^e rangs à l'échelle

mondiale sur près de 195 pays classés¹ —, mais soumis depuis 1963 à un embargo commercial, économique et financier des États-Unis, peut se développer de manière souhaitable, d'autant que le retour des droites dans plusieurs pays d'Amérique latine l'a privé d'échanges avec une partie de ceux-ci. Ce qui n'a pas empêché le peuple cubain de continuer à faire preuve de son unité, de sa ténacité, de son sens de la dignité, au côté de personnalités au rôle exemplaire.

Malgré sa forte sympathie pour Cuba, Bernard Cassen n'en est pas moins lucide et a conscience assez tôt des difficultés que doit affronter l'île lorsqu'il écrit en 1980 dans *Le Monde diplomatique* : « Cuba. "Le socialisme réel" et la désillusion » (reproduit ci-dessous).

¹ Wikipédia, source : Programme des Nations unies (2024).

Brève histoire de Cuba

Cuba a été soumise durant plusieurs siècles à l'Empire colonial espagnol, puis à l'ingérence américaine et à des régimes dictatoriaux soutenus par les États-Unis, et livrée à des mafias italo-américaines, à la corruption et à l'exploitation par les élites locales. En 1959 (1^{er} janvier), les frères Castro, le Che et leur armée renversent la dictature de Batista. Si les États-Unis reconnaissant le nouveau pouvoir révolutionnaire, dès lors que celui-ci nationalise les avoirs américains la CIA entraîne une force de rebelles qui lancent une attaque le long de la baie des Cochons, d'ailleurs écrasée par l'armée cubaine. Craignant de nouvelles attaques des États-Unis, l'Union soviétique installe 4 missiles balistiques à Cuba, d'autant que les Américains ont installé des armes nucléaires en Turquie, ce que le pouvoir soviétique perçoit comme une menace pour l'URSS. Les États-Unis ripostent alors par une tentative de débarquement à la baie des Cochons en avril 1961, décidée par le président Kennedy, avec pour but de renverser Fidel Castro et d'anéantir l'île. L'URSS déploie alors des navires en direction du blocus américain. Face à la menace d'une guerre destructrice, un accord finit par être conclu entre les États-Unis et l'URSS, qui retire ses missiles de Cuba, les États-Unis retirant les leurs de Turquie. Toutefois les États-Unis ripostent par un embargo commercial, économique et financier contre Cuba. Avec la disparition de l'URSS, l'île soumise à l'embargo américain, puis au financement par George W. Bush de l'opposition cubaine, et à l'émigration des dissidents cubains, doit peu à peu faire face à des difficultés accrues. Les liens avec les États-Unis se détendent un peu sous la présidence de Barack Obama mais se détériorent à nouveau sous celle de Donald Trump.

Pays socialiste et république parlementaire, à parti unique — le parti communiste — le régime n'est pas pour autant une dictature, les candidats aux élections étant désignés par les électeurs et les assemblées municipales. Le pouvoir exécutif est organisé par le Conseil d'État élu par le Parlement, lequel est élu au scrutin uninominal à deux tours et est l'organe suprême du pouvoir. L'Assemblée nationale élit en son sein le Conseil d'État et son président.

Miguel Diaz Canel, qui succède à Raúl Castro, est élu président de la République en 2019 et réélu en 2023. Ingénieur de formation et militant communiste, il est aussi premier secrétaire du parti communiste en 2021. Il est vu comme un technocrate et considéré comme soutenant la politique de libéralisation économique entreprise par Raúl Castro.

La crise de la COVID, si elle a été gérée de façon exemplaire à ses débuts, a fini par mettre le pays face à des difficultés accrues, notamment à des pénuries de nourriture, de médicaments et de carburant et à une forte baisse du tourisme.

Mireille Azzoug

Le premier congrès du parti communiste cubain

Ferveur et restructuration

Bernard Cassen

Le Monde diplomatique, janvier 1976, p. 14

« Une nouvelle étape de notre révolution apparaît... On dira : avant le premier congrès ou après le premier congrès¹. On parlera encore de ce congrès dans cinquante ans, dans cent ans ! »

Dans son discours de clôture, prononcé le 22 décembre dernier (1975) devant plus de trois mille délégués, Fidel Castro a ainsi résumé pour son auditoire et pour la quasi-totalité des Cubains rivés à leur poste de radio ou de télévision la signification historique de cette véritable constituante du parti communiste de Cuba.

Résultat, en 1965, d'un processus de fusion des organisations qui avaient lancé la guérilla et du PSP [Parti socialiste populaire, c'est-à-dire des « vieux communistes », ceux du premier parti de 1925], le parti a donc attendu dix ans avant de tenir son premier congrès, les suivants devant désormais avoir lieu tous les cinq ans. Point culminant d'intenses discussions, tant dans les cellules que – pour les thèses les plus importantes tels l'avant-projet de Constitution et la plate-forme programmatique — dans l'ensemble du pays, et échéance pour les divers plans d'émulation socialiste « *en saludo al primer congreso* », cet événement a littéralement mobilisé la masse des Cubains pendant la majeure partie de 1975² jusqu'à devenir, pour reprendre la formule de Fidel Castro devant le million de personnes rassemblées sur la place de la Révolution à l'issue des travaux, « le congrès du peuple ».

Si la ferveur populaire était évidente, le déroulement même des travaux du congrès – succession de discours soigneusement programmés et d'interventions des partis frères ou amis — n'a laissé aucune place à la surprise, encore moins à la spontanéité. L'impression produite sur les observateurs étrangers aurait pu être fort négative, s'il n'avait été rappelé que les textes, tous approuvés à l'unanimité, avaient déjà été longuement examinés dans le pays et très souvent amendés, de sorte que, la discussion de fond³ ayant déjà eu lieu avant l'ouverture, il ne restait plus au congrès qu'à ratifier, et peut-être davantage encore à simplement exister physiquement, à se découvrir lui-même, pour constituer une nouvelle date dans le calendrier politico-historique dont les Cubains sont friands.

¹ Ndlr : 22 septembre 1975 : Discours de Fidel Castro clôturant le premier Congrès du Parti communiste cubain (17-22 septembre).

² Voir *Le Monde diplomatique*, septembre 1975.

³ On aura une bonne idée de la manière dont, à la base, fonctionne la démocratie cubaine dans l'excellent livre reportage de Marta Harnecker, *Cuba dictadura o democracia*, Siglo XXI Ediciones, 1978.

Le rapport central (qui représente plus de cent quatre-vingts pages dactylographiées) de Fidel Castro constituera pour les analystes un document de base accumulant secteur par secteur chiffres et statistiques, et montrant les progrès — parfois très spectaculaires — accomplis depuis 1959. Surtout il replace le processus enclenché le 26 juillet 1953 par l'attaque de la caserne Moncada dans une continuité révolutionnaire cubaine, remémorant les luttes héroïques contre l'Espagne (« Cuba fut le Vietnam de la fin du siècle dernier ») et détaillant la permanence des interventions américaines, de l'occupation militaire de 1898 aux multiples tentatives d'assassinat perpétrées par la CIA (et que le rapport de la commission Church venait opportunément confirmer) en passant par l'invasion de la baie des Cochons en 1961 et la crise des missiles d'octobre 1962. Fidel Castro souligna la convergence des démarches de José Martí et de Lénine, et restitua une fois de plus, dans une magistrale fresque révolutionnaire, les noms — inséparables sur les panneaux muraux et dans tous les discours politiques — des fondateurs du marxisme-léninisme, des combattants du siècle dernier (Martí, Maceo, Gómez), du fondateur du premier PC de 1925, Juan Antonio Mella, et des « guérilleros héroïques » : Camilo Cienfuegos et Ernesto Che Guevara.

Il ne s'agissait pas seulement de rendre au peuple cubain sa propre histoire, mais d'intégrer aux tâches humbles et modestes de l'effort quotidien les figures légendaires du passé, de faire de l'émotion que suscite inévitablement le rappel des sacrifices et des heures de gloire un élément constitutif, parfois une raison d'être, de l'activité militante.

Les objectifs fixés pour 1980 sont à la fois ambitieux et réfléchis. Plus de volontarisme, plus de promesses qui ne pourraient être tenues (« la parole du parti doit être sacrée »). Le taux annuel de croissance économique sera de 6 % pour le prochain quinquennat, mais, comme l'a rappelé le « commandant en chef », ce chiffre ne concerne que la production matérielle et ne comprend pas, selon les normes de la méthodologie socialiste, les prestations sociales (santé, éducation notamment), dont le développement est considérable et place Cuba en tête de tous les pays d'Amérique latine. Un nouveau système de direction économique visant à créer une « conscience économique » chez les citoyens et les cadres sera mis en place.

Sur le plan agricole, la petite propriété des deux cent trente-deux mille paysans regroupés dans l'ANAP [ndlr : Association nationale des petits agriculteurs] (et qui détiennent 30 % des terres) sera protégée. Dans un passage remarqué, Fidel Castro, rappelant l'exiguïté de l'île, sa densité (quatre-vingt-cinq habitants au kilomètre carré) et la nécessité absolue d'une croissance du produit agricole, a appelé les paysans à dépasser volontairement la propriété individuelle et à s'incorporer à des « formes supérieures de production », fermes d'État ou coopératives. « La Révolution n'emploiera jamais des méthodes coercitives contre ses frères de lutte ni ne se départira jamais des moyens de persuasion, qu'ils soient ou non couronnés de succès. »

Dans les années à venir, la scolarité de neuf ans (c'est-à-dire jusqu'à l'enseignement secondaire moyen) sera rendue obligatoire.

Enfin, un calendrier du processus d'institutionnalisation, amorcé par l'expérience de pouvoir populaire de la province de Matanzas, a été fixé : 15 février 1976, référendum sur la Constitution, qui sera promulguée le 23 février ; avril-mai 1976, mise en place de la nouvelle division politico-administrative (le nombre de provinces passant de six à quatorze) ; octobre-novembre 1976, élection des délégués aux organismes locaux du pouvoir populaire et des députés à l'Assemblée nationale qui sera installée le 2 décembre 1976 (vingtième anniversaire du débarquement du Granma, le yacht qui transporta Fidel Castro et ses camarades du Mexique à Cuba) ; décembre 1976, transfert de certaines responsabilités centrales aux organes locaux du pouvoir populaire ; janvier 1977, mise en place d'un nouveau système de comptabilité nationale.

La réhabilitation des « anciens »

Les tâches, on le constatera, sont nombreuses. Aussi convient-il d'affiner l'instrument qui les impulsera, le parti. On sait que la procédure d'entrée est originale, puisque le candidat (qui ne se propose jamais lui-même) doit être, dans un premier stade, proposé par l'assemblée générale de son centre de travail avant d'être ou non retenu. Au 30 septembre dernier on comptait deux cent deux mille huit cent sept membres du parti ou « aspirants ». Leur composition est révélatrice du sous-développement culturel dont souffre Cuba : 62 % ont un niveau inférieur ou égal à celui du certificat d'études, 4 % seulement ayant atteint un niveau universitaire. 52 % seulement des membres appartiennent à des cellules d'entreprises, 10,5 % à l'éducation et à la santé publique, près de 40 % étant des cadres administratifs et politiques. Il est important de noter que 85 % des officiers en sont membres ; le parti n'aura donc aucun mal à « commander au fusil ».

L'élection d'un comité central de cent douze membres et de douze suppléants (avec en tout un renouvellement de vingt-quatre personnes) et l'élargissement du bureau politique ont un double sens : se doter d'organes de direction fonctionnant réellement (ce qui n'avait pas été le cas du comité central) et intégrer au plus haut niveau (d'aucuns parleraient de réhabiliter historiquement et politiquement) les vieux militants du PSP, dont certains avaient eu une attitude réservée à l'égard des premières phases, de la guérilla. C'est ainsi qu'entrent au bureau politique Blas Roca, ancien secrétaire général du PSP, à qui Fidel Castro avait rendu un hommage appuyé lors de la cérémonie du cinquantenaire de la fondation du P. C. de 1925, en août [1975] dernier ; Carlos Rafael Rodríguez, brillant et populaire super-ministre des affaires étrangères (qui fut ministre de Batista en 1942, à une époque où le futur dictateur occupait légalement le fauteuil présidentiel) ; et Arnaldo Milian, l'un des fondateurs du parti de 1925.

Rêve et révolution

Cette promotion marque la fusion définitive de tous les courants révolutionnaires des cinquante dernières années et lève l'ostracisme dont les anciens du P. S. P avaient été les victimes en 1965 dans la formation du bureau politique de huit membres, tous issus du Mouvement du 26 juillet⁴, et qui tous ont été confirmés dans leurs fonctions. Les deux autres nouveaux venus sont José Ramon Machado et Pedro Miret, eux aussi anciens guérilleros. On peut être assuré que, dans ce bureau politique de treize membres, où les préoccupations des provinces sont largement représentées (l'Orient avec Juan Almeida et Armando Hart, La Havane avec Jose Ramon Machado, Las Villas avec Arnaldo Milian), « on discutera » comme nous l'assurait un haut fonctionnaire du parti.

C'est le vœu exprimé par le premier secrétaire, Fidel Castro, qui est revenu très longuement sur le thème de la nécessité de dépersonnalisation du parti, en rappelant le mot de Martí : « Toute la gloire du monde tient dans un grain de maïs. » Il est évident que « Fidel » est l'objet d'une affection, d'une admiration extraordinaires, qu'il ne recherche pas délibérément. Il n'est pas moins clair que sa capacité d'analyse, la vivacité de son esprit, son irrespect antibureaucratique, sa culture, en font un dirigeant tout à fait exceptionnel dont Cuba a sans doute encore longtemps besoin. Son autocritique publique, longue et circonstanciée, des erreurs dont il n'est d'ailleurs pas le seul responsable, l'insistance avec laquelle il a répété qu'à l'intérieur du parti la liberté d'expression, la critique et l'autocritique étaient des constituantes fondamentales de l'attitude révolutionnaire, visent à créer un état d'esprit, des règles de conduite tels que le parti ne s'enlise pas dans un formalisme, un dogmatisme dans lequel son faible niveau de culture actuel pourrait le faire tomber.

Fidel Castro a très violemment attaqué le gouvernement américain et réclamé du président Ford qu'il commence par présenter des excuses pour les innombrables tentatives d'assassinat préparées par la CIA. Il n'y a donc aucune amélioration des relations entre les États-Unis et Cuba à attendre dans l'immédiat. L'impression prévaut que les Cubains n'y attachent pas un prix élevé. Ce détachement s'assortit d'une adhésion sans réserve à la politique extérieure de l'Union soviétique, pourtant nettement plus réservée dans sa formulation. Ce n'est pas en vain que, dans son rapport central, Fidel Castro avait souligné que « sans un peu de rêve et d'utopie, il n'y aurait pas de révolutionnaires ».

⁴ Ndlr. Le 26 juillet 1953, Fidel Castro et 123 jeunes issus du parti orthodoxe s'en prennent au régime de Batista en attaquent la caserne de la Moncada, principale place forte de la région de Santiago de Cuba, dont l'issue fut tragique : 22 morts parmi les soldats de la caserne et plus de 60 morts parmi les assaillants. Castro fut emprisonné, amnistié et exilé après 18 mois de prison.

Cuba : « Le socialisme réel » et la désillusion

Bernard Cassen

Le Monde diplomatique, mai 1980, p. 19

Les dirigeants cubains ont déchaîné la tempête en faisant retirer le vendredi 4 avril dernier la garde qui protégeait l'ambassade du Pérou à La Havane : ils ne pouvaient ignorer que cette mesure, surtout à la veille d'un week-end, allait provoquer un afflux de candidats à l'émigration. Sans doute les estimaient-ils à quelques dizaines, voire à quelques centaines. Or c'est par milliers qu'ils se présentèrent... L'intention du gouvernement était probablement de dissuader les représentations péruvienne et vénézuélienne de continuer à pratiquer une politique d'accueil « sauvage » de Cubains hostiles au régime qui pénétraient dans leurs locaux souvent par la force. Chaque tentative, réussie ou non, provoquait des incidents, repris dans la presse internationale, augmentait la tension entre les chancelleries intéressées et avait valeur d'exemple pour d'autres candidats au départ... En leur facilitant les choses, les dirigeants de La Havane pensaient atteindre simultanément deux objectifs : mettre d'abord dans l'embarras le gouvernement péruvien, qui n'a pas les moyens économiques d'accueillir beaucoup de réfugiés, et l'obliger ainsi à adopter de son propre chef une attitude stricte à l'égard des Cubains se prévalant du droit d'asile ; ensuite et surtout, se débarrasser des mécontents qui souhaitaient quitter le pays. Le gouvernement avait prévu un simple processus d'autorégulation ; c'est un véritable traumatisme qu'il dut subir.

Moins d'un mois auparavant, le 8 mars, M. Fidel Castro, s'adressant au troisième congrès de la Fédération des femmes cubaines, avait évoqué la question des « sorties illégales » et laissé clairement entendre que le gouvernement était disposé, en cas de besoin, à utiliser les grands moyens pour que les ambassades étrangères « adoptent des mesures afin de ne pas stimuler les sorties illégales du pays, sinon nous pourrions nous aussi prendre nos mesures ».

Et de faire référence à ce qui s'était passé en 1962 : à l'époque, les États-Unis, après avoir vivement encouragé les départs de Cuba et reçu de très nombreux émigrés, fermèrent complètement leurs frontières aux centaines de milliers de Cubains encore désireux de quitter l'île et qui avaient sollicité un visa pour rejoindre leur famille déjà installée, la plupart du temps, en Floride. Dans le même temps, la presse et les autorités américaines accueillèrent avec le maximum de publicité tous les Cubains quittant clandestinement le pays à bord d'embarcations de fortune. Cuba perdait sur tous les tableaux : chaque arrivée de ces *Boat People* aux États-Unis donnait lieu à une campagne contre la révolution ; le gouvernement par ailleurs se retrouvait avec le problème non résolu d'une grande masse d'émigrés potentiels en attente. Les autorités

cubaines aménagèrent alors le port de Camarioca pour organiser les départs et forcer ainsi la main aux autorités de Washington. En septembre 1978, M. Fidel Castro avait précisé à ce sujet :

« Nous obligeâmes le gouvernement américain à remplir l'obligation morale qu'il avait contractée envers les personnes qui, suivant la politique des États-Unis, y avaient envoyé leurs familles et avaient demandé un passeport pour les rejoindre. Nous lui dîmes : si vous ne les acceptez pas légalement et si vous ne les acceptez que lorsqu'ils voyagent illégalement, au péril de leur vie, nous sommes prêts à aménager un port pour qu'on vienne les chercher en toute sécurité. Il arriva de Floride environ neuf cents bateaux et le gouvernement des États-Unis n'eut d'autre choix que d'autoriser l'entrée de ces personnes. »⁵

Devant le grand nombre d'occupants de l'ambassade du Pérou, les dirigeants cubains, pris de court, n'ont pas pu rééditer une opération finalement positive comme celle de Camarioca : la détérioration du prestige international de Cuba a été sans commune mesure avec les effectifs des candidats au départ. Quant aux conséquences intérieures, il est encore trop tôt pour les mesurer toutes, mais elles ne peuvent être que fort sérieuses.

Paradoxalement ces événements ne surviennent pas dans une période de tension, de « fermeture », à l'intérieur du pays, mais, au contraire, au moment où, à divers niveaux, les choses « bougent » à Cuba. Le gouvernement avait en effet entrepris une politique d'ouverture dont on a peut-être mal mesuré la hardiesse. Cette ouverture s'est faite au moins sur deux plans : en direction de la « communauté cubaine à l'étranger », nouvelle expression qui désigne officiellement ceux que l'on appelait autrefois les *gusanos* (la vermine), et à propos du fonctionnement même du système économique et social, par un encouragement à la critique.

On sait qu'après les premiers contacts avec des représentants des exilés cubains, à la fin de 1978, le gouvernement libéra la quasi-totalité des prisonniers politiques (les auteurs de crimes de sang n'ayant pas bénéficié de ces mesures), et surtout autorisa la venue à Cuba, en visite familiale ou touristique, des membres de la « communauté » qui le souhaitaient. Ils furent, en 1979, cent quinze mille apportant en cadeau à leur famille et à leurs amis les mille et un produits de la société de consommation américaine et suscitant des aspirations matérielles que l'austère société cubaine ne parvient pas à satisfaire. En dernière analyse, cette politique, de réconciliation nationale n'aura pas eu les effets escomptés dans la normalisation des relations avec les États-Unis, et cela en raison de la recrudescence de la guerre froide. Elle aura en revanche eu des conséquences profondes à l'intérieur, en ébranlant durablement les citoyens les moins favorables à la révolution – qui redécouvraient au contact de leurs parents émigrés un monde qu'on leur avait décrit comme un enfer – et en mettant à l'épreuve la conscience politique et les valeurs révolutionnaires

⁵ Interview du 6 septembre 1978 accordée « à un groupe de journalistes cubains qui écrivent pour la communauté cubaine à l'étranger et à divers journalistes américains. »

des plus chauds partisans du régime. Ce fut un véritable choc culturel, psychologique et politique dont tous les effets à retardement ne se sont sans doute pas encore manifestés.

L'année des fléaux

La société cubaine, telle que l'ont façonnée plus de vingt ans de révolution, est de très loin la plus avancée en Amérique latine pour tout ce qui touche aux prestations sociales et culturelles. Ces droits fondamentaux que sont le droit de se nourrir, de s'habiller, de travailler, d'être éduqué et soigné, y sont satisfaits comme rarement ailleurs. À cet égard « Cuba n'est pas le Pérou », et on peut penser que, s'ils en avaient le choix, bien des paysans péruviens, pour ne parler que d'eux, aimeraient vivre à la cubaine. Mais à l'abondance de prestations collectives gratuites correspond une pénurie de biens de consommation individuels, l'économie d'un pays sous-développé comme Cuba, dépendante au premier chef de l'exportation de quelques produits de base, ne permettant pas de miracles.

Les succès de la révolution cubaine, qui a pu résoudre les problèmes de l'alimentation, de l'éducation, de la santé, etc., portent en eux un appel à leur dépassement. Une société de plus en plus éduquée, qui dispose déjà du nécessaire et qui le tient pour définitivement acquis, se montre plus exigeante, plus critique à l'égard des carences de son système économique, politique et social. On conçoit que l'irruption massive de ces habitants d'un autre monde, qu'étaient les membres de la « communauté », ait fait faire un grand bond en avant aux aspirations des habitants de l'île, dans tous les domaines et pas seulement sur le plan matériel. Or la conjoncture économique est on ne peut plus mauvaise et ne laisse envisager qu'une croissance modeste (elle a été de 4,9 % l'an dernier au lieu des 6 % prévus et ne devrait guère dépasser 3 % en 1980).

L'île a en outre été victime, simultanément, de trois calamités : la « moisissure bleue », maladie du tabac qui a détruit 90 % de la production et privera le pays de plus de 180 millions de dollars de devises ; la rouille de la canne à sucre, qui affecte 30 % des terres cultivées et entraînera en 1980 une chute d'environ 1,3 million de tonnes de la production par rapport aux 8 millions de l'an dernier (mais le cours du sucre sur le marché mondial a doublé) ; la fièvre porcine enfin, dont des foyers sont apparus dans l'est du pays. Cette « année des fléaux », pour reprendre l'expression de M. Fidel Castro, sera aussi celle du deuxième congrès du parti communiste cubain qui fera le bilan des décisions du premier. En matière économique, il sera fort mitigé alors que la priorité politique de l'« institutionnalisation » a été menée, elle, à bonne fin avec la mise en place du pouvoir populaire dans les municipalités, les provinces et au sommet de l'État.

Il ne restait aux dirigeants révolutionnaires, s'ils voulaient répondre au désir d'intervention croissant de la population, informée et stimulée autant par sa propre expérience que par celle des retrouvailles avec la « communauté », qu'à le canaliser à l'intérieur des structures du régime en encourageant vivement la

critique et la dénonciation des abus. C'est un exercice que les Cubains ne sont pas encore préparés à pratiquer publiquement, car, comme le note Marie-France Mottin dans un livre récent et nuancé⁶, il existe un sentiment diffus qu'elle exprime en ces termes :

« Peur de déplaire, peur de penser, peur de mal faire, peur de n'être pas dans la norme, peur d'être simplement (...). Elle n'est pas imposée par le régime (...), mais elle est là, imperceptible et quotidienne. Dans les esprits plutôt, création du conditionnement ou secrétée par le système. »

C'est un sentiment que corroborent les journalistes cubains eux-mêmes, dans un recueil d'interviews paru dans l'hebdomadaire *Bohemia*⁷(et qui semble avoir coûté sa place à son directeur, M. Angel Guerra), où l'on trouve des affirmations comme celles-ci :

« Nous sommes très limités. Je ne sais si c'est de la peur ou quoi. Parfois nous ne soulevons pas des problèmes intéressants, par crainte. Il y a de l'autocensure » ; ou bien : « Les journalistes ont peur d'informer sur certaines choses parce qu'ils croient qu'elles ne peuvent pas être dites. »

C'est du sommet de l'État et du parti, et essentiellement par la voix des frères Castro, qu'est venue l'incitation à dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Ainsi, face au mauvais fonctionnement de l'économie et surtout des services, M. Raul Castro dénonce

« l'indiscipline au travail, l'irresponsabilité, la négligence, le copinage », dont les principaux responsables « ne sont pas les travailleurs mais les dirigeants et fonctionnaires des entreprises qui, parfois, falsifient l'information statistique, utilisant les ressources de leurs fonctions pour résoudre leurs problèmes personnels et ceux de leurs amis et ne sont pas moralement qualifiés pour être exigeants envers qui que ce soit. »⁸

C'est M. Fidel Castro qui constate que, dans la mesure où les femmes occupant un emploi sont dans l'incapacité, par exemple, de trouver des salons de coiffure ouverts le soir, « l'absentéisme, l'autorisation de recevoir ces services pendant les heures de travail se sont pratiquement légalisés. »

Le véritable problème est de savoir où se trouve la délimitation exacte entre la « critique constructive » et la « critique contre-révolutionnaire » — et qui en jugera. Le distinguo ne fait guère de difficultés chez la plupart des dirigeants. À propos des cadres moyens, il en va tout autrement. Un des journalistes réunis par *Bohemia* constate qu'il est

« plus facile d'interviewer Fidel Castro que des fonctionnaires de rang subalterne. Ces difficultés se rencontrent fondamentalement aux échelons moyens du parti et du gouvernement. Certains confondent la défense de la

⁶ Marie-France Mottin, *Cuba quand même. Vies quotidiennes dans la révolution*, Paris, Le Seuil, Paris 1980, 248 pages.

⁷ *Bohemia*, 25 janvier 1980.

⁸ Discours prononcé le 30 novembre 1979.

révolution avec la dissimulation de faits et de carences, en affirmant qu'aux mains de l'ennemi elles pourraient nuire à la révolution ».

Il est significatif qu'à l'issue du quatrième congrès de l'Union des journalistes de Cuba, dont les résolutions finales étaient marquées par un prudent conformisme, ce soit M. Raul Castro, en uniforme de général de division, qui ait dû le rappeler :

« On dit fréquemment que notre presse est insuffisamment critique, qu'elle ne reflète pas les difficultés et les problèmes brûlants, que nos journalistes s'autocensurent » ; et il proclamait que « la critique doit être le style de la presse, sa façon d'être »⁹.

Toutes proportions gardées, c'est à une petite révolution culturelle que les dirigeants cubains appellent leurs concitoyens, à une révolution dont doivent d'abord faire les frais la bureaucratie tatillonne et les cadres incompetents. Il faut que les bouches s'ouvrent, que les structures existantes — syndicats, organismes du pouvoir populaire, parti — fonctionnent pleinement, qu'en leur sein soient encouragées l'initiative et la mobilité. C'est dans le même esprit qu'ont été vigoureusement rappelées la responsabilité et l'autorité des administrateurs, que, dans la réforme générale des salaires qui vient d'être promulguée, l'éventail des revenus sera élargi de 1 à 4,5 à 1 à 5, que les rémunérations seront désormais ajustées à la qualité et à la quantité du travail fourni, en utilisant très largement le système des primes.

Exil intérieur ou départ pour l'étranger ?

Les dirigeants cubains ont compris que la mise en marche d'un tel processus était devenue une urgence nationale dans un système politique qui, lui, ne saurait tolérer de remise en cause. Dans leur ouvrage, qui constitue une véritable somme de tout ce qu'il faut savoir sur les institutions cubaines, leur genèse et leur fonctionnement¹⁰, André et Francine Demichel écrivent non sans optimisme :

« Si la démocratie est l'identification des gouvernants et des gouvernés (entendue comme processus de participation de tous pour défendre les intérêts communs), cette identification existe à Cuba plus que nulle part ailleurs. » Et de préciser qu'en matière de liberté politique « l'immense majorité des Cubains sont libres, y compris de ce point de vue, puisqu'ils ont le gouvernement qui correspond à leur volonté (...). Il est vrai qu'il n'existe pas à Cuba, et qu'il ne peut pas y exister, de pluralisme politique. Mais la condamnation portée de ce chef est beaucoup trop rapide et sommaire. Il ne faut pas oublier en effet que le pluralisme n'est pas une valeur en soi mais un produit contingent de l'histoire et du contexte social. »

⁹ Discours prononcé le 29 mars 1980.

¹⁰ André et Francine Demichel, *Cuba*, collection « Comment ils sont gouvernés », Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence R. Pichon et R. Durand-Auzias, 420 pages.

Cette réponse théorique est cependant impuissante à rendre compte du sérieux avertissement que constituent les événements de l'ambassade du Pérou. La forte dose d'irrationnel qui a caractérisé certains comportements, l'intensité même du désir de départ chez certains Cubains, sont des symptômes d'un certain grippage, de l'inexistence de canaux légitimes d'expression. Dans l'état actuel des choses, M. Fidel Castro ayant récemment rappelé que « l'association révolutionnaire est une association de volontaires ¹¹ », le seul choix offert se situe entre l'orthodoxie et l'hérésie, entre l'adhésion au régime et l'exil intérieur ou extérieur. La majorité de la population est sans doute favorable aux institutions du pays et elle éprouve un vif sentiment d'indignation à l'égard de ceux qui ont aussi spectaculairement mis Cuba sur la sellette devant l'opinion mondiale. Ce sentiment pourrait aussi nuire à l'accueil qui sera fait ultérieurement aux membres de la « communauté », la politique libérale du gouvernement en cette matière s'étant heurtée à des résistances au sein de l'opinion, et surtout parmi les militants de base du parti. On ne transforme pas du jour au lendemain des « vers de terre » en « membres de la communauté », terme officiel auquel la population préfère celui de « *mariposas* » (papillons) pour bien montrer qu'elle n'est pas dupe de cette métamorphose subite.

S'il le souhaitait, le gouvernement pourrait utiliser cette quasi-unanimité nationale, dont la manifestation géante du samedi 19 avril a été le symbole, pour cadenasser les portes qu'il a lui-même entrouvertes. Il semble cependant qu'il ne cédera pas à cette tentation de la facilité et qu'au contraire il accélérera le processus de remise en question critique interne, seule manière de prévenir des réactions de rejet, marginales encore, mais pouvant se traduire par des flambées brutales et sporadiques.

« Petit pays qui a une diplomatie de grande puissance », selon la formule d'un membre du bureau politique, Cuba ne dispose plus du capital automatique de sympathie qui allait à l'île assiégée par les États-Unis¹². La révolution cubaine, il n'est pas inutile de le rappeler, ne s'est pas installée dans le sillage des chars soviétiques. Elle a puisé son inspiration à des sources authentiquement nationales¹³ et elle a jusqu'ici trouvé en elle-même les ressorts de sa survie. Elle va devoir démontrer au cours des années à venir si sa variété de « socialisme réellement existant » engendre ou non les mêmes phénomènes de dissidence que dans les pays de l'Est européen.

¹¹ Discours du 9 mars 1980.

¹² Dans son ouvrage, *Bay of Pigs, the Untold Story* (Jonathan Cape, Londres, 1979, 352 pages), le journaliste américain Peter Wyden donne la version de loin la plus complète du fiasco de l'invasion organisée par la CIA en 1961, en analysant en particulier par quels mécanismes aberrants la centrale de renseignements, le Pentagone et la Maison Blanche avaient pu être amenés à imaginer que l'opération pouvait réussir militairement et politiquement.

¹³ On lira à ce propos les actes du colloque international des 22, 23 et 24 novembre 1978 tenu à Toulouse, publiés sous le titre *Cuba, les étapes d'une libération* (Centre d'études cubaines, université de Toulouse – Le Mirail, 347 pages).

PORTO RICO

Après les élections et la découverte de gisements de pétrole à Porto Rico **Les enjeux économiques et politiques¹**

Bernard Cassen

Publié dans *Porto Rico information* n°2,
dir. B Cassen, juin 1977

Au cours de la dernière année de son mandat, le président Ford aura involontairement — mais largement — contribué à la popularisation internationale des thèses des mouvements luttant pour l'indépendance de Porto Rico. D'abord en y organisant en mars 1976 le « sommet » des grands pays capitalistes industrialisés (États-Unis, Grande-Bretagne, France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Canada et Japon) ce qui attira l'attention de l'opinion publique mondiale sur le statut très particulier de l'île caraïbe. Ensuite en proposant, le 31 décembre 1976 c'est-à-dire moins de trois semaines avant de transmettre ses pouvoirs à M. Jimmy Carter, de faire de Porto Rico le 51^{ème} État de l'Union, ce qui déclencha une nouvelle polémique aussi bien aux États-Unis qu'à Porto Rico même et relança les thèses indépendantistes.

À première vue les résultats des élections de novembre 1976 (il s'agit uniquement d'élections locales, les Portoricains ne participant pas au scrutin présidentiel) devraient constituer une puissante caution des thèses américaines. En effet le vainqueur est l'ancien parti d'opposition le PNP (*partido nuevo progresista*) préconisant l'annexion pure et simple de l'île aux États-Unis, qui a obtenu un total de 670.909 voix et le poste de gouverneur avec M. Carlos Romero Barcelo. Le PPD (*partido popular democratico*) partisan du statut d'État associé, auquel appartenait le gouverneur sortant M. Hernandez Colon, et qui détenait la majorité dans les assemblées précédentes obtient 634.958 voix. Quant aux deux partis indépendantistes le PIP (*Partido independentista puertorriqueño*) présidé par M. Ruben Berrios et le PSP (*Partido socialista puertorriqueño*) dont le secrétaire général est M. Juan Mari Brás, ils n'obtiennent respectivement

1 Ndlr. En janvier 1976 (du 20 au 29 janvier), Bernard Cassen et Pierre Dommergues organisaient à l'université Paris 8 un colloque sur Porto Rico, auquel participaient des dirigeants des parti politiques indépendantistes portoricains — entre autres Juan Mari Brás, fondateur du parti socialiste portoricain et du mouvement pour l'indépendance de Porto Rico — et de personnalités politiques et syndicales portoricaines et françaises. Le colloque se livra à une analyse approfondie de la situation de Porto Rico et de la tutelle coloniale exercée sur ce pays par les États-Unis, avec un tel mépris des populations qu'on a pu qualifier ce pays de « poubelle des États-Unis ».

que 74.368 et 10.232 suffrages. La victoire du PNP est-elle un plébiscite pour l'annexion ? C'est sans doute l'analyse très superficielle qu'en a fait M. Ford. M. Carlos Romero Barcelo s'est bien gardé de tirer cette conclusion. Il a au contraire proclamé que la question du statut de l'île n'était pas en jeu dans la consultation. Le PNP avait pourtant refusé quelques mois auparavant le « Contrat d'union permanente » entre les États-Unis et Porto Rico car il n'était pas suffisamment assimilationniste. Ce texte, élaboré par une commission mixte américano-portoricaine, dotait l'île d'une plus grande autonomie mais consacrait en fait la situation coloniale de Porto-Rico. (C'est pourquoi les partis indépendantistes s'y opposaient vigoureusement). La victoire du PNP est essentiellement une réaction au chômage massif (de l'ordre de 30% de la population) et à la corruption de l'administration du PPD. Que cette réaction se soit exprimée par un vote en faveur du PNP — et non pas des deux partis luttant pour l'indépendance — n'est pas pour surprendre. Dotés de moyens financiers massifs, contrôlant la quasi totalité des moyens de communication les deux partis du consensus, sont à peu près aussi différents l'un de l'autre que le parti républicain et le parti démocrate aux États-Unis. . .

Les partis indépendantistes, malgré leur score réduit, obtiennent néanmoins leurs meilleurs résultats depuis 1950. Le terrain électoral ne leur est pas a priori favorable et chacun sait que leur audience dépasse largement leur nombre de voix. Soumis à un harcèlement permanent (arrestations, destructions de leurs locaux, infiltrations d'éléments policiers, licenciements, procès truqués et même assassinat tel celui en mars 1976 du fils aîné de M. Juan Mari Brás) ils développent leurs activités dans des conditions extrêmement difficiles et n'ont qu'un accès minimal — ressemblant davantage à une forme d'alibi pseudo-démocratique qu'à un véritable pluralisme — aux grands moyens d'information. La CIA, le FBI. et le service de renseignements local (Criminal Investigation Corps) quadrillent littéralement l'île et brisent systématiquement toute velléité d'action. Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas. Dans le numéro des *US News and World Report* du 5 avril 1976 M. Clarence Kelly, chef du FBI, déclarait « les groupes nationalistes portoricains figurent parmi les priorités du FBI ». Les deux principaux partis indépendantistes, tout en étant d'accord sur l'objectif de libération nationale, mènent leur lutte parallèlement sans unité d'action.

Le PIP d'inspiration social-démocrate, qui bénéficie de bons contacts au sein de l'Internationale socialiste, est assez nettement anticommuniste et très réservé vis-à-vis de la révolution cubaine — qui constitue pourtant le principal appui extérieur des mouvements en faveur de l'indépendance.

C'est le PSP (et non le parti communiste portoricain décimé sous le maccarthysme et aujourd'hui très faible) qui a l'appui de La Havane. Se voulant marxiste-léniniste, il entretient des rapports bilatéraux avec

certains partis communistes (Vietnam, Corée du nord, Roumanie) et avec le PS chilien. Son influence est certaine dans les milieux intellectuels et dans une fraction de la classe ouvrière, celle qui adhère au MOU (mouvement ouvrier uni) regroupant environ 20% des travailleurs syndicalisés. Les services de sécurité américains concentrent surtout leurs coups contre le PSP — malgré sa faible représentativité apparente — car c'est lui qui sur le plan international leur cause le plus de soucis en raison de ses liens privilégiés avec Cuba, les pays socialistes et ceux du tiers monde.

Quels sont les intérêts des États-Unis à Porto-Rico, qui expliquent leur volonté de se maintenir coûte que coûte depuis 1898 dans une île dont la langue véhiculaire est l'espagnol et dont la situation géographique est un rappel permanent de son appartenance au monde caraïbe et latino-américain. Ils ont évolué au cours des décennies mais ils sont aujourd'hui essentiellement de deux ordres : stratégique et économique.

Sur le plan stratégique, l'île de Porto Rico a été appelée non sans cynisme, « l'île au profit » par le magazine américain *Fortune*. L'économie de l'île, fondée sur l'agriculture et surtout sur la canne à sucre jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a subi des bouleversements complets au cours des trois dernières décennies. Profitant de la présence d'une main d'œuvre à bon marché, les grandes sociétés américaines, appuyées par le gouverneur de l'époque M. Munoz Marin, ont massivement investi dans l'industrie légère (ciment, verre, carton, cuir, textile) puis dans les années cinquante dans la distribution, ce qui a eu pour effet de détruire les secteurs agricole et commercial locaux. Au cours des années soixante, l'industrie légère décline et les investissements se concentrent dans l'industrie lourde et polluante, notamment dans la pétrochimie, qui emploie peu de main d'œuvre et produit d'énormes bénéfices. Le résultat le plus tangible est l'émigration amorcée largement dès les années 1950 (où plus d'un million de Portoricains quittèrent leur pays pour les États-Unis) . Aujourd'hui il y a plus de 2 millions de Portoricains aux États-Unis contre 3 millions dans l'île.

Les sociétés multinationales nord-américaines contrôlent 81% de l'industrie, 85% du commerce de détail, 100% des transports maritimes et aériens, 81% des emplois, 90% des produits industriels d'exportation, 65% des opérations financières et 100% de la technologie. Selon les chiffres officiels, en 1975 les investissements américains directs se sont élevés à 6.300 millions de dollars et ils ont produit 47,9% des bénéfices de toutes les sociétés multinationales opérant en Amérique latine. Ces investissements sont principalement situés dans la pétrochimie.

Ils permettent aux sociétés pétrolières de réaliser de gigantesques super bénéfices en payant la main d'œuvre moins cher, mais en vendant les produits au prix du marché nord-américain calculé sur des coûts salariaux bien plus élevés. De surcroît l'exportation de la pollution — nécessitée par la montée du courant écologique sur le continent — est en train de transformer l'île en atoll pétrochimique. Si les trusts

américains ont trouvé leur intérêt dans l'exploitation sans vergogne des habitants, de l'air et de l'eau de l'île, ils ont par la même occasion définitivement détruit toute agriculture et petite industrie locales, ce qui fait que Porto Rico consomme ce qu'elle ne produit pas ou plus et produit ce qu'elle ne consomme pas.

Une découverte récente vient de faire monter les enchères dans le contrôle de Porto Rico : celle de pétrole sur la côte nord du pays. Il semblerait que sa structure géologique soit identique à celle du Venezuela et de la Trinité. Le gouverneur de l'île, selon des informations révélées par M. Juan Mari Brás, secrétaire général du PSP, aurait, dans le plus grand secret, signé des contrats avec certaines sociétés pétrolières (Exxon, Mobil, Continental Oil, Shell) les autorisant à extraire 200.000 barils de pétrole par jour sur une période de trente ans. Les investissements envisagés dans l'immédiat seraient de 400 millions de dollars. Cette donnée pétrolière pourrait expliquer la proposition surprise de M. Ford. Le statut juridique de la plate-forme continentale de Porto Rico n'est en effet pas clair et les choses seraient simplifiées si l'île constituait un État comme les cinquante autres de l'Union. L'annexion ne répond pas cependant aux intérêts de toutes les sociétés multinationales installées dans l'île, certaines préférant la situation actuelle qui leur permet coût de main d'œuvre moins élevé.

La découverte de gisements pétroliers, s'ajoutant aux réserves de nickel et de cuivre dont dispose l'île, est de nature à donner des arguments supplémentaires aux partisans de l'indépendance. (On a observé un phénomène identique en Écosse après la mise en exploitation du pétrole de la mer du Nord). Elle va sans doute stimuler les luttes locales et poser un difficile problème aux dirigeants américains. M. Carter n'a pas repris à son compte la proposition de son prédécesseur (pas plus que le gouverneur de l'île M. Barcelo) mais il a affirmé que, si les Portoricains le décidaient eux-mêmes, il serait heureux de les accueillir dans un 51^{ème} État. Ses préférences semblent cependant plutôt aller au maintien du statu quo. De toute manière les mouvements indépendantistes récusent par avance toute consultation qui serait organisée par la puissance « coloniale ». Seul à leurs yeux un Porto Rico indépendant pourrait décider de la nature de ses liens avec les États-Unis. En attendant, le nouveau moralisme de M. Carter en politique étrangère et sa préoccupation pour les droits de l'homme et les prisonniers politiques peuvent trouver matière à s'exercer immédiatement : cinq Portoricains condamnés, l'un pour attentat contre le président Truman coïncidant avec l'insurrection de 1950 (Oscar Collazo), les quatre autres pour une attaque armée — mais de caractère symbolique — du Congrès de Washington en 1954 (Lolita Lebron, Rafael Cancel Miranda, Irving Flores, Andres Figueroa Cordero) sont aujourd'hui les plus anciens prisonniers politiques de l'hémisphère. Leur libération a d'ailleurs été demandée par tous les partis portoricains. Leur cas permettra de juger de la sincérité des proclamations du nouvel hôte de la Maison-Blanche.

HAÏTI ET SAINT-DOMINGUE

Combats fratricides sur un bateau qui coule

Haïti dans la spirale du désespoir

Un reportage de **Bernard Cassen**

Le Monde diplomatique, octobre 1997, p. 24-25

Elles sont bien loin les formidables espérances suscitées par l'élection du Père Aristide à la présidence d'Haïti en décembre 1990. Non seulement les trois années de dictature militaire consécutives au coup d'État de 1991 ont littéralement « cassé » une économie déjà branlante, mais le retour à la démocratie, en octobre 1994, n'a aucunement amélioré la situation des populations. Au lieu de faire front commun, les forces de l'ancienne coalition Lavalas sont engagées dans des combats fratricides pour un « pouvoir » dépourvu de toute substance.

« *Le tableau est déprimant et fait peur. La nation est malade. Haïti est abattue et semble se résigner à mourir après avoir nourri tant d'espoir*². » Ce constat, dressé par la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti, fait l'unanimité à Port-au-Prince, en ce début d'automne 1997. Même chez les politiques où l'on se soucie prioritairement de tactique.

De tactique et pas de stratégie. De la tactique de préservation, de conquête ou de reconquête d'un « pouvoir » politique pourtant vidé de toute substance, la stratégie restant l'apanage de Washington, où se trouvent les véritables maîtres du jeu : le gouvernement des États-Unis et les institutions financières internationales — Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale — qui font cause commune avec lui. Une situation que l'on pourrait qualifier de surréaliste si elle n'était aussi tragique : celle où le pot de terre, confronté à un pot de fer résolument néolibéral, multiplie les discours sans prise sur la réalité. Devant un peuple désespéré !

D'abord le pot de fer. C'est la CIA, dans la capitale fédérale américaine, qui, en septembre 1991, donna implicitement le « feu vert » à son protégé et salarié, le général Raoul Cédras, pour son coup d'État contre le président Jean-Bertrand Aristide entré en fonctions sept mois auparavant. Avec le Père Aristide, premier chef d'État haïtien élu démocratiquement, une ère nouvelle semblait s'être ouverte, irréductible aux schémas, éprouvés depuis des décennies, de domination et de manipulation des « élites » locales :

² Déclaration de la chambre de commerce et d'industrie d'Haïti publiée dans *Le Nouvelliste* (Port-au-Prince), 7 juillet 1997.

l'irruption, pour la première fois depuis l'indépendance (1804), du peuple — en l'occurrence des masses rurales et des habitants des bidonvilles — dans le jeu politique. Avec le mouvement Lavalas (le « torrent »), l'entrée du « *pays en dehors* »³ dans le périmètre jusqu'alors interdit de la citoyenneté. Un outrage, un véritable traumatisme pour les nantis et leurs protecteurs américains, et un fâcheux exemple pour le sous-continent.

Les « officiers traitants » de Washington réagirent alors avec les réflexes acquis pendant une guerre froide qui venait pourtant de s'achever. Comme, en d'autres temps, ils avaient agi au Guatemala, à la baie des Cochons, à Saint-Domingue, au Chili, à la Grenade, etc. Ils eurent terriblement peur, explique le sociologue Laënnec Hurbon, tout comme l'armée et la bourgeoisie, « *qui semblent avoir compris le vote populaire en faveur d'Aristide comme une sorte de "fin des temps" ou de "fin de leur temps"* ». Il n'y aurait pas d'autre explication à l'intensité de la répression sans précédent qui s'est abattue sur le peuple pendant les trois années du coup d'État⁴ « *La bourgeoisie payait les soldats pour qu'ils cassent l'épine dorsale du 16 décembre. Sa complicité et sa coopération ont été totales avec les forces de répression, à quelques exceptions près* », témoigne le journaliste politique Jean Dominique, dans son bureau de Radio-Haïti Inter.

Avec l'arrivée au pouvoir de M. William Clinton, en janvier 1993, et alors que le Père Aristide, exilé à Washington, continuait à être universellement reconnu comme le seul représentant légitime de son pays, la nouvelle administration démocrate se donna un double objectif : remporter un succès de politique intérieure et internationale, en « *rétablissant la démocratie en Haïti* » - que ses prédécesseurs républicains avaient contribué à détruire -, et, simultanément, veiller à ce que cette démocratie soit calibrée aux normes traditionnelles, c'est-à-dire hors de toute participation authentique du « *pays en dehors* ». Il s'agissait de faire rentrer le « torrent » populaire dans le lit dont il n'aurait jamais dû sortir.

Pour ce faire, la diplomatie américaine joua pendant plus de deux ans les bons offices entre la dictature militaire — ses alliés et complices des grandes familles haïtiennes — et un président isolé parce qu'exilé. La solution qu'elle s'évertuait à mettre en place à Port-au-Prince était une cohabitation respectant le formalisme démocratique, tout en préservant à la fois les intérêts de la haute bourgeoisie locale et la capacité dissuasive de l'appareil de répression, promis à une généreuse amnistie. Le socle de cette cohabitation serait une politique économique et sociale classique d'« ajustement structurel », placée sous la tutelle directe d'un FMI jouant un rôle de cerbère : les futurs

³ L'expression est utilisée depuis deux siècles par les « élites » haïtiennes pour désigner le reste — 99 % — de la population. Lire Gérard Barthélemy, *Le Pays en dehors*, Éditions Henri Deschamps, Port-au-Prince, 1987.

⁴ Laënnec Hurbon, « Haïti entre la guerre froide et le nouvel ordre mondial », in *Les Transitions démocratiques*, sous la direction de Laënnec Hurbon, Syros, Paris, 1996.

dirigeants devraient strictement se plier à ses « conditionnalités » pour recevoir le moindre dollar des autres bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

Tel fut, en gros, le marché, à prendre ou à laisser, proposé au Père Aristide pour prix de son retour en Haïti avant que n'expire son mandat de cinq ans (février 1996). Un mandat qu'il s'engageait, par ailleurs, à ne pas tenter de prolonger des trois ans pendant lesquels la dictature militaire l'avait tenu éloigné de son pays.

Ces conditions léonines, le président n'avait, à ce stade, d'autre choix que de les accepter. Sa réinstallation au Palais national, le 19 septembre 1994, sous la protection des marines, ne signifiait donc nullement le retour à la case départ du 30 septembre 1991. M. Jean-Bertrand Aristide — il avait abandonné la prêtrise pour se marier — entendait cependant rectifier au maximum les termes du diktat en utilisant sa popularité et sa fine connaissance des « *entrailles du monstre*⁵ » acquise pendant son exil forcé dans la capitale fédérale.

C'est ainsi qu'il réussit à prendre en défaut la vigilance des nombreux « conseillers » et autres « experts » américains — « *ils ont eu la surprise de leur vie* », commente un diplomate — en procédant au limogeage de tous les officiers, prélude au démantèlement définitif de l'armée, consommé en avril 1995, alors que Washington avait seulement prévu une épuration limitée à quelques têtes trop voyantes... De même, tout en ayant signé un accord de « stand-by » avec le FMI en février 1995, le gouvernement du premier ministre désigné par M. Aristide, M. Smarck Michel, refusa — sous la pression populaire, il est vrai — d'entreprendre les privatisations exigées par les États-Unis et démissionna en octobre 1995. Avec une équipe de gestion des affaires courantes, dirigée par Mme Claudette Werleigh, et deux mois avant l'élection présidentielle de décembre destinée à désigner le successeur de M. Aristide, il n'était plus question de procéder aux « réformes » structurelles. Néanmoins, avant de quitter le Palais national, le président fit un ultime pied de nez à Washington en reconnaissant Cuba.

C'est à partir de ce moment qu'apparaissent les fortes ambiguïtés du comportement de M. Aristide. Des ambiguïtés qui ont dégénéré en crise ouverte, voire en affrontements, au sein du mouvement Lavalas, et qui hypothèquent gravement la capacité de résistance d'Haïti à la normalisation voulue par Washington. L'implosion du pot de terre... « *Aristide a vécu l'amputation de son mandat comme une spoliation, un drame personnel* », explique Jean Dominique, ce qui l'a conduit, consciemment ou pas, à délégitimer son successeur et fidèle entre les fidèles, son « jumeau », M. René Préval : « *Pendant la campagne de décembre 1996, il est resté derrière lui, mais très loin derrière, jusqu'au dernier moment. Ce qui*

⁵ Laënnec Hurbon, « Haïti entre la guerre froide et le nouvel ordre mondial », in *Les Transitions démocratiques*, sous la direction de Laënnec Hurbon, Syros, Paris, 1996.

revenait à justifier par avance l'abstention massive lors du scrutin : 72 %. » Et c'est ce président affaibli qui héritait des inévitables renégociations avec le FMI et les bailleurs de fonds. M. Aristide pouvait ainsi entamer, les mains redevenues propres de toute compromission, une « traversée du désert » dont, à certains moments, on a pu penser qu'elle pourrait être abrégée — la prochaine présidentielle étant normalement prévue en décembre 2000 — par une opportune démission de son successeur...

À cette frustration personnelle s'ajoutait un conflit de fond avec le noyau dur de la coalition Lavalas : l'Organisation politique Lavalas (OPL). Ce groupe, fédérant cinq courants — de la « petite Église » au mouvement paysan, en passant par des « aristidiens » en quête de structuration -, s'était constitué en parti, sous l'impulsion, entre autres, d'intellectuels marxistes exilés en Amérique latine pendant le duvaliérisme, tels M. Gérard Pierre-Charles, Mme Suzy Castor et M. Rosny Smarth. Et ce, à la faveur du formidable mouvement de masse qu'avait constitué le « phénomène » Aristide, avant et immédiatement après le coup d'État. D'un côté, un dirigeant charismatique, en prise directe avec le peuple, viscéralement hostile à tout « appareil » intermédiaire, et tenant l'OPL pour une sorte de coucou qui aurait fait son nid sous sa bannière. De l'autre, un groupe numériquement peu important, mais organisé, avec militants, cadres, congrès, programme et direction collégiale. Donc réfractaire à toute personnalisation du pouvoir.

Dès la prise de fonctions de M. René Préval, dont l'entourage était constitué d'anciens « aristidiens », une partie de bras de fer s'engagea entre le nouveau président et l'OPL, majoritaire au Parlement, appelée à ratifier le choix présidentiel. L'enjeu : la nomination du premier ministre, auquel la Constitution de 1987 donne des pouvoirs propres. M. Préval voulait désigner M. Ericq Pierre, haut fonctionnaire de la Banque interaméricaine de développement (BID), que M. Aristide avait connu à Washington et qui affiche sans complexe ses convictions néolibérales. L'OPL réussit néanmoins à imposer l'un des siens, M. Rosny Smarth, les autres postes-clés du gouvernement lui étant cependant refusés. « *Nous avons dû porter le chapeau de la succession, sans avoir les moyens politiques d'appliquer notre programme* », explique M. Gérard Pierre-Charles, coordinateur de l'OPL.

Sous la tutelle des bailleurs de fonds

À partir de ce moment, chacun des deux camps en présence — les autres formations politiques étant trop atomisées, et certaines d'entre elles discréditées par leurs compromissions avec la dictature militaire — commença à jouer à contre-emploi. L'OPL, dont ses adversaires critiquaient pourtant volontiers l'organisation « stalinienne », s'était donné comme priorité l'institutionnalisation démocratique, la création et le rodage de structures décentralisées dans lesquelles la paysannerie puisse s'exprimer, et donc la réhabilitation d'un État qui, historiquement, avait toujours été oppresseur, prédateur et corrompu. Un objectif évidemment partagé par M. Préval, qui insiste devant nous sur le « *pas énorme* » que constitua le

passage de témoin entre deux présidents élus démocratiquement et sur la situation inédite (mars 1997) d'un Parlement mettant en cause un gouvernement : « *Avant, cela se faisait par les armes...* » Mais, en misant sur le moyen et le long terme, l'OPL dut cautionner, dans l'immédiat, un projet économique imposé de l'extérieur, et déjà partiellement mis en œuvre, en s'efforçant, revendique M. Pierre-Charles, d'y ménager des « *espaces alternatifs* ».

De son côté, M. Aristide commença à se désolidariser avec un gouvernement et une administration où il comptait pourtant nombre de ses partisans. En premier lieu, le tout-puissant M. Leslie Delatour, un *Chicago boy* disposant de la confiance des bailleurs de fonds, qu'il avait nommé gouverneur de la Banque centrale. En proclamant, contre toute évidence, que, tant à Washington qu'après son retour, il « *n'avait rien signé avec le FMI* », et en dénonçant la « *politique néolibérale* » du gouvernement, il encouragea diverses organisations populaires à réclamer le départ de M. Smarth. En mars dernier, il s'en fallut de peu qu'une interpellation parlementaire, activée par les amis de l'ancien président, n'aboutisse à ce résultat et ne permette — deuxième tentative — la désignation de M. Ericq Pierre.

La troisième allait-elle être la bonne ? Le 9 juin 1997, M. Smarth présenta sa démission en invoquant les graves irrégularités — relevées, entre autres, par une mission d'observation de l'Organisation des États américains (OEA) — lors des élections sénatoriales partielles du 9 juin — marquées par un abstentionnisme de 95 % — au profit des candidats du nouveau parti créé en novembre 1996 par M. Aristide : la Famille Lavalas. L'OPL, qui avait jusque-là évité de critiquer publiquement M. Préval — lui-même parfois indirectement visé par les attaques de M. Aristide —, l'accusa cette fois de cautionner un « *coup d'État électoral* » et de « *graviter autour des projets de pouvoir de l'ex-président Aristide* ». Le départ de M. Smarth permettait à M. Préval de nommer au poste de premier ministre M. Ericq Pierre, le 28 juillet. Un homme acquis au programme d'ajustement structurel du FMI... Mais l'Assemblée nationale ne l'entendait pas ainsi qui, le 26 août, refusa de ratifier le choix présidentiel. Les choses en sont là...

Ces querelles fratricides ont un impact désastreux sur une population en passe de désespérer de la démocratie. Par sa volonté de reconquête immédiate du pouvoir de fait, car nul ne doute de son succès en cas d'élection présidentielle, M. Aristide s'est aliéné un grand nombre de ses anciens partisans. Ainsi M. Paul Dejean, lavalassien « historique » et ministre des Haïtiens de l'étranger dans le gouvernement de M. Smarth, n'a pas hésité à déclarer que « *l'ancien président, mu par une ambition démesurée de pouvoir, est le principal responsable de la situation politique actuelle, faite de tension, d'insécurité, de crime et de désordre* », et qu'il constitue actuellement « *le plus grand obstacle à la démocratie qu'il avait contribué à ramener dans le pays*⁶ ».

⁶ Propos reproduits dans *Le Nouvelliste*, 27 mai 1997.

Quant à M. Camille Chalmers, chef du cabinet de M. Aristide en exil, et actuellement professeur à l'université nationale d'Haïti, il incrimine « *la faiblesse organique du mouvement Lavalas, très flou, reposant sur une personne et pas sur un projet, sans qu'il y ait jamais eu débat de fond sur les options économiques* », et il éclaire ainsi la contradiction entre les déclarations antilibérales de l'ancien président et sa propension à confier ou faire confier les postes-clés à des néolibéraux confirmés : « *Pendant leur séjour forcé à Washington, beaucoup de cadres ont été fascinés par la façon de faire américaine.* »

La confusion est désormais totale. M. Aristide entend retrouver au plus vite le Palais national, mais pour y faire quoi et avec qui ? Pour un grand nombre d'Haïtiens, notamment dans les milieux populaires, il est resté « Titid », celui qui a supprimé l'armée, celui qui sait trouver les mots exprimant leurs aspirations. Mais pour d'autres, les plus politisés, il est devenu un simple professionnel de la politique. Un responsable d'une association de base opérant en milieu rural affirme que les militants sont « *très remontés contre lui* ». Ce qui ne semble plus être le cas de plusieurs des grandes familles de Port-au-Prince — les Bigio, Brandt, Madsen, Mews, Boulos, Accra, Nadal, Moscoso et autres Deschamps —, auxquelles l'ancien président, dont elles avaient été les ennemis jurés, avait accordé des faveurs au nom de la « réconciliation ». Pour Jean Dominique, « *elles sont contre tout gouvernement constitutionnel, elles piaffent* » et peuvent tactiquement être amenées à soutenir M. Aristide si elles voient en lui un facteur de déstabilisation de la démocratie. L'intéressé se refuse à répondre directement aux attaques dont il est l'objet et proclame : « *Du fond de nous-même, nous appelons à l'unité, à la non-violence, au respect*⁷. »

Quant aux dirigeants américains, qui n'ont jamais considéré l'ancien curé de Saint-Jean-Bosco comme une personnalité fiable, ils ont cependant de quoi se rassurer : les hommes que M. Aristide a mis en place offrent toutes les garanties d'orthodoxie économique. Reste à savoir si, dans l'état de misère et de désespérance où il se trouve, le peuple haïtien sera encore longtemps gouvernable...

⁷ Déclaration à l'agence Reuter reprise dans *Dial*, dossier 2168, 16-31 juillet 1997

Saint-Domingue. Histoire d'une coopération de longue haleine

Mireille Azzoug

En juin 1980, Bernard Cassen s'était rendu République dominicaine ; c'est l'année où il a aussi organisé les échanges entre le département d'études des pays anglophones et l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD) et où il écrivait un premier article sur ce pays qui avait pour sujet la réunion du comité de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Saint-Domingue du 26 au 28 mars. Deux ans auparavant, ce pays, en élisant Antonio Guzman Fernandez, candidat du PRD, Parti révolutionnaire dominicain*, (social démocrate de la gauche modérée et membre de l'Internationale socialiste) sortait la république dominicaine d'un régime autoritaire, celui de Joaquim Balaguer, qui depuis 1966 bafouait les droits de l'homme. Celui-ci quitta le pouvoir en 1978, qu'il retrouva en 1986 en devenant président de la République, fonction qu'il occupera jusqu'en 1996, date de l'arrivée au pouvoir de Leonel Fernández, libéral, qui a appliqué des mesures d'austérité qui redresseront l'économie mais accroîtront la pauvreté.

Les rapports de coopération entre l'université Paris 8 et notamment le Département d'études des pays anglophones, puis l'Institut d'études européennes se sont développés très tôt avec l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD) à l'initiative de Bernard Cassen, qui était allé y faire des reportages.

Bernard avait à cette occasion rencontré la responsable du département de français, Yocasta Valenzuela, ainsi que d'autres collègues, qui ont souhaité entamer une collaboration de longue haleine avec Paris 8 et avec notre département d'études des pays anglophones. Le but : accueillir de jeunes doctorant.e.s qui voulaient se spécialiser dans l'enseignement des langues — nous avions une section de didactique des langues — et, en contrepartie, la UASD accueillait des collègues du département dans une résidence de l'université pour y assurer chacun.e deux mois de cours de français et de didactique du français pour former des jeunes enseignant.e.s et chercheur.euse.s de la UASD et aussi y assurer des cours de littérature et civilisation française. Je fus l'une des premières à y aller, avec ma sœur, Marie-Louise et une autre collègue, à l'été 1980. Nous faisons aussi des conférences à l'Alliance française. J'en fis deux : l'une sur « L'Université française et son temps » (je n'ai que le bulletin de l'Alliance française correspondant à mon séjour). Monique Lambert, dans son hommage à Bernard Cassen (cf. p. 69), évoque aussi son séjour à la UASD, qui lui permit d'analyser les pratiques d'enseignement du français (elle est spécialiste de didactique des

*Après avoir été fondé en 1931 par des exilés dominicains à Cuba, le PRD s'est établi en république dominicaine en 1961.

langues). Ce séjour fut aussi pour moi l'occasion de m'informer, auprès de plusieurs collègues de la UASD, sur le régime dictatorial de Joaquín Balaguer (certains comme Yocasta et son mari, avaient été victimes de la répression et avaient même fait de la prison) et de rencontrer les dirigeants communistes nationaux, qui avaient souhaité s'entretenir avec moi, ayant été informés que je dirigeais le PC dans le 12^e arrondissement de Paris. Le jour où ils vinrent me voir, la femme de ménage, qui n'était pas prévenue, alla s'enfermer dans ma chambre et n'en sortit que plusieurs heures plus tard lorsqu'ils furent partis car elle pensait que c'était dangereux pour elle d'avoir côtoyé des communistes.

Évidemment, à Saint-Domingue la société était binaire : une aristocratie possédant de luxueuses résidences entourées de hautes grilles et gardées en permanence par des policiers ou des soldats en armes, des quartiers privés et des plages privées où il fallait un « passeport » pour pénétrer. Et sous les fenêtres de notre résidence, des ouvriers — Haïtiens — qui creusaient toute la journée des fondations avec des pioches édentées dans une chaleur torride, en chantant une sorte de lamento, et buvaient de l'eau dans des boîtes de conserves rouillées. Dans la plupart des supermarchés, les conserves étaient périmées, de même que les médicaments, qui venaient des États-Unis, les habits étaient démodés. Les étudiant.e.s de l'université n'avaient rien à voir avec nos gauchistes de Paris 8 : elle.il.s étaient disciplinés et entretenaient leur université en en repeignant eux-mêmes les murets. Les taxis étaient collectifs et parfois nous nous trouvions coincés par le canon du fusil d'un militaire qui montait avec nous.

Nous étions arrivées juste après le cyclone, qui avait détruit une partie de la ville, notamment les masures des plus pauvres, dont les toits de tôle emportés par la tornade avaient fait des milliers de morts dont une partie décapités. Mais les gens étaient quand même accueillants et souriants.



À droite, 1^{er} plan : Mireille Azzoug faisant une conférence sur Baudelaire à l'Alliance française pour les étudiants de la UASD.

Arrière plan : Yocasta Valensuela,
la directrice du département de français

République dominicaine

À la recherche d'un pacte social

Bernard Cassen

Le Monde diplomatique, mai 1983, p. 22 et 23

En mettant fin à ses jours le 4 juillet 1982, six semaines avant de transmettre ses pouvoirs à son successeur, M. Salvador Jorge Blanco, le président Antonio Guzman laissait un pays qui avait recouvré une incontestable stabilité politique avec le fonctionnement normal des institutions. La République Dominicaine, après douze ans de régime autoritaire, sous la présidence de M. Joaquin Balaguer (1966-1978), l'avait élu, le 16 mai 1978, comme candidat du parti révolutionnaire dominicain (PRD), choisissant avant tout d'opposer un « non » massif au système balaguériste pour retrouver un ordre constitutionnel qu'en près d'un demi-siècle, dont plus de trente ans passés sous la dictature de Trujillo (1930-1961), elle n'avait véritablement connu que pendant les sept mois de la présidence de M. Juan Bosch (février-septembre 1963).

L'élection d'Antonio Guzman n'avait pas été obtenue sans difficulté : face aux tentatives des militaires et des fonctionnaires balaguéristes pour arrêter, dans la nuit du 16 au 17 mai, le dépouillement d'un scrutin qui tournait mal pour leur candidat, il avait fallu que l'administration américaine, par des menaces de sanctions, imposât le respect du verdict des urnes. Il est vrai qu'Antonio Guzman avait le profil requis pour une démonstration de la « politique des droits de l'homme » alors chère au président Carter : grand propriétaire foncier, membre éminent de la haute bourgeoisie de Santiago — la capitale économique de la République Dominicaine, — le candidat du PRD avait pris soin, lors de sa campagne électorale, de donner tous les gages nécessaires au département d'État et à la Maison Blanche, qui ne goûtaient guère, au demeurant, certaines velléités nationalistes du président Balaguer. Sur ce plan, Antonio Guzman tint ses promesses et, pendant ses quatre années de mandat, la République Dominicaine fut un modèle de suivisme à l'égard de la diplomatie de Washington ; il n'y a toujours pas à Saint-Domingue d'ambassadeur d'Union soviétique ni d'aucun pays du bloc socialiste, et surtout pas de Cuba...

À l'intérieur, Antonio Guzman respecta également — parfois avec quelques attermoissements et certaines « bavures » — ses engagements de restauration des libertés politiques. Après avoir neutralisé, par un jeu subtil de promotions et de mises à la retraite, un haut commandement militaire inquiet de la perte de privilèges qui, pour M. Balaguer, avaient constitué un système de gouvernement, Antonio Guzman garantit la liberté de la presse et d'association, ainsi que le libre fonctionnement des partis. Certes, ces conquêtes avaient leurs limites, en matière syndicale notamment où l'exercice du droit de grève se heurta maintes fois à la répression policière ou militaire, mais les tortures, les assassinats ou, tout

simplement, les arrestations arbitraires des premières années du régime balaguériste appartenaient désormais au passé.

Porté au pouvoir par une vague d'adhésions qui allaient moins à sa personne (le candidat n'ayant rien du leader charismatique) qu'à son parti — malgré le départ de son fondateur, Juan Bosch, le PRD gardait toute la légitimité populaire, — Antonio Guzman tint pourtant sa formation largement à l'écart des postes-clés, pour y nommer ses amis de Santiago. Un clivage se développa alors entre un gouvernement conservateur, suscitant rapidement la déception, et le parti qui, dirigé par M. José Francisco Peña Gomez, expliquait ou critiquait, selon les cas, l'action gouvernementale. Le PRD jouait ainsi, au-delà de son rôle traditionnel de pourvoyeur d'emplois publics, celui d'animateur et de pédagogue politique : ainsi se maintint presque intacte l'image d'un parti à la fois officiel et nettement à gauche du gouvernement.

Cette distinction entre l'État et le parti, dont les adversaires du PRD disaient qu'elle ne constituait qu'une division du travail entre comparses, était rendue possible par la forte personnalité de M. Peña Gomez. D'origine haïtienne, le secrétaire général du PRD. sait que la couleur de sa peau lui interdit, pour un temps du moins, de briguer la magistrature suprême dans un pays où la culture dominante exalte encore l'antagonisme avec le voisin de l'Ouest. Le parti, où il est très populaire, représente pour lui une structure d'attente. Par ailleurs, très actif au sein de l'Internationale socialiste — où il occupe les fonctions de président du comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, — il est le seul homme politique de son pays à avoir une réelle « surface » internationale. Aux élections de 1982, M. Peña Gomez s'est fait élire au poste — très exposé — de maire de Saint-Domingue. Une première responsabilité de gestion qui pourrait annoncer une candidature présidentielle pour 1986... L'existence d'un PDR fort, mais autonome par rapport au gouvernement, a sans nul doute constitué un sérieux facteur de stabilisation de la démocratie dominicaine.

En face, le parti réformiste — n'ayant plus les ressources du clientélisme de son rival — souffrait du vieillissement de son dirigeant historique (M. Balaguer est pratiquement aveugle) et des luttes intestines engagées pour sa succession. Quant au Parti de la libération dominicaine (PLD) de M. Juan Bosch, il ambitionnait de rompre à terme le corset du bipartisme par une action suivie de formation de cadres et des interventions quasi quotidiennes du « professeur » septuagénaire, qui a conservé un grand prestige personnel. Affirmant être devenu marxiste sur le tard et bénéficiant de l'amitié de M. Fidel Castro, M. Bosch est néanmoins fort mal vu du petit parti communiste dominicain (PCD), qui ne croit pas à sa conversion et le considère comme un caudillo classique, dont le charisme bloquerait la diffusion des idées de gauche.

Dans ces conditions, les élections de mai 1982 offrirent moins le spectacle d'un parti de gouvernement, le PRD, affrontant les autres formations, que celui d'une émulation entre candidats s'opposant à la gestion du président Guzman. L'autonomie croissante du PRD par rapport au gouvernement avait, en effet, introduit un élément de souplesse dans le dispositif politique dominicain, permettant à M. Salvador Jorge Blanco de se présenter, lui aussi, en critique de l'action gouvernementale. Avec 47 % des suffrages, contre 39 % à M. Balaguer,

10 % à M. Bosch (au lieu de 1 % en 1978), 2 % à un candidat d'extrême droite, le général en retraite Elias Wessin, et tout juste 1 % aux candidats des deux « coalitions » d'extrême gauche (l'Unité socialiste et la Gauche unie, respectivement dirigées par M. Narciso Isa Condé, secrétaire général du PCD, et M. Fafa Taveras, dirigeant du Noyau communiste des travailleurs), M. Jorge Blanco l'emportait facilement. Certains observateurs se demandent même si le PRD n'a pas vocation à devenir un parti permanent du gouvernement, à l'image du PRI mexicain, où, tous les six ans, le candidat officiel se livre au rituel du démarquage à l'égard du président sortant et promet de faire mieux... L'avenir dira si le PRD parviendra à maintenir ce statut hégémonique ou s'il devra se contenter d'être l'un des pôles d'un bipartisme à la vénézuélienne, ce qui supposerait une sérieuse redistribution des cartes entre le PRD. et le PLD — tous deux dirigés par des hommes très âgés — pour faire émerger un autre pôle d'ampleur comparable.

Une bureaucratie hypertrophiée

S'IL laissait à son successeur un système politique en bon état de marche, Antonio Guzman lui léguait, en revanche, au passif, une situation économique catastrophique, aggravée par la corruption. Le slogan du candidat « aux mains propres » n'avait pas peu fait pour assurer l'élection de M. Jorge Blanco. Parmi les explications données au suicide de M. Guzman, la crainte de la mise au jour de scandales affectant sa propre famille aurait joué un rôle important. Depuis lors, des cascades de révélations ont montré l'ampleur de la gangrène qui rongait le gouvernement : 4 millions de pesos de malversations à l'Institut de la sécurité sociale, 300 000 au ministère des travaux publics, parmi des dizaines d'autres... On ne sera pas étonné que le rétablissement de la « moralité administrative » ait figuré en première ligne des objectifs du nouveau président.

En prenant ses fonctions le 16 août 1982, M. Jorge Blanco n'avait pas mâché ses mots, affirmant que sa tâche la plus urgente était d'« *éviter la banqueroute vers laquelle la République se dirigeait* ». Cette banqueroute était le résultat d'un ensemble de facteurs externes (augmentation de la facture pétrolière et baisse du revenu des exportations), mais également d'une politique de gonflement effréné du train de vie de l'État dominicain. La période balaguériste, bénéficiant jusqu'en 1974 d'une conjoncture extérieure favorable, avait été marquée par un taux de croissance annuel de 10 %. Caractérisée par un développement des exportations, la réduction des dépenses de l'État, une politique ambitieuse de travaux publics, elle avait permis une forte expansion de la classe moyenne urbaine. Le prix à payer avait été une grande concentration de la richesse, le plus souvent mal acquise — on parlait à cet égard des trois cents millionnaires (en dollars) « faits » par M. Balaguer, — et une attitude extrêmement répressive à l'égard d'une classe ouvrière encore numériquement peu nombreuse. La politique de M. Guzman fut tout à fait différente : elle s'appuya sur l'endettement externe et la stimulation de la demande interne à travers un considérable bond en avant du budget de fonctionnement de l'État, qui passa de 382 millions de pesos en 1977 à 803 millions en 1981. Les espérances d'emploi nées de la victoire de mai 1978, en même temps que le désir de la fraction du PRD fidèle au président Guzman et à son vice-président, M. Majluta, de se constituer une clientèle de militants,

conduisirent la nouvelle administration à gonfler artificiellement les effectifs des ministères et organismes publics et à augmenter sans compter les frais de fonctionnement. La gabegie, la corruption firent le reste, créant une bureaucratie hypertrophiée, de moins en moins en prise sur l'appareil productif. Parallèlement, les investissements publics chutèrent de 119 millions de pesos en 1977 à 69 millions en 1981. Le taux de croissance annuel de l'économie ne dépassa pas 3 % à partir de 1978.

A compter de 1975, le prix du sucre, principal produit d'exportation, avait commencé à décliner, connaissant cependant une pointe exceptionnelle en 1980 (40 cents la livre) pour retomber à 6 cents en 1982. L'or, autre importante source de devises, connut cependant une ascension régulière jusqu'en 1981. Quelques chiffres décrivent la gravité de la situation : la valeur des exportations de 1981 s'élevait à 961 millions de pesos alors que le total de la facture pétrolière, des amortissements et du service de la dette (passée de 1977 à 1981 de 1033 à 1887 millions de pesos) excédait les 1100 millions.

Au début de 1981, le gouvernement de M. Guzman avait entrepris un redressement financier auquel les experts du Fonds monétaire international n'auraient rien trouvé à redire : diminution de la masse monétaire et du budget de fonctionnement de l'État, entraînant un net ralentissement de la production, l'industrie ne travaillant plus qu'à 50 % de sa capacité. D'où une détérioration supplémentaire de la situation de l'emploi, pourtant préoccupante : on estime à environ 30 % de la population active le nombre de chômeurs, auquel il faut ajouter 10 % de sous-emploi ou d'emploi parasitaire.

Sous la tutelle du F.M.I.

Le premier jour de son mandat, M. Jorge Blanco annonça un programme de rigueur : blocage des salaires pendant un an, réduction des traitements des fonctionnaires (le président donnant l'exemple, en diminuant le sien de 5000 à 3000 pesos). Des mesures protectionnistes furent annoncées : interdiction des importations de riz, haricots, porcs et poulets, afin de stimuler la production locale ; augmentation des taxes sur les produits de luxe. Pendant son bref intérim, M. Majluta avait, avec l'accord de M. Jorge Blanco, sollicité un crédit auprès du Fonds monétaire international (F.M.I.). C'est finalement un crédit de 466 millions de dollars sur trois ans qui fut accordé, en octobre 1982, à des conditions dont le Congrès a rigoureusement, mais en vain, exigé du gouvernement qu'elles soient rendues publiques. L'une des conséquences de ce conflit fut que la session parlementaire prit fin en janvier dernier sans que le budget 1983 ait été adopté. Il est cependant de notoriété publique que le gouvernement prit l'engagement de réduire le déficit budgétaire, d'augmenter les taux d'intérêt et de renoncer aux restrictions sur les importations chères à M. Jorge Blanco.

En même temps, furent annoncées des conditions très favorables de rapatriement des bénéfices des sociétés étrangères, ce qui facilita grandement l'acceptation du rééchelonnement de 236 millions de dollars de la dette gouvernementale par une soixantaine de banques américaines.

La situation sociale, déjà tendue, pourrait devenir explosive, d'autant que rien ne laisse présager une véritable relance des investissements productifs. Dans un pays dont des zones entières appartiennent à des sociétés étrangères comme la Gulf and Western, ou bien sont peu productives (c'est le cas des terres du secteur d'État consacrées à la production sucrière), ou bien sont constituées de latifundia, une vraie réforme agraire serait une condition absolument nécessaire, sinon suffisante, de toute amélioration de la production et même de la revitalisation du *campo* dominicain, actuellement en complète dégénérescence. Quelques indices entre beaucoup d'autres révèlent l'acuité du sous-développement dominicain : le pays compte 23 % d'analphabètes ; 66 % de ceux qui ont commencé une scolarisation primaire n'ont pu l'achever, et 42 % seulement bénéficient d'un système de sécurité sociale, d'ailleurs de qualité précaire.

On peut s'interroger sur l'adéquation entre les structures politiques du pays, en particulier la limitation du mandat présidentiel à quatre ans, et le long terme dans lequel devrait s'inscrire toute réforme de fond. Or le principe de la « non-réélection », qui empêche de solliciter un second mandat immédiat, s'il n'est pas prévu par la Constitution, est un engagement de caractère démocratique visant à éviter les présidences à vie. Antonio Guzman l'avait finalement honoré, non sans regret. M. Jorge Blanco y a souscrit dès le premier jour.

La situation dramatique du pays incite le gouvernement à compter sur la compréhension américaine : facilités de crédits meilleur accès du sucre dominicain au marché des États-Unis. M. Reagan, déjà lourdement engagé financièrement au Salvador et au Honduras, peut-il faire beaucoup pour un régime qui lui est acquis et où la présence américaine est écrasante ? En tout cas, M. Jorge Blanco s'efforce de le ménager. Non seulement il a confirmé le refus de son prédécesseur de nouer des relations diplomatiques avec Cuba, mais il n'a pas hésité, en octobre 1982, à se prêter à la tentative infructueuse du département d'État visant à bloquer l'entrée du Nicaragua au Conseil de sécurité de l'ONU, par la présentation de la candidature de la République Dominicaine. Une candidature que l'Assemblée générale a rejetée par 104 voix contre 19.

VENEZUELA

Le Venezuela a sans doute été le second pays de prédilection de Bernard Cassen, après Cuba, et peut-être avant même le Brésil où Porto Alegre a joué un rôle pionnier dans les forums sociaux mondiaux.

Car, ce qui a séduit et mobilisé Bernard Cassen durant plusieurs années, c'est la révolution menée par Hugo Chavez, révolution qui a dépassé les frontières du pays et a eu non seulement une influence mais aussi des répercussions politiques et économiques sur une partie du continent latino-américain.

Les profondes transformations apportées par la révolution chaviste dans la foulée de la révolution bolivarienne ont servi de modèle à plusieurs pays et de phare aux revendications des classes populaires d'autres pays. La politique de Chavez ne s'est pas limitée aux frontières de son pays.

Et il a su profiter de l'aubaine du pétrole dont il a nationalisé l'exploitation.

Mireille Azzoug



Hugo Chavez et Bernard Cassen

Un déluge de bolivars pour le nouveau président

Une démocratie libérale comblée par la manne pétrolière mais confrontée au défi de vastes zones de misère.

Un reportage de **Bernard Cassen**

Le Monde diplomatique, mars 1974, p. 20-22

Ce 11 mars 1974, le président sortant, M. Rafael Caldera, transmettra ses pouvoirs au vainqueur des élections du 9 décembre 1973, M. Carlos Andres Perez. Ce sera un acte d'une grande signification pour le Venezuela et pour l'ensemble de l'Amérique latine. Pour la quatrième fois consécutive, en effet, un chef de l'État élu constitutionnellement s'installera au palais de Miraflores à Caracas. Si l'on excepte la Colombie, où les structures de la démocratie représentative sont plus formelles que réelles et où la guérilla est en train de s'installer, et l'Argentine, revenue difficilement au constitutionnalisme, le Venezuela est actuellement le seul pays d'Amérique du Sud qui ait à sa tête un président désigné librement.

Même si la disparité des moyens financiers des deux grands partis (COPEI et AD¹) par rapport aux autres, en fit un combat inégal, la campagne électorale a néanmoins mis en évidence l'ampleur des libertés individuelles dont jouissent tous les citoyens, et qui ne souffrirait nullement de la comparaison avec les démocraties les plus libérales d'Europe occidentale. Chacun des partis (y compris les deux coalitions de gauche regroupées derrière MM. Paz Galarraga et José Vicente Rangel) a pu tenir des meetings dans tout le pays (avec une présence policière manifestement vouée à la protection plutôt qu'à la provocation), parler à la radio et à la télévision et bénéficier, chacun à son tour, pour les rassemblements finaux dans la capitale, de l'immense espace offert par la place d'El Silencio devant les grandes tours du centre Simon-Bolivar. L'exubérance et la bonne humeur

¹Ndlr (note ajoutée en 2025-. COPEI : Comité d'organisation électorale indépendant, parti politique vénézuélien (ses partisans sont appelés « *copeyanos* ») fondé en 1946 par Rafael Caldera et membre de l'Organisation démocrate-chrétienne d'Amérique. R. Caldera fut président du Venezuela à deux reprises : du 11-03-1969 au 11-03-1974 et du 02-02-1994 au 02-02-1999. En 1974 lui succèdera Carlos Andrés Perez, de l'Action démocratique – A. D. – parti social-démocrate (centre) fondé le 13 septembre 1941 (notamment par P. Galarraga) qui prend la suite du Parti national démocratique fondé par Romulo Bettancourt, président du Venezuela à deux reprises (1945-1948 et 1959-1964). P. Galarraga prit ses distances avec ce parti et fonda en 1973 le mouvement électoral populaire, qui apporta son soutien au premier gouvernement de Hugo Chavez en 1999.

créoles se sont donné libre cours dans les défilés de voitures ou d'orchestres aux couleurs des candidats, les fêtes, les parties musicales et artistiques accompagnant chaque réunion. Chacun des protagonistes, de M. Carlos Andres Perez à MM. Lorenzo Fernandez ou Paz Galarraga, où qu'il aille dans le pays, recevait un accueil triomphal, souvent de la part des mêmes foules. Au-delà de l'enjeu politique, le Venezuela manifestait son affection, non dénuée parfois d'un certain détachement bon enfant et critique, envers tous ceux qui ambitionnaient de le représenter. Ainsi, par exemple, dans les conversations, les banderoles ou les affiches, les candidats étaient presque toujours désignés par leurs prénoms : Carlos Andrés, Lorenzo, Paz, José Vicente, le tutoiement étant le plus souvent de rigueur avec eux, comme dans la vie quotidienne d'un peuple sans formalisme. Et jamais les colleurs d'affiches, poseurs de banderoles ou de petits drapeaux, ne s'en seraient pris au matériel électoral de leurs adversaires politiques, se contentant d'y ajouter sagement le leur. Tous ces petits détails témoignent de la paix civile que le programme de pacification et d'amnistie politique de M. Rafael Caldera a réussi à ramener dans le pays.

C'est pourquoi le Venezuela tire une légitime fierté du bon déroulement du processus constitutionnel, et notamment de la journée du 9 décembre [qui porta à la présidence Carlos Andrés Pérez]. Malgré des conditions de vote difficiles, dues à la mauvaise organisation du Conseil suprême électoral, et qui ont parfois obligé les électeurs à faire la queue plusieurs heures avant d'arriver aux urnes, aucun incident ne s'est produit, aucune réclamation n'a été déposée. Malgré le changement de majorité, puisque l'AD va succéder au COPEI au pouvoir, la fin du mandat du président Caldera s'est déroulée dans les meilleures conditions. Les forces armées ont strictement accompli le mandat qui leur avait été confié : préserver la liberté de choix des citoyens et assurer le respect de leur décision.

L'accession au pouvoir de M. Carlos Andrés Pérez, l'entrée en fonctions du nouveau Congrès sont les signes d'une mutation assez considérable de la politique vénézuélienne.

Bipolarisation et retour de l'Action démocratique au pouvoir

Quatre-vingt-cinq % des suffrages se sont portés soit sur l'Action démocratique, que l'on peut définir comme une formation social-démocrate orientée vers le centre-droit, ou le COPEI, mouvement démocrate chrétien dont les clins d'œil vers la gauche ont été de plus en plus fréquents. Cette bipolarisation est l'une des grandes surprises du scrutin. Pour beaucoup de commentateurs des deux grands partis, il s'agit d'une manifestation d'attachement au système démocratique. Pour l'organisation patronale Fedecámaras, le peuple a cautionné les structures capitalistes :

« De façon encore plus nette qu'en toute autre occasion, la population vénézuélienne a exprimé sans ambiguïté son soutien aux institutions qui

caractérisent le système d'économie décentralisée, propre à une société pluraliste qui maintient les principes de liberté et de dignité individuelles. »

Quand on sait que Fedecámaras (Fédération de chambres et associations de commerce et de production) a financé discrètement une campagne publicitaire massive de justification des actes barbares des putschistes chiliens, baptisés pour l'occasion « soldats du peuple », cette soudaine adhésion aux principes de liberté et de dignité individuelles est une sorte de pavé de l'ours...

Pour la gauche et l'extrême gauche, déçues par leur performance, le matraquage publicitaire des deux grands partis, grâce aux sommes sans limite dont ils disposaient, a produit son effet. M. Teodoro Petkoff, le principal théoricien du MAS², ancien guérillero amnistié, professeur à l'université centrale du Venezuela à Caracas et maintenant député, a son idée à ce sujet :

« Le résultat paraît confirmer, nous a-t-il déclaré, l'immense pouvoir d'aliénation et de conditionnement du peuple par les partis qui dépensent des millions de bolivars³ dans tous les mass média, en particulier la télévision. Compte tenu du volume d'argent utilisé par les deux partis, ce qui est surprenant c'est qu'il se soit encore trouvé 15 % de la population pour leur résister. »

L'argent des élections

Les Vénézuéliens ont été soumis à un extraordinaire tir de barrage de l'AD et du COPEI. Le rythme des « spots » publicitaires du COPEI pendant le dernier mois de la campagne était de quarante-deux par jour à la télévision, et de huit par heure sur chacune des cent stations de radio. Si l'on ajoute les placards de deux pages dans une vingtaine d'hebdomadaires, une moyenne de quinze pages par jour dans les quotidiens de Caracas et de vingt pages par jour dans les quotidiens de province, les affiches, les sondages, et les frais divers, on arrive à un total de 2 800 000 bolivars pour le mois de décembre 1973, d'après la revue *Resumen*. Or la campagne durait depuis un an ! M. Pedro Segnini La Cruz, l'un des quatorze candidats à la présidence (et qui obtint seulement 0,14 % des voix, malgré une belle compagne en autocar dans tout le pays) estimait le coût total des opérations à environ 60 millions de francs pour chacun des deux grands partis, ce qui donne un coût de 30 F par vote AD et de 40 F par vote COPEI. D'où venait l'argent pour ce déluge de vert « copeyano » et de blanc « adeco » ? Le COPEI et l'AD se sont toujours refusés à répondre franchement à cette question, tout en étant fort loquaces sur les sources de revenus de l'adversaire : en gros, le COPEI aurait puisé dans les caisses de l'État et l'AD dans celles du patronat et des

² Ndlr. Membre du parti communiste, victime de la dictature de Marcos Pérez Jiménez, il passe trois ans en prison avant de parvenir à s'évader. Il fonda le MAS (Mouvement vers le socialisme) en 1971. Il sera ministre de la planification de 1996 à 1999 dans le gouvernement de Rafael Caldera.

³ Le bolivar vaut approximativement 1 dollar.

compagnies pétrolières américaines. Le secrétaire général de l'A. D., M. Octavio Lepage, a jugé bon de préciser que le parti avait contracté des prêts bancaires garantis par les futures retenues sur les indemnités de ses parlementaires, que des milliers de militants avaient apporté leur contribution, mais aussi que

« nous n'allons pas cacher hypocritement que quelques amis fortunés nous ont donné des sommes d'une certaine importance ». Il crut nécessaire d'ajouter : « Mais ils savent que nous avons reçu ces contributions sans le moindre engagement envers eux... »

Beaucoup d'observateurs suivront à cet égard de très près la politique de M. Carlos Andres Perez vis-à-vis des compagnies pétrolières américaines, tant en ce qui concerne la nationalisation anticipée de leurs installations que l'exploitation des gigantesques réserves de la « ceinture » de l'Orénoque.

Politiquement, l'AD redevient le parti dominant du pays : avec 48,60 % des suffrages, M. Carlos Andres Perez frôle le score obtenu en 1958 par Rómulo Betancourt (49,18 %). Sa remontée s'explique par trois phénomènes : la disparition des mini-partis parasitaires, la récupération des voix perdues à la suite de la scission du MEP en 1967, et la quasi-disparition du phénomène perezjimeniste⁴.

Des partis construits autour d'une personnalité obtiennent des résultats catastrophiques qui les vouent à la disparition. L'électeur semble avoir voté « utile » et ne plus s'être soucié d'envoyer au Congrès, par le jeu de la proportionnelle à la plus forte moyenne, de petits contingents de parlementaires élus dans la foulée d'un homme politique « locomotive », jouant le rôle de groupes-charnières et jouissant auprès de l'exécutif d'un pouvoir sans rapport avec leur importance numérique. Ces remarques s'appliquent aussi au MEP, dont les cadres semblent dans une large mesure être revenus à l'AL : le total des suffrages recueillis par l'AD et le MEP en 1973 est comparable à ce qu'il était en 1968 : 56 % contre 48 % ; ce qui a changé, c'est leur répartition interne, la fraction représentée par l'AD étant passée de 28 % à 48 %. On assiste ainsi à une réunification par la base de l'AD d'avant et d'après Perez Jimenez.

L'ancien dictateur, en exil volontaire à Madrid, avait été au centre de nombreuses tractations avant le 9 décembre. La crainte qu'il inspirait sur le plan électoral avait conduit le Congrès à invalider sa candidature. Les chefs des différents groupuscules se réclamant de lui avaient depuis lors fait la navette avec l'Espagne, chacun espérant être l'unique dépositaire de l'investiture. Une série de déclarations contradictoires, la ridicule accusation qu'une fraude

⁴ Ndlr. MEP : Mouvement électoral du peuple, qui a rejoint en 2007 le PSUV, Parti socialiste uni du Venezuela, et qui soutiendra la Révolution bolivarienne. Les perezjimenistes ont soutenu le général Marcos Pérez Jimenez, à la tête du pays de 1952-1958, lequel a développé un régime autoritaire prônant un Nouvel idéal national.

massive se préparait, avaient passablement diminué le crédit de l'exilé. Les oppositions de personnes achevèrent de faire le reste.

C'est l'Action démocratique qui, cette fois-ci, a capitalisé le vote antigouvernemental. On observe ainsi que, curieusement, au moment où l'AD obtient le soutien non dissimulé du patronat et des grandes sociétés américaines, elle parvient à renforcer son implantation populaire. Le parti (que M. Carlos Andres Perez définit ainsi :

« Nous ne sommes pas un parti marxiste. Nous ne sommes pas non plus un parti populiste. Le populisme comme courant, comme solution aux problèmes de l'Amérique latine a échoué. Nous sommes un parti social-démocrate »

a conservé certains éléments de sa terminologie socialisante d'autrefois, mais son anticommunisme, ses sympathies pro-américaines, son hostilité quasi viscérale à Cuba lui ont attiré le soutien des couches les plus réactionnaires du Venezuela. Le passé de M. Carlos Andres Perez constituait d'ailleurs pour elles un gage supplémentaire de reprise en main du pays face au laxisme gauchisant du COPEI. Certains hommes d'affaires, qui reconnaissaient avoir versé de fortes sommes à la caisse électorale du parti, pouvaient ainsi évoquer devant vous une purge des forces armées soupçonnées d'abriter des éléments révolutionnaires, une sévère mise au pas de la gauche, un gel des relations diplomatiques avec les pays socialistes et le refus de normaliser les rapports avec La Havane.

Il est peu probable que Carlos Andres aille si loin. Lui qui fut, au début des années 60, l'homme de la répression contre la gauche, s'est engagé à maintenir les libertés individuelles. Il nous déclarait, à ce sujet :

« L'extrême gauche dit que la démocratie représentative est au service des riches ; l'extrême droite dit qu'elle est faible. La " démocratie avec de l'énergie " que je préconise est un système qui peut être assez fort pour affronter les forces capitalistes afin de procéder à une juste répartition des biens. Quant à notre histoire en tant que parti de la gauche démocratique, elle garantit que non seulement notre gouvernement sera respectueux de toutes les opinions, mais qu'il encouragera la participation de toutes les forces politiques au débat national. Si un gouvernement AD s'est vu contraint de mettre hors la loi deux partis, ce fut après une décision de la Cour suprême, en réponse à la lutte armée. D'ailleurs, dès 1968, le PCV [parti communiste vénézuélien] put participer aux élections sous le sigle UPA ».

Un premier dialogue semble s'être établi entre le MAS et le nouveau président, puisque, à une déclaration du dirigeant socialiste Juvencio Pulvar, affirmant que le gouvernement serait jugé sur ses actes, M. Carlos Andres Perez répondit :

« Ma conduite vis-à-vis du MAS sera faite de respect et de considération ; je tenterai d'établir un dialogue avec lui et de solliciter sa collaboration pour un programme d'intérêt national qui soit accepté par lui. »

En ce qui concerne les relations avec Cuba, M. Carlos Andres Perez va sans doute bloquer le Processus entamé par le président Caldera. Les

échanges culturels et commerciaux de plus en plus intenses, les liens personnels noués au cours des différentes visites de dirigeants des deux pays, laissaient prévoir un rétablissement imminent des relations diplomatiques entre La Havane et Caracas si M. Lorenzo Fernandez avait été élu. Avec M. Carlos Andres Perez, il en ira tout à fait différemment. On sent que la violence de la polémique du début des années 60 entre M. Fidel Castro et M. Rómulo Betancourt a laissé quelques traces :

« Le problème n'est pas celui du Venezuela vis-à-vis de Cuba, mais de Cuba vis-à-vis du Venezuela. C'est nous qui, à un moment donné, avons souffert de l'action des forces cubaines ou de l'aide de ce pays à la subversion contre le Venezuela. La reprise des relations devra être le résultat d'une consultation ou d'un accord interaméricains, car c'est le Venezuela qui demanda au continent de nous appuyer en ces temps difficiles. »

Attendre l'accord des gouvernements d'Amérique latine, dont certains comme le Brésil, l'Uruguay, la Bolivie, le Chili et le Paraguay sont de véritables croisés de l'anticommunisme, n'est pas, on en conviendra, une position de nature à accélérer un processus de rapprochement avec Cuba.

Remous dans la démocratie chrétienne

Paradoxalement, le COPEI perd le pouvoir en réalisant son meilleur score depuis sa naissance : son candidat, M. Lorenzo Fernandez, obtient en effet 36,78 % des suffrages, alors qu'en 1968 M. Rafael Caldera avait été élu avec 29 %. Les stratèges « *copeyanos* » n'avaient certes pas prévu une bipolarisation aussi franche, dont ils seraient à la fois les bénéficiaires et les victimes. Le parti peut se consoler en enregistrant une montée spectaculaire dans deux tiers du pays, notamment dans le district fédéral, où il passe de 25 % en 1968 à 40 % en 1973. Par contre, dans ses fiefs traditionnels, les États andins ou limitrophes de ces derniers (Barinas-Lara, Merida, Portuguesa, Tachira et Trujillo), le COPEI voit baisser son pourcentage, qui tend à s'aligner avec celui qu'il recueille dans le reste du pays.

Le vingt-huitième anniversaire de la fondation du COPEI, célébré en janvier dernier, n'a donc pas été celui des embrassades victorieuses mais du commencement de l'autocritique. Beaucoup, au sein de la démocratie chrétienne, prétendent que M. Lorenzo Fernandez n'était pas le meilleur candidat face à M. Carlos Andres Perez : personnage sympathique mais un peu mou, sans grand talent oratoire, il avait été le candidat voulu par le président Caldera, mais peut-être pas nécessairement par la majorité des délégués. Plusieurs graves accusations venues de l'intérieur du parti font état de pressions de divers ordres, et notamment financières, sur certains délégués pour négocier leur suffrage en faveur de M. Lorenzo Fernandez.

À la tête de l'État, M. Caldera a révélé sa très haute stature intellectuelle et politique. Sa présidence aura été marquée par une politique de Pacification envers la gauche (amnistie, légalisation du PCV, du MAS et du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), d'ouverture diplomatique envers

tous les pays, et de nationalisme économique. Et, bien qu'il ne fût plus qu'un Président en sursis, M. Caldera annonçait, dans son message de Nouvel An 1974, diverses décisions qui portèrent à son comble l'hostilité que le Patronat lui vouait déjà : extension des garanties de la loi du travail à de nouvelles catégories de salariés, nationalisation de l'industrie laitière, des entreprises d'électricité de Maracaïbo et de Barquisimeto, ainsi que de la télévision, tous secteurs contrôlés par des capitaux américains. M. Caldera fera ainsi une sortie à gauche, indiquant déjà dans quelle optique se situera l'opposition du COPEI au nouveau gouvernement de M. Carlos Andrés Pérez.

Déception parmi la gauche

Quant à l'opposition de gauche, si elle a subi un échec, tout indique qu'elle va se rééquilibrer sur de nouvelles bases. Même si l'on fait la part de l'évidente disproportion des moyens entre les partis du « statu quo » (c'est-à-dire COPEI et AD) et les deux coalitions de gauche, il n'empêche que ces dernières n'ont pas réussi la percée escomptée. La Nueva Fuerza, version vénézuélienne de l'Unité populaire chilienne, ne pouvait pas espérer obtenir les 36 % de Salvador Allende. Les partis qui la composaient, le MEP et le PCV (dépit de n'être pas retenu comme candidat unique, M. Jovito Villalba avait retiré l'URD — Union républicaine démocratique — de la coalition) étaient l'un d'origine récente (scission de l'AD en 1967) et l'autre faiblement implanté dans le pays. Néanmoins, les 5 % recueillis par M. Paz Galarraga sont une incontestable déception, compte tenu de la popularité du candidat et de celle de M. Prieto Figueroa, qui appuyait sa campagne (M. Prieto Figueroa avait obtenu 19 % des suffrages en 1968, et ses énormes oreilles, qui lui ont fait donner le surnom affectueux de « ed Orejon », étaient l'emblème électoral du MEP). On a vu comment les électeurs et un grand nombre de cadres du MEP sont rentrés au bercail de l'AD, à tel point que le parti n'a plus que deux sénateurs : M. Prieto Figueroa lui-même et le grand écrivain Miguel Otero Silva.

Du côté du parti communiste vénézuélien, la déception n'est pas moins grande. Malgré un retour à la légalité, l'existence d'un quotidien (*Tribuna popular*), une implantation dans certains syndicats, un spectaculaire rétablissement de ses liens avec M. Fidel Castro (ils avaient été rompus après le renoncement du parti à la lutte armée), le PCV obtient seulement 1 % des suffrages, perd son unique sénateur et trois de ses cinq députés.

C'est son frère ennemi, le MAS, issu d'une scission du PCV en 1970, qui s'impose comme troisième parti du pays. Le MAS, sous la direction de deux « renégats », MM. Pompeyo Marquez et Teodoro Petkoff, après avoir conquis la grande majorité de la jeunesse intellectuelle vénézuélienne, s'est acquis des appuis supplémentaires dans certaines zones rurales et dans des syndicats (notamment dans le complexe sidérurgique de Ciudad-Guyana).

La défection massive de la jeunesse a porté un coup très sérieux à la capacité militante du PCV : ses dirigeants les plus prestigieux, les frères Gustavo et Eduardo Machado, sont âgés de plus de soixante-dix ans !

Quelque temps avant les élections, M. Gustavo Machado, président du PCV, était optimiste :

« Nous sommes passés de 4 500 membres en 1971 à 27 000 aujourd'hui, organisés selon les conceptions léninistes classiques... Nous avons plus d'ouvriers qu'auparavant... Quel que soit le résultat des élections, nous continuerons notre expansion. »

Il n'était pas spécialement tendre pour le MAS : « Ce sont des gens sans morale ; ils visent les marginaux. Ils sont marcusiens plutôt que marxistes et ils adoptent les thèses de Roger Garaudy », mais ne fermait cependant pas la porte : « Après les élections, nous lutterons ensemble sur des objectifs concrets. »

La montée du MAS

Le MAS et le MIR avaient choisi, pour porter leurs couleurs présidentielles, M. José Vicente Rangel, qui n'appartenait ni à l'un ni à l'autre parti, mais avait acquis comme avocat et député une réputation de courage et d'intégrité (cette dernière qualité est assez rarement reconnue au personnel politique vénézuélien). Grand, mince, ressemblant à Errol Flynn, « José Vicente » est un leader charismatique, un orateur prodigieux que nous avons vu tenir en haleine aussi bien la jeunesse étudiante rassemblée sur une place de Caracas, que les pêcheurs et les employés de maison réunis autour du phare de Porlamar, dans le paradis touristique qu'est l'île de Margarita.

« Je viens du réformisme, de l'URD (Union républicaine démocratique), nous dit-il. Je suis arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas de sortie. Après la crise du PCV, j'ai constaté que le MAS présentait une alternative socialiste, une voie vénézuélienne vers le socialisme dans le cadre d'une société pluraliste, sans enrégimentation qui limite les possibilités créatrices du peuple. »

La présence de deux candidats de gauche n'était-elle pas démobilisatrice ? M. José Vicente Rangel est formel :

« Nous nous élevons contre la vieille conception selon laquelle l'unité se fait autour du réformisme, visant à attirer des secteurs de la bourgeoisie au prix du sacrifice du message idéologique... Nous nous élevons contre la tradition d'une gauche endormie, contre la répétition des vieux schémas. »

Au plan idéologique, réconcilier MAS – PCV paraît difficile à concevoir. Il faut noter toutefois que M. Pompeyo Marquez, secrétaire général du MAS, a été reçu en juillet dernier... en Roumanie, presque comme le représentant d'un parti frère, mais cela ne suffit pas à rapprocher des analyses divergentes : nécessité d'une lutte de libération nationale anti-impérialiste avec la collaboration de la classe moyenne pour le PCV, passage direct à la lutte contre la bourgeoisie vénézuélienne depuis longtemps « dénationalisée » par sa soumission aux intérêts américains, pour le MAS. Les élections ont

concrétisé l'audience croissante du MAS, qui a déjà entamé des conversations sur les luttes communes avec le MEP. Le PCV, affaibli, est pris entre deux risques : ou l'isolement total ou la discussion avec l'adversaire d'hier, dans un rapport de forces nettement défavorable.

Du cloaque des ranchos au luxe des beaux quartiers

De l'autoroute qui, dans le creux d'une longue vallée, relie l'aéroport de Maiquetia à Caracas, on voit, s'étagant sur les collines, des constructions précaires qui, de loin, en raison de leurs couleurs vives, ne manquent pas de pittoresque : ce sont les « ranchos », où vivent des centaines de milliers de Caraqueños. L'impression de pittoresque fait vite place au malaise : des enfants sales, au visage émacié, vêtus de hardes, sont debout devant des portes où s'amoncellent les détrit. Des intérieurs minuscules et misérables, éclairés le soir par une faible lampe. Lorsqu'il pleut, la violence des eaux entraîne parfois les habitations au passage, et, de toute manière, transforme ces immenses franges qui surplombent la ville en cloaques où règnent des conditions de vie subhumaines. Il ne viendrait à l'idée d'aucun « bourgeois » de s'aventurer dans ces ranchos, où certaines zones ne sont même pas accessibles à la police.

Dans les beaux quartiers de Caracas, le contraste est saisissant : la ville a connu ces dernières années un « boom » immobilier fulgurant. De magnifiques immeubles ultra-modernes ont été édifiés, dont certains sont de véritables petites villes, avec salons de réception collectifs, piscine, etc. La tranquillité et la sécurité des résidents sont garanties par une police privée armée dont les membres patrouillent jour et nuit aux alentours. On retrouve ces mêmes gardes en armes dans les nouveaux centres commerciaux. Certains de ces centres, édifiés dans la foulée du plus populaire d'entre eux, celui de Chacaíto, ne trouveraient encore que peu de clients. L'optimisme des promoteurs est tel, toutefois, que les constructions continuent dans les endroits les plus désertés. Qui ira faire ses achats dans ces citadelles isolées ?

Les milices armées, protectrices de la richesse, ne plaisaient pas avec les voleurs. La police officielle non plus. À un carrefour du centre de Caracas, un attroupement : un petit filou pris en flagrant délit. Menottes aux poignets, il est conduit sans ménagement vers la voiture de police. On nous assure qu'il aura droit à un passage à tabac en règle et qu'il ira rejoindre les milliers de prisonniers qui attendent d'être jugés depuis des années dans les prisons du pays. Celle d'El-Dorado, au plus profond de la Guyane vénézuélienne, abrite, dit-on, les récidivistes, et on en revient rarement vivant, jugé ou pas.

Paradis pour hommes d'affaires

Les riches ne vont pas en prison, pourtant la délinquance économique est un mal endémique du pays. La corruption, le trafic d'influence, sont des phénomènes de notoriété publique que l'on commente parfois avec plus d'envie que d'indignation. D'innombrables rumeurs et anecdotes courent sur

les commissions qui parviennent jusqu'au plus hautes sphères de l'État. Et s'il est impossible de les vérifier, tous les candidats à la présidence, y compris M. Carlos Andres Perez, ont réclamé une lutte vigoureuse contre la corruption.

En privé, certains industriels nous confient que le Venezuela est un véritable paradis pour hommes d'affaires avisés. Certains étrangers arrivent et font d'énormes fortunes en quelques années. Les raisons : pas de contrôle des changes, pas de contrôles de qualité des produits ; pas de contrôles fiscaux sérieux. Certains millionnaires (en bolivars) nous avouent ne pas payer d'impôts ; dans nombre de petites entreprises, aucune comptabilité n'existe ; tout se fait de la main à la main, du règlement des matières premières à la paie des employés.

Selon les statistiques officielles, 5 % de la population s'approprie 54 % du revenu national ; les classes moyennes, qui représentent 25 % de la population active, absorbent 35 % de ce revenu. 70 % des Vénézuéliens doivent se contenter du reste (11 %), et là encore la distribution est loin d'être uniforme.

Dans les villes (75 % du total de la population), on distingue au sein des classes les plus exploitées les ouvriers disposant d'un emploi fixe, qui reçoivent un revenu mensuel d'environ 50 bolivars, et l'immense armée des marginaux sans emploi stable (un million de personnes), au revenu annuel moyen de 300 bolivars. Ces deux catégories représentent environ 44 % de la population active, mais il ne leur échoit que 9 % des revenus. Reste le secteur rural, qui, avec plus du quart de la population, ne reçoit que 2 % du total ! Comme n'a cessé de le rappeler M. José Vicente Rangel, le Venezuela est un pays où quarante-quatre enfants sur mille n'atteignent pas l'âge d'un an, où 15 000 d'entre eux meurent chaque année de malnutrition ou par manque de soins médicaux où l'analphabétisme est officiellement estimé à 23 %. Sur une population active de 3 millions d'habitants, le ministre du travail du gouvernement Caldera, M. Alberto Martini Urdaneta, estimait le nombre de chômeurs à 212 000, en précisant : « En tant que membres de l'exécutif national, nous sommes obligés de croire aux statistiques officielles. » L'opposition avançait le chiffre, sans doute plus proche de la réalité, de 750 000.

Un " Biafra vénézuélien "

En termes humains et sociaux, le problème le plus poignant est celui de l'enfance, et surtout de l'enfance abandonnée. Le Venezuela est un pays jeune, très jeune : sur un peu plus de onze millions d'habitants, six millions ont moins de dix-huit ans, cinq millions moins de treize ans. Le taux de natalité est en effet l'un des plus élevés du monde, le nombre de naissances illégitimes aussi : 51 % des enfants vénézuéliens n'ont pas été reconnus par leur père. Dans les quartiers pauvres des grandes villes, on voit principalement des femmes et des nuées d'enfants. Il est tout à fait banal qu'une femme ait quatre ou cinq enfants, ou davantage, de quatre ou cinq pères différents. Les enfants ne sont pas les seuls à être abandonnés, les femmes aussi. Le

collaborateur d'un grand quotidien du soir de Caracas n'a pas hésité à parler de « Biafra vénézuélien » après une visite dans les ranchos :

« Le panorama qui s'étend sous nos yeux, en montant les côtes et les chemins étroits qui ceignent les collines, est douloureux. C'est une honte que de savoir que des centaines d'enfants ne vont pas à l'école à cause du manque de ressources de leurs parents, et qu'ils sont promis à la délinquance. Le nombre d'enfants malades dans les quartiers de Caracas est alarmant, en raison de l'absence de conditions sanitaires minimales. En outre, le pourcentage croissant d'enfants sous-alimentés est en hausse constante... Dans les quartiers pauvres, les enfants, sans distinction de sexe, sont les victimes des actions les plus viles quand ils sont l'objet des appétits sexuels les plus abominables que puisse concevoir un délinquant. En ce sens, les affirmations de plusieurs femmes qui habitent le quartier Memera doivent faire réfléchir. Les mères de famille ne se risquent pas à laisser leurs jeunes enfants devant la porte de la maison de peur qu'ils soient maltraités ou violés. »

Un peu plus loin, le journaliste signale qu'une bande terrorise les habitants, pratiquant le racketting et transformant le quartier en véritable cour des miracles. La police n'intervient pas. Caracas n'a pas l'exclusivité de cette situation. La ville nouvelle qu'est Ciudad-Guyana offre le triste spectacle de centaines de jeunes cireurs de chaussures, dont certains n'ont pas dix ans, qui abordent le passant avec un « *Va a limpiar señor ?*⁵ ». La pègre les utilise soit comme revendeurs de drogue, soit comme pourvoyeurs de marchandises volées. Une méthode assez répandue consiste à faire pénétrer les jeunes garçons par les lucarnes des magasins, d'où ils jettent ensuite aux adultes restés dehors les objets à emporter. Les autorités semblent se désintéresser complètement du problème : rien n'est prévu, ni pour l'accueil scolaire et sanitaire de ces gamins ni pour la rééducation de ceux qui se font arrêter – et c'est le destin inévitable de beaucoup d'entre eux. Ciudad-Guyana, la capitale de ce qui sera peut-être une nouvelle Ruhr, ville tracée au cordeau, fière de son urbanisme d'avant-garde, est aussi celle où la délinquance juvénile atteint le taux le plus élevé du Venezuela. Quelques chiffres illustrent la désagrégation des structures familiales et des conditions de vie des masses vénézuéliennes : 51 % des mères sont célibataires et vivent en concubinage, 51 % des enfants sont « orphelins » de père vivant, 38 % de la population vit dans des « ranchos ». Des maladies que l'on croyait éliminées, comme le paludisme, ont réapparu ; le nombre de médecins est très insuffisant (1 pour 1 000 habitants environ), et encore sont-ils concentrés dans quelques États urbanisés : district fédéral et Zulia en particulier.

Le profond déséquilibre interne du pays, son sous-développement structurel, s'accompagnent, comme c'est souvent le cas, de l'imposition d'un modèle de consommation directement importé des États-Unis et véhiculé par les différents moyens de communication de masse, dont beaucoup sont contrôlés par les Américains. Comment s'étonner dans ces conditions que les

⁵ « Est-ce que vous voulez faire cirer vos chaussures ? »

brochures à l'intention des touristes mettent davantage l'accent, à la rubrique « *shopping* », sur la variété des marchandises importées d'Allemagne, des États-Unis, du Japon, de Hongkong que sur les produits vénézuéliens ?

La civilisation de consommation pour privilégiés *made in U.S.A.* non seulement élimine les particularités locales mais va plus loin dans l'absurde que le modèle lui-même. Ainsi Caracas est à la veille de l'asphyxie automobile. L'essence étant bon marché (10 ou 15 centimes le litre), on ne regarde pas à la puissance des véhicules, ni à leur taille. Les transports publics sont totalement négligés. Aux heures de sortie des bureaux, on peut voir des files d'attente de plusieurs dizaines de mètres devant les arrêts d'autobus. Et quels autobus ! Sales, vitres brisées, fauteuils souvent défoncés. Les embouteillages sont fréquents, aggravés par un respect plutôt facultatif des feux de signalisation qui met constamment en péril la sécurité des piétons.

Au niveau national on est arrivé en 1972, pour une population d'un peu plus de onze millions d'habitants, à un total de 159 000 accidents qui ont fait 90 000 blessés et 6 800 morts ! Les grands travaux exécutés depuis quinze ans à Caracas ne répondent manifestement plus à la prolifération automobile. La seule solution serait la construction du métro. Les projets du gouvernement sortant restaient assez vagues puisque aucune date ni de commencement ni d'achèvement des travaux n'était prévue. Il appartiendra à M. Carlos Andres Perez et à son équipe d'accélérer les travaux préparatoires et la mise en construction de ce métro s'ils veulent éviter l'engorgement complet de la capitale.

Hypertrophie du secteur tertiaire

Pendant la campagne électorale de décembre 1973, le problème de l'utilisation des revenus supplémentaires du pétrole fut constamment évoqué. Le prix de référence du baril de brut, qui était de 3,14 dollars au 1er janvier 1973, était passé en décembre à 7,74 dollars, soit plus du double. En janvier 1974, nouvelle augmentation : le prix de référence atteint 14,08 dollars. Ainsi, en un an, sans aucun effort supplémentaire, le Venezuela voyait quadrupler ses revenus pétroliers. Le total du budget de 1974, adopté en juin 1973, avait été arrêté à 15 milliards de bolivars. Or les recettes fiscales de 1974 vont s'élever à 40 milliards de bolivars ! Il y a là de quoi faire tourbillonner les têtes les plus solides. Les structures économiques du pays sont peu adaptées à une utilisation rationnelle de cette manne. En 1972, le produit territorial brut se distribuait de la façon suivante : secteur primaire (agriculture, pétrole et gaz, minerais) : 20,3 % ; secteur secondaire (industrie, construction, énergie) : 29,3 % ; secteur tertiaire (transports et communications, commerce et finances, services) : 50,4 %. Cette hypertrophie du secteur tertiaire est une des conséquences de l'absence d'utilisation des ressources pétrolières à des fins productives et créatrices d'emplois correspondant à une réelle augmentation de l'activité économique.

La revue *Resumen* a publié en décembre une interview du Dr Mario Pesci Feltri, membre de la commission du budget, qui propose, pour y voir plus clair dans la répartition des dépenses publiques, la classification suivante : fonction politico-administrative, fonction sociale et fonction économique. En cinq ans de gouvernement Copei, 61 milliards de bolivars se sont répartis de la façon suivante : dépenses gouvernementales 38 milliards de bolivars ; organismes régionaux, 8,47 milliards ; entreprises autonomes 14,61 milliards. En appliquant la typologie ci-dessus, on obtient les résultats suivants : fonction sociale 39 %, fonction politico-administrative 18 %, paiement de la dette publique, 4,6 %, fonction économique 23 %. Sur les 14,6 % revenant aux entités régionales, 8 % sont utilisés en dépenses de fonctionnement et pour la fonction sociale.

Le chiffre de 23 % pour la fonction économique est extrêmement faible pour un pays comme le Venezuela qui devrait profiter du miracle pétrolier (fatalement limité dans le temps) pour se doter d'une infrastructure économique solide et durable. Le plus grave est que ce pourcentage a baissé par rapport à 1964, où il était de 31 %. Encore, à l'intérieur de ces chiffres, y a-t-il lieu de faire quelques commentaires. Les 39 % destinés à la fonction sociale sont loin d'avoir donné les résultats que l'on aurait pu escompter puisque, pour ne prendre que cet exemple, le problème de l'habitat est encore entier, le gouvernement Caldera s'étant seulement souvenu lors de la dernière année de son mandat de son engagement de construire 100 000 logements par an. Or, en 1970, il était admis que sur 800 000 familles vénézuéliennes, 600 000 vivaient dans des conditions insalubres.

Sur les 23 % des dépenses correspondant à la fonction économique, les déboires ont été aussi nombreux que les réussites. Au passif, il faut notamment mettre l'agriculture et l'élevage. La réforme agraire promulguée en 1960 a largement échoué. En effet, malgré de bonnes intentions figurant dans les textes, elle n'a touché en quatorze ans que 1 15 000 familles, bien que le mouvement se soit accéléré sous le gouvernement Caldera (52 500 de 1959 à 1968 contre 62 500 de 1969 à 1972). L'objectif proclamé de la réforme était de donner des terres à 350 000 familles. Ce qui est plus grave, c'est que le secteur « réformé » ne fournit que 10 % de la valeur du produit agricole. Il coexiste avec un secteur paysan traditionnel ne dépassant pas l'autosuffisance et en voie de décadence économique rapide, avec des petits et moyens propriétaires qui réussissent non sans mal à s'intégrer à une économie de marché dont les règles sont fixées par le seul secteur en croissance rapide, celui du capitalisme agro-industriel. Ce secteur, qui a pris la relève des *latifundios* (pratiquement pas touchés par la réforme agraire qui s'est faite en majorité à partir des terres appartenant à l'État), est intimement lié au capitalisme financier, industriel et pétrolier ; il cumule tous les avantages : concentration des meilleures terres ; accès privilégiés aux crédits et à la mécanisation ; garantie, voire manipulation, des débouchés locaux et étrangers. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'on y retrouve les grands noms du capitalisme vénézuélien et américain : les Mendoza, Vollmer

et Rockefeller. Au moment où l'agriculture capitaliste augmente sa production sans augmenter l'emploi, un nombre croissant de « bénéficiaires » de la réforme doivent chercher une fraction de leur revenu en dehors de la campagne (presque la moitié d'entre eux possèdent une parcelle de moins de 5 hectares). En outre, presque un tiers d'entre eux ont abandonné leurs parcelles.

Une industrie qui se diversifie

Dans le domaine industriel, un certain nombre de succès ont été obtenus dans les tentatives de diversification : le Venezuela ne se contente plus d'exporter ses matières premières, pétrole bien sûr, mais également fer. C'est dans l'État de Bolivar, dans la Guyane vénézuélienne, que le gouvernement a décidé d'implanter au milieu de la jungle une série de complexes industriels ultra-modernes en vue de faire du Venezuela un pays exportateur de produits fabriqués. C'est une institution autonome, placée directement sous l'autorité du président de la République, la Corporation vénézuélienne de la Guyane (C. V. G.), qui a reçu la mission de mener à bien cette entreprise. Le choix de la Guyane est dû à la présence de minerai de fer en grosses quantités, à l'existence de la fameuse ceinture bitumeuse dont nous reparlerons, à l'immense potentiel hydro-électrique de la région et à la possibilité d'utilisation de l'Orénoque comme voie navigable jusqu'à Ciudad-Guyana. Cette ville nouvelle de Ciudad-Guyana, bâtie au confluent de l'Orénoque et du Caroni, a été fondée en 1961 ; elle a englobé les petites villes déjà existantes de San-Felix et Puerto-Ordoz, qui ne comptaient en tout que 42 000 habitants. Ciudad-Guyana, pôle de développement de la région, en avait 150 000 en 1971 et en escompte 250 000 pour 1975. Elle est devenue le symbole de la nouvelle ruée vers l'est, d'une « mystique de l'intérieur » qui n'en est toutefois qu'à ses débuts si on la compare à celle du Brésil. La contestation de frontière avec la Guyane voisine n'est peut-être pas non plus étrangère à cette manifestation de la puissance vénézuélienne. À l'heure actuelle, la CVG a sous sa coupe directe, c'est-à-dire sans participation de capitaux privés, les aciéries DISOR, qui occupent 7 000 employés, et l'EDELCA, responsable du développement hydro-électrique du fleuve Caroni. Le barrage de Macaguo-I, qui fonctionne depuis 1961, a une capacité installée de 370 000 kW. Mais celui de Guri, dont la première tranche avec ses trois turbines installées produit déjà 525 000 kW, est autrement impressionnant. Sept nouvelles unités sont en cours d'installation. Quand, en 1981, cette étape sera achevée, la capacité du barrage sera de 2 065 000 kW. Dans des étapes ultérieures, elle pourra passer à 3 puis 6 millions de kilowatts, faisant de Guri l'une des plus vastes installations hydro-électriques du monde.

L'entreprise pilote reste SIDOR (Siderurgica del Orinoco), avec une production de 1 500 000 tonnes de produits sidérurgiques (dont une partie est exportée vers la Colombie, le Mexique et l'Argentine). Le fer vient du gisement de San-Isidro. En tout, la production de minerai de fer a été de 18 500 000 tonnes en 1972, dont seulement 1 500 000 utilisées sur place. Les

mines appartiennent à des filiales de la U.S. Steel et de la Bethlehem Steel : la Orinoco Mining et la Iron Mines.

La CVG participe également à des entreprises mixtes avec des capitaux locaux ou étrangers.

Ainsi, c'est avec la Reynolds que la CVG a mis en place l'usine d'aluminium du Caroni (ALCASA), dont la capacité annuelle de 50 000 tonnes sera rapidement portée à 70 000. Les autres entreprises mixtes existantes sont une cimenterie, un hôtel de luxe, une société de gestion des installations portuaires de Puerto-Hierro, sur l'Orénoque, accessibles aux gros minéraliers, une société de fabrication de pâte à papier.

Une variété de pin caraïbe (le hondurensis) va être plantée sur une zone de 140 000 hectares au cours des prochaines années. À l'heure actuelle, 27 millions de pins ont déjà été plantés sur une superficie de 20 000 hectares. La directrice générale du ministère de l'agriculture du gouvernement Coldera, Hydia Villegas, nous disait avec fierté que ce pin pousse en douze ans au lieu de vingt au Canada, ce qui ouvre au Venezuela à brève échéance non seulement la perspective de l'autosuffisance mais celle de l'exportation de pâte à papier.

Les nouveaux projets ne manquent pas : construction d'une nouvelle usine d'aluminium réalisée à 80 % par des groupes japonais, en vue d'exporter au Japon 150 000 tonnes de métal, participation à 50 % du consortium français Nobel-Bozel à une usine de ferrosilicium également montée à Matanzas, dans la zone industrielle de Ciudad-Guyana, verrerie avec l'aide de la Banque mondiale, usine sidérurgique exclusivement vouée à l'exportation, usine d'ammoniaque pour l'exportation réalisée avec le concours de l'IVP (Instituto venezolano de petroquímica). L'IVP, entreprise autonome mais à capitaux entièrement publics, a reçu pour mission la mise en place d'une industrie pétrochimique dans le pays et compte déjà deux réalisations importantes : l'usine de polyéthylène de basse densité d'El-Tablazo et le complexe de Moron, avec ses usines d'ammoniaque et d'urée, inauguré le 11 novembre dernier (1973) par le président Caldera.

« Il faut semer le pétrole », avait dit il y a de nombreuses années Arturo Uslar Pietri⁶ au gouvernement de Romulo Betancourt. Mais les résultats de

⁶ Ndlr. Arturo Uslar Pietri (1906-2001) : écrivain, essayiste, poète et dramaturge ; journaliste, diplomate et homme politique, l'un des fondateurs du Parti démocratique vénézuélien. Ministre de l'intérieur en 1943 : suite à des remous politiques, il quitta ses fonctions et s'exila durant deux ans aux États-Unis où il enseigna à l'université de Columbia. De retour au Venezuela, il obtint un poste de sénateur sous le gouvernement de Betancourt. En 1963 il fut candidat aux élections présidentielles, sans succès et délaissa la politique. Il fut directeur du quotidien *El Nacional*, ambassadeur à l'UNESCO et se consacra à la littérature : ses nombreux écrits et romans lui valurent de nombreuses distinctions vénézuéliennes et étrangères et plusieurs prix dont le prestigieux prix Prince des Asturies. Le Président Mitterrand le fit Grand-Croix de la Légion d'honneur.

ces semailles ont été bien minces en termes de création d'emplois et d'augmentation du bien-être de la masse des Vénézuéliens. « *Le pétrole ne se sème pas* », devait constater le Dr Juan Pablo Perez Alfonso, aujourd'hui âgé de soixante-dix ans, ministre des mines et hydrocarbures en 1959 sous le gouvernement Betancourt et inspirateur de l'OPEP. La crise pétrolière mondiale a donné à ses avis, déjà fort écoutés, une audience accrue. Chacune de ses déclarations ou interviews a aussitôt des répercussions nationales, voire internationales. C'est dans une optique à la fois nationaliste et conservationniste qu'il déplore le niveau de production de ces dernières années (en quatre ans : 6 490 millions de barils de pétrole ou d'équivalent en gaz ; pour 1972 seulement : 1 179 millions de barils de pétrole, 294 millions de barils d'équivalent gaz). Il préconise purement et simplement la réduction de moitié de la production et la sauvegarde pour les générations futures des réserves prouvées mais non encore exploitées

« en vue d'arrêter la dangereuse course ascendante des revenus pétroliers, qui augmente notre dépendance et les distorsions économiques et encourage la tendance au gaspillage. Cette réduction de production favorisera une meilleure conservation de cette richesse-clé des Vénézuéliens ».

Perez Alfonso n'a toutefois pas été suivi sur ce terrain par le président Caldera ; il ne le sera sans doute pas davantage par M. Carlos Andres Perez.

Le tourisme, également producteur de devises, pourra se développer. On trouve au Venezuela une diversité de paysages unique en Amérique du Sud, depuis les neiges andines qui surplombent Merida, jusqu'aux magnifiques plages de la côte orientale et de l'île de Margarita, qui conserve de nombreux vestiges de son passé colonial. Parallèlement à l'exploitation industrielle de la Guyane, le tourisme s'avance aussi vers l'intérieur de l'État de Bolivar. Les chutes du Saut de l'Ange (dénivellation : 1 000 mètres) et le lagon de Canaima sont les deux principales attractions. Le pays bénéficie d'un réseau routier de très bonne qualité (35 000 kilomètres, dont la moitié asphaltés). Les autoroutes se développent à un rythme rapide et les infrastructures aériennes sont en constant renouvellement : l'aéroport de Maïquetia a été complètement transformé, celui de Porlamar, dans l'île de Margarita, vient d'être reconstruit et peut recevoir les « Jumbo-jets ». L'intérieur du pays est très bien desservi par deux compagnies, Avensa (filiale de Viasa) et Aéropostal, compagnie nationalisée. Viasa, la grande compagnie internationale vénézuélienne, est solidement implantée en Amérique du Sud, en Amérique du Nord et en Europe. (Dès l'automne prochain, Viasa et le Touring Club de France organiseront d'ailleurs des séjours de dix jours au Venezuela à des prix tournant autour de 3 000 F.)

S'affranchir des États-Unis

Le défi interne s'accompagne d'un défi externe, celui de l'émancipation vis-à-vis de la tutelle américaine, rendue possible par le nouveau rapport des forces mondial provoqué par la pénurie de matières premières. Le Venezuela

est un pays où les investissements étrangers sont considérables : presque 14 milliards de bolivars en 1970, répartis comme suit : pétrole 7 ; mines 0,644 ; industrie 3,4 ; commerce 1,36 ; agriculture 0,050 ; divers 1,5. Ce sont bien entendu les Américains qui se taillent la part du lion : par exemple 4,63 milliards sur les 7 du pétrole, 2 sur les 3,4 de l'industrie. Ils sont suivis de la Grande-Bretagne, de la Hollande, du Canada et du Japon. Les bénéfices tirés de ces investissements sont impressionnants : d'après la Banque centrale du Venezuela, ils auraient atteint en dix ans (de 1960 à 1969) le total de 49 milliards de bolivars. Si l'on y ajoute les multiples formes de sorties de bénéfices et les amortissements des capitaux étrangers opérant au Venezuela, on arrive à la somme de 75 milliards, soit cinq fois le budget prévisionnel de 1974 établi en 1973. Ce chiffre impressionnant donne une idée du prix qu'attachent les firmes multinationales, et donc surtout les firmes américaines, à leur liberté d'action dans un pays soumis à une telle surexploitation.

Le nationalisme économique du gouvernement Caldera et la diplomatie d'ouverture envers tous les pays, y compris Cuba, de son ministre des affaires étrangères, le chancelier Calvani, avaient déplu à Washington (qui importe 51 % du pétrole vénézuélien). La dénonciation en 1972 du traité de réciprocité avec les États-Unis avait été une des manifestations de ce nationalisme, l'adhésion ultérieure au Marché commun andin montrant que le Venezuela voyait son avenir économique en termes de solidarité avec ses voisins du sous-continent.

La dernière augmentation unilatérale du prix du pétrole à 14,08 dollars a fait monter la température à Washington. Un sénateur démocrate de la Floride, M. Lawton M. Chiles, a déposé une motion réclamant des mesures contre le Venezuela. Le 31 janvier, le président Caldera, relevant l'attaque, y a vu « l'honneur suprême que puisse faire par ses injures et ses accusations un porte-parole du pire des systèmes d'intimidation qu'aient connu les petits pays ». Le soutien des compagnies pétrolières à la candidature de M. Carlos Andres Perez n'était à Caracas un mystère pour personne. Va-t-il, dans ces conditions, procéder à la récupération anticipée des installations pétrolières normalement prévue pour 1983 par le traité de 1943 ? Si le COPEI avait été maintenu au pouvoir, il ne fait aucun doute que la mesure aurait été prise en juillet 1974. M. Carlos Andres Perez a évoqué la nationalisation tout en la nuancant par le souci « d'arriver à de nouvelles formules de participation du capital étranger ». Quant à la ceinture de l'Orénoque, elle ne sera pas exploitée « sous la pression des priorités ou des urgences des pays qui ont besoin de ce pétrole, mais en accord avec les intérêts vénézuéliens pour utiliser convenablement cette ressource ». Pris entre certains de ses partisans et les revendications d'une opposition qui reste très forte, M. Carlos Andres Perez aura finalement peu de marge de manœuvre par rapport à la ligne nationaliste de son prédécesseur.

Une claque pour Obama, un succès de plus pour Chavez

Bernard Cassen

Site « Mémoire des luttes », 19 décembre 2012

Au Venezuela, les citoyens ont répondu à leur manière à Barack Obama qui, à la veille des élections régionales du 16 décembre, avait fustigé sur une chaîne de télévision américaine « les politiques autoritaires de Chavez par le passé, sa répression des opinions contraires ». Il avait en outre précisé, comme si ce n'était pas actuellement le cas, que « l'avenir du Venezuela doit être entre les mains du peuple vénézuélien ». Le peuple vénézuélien l'a pris au mot : sur les 23 États que compte le pays, 20 (contre 18 auparavant) seront désormais dirigés par des gouverneurs issus du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), la formation politique du président.

La coalition de l'opposition réunie au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD) perd quatre États par rapport aux élections régionales de 2010 (Carabobo, Nueva Esparta, Táchira, Zulia). Deux de ces États sont particulièrement stratégiques. L'État de Zulia est le plus peuplé du Venezuela et celui où se concentre la majeure partie de l'industrie pétrolière, autour du golfe du Venezuela et du lac de Maracaibo. Avec cette victoire et celle remportée dans l'État de Tachira, la Révolution bolivarienne conquiert deux États limitrophes de la Colombie. C'est par eux que transitent les trafics en tout genre (principalement la contrebande d'essence et de bétail), ainsi que les incursions de paramilitaires colombiens. En reprenant le contrôle de ces territoires, la Révolution bolivarienne va pouvoir mettre un terme à une hémorragie économique et commerciale contre laquelle les gouverneurs précédents n'avaient guère fait d'excès de zèle... Par la même occasion, elle va renforcer la sécurité d'une zone frontalière particulièrement sensible.

La principale leçon de la victoire des candidats du PSUV (même si le taux d'abstention s'est élevé à 46 %) est que la Révolution bolivarienne est solidement implantée dans la population, que la plupart de ses acquis sont difficilement réversibles, et qu'elle n'est donc plus entièrement liée au destin d'un seul homme, si exceptionnel qu'il soit. De La Havane où il se remet de sa quatrième opération, après avoir – à toutes fins utiles – désigné Nicolas Maduro comme celui qui devrait lui succéder en cas d'incapacité d'exercer ses fonctions, Hugo Chavez trouvera dans les résultats de ce scrutin un puissant motif de satisfaction et — on le lui souhaite — une motivation supplémentaire pour une prompt guérison.

VIII. BERNARD CASSEN ET ATTAC

« *Un autre monde est possible* »

La création de l'association ATTAC, *Association pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens*, à l'initiative d'Ignacio Ramonet et de Bernard Cassen, a à la fois ouvert de nombreux nouveaux fronts de luttes, été capable de créer des synergies au sein de ceux-ci et surtout d'initier une nouvelle manière de lutter, plus décentralisée — car les citoyens se sont emparés des luttes et les ont démultipliées — et en même temps de les coaliser avec l'organisation des forums mondiaux, qui ont fait naître des solidarités dépassant les frontières.

Bernard fut élu Président d'Attac en 1998 et il eut donc la charge, avant de pouvoir diriger cette association mondiale, d'en établir les statuts, d'en définir le mode de fonctionnement collectif et d'aider à la constitution des structures — travail complexe pour un mouvement citoyen dont une partie des membres étaient habitués soit au mode de fonctionnement centralisé des formations politiques, soit à un rejet de toute forme de direction. En outre, les membres d'Attac étaient aussi des militant.e.s, voire des dirigeant.e.s politiques, avec des convictions et des conceptions du militantisme qui différaient selon leur appartenance. Issus de toutes obédiences, plutôt de gauche — mais la gauche était plurielle et composite : communistes, socialistes, radicaux de gauche, marxistes, gauchistes, et aussi des syndicalistes, des féministes, des écologistes, des groupes liés à des organisations chrétiennes — qu'il fallait réussir à fédérer autour d'objectifs communs et mobiliser dans des actions communes.

Bernard a compris d'emblée qu'un tel mouvement devait rester purement citoyen et éviter toute identification politique partisane : d'où le mot d'ordre « un autre monde est possible », un monde non défini d'avance qu'il fallait construire ensemble à travers une action collective et citoyenne. Bernard, même s'il avait des convictions de gauche, n'était membre d'aucun parti et donc ouvert à une multiplicité des formes d'action. À l'université Paris 8, dont l'échiquier politique était très large, allant de l'extrême gauche à la droite, les modes d'action étaient variables, et changeants aussi selon les situations : il avait donc été à bonne école. Au sein des AG, des conseils de l'université et du département d'étude des pays anglophones, dont il avait été le directeur, les affrontements faisaient partie du quotidien, et il avait, lentement mais sûrement, déjà intériorisé la nécessité de la négociation, sans céder aux pressions, souvent contradictoires : il arrivait donc armé pour diriger un mouvement citoyen et mondial, encore inédit dans l'histoire des luttes. Et il fallait en outre, comme il l'écrit dans l'exergue du texte qui suit — « Les dix commandements de la préférence citoyenne » — « penser un nouveau monde avec les mots de l'ancien ».

Mireille Azzoug



Bernard Cassen avec
Jacques Nikonoff, second président d'Attac



Jacques Nikonoff, Bernard Cassen et Hugo Chavez

Bernard Cassen et ATTAC

Extrait de l'entretien avec Antony Burlaud
paru dans *Raisons d'agir* (op. cit.)

En ligne sur le site

<https://shs.cairn.info/revue-savoir-agir-2020-4-page-95?lang=fr>

« Tout est parti d'un éditorial d'Ignacio intitulé « Désarmer les marchés » et publié dans le numéro de décembre 1997. Il analyse le rôle prédateur de la finance et suggère la création d'une association qui s'appellerait Attac et militerait pour une taxation des mouvements de capitaux spéculatifs dont les produits seraient affectés à des projets sociaux, éducatifs, environnementaux et de santé publique à l'échelle planétaire. C'était la fameuse taxe Tobin, du nom d'un prix Nobel d'économie américain très connu ».

Deux ou trois jours après la sortie du journal, énorme surprise : nous commençons à recevoir des lettres, messages et coups de fil nous demandant de créer l'association Attac, ce que nous n'avions jamais envisagé ! En quelques semaines, ce sont plusieurs milliers de lecteurs qui nous somment de passer à l'acte. Nous n'avons plus le choix. Malgré les réserves de certains d'entre nous, la décision est prise de lancer Attac, et c'est moi qui suis à la manœuvre. Après quelques consultations, je prépare un projet de statuts originaux : peuvent devenir membres des adhérents individuels et des personnes morales (syndicats, autres associations, entreprises, journaux proches du *Diplo*). C'est ainsi que se retrouveront autour de la même table lors des conseils d'administration, entre autres, des composantes de la FSU, de la CGT, de Solidaires, la Confédération paysanne, l'association Raisons d'agir devenue Savoir/Agir, le Mrap, le DAL, *Charlie Hebdo*. Autre innovation : la mise en place d'un conseil scientifique – essentiellement composé d'universitaires et de chercheurs – qui peut être saisi ou se saisir pour produire des textes ou des livres sur les thématiques d'Attac. Ignacio sera nommé président d'honneur et moi élu président tout court. Je resterai cinq ans à la tête d'Attac et je continuerai à siéger dans son Bureau pendant toute la mandature de mon successeur, Jacques Nikonoff. Je suis toujours membre de l'association. »

Bernard
Cassen



Tout a commencé à Porto Alegre...

Mille forums sociaux !

ESSAI

MILLE ET UNE NUITS

Bernard Cassen

Homme d'action avec Attac et le mouvement altermondialiste

Jacques Nikonoff*

Président d'Attac 2002-2006, membre fondateur,
Ancien professeur associé à l'Institut d'études européennes de
l'Université Paris 8.

Bernard Cassen n'était pas seulement un intellectuel élégant, brillant et exigeant, il était aussi un homme d'action déterminé, rassembleur et efficace. Rares sont les personnes pouvant cumuler autant de qualités auxquelles s'ajoutent la loyauté et la fidélité en amitié. J'ai beaucoup appris à ses côtés pendant la dizaine d'années où nous étions en contact quasi-quotidiennement pendant l'extraordinaire aventure d'Attac et du mouvement altermondialiste.

C'est Gilbert Haffner (†), alors secrétaire général de l'Association des Amis du *Monde diplomatique*, qui m'a fait rencontrer Bernard l'été 1998. Il voulait me demander un article sur les fonds de pension pour le *Diplo*. Bernard m'a immédiatement « *embauché* ». En octobre 1998, il organisait un déjeuner avec les économistes François Chesnais (†), Michel Husson (†) et Dominique Plihon. Il nous invitait à rejoindre le noyau du Conseil scientifique d'Attac qui était en construction et qui comptait déjà un premier carré avec notamment Suzanne de Brunhoff (†), Gérard Gourguechon, Bruno Jein et René Passet, son premier président qui venait d'être nommé.

Bernard m'a tout de suite impressionné par son enthousiasme et sa capacité à organiser et à faire travailler les autres. Très exigeant avec lui-même, il l'était tout autant envers les autres. C'est ainsi qu'au titre de nouveau membre du Conseil scientifique, il m'a envoyé labourer le terrain en faisant des conférences sur l'emploi, les fonds de pension, la finance, etc. dans les Comités locaux qui se mettaient en place.

Ensuite, lorsque Bernard m'a demandé de prendre sa succession à la présidence d'Attac en 2002, j'ai été infiniment honoré de sa confiance, tout en mesurant l'énormité de la tâche qui m'attendait. Avec Michèle Dessenne,

* Jacques Nikonoff, économiste, a enseigné la finance internationale, les finances publiques, la mondialisation, la construction et la légitimation du discours économique en tandem avec Bernard Maris. Il a été administrateur civil à la Caisse des dépôts et consignations.

Parmi ses ouvrages : *La comédie des fonds de pension*, Paris, Arléa, 1999.
Cette Constitution qui piège l'Europe, ouvrage collectif, Paris, Mille et une nuits, 2005.
Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire, Paris, Mille et une nuits, 2011).

la nouvelle secrétaire générale qui sera élue en même temps que moi, nous avons pu bénéficier de l'aura, de la légitimité et du savoir-faire de Bernard, grâce à la nouvelle position qu'il occupait désormais de président d'honneur d'Attac.

Le rôle de Bernard dans la création et le développement d'Attac en France et dans plus d'une cinquantaine d'autres pays, puis du Forum social mondial (FSM), expressions principales et déterminantes du mouvement altermondialiste, est largement méconnue ou sous-estimée, parfois même contestée. Quoi qu'il en soit, Bernard est entré dans l'histoire. Histoire, d'ailleurs, qui n'est pas encore totalement écrite. Car si beaucoup de choses ont déjà été dites sur les débuts d'Attac, du Forum social mondial et du mouvement altermondialiste en général, rien ou presque de significatif n'a encore été fait sur la fin de cette espérance. Comment et pourquoi est-il possible qu'un mouvement planétaire aussi puissant, qui a fait trembler les puissants pendant une décennie, puisse se disloquer et s'évaporer à ce point dans chaque pays à peu près au même moment ? Et pratiquement ne plus exister aujourd'hui qu'à une échelle marginale ? Nous en parlions souvent avec Bernard. Il avait commencé à donner quelques éléments de compréhension dès son livre de 2003², car il sentait déjà un essoufflement. Il revient à ses amis et aux historiens d'en écrire la suite.

Il ne semble donc pas inutile de revenir sur la création et le développement d'Attac, qui entraînera des conséquences planétaires. Bernard aura joué un rôle clé. Cependant, c'est Ignacio Ramonet, à l'époque directeur de la publication du *Monde diplomatique*, dans son éditorial du numéro de décembre 1997 intitulé « *Désarmer les marchés* », qui avait allumé la mèche. Il se demandait :

« *Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac) ? En liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou écologique, elle pourrait agir comme un formidable groupe de pression civique auprès des gouvernements pour les pousser à réclamer, enfin, la mise en œuvre effective de cet impôt mondial de solidarité* ».

Dans les semaines qui ont suivi, *Le Monde diplomatique* recevait des milliers de courriers et d'appels téléphoniques de lecteurs enthousiastes, d'associations, de syndicats, de journaux, tant à la rédaction parisienne du journal qu'à celles de ses éditions en langues étrangères. Que faire ? Comme il n'est pas dans la vocation ni les compétences d'un journal de créer et de gérer des associations, il fallait trouver une autre solution pour répondre à l'attente et même à la pression des lecteurs. La rédaction

² Bernard Cassen, *Tout a commencé à Porto Alegre. Mille Forums sociaux*, éditions Mille et une nuits, 2003.

du *Diplo*, Bernard en tête, allait alors se mettre en remue-ménage permanent, consulter de nombreux acteurs sociaux, pour finalement aboutir à une proposition qui serait portée par Bernard. À l'invitation du *Diplo*, une rencontre était organisée le 16 mars 1998 à laquelle participaient des représentants d'une quinzaine d'organisations syndicales et d'associations (aussi bien françaises qu'étrangères), ainsi que des membres des équipes de *Charlie Hebdo*, *Politis*, *Transversales* et du *Monde diplomatique*. Un groupe de travail était constitué autour de Bernard afin de préparer, pour le 8 avril 1998, les bases concrètes de la constitution d'Attac.

Pour encadrer les discussions à venir, Bernard estimait qu'il fallait

« prendre une décision structurante : quel type d'association voulons-nous créer ? Deux solutions s'offrent à nous : soit une association comprenant uniquement des personnes physiques, soit une association comprenant aussi bien des personnes physiques que des personnes morales³ ». C'est cette dernière option qui était retenue. Elle devait permettre à Attac « de gagner un temps précieux pour son développement et de disposer d'emblée d'une large assise. Les syndicats, associations, collectivités et publications qui deviendraient membres – et, pour certains d'entre eux, membres dits “fondateurs” réunis dans un collège prévu dans les statuts – constitueraient autant de relais en direction de leurs propres adhérents ».

L'association voyait donc le jour le 3 juin 1998 à l'occasion d'une Assemblée générale constitutive composée uniquement des membres fondateurs. Parmi les premiers fondateurs il y avait des associations comme Agir ensemble contre le chômage (AC !), l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (AITEC), les Amis de la terre, Artisans du monde, Économies solidaires et coopératives (ESCOOP), la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture (FFMJC), l'Union des familles laïques (UFAL)... On trouvait également des organes de presse avec évidemment *Le Monde diplomatique*, mais aussi *Alternatives économiques*, *Charlie hebdo*, *Politis*, *Témoignage Chrétien*... Des syndicats étaient également de la partie comme la Confédération paysanne, la Fédération CGT des Finances, la Fédération syndicale unitaire (FSU), la Fédération générale des transports et de l'environnement (FGTE-CFDT), le Syndicat de la magistrature, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), l'Union syndicale Solidaires (anciennement G10 Solidaires)... Enfin, quelques personnes physiques rejoignaient le Collège des fondateurs : Manu Chao, René Dumont(†), Viviane Forrester(†), Gisèle Halimi(†), Daniel Mermet, Ignacio Ramonet, Jacques Robin(†)...

³ Bernard Cassen, *Lignes d'Attac*, n°112, janvier 2018.

Bernard était capable de créativité et d'innovations politiques de haute volée. C'est le cas des premiers statuts d'Attac qui constituaient probablement à eux seuls une catégorie particulière, totalement inédite. Ils étaient adoptés lors de l'Assemblée générale constitutive du 3 juin 1998. L'originalité principale de ces statuts était que les adhérents n'étaient pas souverains au sein de l'association, ce qui pouvait paraître paradoxal à première vue pour une association d'éducation populaire. Cette configuration fut pourtant déterminante dans le succès d'Attac à ses débuts. Les statuts, en effet, avaient été volontairement conçus pour donner l'ensemble des pouvoirs aux organisations fondatrices. C'était un choix stratégique parfaitement justifié au moment du démarrage d'Attac. Bernard, qui avait une longue expérience des pratiques qu'il appelait avec un mélange d'une certaine affection et d'un profond agacement « *gauchistes* », particulièrement à l'université où il avait été professeur, considérait qu'il fallait créer un cadre stable dans lequel développer l'association en la protégeant de toute tentative « *d'entrisme* ». Cette stabilité ne pouvait provenir que d'organisations déjà installées comme des syndicats et associations qui deviendraient membres fondateurs. Toute tentative de prise du pouvoir par les uns, serait immédiatement et logiquement empêchée par les autres.

C'est cette formule qui aura permis de mettre autour de la même table des syndicats, des associations, des organes de presse et des personnalités d'une très grande diversité. Et ceci sur des bases clairement opposées à la mondialisation néolibérale. Une telle configuration, qui a pu se maintenir presque en l'état une dizaine d'années, n'avait jamais eu d'équivalent. Cependant, sa viabilité, au-delà des statuts, reposait beaucoup sur la personnalité et le charisme de Bernard.

Bernard ne craignait pas de mettre les mains dans le cambouis. Très rapidement après la création d'Attac il trouvait des locaux rue de Valence à Paris, à deux pas du *Diplo*. Et il embauchait les deux premiers permanents, Attac disposera de jusqu'à 11 permanents.

Le reste de l'année 1998 se déroulera tambour battant. Le 17 octobre, une « *Première rencontre nationale* » se tenait à La Ciotat (Bouches-du-Rhône) avec 1 300 participants. Le 20 octobre, des adhérents d'Île-de-France décidaient d'organiser une première réunion au théâtre Le Divan du monde à Paris, ils seront presque 1 000 ! Cette initiative, émanant spontanément de la base, bousculait un peu la direction d'Attac qui n'avait pas prévu l'organisation des adhérents. L'intelligence situationnelle de Bernard, une nouvelle fois, fit merveille. Il fallut vaincre des obstacles, car quelques organisations fondatrices voyaient d'un très mauvais œil l'émergence de la « *base* », qui risquait de devenir un nouveau pôle de pouvoir au sein de l'association, pouvant remettre en cause l'hégémonie

du Collège des fondateurs dont ils bénéficiaient. D'autant que le 1^{er} décembre suivant, le cap des 5 000 membres était franchi...

Deux documents étaient alors élaborés, dans lesquels la « patte » de Bernard était visible : un projet de statuts-types pour les Comités locaux qui accédaient ainsi à la « légalité » et qui étaient appelés à se multiplier et à se renforcer ; un projet de « Charte » des rapports entre ces Comités et l'association nationale.

L'année 1999 fut tout aussi trépidante. Bernard était sur tous les fronts. Du 25 au 30 janvier se tenait la semaine de « *L'autre Davos* » en Suisse. Le 30, une conférence de presse alternative se tenait à Davos même, pendant que se déroulait le fameux Forum économique mondial, préfigurant ce qui allait devenir le Forum social mondial.

En février 1999, 100 Comités locaux avaient déjà été créés. Les réunions publiques, distributions de tracts, signatures de pétitions et de nombreuses autres initiatives se succédaient et se généralisaient sur tout le territoire à un rythme croissant. Bernard allait beaucoup sur le terrain, tout le monde voulait le faire venir. Le 3 juin 1999, après une année d'existence, le nombre d'adhérents venait de franchir la barre des 10 000 ! Du 24 au 26 juin, des délégations de 80 pays, avec 1 500 participants, se retrouvaient à l'Université Paris 8 Saint-Denis aux « *Rencontres internationales de Paris* ». Le thème était « *La dictature des marchés ? Un autre monde est possible* ». Cette initiative était organisée par Attac en liaison avec la Coordination internationale contre l'AMI et le Forum mondial des alternatives. Bernard y fixait les orientations à venir.

Le 23 octobre 1999 se tenait à La Ciotat la première Assemblée générale d'Attac. Bernard était élu président sous les acclamations. Même s'ils étaient minoritaires (12 contre 18), c'était la première fois que des adhérents de base entraient au Conseil d'administration. Parallèlement, le premier livre collectif d'Attac était publié aux éditions Mille et une nuits, intitulé *Contre la dictature des marchés*. Bernard, qui avait de nombreuses cordes à son arc, avait impulsé ce mode de communication et négocié un petit format d'ouvrages de 100 000 signes avec l'éditeur Mille et une nuits, filiale de Fayard. Plusieurs dizaines d'ouvrages ont été publiés. Il prenait un soin particulier à relire quasi-systématiquement tous les ouvrages publiés avant de les remettre à l'éditeur. Il bonifiait ainsi tous les livres qu'il relisait.

Cette année 1999 se terminait en beauté avec une grande mobilisation en France, relayant les initiatives prises à Seattle aux États-Unis au moment de la réunion du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). À l'initiative d'Attac, avec la CCC-OMC et la Confédération paysanne, le 27 novembre 1999, trois jours avant le sommet de Seattle, 80 manifestations unitaires étaient organisées dans toute la France avec

les Comités locaux d'Attac, rassemblant plus de 70 000 personnes dont 20 000 à Paris.

Pendant l'année 2000, Attac allait continuer son travail de fourmi. En février, l'association comptait 20 000 adhérents. Le 4 mars se tenait à Paris la première rencontre des groupes Attac des pays européens. Elle rassemblait 70 participants venant de 16 pays qui allaient décider de se coordonner. Les bases d'Attac-Europe se mettaient en place sous l'impulsion de Bernard et de Christophe Ventura. Le 30 juin à Millau (Aveyron), à l'initiative de la Confédération paysanne et avec la participation d'Attac, un grand rassemblement de soutien aux producteurs de Roquefort du Larzac se tenait. Certains avaient été mis en examen, dont José Bové, pour avoir participé au démontage du McDo de cette ville. Ce sont plus de 100 000 personnes qui manifesteront !

C'est certainement à ce moment que l'on peut parler du début d'un véritablement bombardement médiatique contre Attac et sa direction. Jusqu'à présent, la presse avait peu à peu rendu compte des initiatives d'Attac, de façon croissante, et de manière assez correcte. Mais à partir de la fin de l'année 2000, le ton des articles allait changer radicalement. *Le Monde* et *Libération* en particulier allaient se spécialiser dans le harcèlement contre Attac et Bernard.

L'attitude de Bernard vis-à-vis de la « grande » presse mériterait un livre entier. Connaissant le milieu de l'intérieur, il n'avait aucune illusion sur le rôle des grands médias dans la « guerre idéologique » qu'ils menaient pour inoculer dans les esprits le virus néolibéral. Il n'avait également aucune illusion sur certains journalistes « à gages », qui n'étaient en réalité que des idéologues. Jamais il ne s'est laissé impressionner. Toujours il répondait, ne laissant rien passer, avec une rage froide qui impressionnait. Bernard avait vécu le « parti unique médiatique » au moment de la campagne du référendum de Maastricht en 1992. C'est pourquoi il a impulsé la création, en septembre 2003, de l'Observatoire des médias.

De quoi Attac était-elle le nom ?

Pour Bernard, « *C'est [...] une convergence de facteurs historiquement datée qui a rendu possible la naissance de l'association que nous connaissons. Quels sont ces facteurs⁴ ?* »

Attac, le mouvement antimondialisation (qui deviendra un peu plus tard le mouvement altermondialiste) et le Forum social mondial, n'étaient en effet pas nés de rien. Ils s'enracinaient dans des luttes antérieures dont

⁴ Bernard Cassen, *Lignes d'Attac* n°112, janvier 2028.

certaines menées depuis des décennies dans de nombreux pays dont la France, et à l'échelle régionale ou internationale. Le mouvement altermondialiste, avec Attac, reprendra la plupart de leurs objectifs de luttes sous des formes le plus souvent renouvelées sur le plan national et international, et surtout en tentant de les articuler les unes aux autres.

Les facteurs nationaux sur lesquels Attac était né venaient d'une décennie 1990 particulièrement animée. En septembre 1992, se tenait le référendum sur le traité de Maastricht. Le OUI l'emportait de justesse. La campagne référendaire, d'une intensité exceptionnelle, avait fait éclater les clivages politiques traditionnels. La fragilisation des élites européistes s'était accentuée, le score serré révélait une profonde fracture de l'opinion publique française face à ce type de construction européenne et à ses implications. Cette campagne référendaire avait été marquée par l'attitude des grands médias écrits et audiovisuels qui avaient tous sans exception mené une campagne active en faveur du OUI tout en dénigrant le NON.

Au début des années 1990, la France était touchée par une récession, amplifiée par le funeste resserrement monétaire justifié, selon le discours officiel, pour lutter contre l'inflation et maintenir le « *franc fort* » dans la perspective du lancement de la monnaie unique européenne, l'euro. Le chômage s'aggravait alors fortement, dépassant les 5 millions de chômeurs en 1994.

Cette décennie était également celle de mobilisations sociales de grande ampleur, notamment en 1995. D'importantes grèves de la fonction publique et des cheminots paralysaient le pays contre le Plan du Premier ministre Alain Juppé de « *réforme* » (destruction) des retraites et de la Sécurité sociale. Ces luttes avaient un soutien très majoritaire dans l'opinion publique. Les manifestations de rue avaient été les plus importantes depuis 1968 : entre 1,5 et 2 millions par exemple le 12 décembre 1995. Le retrait partiel du Plan Juppé marquait un recul du gouvernement face à la mobilisation sociale.

Les années 1990 sont aussi le début de l'émiettement du champ politique. À l'élection présidentielle d'avril 1995, Jacques Chirac (RPR), avait mené campagne sur le thème de la « *fracture sociale* ». Élu président de la République, succédant à François Mitterrand qui ne se représentait pas, il abandonnait très vite sa promesse. À la suite, le gouvernement PS de Lionel Jospin, de juin 1997 à mai 2002 (avec des ministres communistes et Jean-Luc Mélenchon), détenait le record des privatisations et acceptait l'introduction de l'euro le 1^{er} janvier 1999 (forme scripturale) et le 1^{er} janvier 2002 (forme fiduciaire) qui détruisait l'industrie française.

Cette insatisfaction générale se traduisait notamment par une augmentation du taux d'abstention et des votes en faveur du Front national lors des élections.

Les facteurs internationaux liés à la création d'Attac et du mouvement altermondialiste reposaient d'abord sur les luttes contre la dette des pays du tiers-monde et les plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale qui débutent au début des années 1980. Viennent également les luttes pour la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne ainsi que le mouvement zapatiste au Mexique, lié à l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

La violente crise financière qui avait secoué l'Asie orientale en 1997, et entraîné d'immenses ravages humains et sociaux, peut également être mentionnée. Au-delà de l'indignation et de la révolte, elle provoquait et renforçait un besoin de comprendre les mécanismes de la finance en folie et de les combattre frontalement.

Sur tous ces sujets, *Le Monde diplomatique*, depuis des années, publiait à jet continu enquêtes, analyses, débats, propositions...

C'est donc l'ensemble de ces luttes, nationales et internationales, s'appuyant en France sur une colère de plus en plus forte et généralisée d'une partie croissante de la population, qui a formé le terreau sur lequel Attac et le mouvement altermondialiste allaient se développer.

Selon Emir Sader, professeur à l'université d'État de Rio de Janeiro (Brésil),

« C'est en effet dans la capitale française que Bernard Cassen reçut en février 2000 la visite de deux responsables d'organisations non gouvernementales brésiliennes qui lui proposèrent d'y organiser un forum anti-Davos. Le président d'Attac de l'époque réagit favorablement à cette idée, mais lui imprima des caractéristiques qui allaient se retrouver au cœur du mouvement en train de naître⁵ ».

Les racines qui avaient contribué à faire naître Attac-France en 1998 étaient les mêmes que celles qui avaient suscité la création du premier Forum social mondial à Porto Alegre au Brésil en janvier 2001. On peut simplement ajouter la victoire en 1998 contre le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) négocié entre 1995 et 1998 au sein de l'OCDE, grâce à une forte mobilisation citoyenne internationale. C'était une démonstration précoce de la capacité d'action globale du mouvement antimondialisation. L'AMI visait à établir un ensemble de règles multilatérales contraignantes en faveur de la libéralisation et la protection des investissements étrangers directs entre les pays signataires.

D'après Pierre Martinot-Lagarde⁶, trois principaux courants idéologiques traversent les Forums sociaux mondiaux. Bernard, avec les autres

⁵ Emir Sader, « Comment tout a commencé », *Manière de voir*, juin-juillet 2004.

⁶ Pierre Martinot-Lagarde, « Le Forum social mondial. Un objet politique particulier », *Études*, 2008/2 Tome 408.

responsables du FSM, devait chercher des synthèses très difficiles sur toutes les questions en débat, des plus petites aux plus stratégiques.

Le premier courant est constitué par les libertaires qui se réclament d'un cosmopolitisme qui ignore les frontières et veulent s'affranchir de l'autorité des États-nations. Dès lors les Forums sociaux doivent être de « *grandes fêtes mondiales* » ouvertes à tous : aux plus pauvres des bidonvilles qui habitent à côté des lieux où se tiennent les forums sociaux, comme aux militants venus de partout dans le monde. Les FSM devant préfigurer un nouveau monde sans autorité ni contraintes...

Le second courant est qualifié de « *néo-marxiste* ». Il voit dans les Forums une étape vers la mise en place d'une nouvelle Internationale. Les Forums sociaux devraient être, à leurs yeux, des formes révolutionnaires, l'expression d'une volonté populaire qui veut faire la révolution sans prendre le pouvoir.

Le dernier courant idéologique est qualifié de « *réformiste* » ou « *néo-keynésien* ». C'est lui qui a réussi à imposer le refus du terme « *antimondialisation* » et l'adoption de celui d'« *altermondialisation* ». On y retrouve, notamment, les principales organisations chrétiennes, dont certaines, comme la Commission Justice et Paix de l'épiscopat brésilien, animée par Chico Whitaker⁷, ont été à l'origine du premier Forum et ont largement contribué à la dynamique qui a suivi. Ce courant s'oppose aux radicalisations et à la contestation de principe contre l'État. Ce groupe voit dans les Forums sociaux l'occasion de retisser les fils distendus entre les principaux protagonistes, les mouvements sociaux, les associations de développement qui s'étaient dépolitisées, mais aussi les grandes instances internationales avec lesquelles une coopération et un dialogue sont d'après eux possibles. Dès lors les Forums ne doivent produire aucune déclaration finale et ne prendre aucune position commune sur des questions générales.

Une charte des FSM a été adoptée dans ce sens :

« *La charte du forum considère que le Forum social mondial est un espace ouvert de rencontres pour l'approfondissement de la réflexion, le débat démocratique d'idées, la formulation de propositions, le libre-échange d'expériences et l'articulation d'actions efficaces, d'entités et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par le capital et par n'importe quelle forme d'impérialisme, et qui sont investis dans la construction d'une société* ».

Dès le troisième FSM, plusieurs critiques sont apparues, dont celles de Bernard.

⁷ Chico Whitaker, *Changer le monde*, éditions de l'Atelier, 2006.

La première considère que le FSM n'est ni pratique ni concret dans son orientation. Le FSM devrait tenter un dialogue avec le Forum économique mondial (FEM) et avec d'autres institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OMC) sur des programmes spécifiques qui soulageraient d'une certaine manière la souffrance des peuples.

Ensuite, pour certains, l'idée de l'espace ouvert est louable, mais depuis le temps, elle finit par lasser. Année après année, ce sont les mêmes idées qui s'expriment. Inévitablement, les gens se fatigueront du processus et les structures disparaîtront. Si l'idée d'une structure horizontale et non hiérarchique est méritoire, d'une manière ou d'une autre des décisions importantes doivent finir par être prises. Qui prend les décisions et comment ?

En dernier lieu, du fait qu'il existait beaucoup d'espace dans les FSM, certaines organisations ayant des réseaux internationaux ont profité de l'occasion pour se réunir dans son cadre. Ces groupes ont adopté pour leur compte des résolutions et planifié des activités politiques spécifiques. Mais il a été difficile, au plan de la communication mondiale, de distinguer ces réunions de celles du FSM. À tel point que ces réunions ont contribué à discréditer l'idée que le FSM en tant que tel ne prenait pas de positions politiques et ne menait pas d'actions de ce type.

En France, un paradoxe était apparu. Contrairement à d'autres pays, il n'était en effet pas possible d'organiser un Forum social national. Certaines organisations, principalement syndicales, étaient d'accord avec le FSM et le Forum social emploi (FSE), mais pas avec le Forum social français ! Pourquoi ? Bernard a fait des pieds et des mains pour y voir clair. En fait, il semble que des problèmes de préséance se posaient, les syndicats ne voulant pas être mis sur le même plan que les autres organisations. Ce chantier reste donc en cours...

Pour contrecarrer cette évolution et relancer les FSM, Bernard participait à la rédaction du *Manifeste de Porto Alegre* (voir en annexe). C'était une proposition pour un changement de société. Écrit au Forum social mondial de 2005, il est sous-titré « *douze propositions pour un autre monde possible* ». Le *Manifeste* présentait un socle d'idées sur lesquelles s'étaient entendus les signataires, et qui se voulait un socle minimal sur lequel devraient s'entendre les mouvements de l'altermondialisme.

Les signataires (appelés le « *Groupe des Dix-Neuf* ») étaient Aminata Traoré, Adolfo Pérez Esquivel, Eduardo Galeano, José Saramago, François Houtart, Boaventura de Sousa Santos, Armand Mattelart, Roberto Savio, Riccardo Petrella, Ignacio Ramonet, Bernard Cassen, Samir Amin, Atilio Boron, Samuel Ruiz Garcia, Tariq Ali, Frei Betto, Emir Sader, Walden Bello, et Immanuel Wallerstein.

Je voudrais maintenant prendre quatre exemples pour rendre une nouvelle fois hommage à Bernard.

Bernard orateur. Le 19 janvier 2002, Attac tenait un rassemblement au Zénith à Paris, en présence de 6 000 personnes, auxquelles il fallait ajouter un millier supplémentaire dehors qui n'avaient pu entrer, la salle étant pleine ! Cette initiative lançait le *Manifeste 2002 d'Attac* destiné à introduire les analyses et les propositions de l'association dans le débat électoral⁸. Bernard était particulièrement brillant à la tribune, comme habituellement, et recevait de la salle une immense ovation.

Bernard débatteur. Le Forum social européen de Londres en 2004, avait préalablement donné lieu à de nombreuses passes d'armes pour éviter la tenaille dans laquelle risquait d'être broyé le mouvement altermondialiste. D'un côté le *Socialist Workers Party*, groupe trotskiste britannique (allié de la LCR), et de l'autre côté le prédicateur islamique Tariq Ramadan soutenu par des organisations françaises, dont des membres fondateurs d'Attac. Dans une salle pleine de peut-être 1 000 personnes, alors que Tarik Ramadan était à la tribune, Bernard qui était dans la salle, a demandé la parole. L'ambiance était extrêmement tendue. Les ouailles de Tariq Ramadan hurlaient leur haine de la France « raciste » pour cause de loi sur les signes religieux. Nous étions quelques-uns prêts à intervenir, car nous craignions que Bernard se fasse agresser physiquement. Dans un anglais bien sûr absolument parfait (il était agrégé d'anglais), il ne s'est jamais laissé impressionner, il a imposé à la tribune la possibilité de s'exprimer sans fard pour rappeler que le Forum social n'était pas un lieu de prosélytisme religieux ou politique, en défendant la laïcité à la française.

Bernard stimulateur. La victoire du NON au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen doit beaucoup à Attac. Et à Bernard ! C'est lui qui a pris la question très en amont, avant tout le monde, et qui a permis que le débat porte sur une analyse fouillée de ce traité. C'est lui qui a proposé qu'Attac lance la campagne pour le NON, et refuse de signer l'appel pour le « *NON de gauche* », car Attac devait s'adresser à tous les citoyens, et pas seulement à ceux de gauche. Sur le plan interne à Attac, Bernard fut très déçu par le « *lâchage* » de certains membres fondateurs. En effet, plusieurs d'entre eux étaient favorables au OUI ou comptaient s'abstenir. Dans ces conditions, un vote était organisé parmi les adhérents pour savoir si Attac devait s'engager dans la campagne du NON. Il était gagné haut la main, avec plus de 80 % des voix ! Le 29 mai 2005 au soir, la joie des militants du NON explosait, fiers d'avoir gagné cette mémorable bataille. Attac marquait un point crucial pour la suite de son développement et de sa crédibilité. Pourtant, de fortes tensions se développaient au sein de l'association, conduisant à fragiliser le mouvement.

⁸ Bernard Cassen et Gus Massiah (sous la direction), *Attac au Zénith*, Mille et une nuits, 2002.

Bernard anticipateur. Dans un article du 28 décembre 2011, intitulé « *La démondialisation : un concept qui pourrait empêcher l'enlisement de l'altermondialisme* », il reprenait cette idée assez peu développée jusqu'à présent.

Bernard, l'homme, le militant, nous manque et nous manquera longtemps.



Alain Krivine, Bernard Cassen et Robert Hue

Les « dix commandements » de la préférence citoyenne

Impossible de penser un monde nouveau avec les mots de l'ancien. Replacer l'homme au centre des préoccupations, c'est désormais se soucier du citoyen solidaire des autres et pas de l'actionnaire.

Le Monde diplomatique, mai 1998, p. 10-11

Bernard Cassen

C'est en proposant dix mesures, « *qui, au cours du mouvement, tendent à se dépasser elles-mêmes* », que Karl Marx et Friedrich Engels concluent la seconde partie (« Prolétaires et communistes ») du *Manifeste*. Elles vont de l'expropriation de la propriété foncière à la suppression du travail des enfants en usine et à la combinaison de l'éducation et de la production matérielle. Ces dix mesures — référence implicite au Décalogue — visent à « *arracher peu à peu à la bourgeoisie tout capital* » et à « *centraliser tous les moyens de production entre les mains de l'État* ». Et ce, en recourant, dans un premier temps, à des « *interventions despotiques* ».

Si, sous des modalités évidemment différentes, le capital financier international — principal moteur de la mondialisation — exerce aujourd'hui la même tyrannie implacable que la « bourgeoisie » du milieu du siècle dernier, la faillite des régimes se réclamant du communisme a discrédité toute transformation de la société qui aurait le « despotisme » comme moyen et l'État comme unique agent.

Aux diverses formes de violence — oppression physique et psychologique, faim, chômage, pauvreté — que subissent des centaines de millions d'humains, et que d'autres centaines de millions appréhendent de subir un jour, il n'est désormais d'autres réponses jugées légitimes que celles de l'expression pacifique des opinions, du bulletin de vote et de la force de loi. Même s'il n'y a pas réciprocité. Déjà, dans le Chili de l'Unité populaire (1971-1973), face aux classes dirigeantes qui contestaient par la force, voire la terreur, des décisions prises en application d'un programme ayant pourtant reçu l'onction démocratique, le peuple se montra légaliste pour deux. Il en fut mal récompensé : presque deux décennies de dictature.

Pour quiconque se risque à « actualiser » les mesures préconisées dans le *Manifeste*, le choix doit obéir à un principe simple : on l'appellera ici « la préférence citoyenne ». Face à la déferlante suicidaire du tout-argent et du tout-marché, il devient, en effet, urgent de combler le déficit croissant d'humanité des sociétés actuelles, et donc de replacer l'homme au centre des préoccupations, des stratégies et des politiques. Pas l'homme en tant qu'actionnaire, rentier, consommateur ou contribuable, pour lequel tout se joue et tout se calcule « ici et maintenant ». Non, l'être humain en tant que citoyen solidaire. Solidaire de sa communauté — locale et nationale —, mais aussi de l'ensemble de la communauté planétaire et, au-delà, des générations à venir.

Cela revient à rompre avec les pratiques et les « valeurs » des maîtres de notre monde, et appelle des options radicales. On en trouvera ici dix, pour respecter la règle du jeu.

1. Se donner de nouveaux outils d'analyse

Impossible de penser un monde nouveau avec les mots et les catégories de l'ancien. D'abord montrer le caractère relatif et parfois absurde de notions qui charpentent la rhétorique de l'économisme. Ainsi du taux de chômage, isolé d'autres facteurs — évolution de la démographie, pourcentage de la population active en prison (bientôt 2 % aux États-Unis), sous-emploi, accès des femmes au marché du travail, niveau des revenus, etc. — et calculé selon des méthodes variant d'un pays à l'autre, ce qui rend difficile toute comparaison, et aventureuse toute invocation d'un « modèle ». Ainsi également du produit intérieur brut (PIB) que, par exemple, les accidents de la route et les coûts qu'ils induisent (100 milliards de francs par an en France) contribuent à « doper », alors que le remplacement des automobiles par des vélos pour la circulation dans les villes contribuerait à le faire chuter ! « Productivité », « richesse », « libre-échange », « compétitivité », etc., autant de termes susceptibles de faire l'objet du même retournement.

À la place, promouvoir des instruments de mesure comme celui du développement humain, créé par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) ; distinguer, par exemple, les richesses premières (ressources anthropologiques et ressources écologiques) et les richesses dérivées, qui supposent l'existence des précédentes ; créer un « indicateur de destruction » pour faire apparaître dans une rubrique négative ce qui détruit les humains et la nature (accidents, pollution, etc.), tout en contribuant au PIB ; à l'inverse, faire apparaître positivement les non-dépenses dues à la prévention. Bref, reconstruire le champ de l'économie à partir d'un lexique qui lui donne du sens en ne réduisant pas la personne humaine à une valeur comptable. Un chantier urgent pour les économistes non englués dans le conformisme libéral.

2. Soustraire l'information à l'emprise du capital

Partout dans le monde, les grandes chaînes de radio et de télévision privées, celles qui touchent la masse du public, sont aux mains de groupes industriels et financiers, pour lesquels la possession d'un média est un instrument de puissance dans les autres domaines, notamment pour la conquête des marchés publics. En France, TF1, M 6, Europe 1, entre autres, en témoignent. Le « journalisme de marché », c'est aussi l'intériorisation, contrainte ou spontanée, de cette perversion.

Puisque ces mêmes grands groupes proclament à l'envi leur attachement à la liberté de l'information, que le législateur les prenne au mot en créant un cadre légal et obligatoire de « sanctuarisation » des rédactions, sur les plans juridique et financier. Aux journalistes la responsabilité exclusive d'une information (journaux, magazines) dont ils seront véritablement comptables devant l'opinion. Aux commerciaux, relevant normalement de la seule appréciation des actionnaires, la supervision des « programmes » qui leur permettent de vendre des auditeurs et téléspectateurs aux annonceurs.

Soit dit en passant, la décote des actions de leurs médias qu'entraînera une telle mesure permettra de savoir exactement à quel prix le marché boursier évalue l'influence politique que détiennent Bouygues, la CGE ou Matra-Hachette grâce à leur contrôle des journaux « radio et télé ». L'audiovisuel public devra également être astreint à ces règles, de même que, sous des formes adaptées, les organes de la presse écrite non contrôlés par leurs rédacteurs, la presse d'opinion bénéficiant d'un régime à part.

3. Empêcher le dévoiement du multimédia

L'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, avec Internet pour emblème, est en train de créer une « société de l'information » au service exclusif du commerce, du pouvoir des groupes géants et de l'hégémonie américaine. Le citoyen en est largement exclu. Or ces technologies, qui interviennent dans la quasi-totalité des activités humaines, ne sont pas neutres : elles structurent les manières d'apprendre, de penser, de produire, d'échanger, de décider et de se représenter le monde. Les pouvoirs publics doivent donc faire de leur appropriation sociale une des bases de l'éducation civique de l'ensemble de la population. Et, pour cela, mettre financièrement à contribution les grandes sociétés du secteur, au lieu de leur livrer clés en main l'accès aux établissements scolaires. Cette taxation freinera la diffusion du multimédia, provoquera des « retards » ? Mais rien ne presse. La seule urgence est celle de la formation des citoyens à ces nouvelles armes de l'exercice de la démocratie.

4. Garantir un revenu à tous

La mutation informationnelle permet de produire toujours plus de biens et de services avec toujours moins de travail humain. Ce qui devrait être une bonne nouvelle sert trop souvent de justification à la mise à l'écart de pans entiers de la population. Il faut inverser cette logique, retourner les armes du « re-engineering » (reconfiguration) au service des citoyens. Se demander d'abord quelle société nous voulons et utiliser les nombreux outils disponibles, en premier lieu les outils politiques et technologiques, pour lui donner vie. Oui, il est financièrement et techniquement possible de donner à chacun cette sécurité personnelle minimale qu'est la garantie d'un revenu décent et de prestations sociales fondamentales, indépendamment de l'occupation d'un emploi.

Nouvelle distribution du travail et des revenus dans une économie plurielle dans laquelle le marché occupera seulement une partie de la place, avec un secteur solidaire et un temps libéré de plus en plus importants : de telles propositions ont été fréquemment évoquées dans nos colonnes. Mais fait défaut la volonté politique de les mettre en œuvre pendant qu'il en est encore temps, avant que des seuils d'irréversibilité de l'exclusion et de la marginalisation n'aient été franchis. Cela, qui vaut dès maintenant pour le Nord, a vocation à s'étendre demain au monde entier.

5. Donner sa place au Sud

Non seulement la mondialisation financière n'est pas mondiale, mais, dans les parties de la planète qu'elle affecte, elle provoque d'énormes dégâts sociaux et

écologiques : l'Asie orientale en offre un triste exemple. Comment s'en étonner ? Les capitaux ont-ils jamais eu d'autre finalité que de s'optimiser le plus rapidement possible, en se souciant comme d'une guigne de la situation des populations et des milieux naturels de leurs territoires d'implantation, d'ailleurs toujours très provisoires ? Le modèle de « développement » qu'ils exportent, celui du Nord riche, est pourtant écologiquement insoutenable.

Donner sa place au Sud, c'est mettre fin aux politiques d'ajustement structurel ; annuler une grande partie de la dette publique ; augmenter l'aide au développement, alors qu'elle est en chute libre ; promouvoir, notamment par le codéveloppement, des économies autocentrées ou en tout cas moins extroverties, seules garantes d'une croissance saine et de la sécurité alimentaire ; investir massivement dans la construction d'écoles, de logements et de centres de santé ; donner accès à l'eau potable au milliard d'humains qui en sont dépourvus, etc.

Pour le Nord, cela revient à accepter de remettre en cause son propre mode de vie prédateur, en termes énergétiques notamment, et de mobiliser ses ressources publiques et privées pour un rééquilibrage planétaire. En particulier, les centaines de milliards de dollars qui s'investissent dans les folies high-tech. Le lien social ne saurait se limiter à une collectivité ou une nation. Dans un monde fini, il se doit d'être sans frontières. Si tel n'est pas le cas, il sera futile de prétendre résister aux forces de déstabilisation (migrations massives, intégrismes) auxquelles l'égoïsme du Nord aura frayé la voie.

6. Construire un espace public planétaire

Si la nation est le seul cadre dans lequel les citoyens peuvent effectivement exercer l'intégralité de leurs droits démocratiques, du moins quand ils en ont, la globalisation des problèmes à régler et celle des acteurs dominants (marchés financiers, entreprises transnationales, mafias) imposent des régulations à l'échelle mondiale. C'est le rôle théorique des organisations internationales et des agences intergouvernementales, dont les pouvoirs doivent être renforcés. Et, si les États-Unis, qui ne paient pas leur quote-part à l'ONU, souhaitent démanteler les structures multilatérales, afin de privilégier le bilatéral, où ils font davantage la loi, le reste du monde peut au moins envisager de s'organiser sans eux. Pourquoi un gouvernement européen ou asiatique ne demanderait-il pas que l'ONU déménage de New York, et le FMI et la Banque mondiale (à supposer qu'il faille les conserver), de Washington ?

Mais des superstructures internationales sans espace public à la même échelle risquent de rester des oligarchies ou des bureaucraties. Tout ce qui crée ou consolide les liens transfrontières et contribue à faire naître une conscience planétaire est bon à prendre : réseaux associatifs, syndicaux, religieux, sportifs, culturels, ONG humanitaires et autres ; organisations à fondement linguistique (francophonie, hispanophonie, lusophonie, etc.) ; partenariats pour l'économie solidaire ou alternative, et commerce équitable. La liste peut s'allonger indéfiniment.

Sans idéaliser les associations, au fonctionnement parfois peu démocratique, et sans leur accorder une représentativité que seul le suffrage universel peut conférer, il reste que leur foisonnement est une condition sine qua non de la création d'un embryon d'espace public planétaire, donc d'un moyen de pression

et de conscientisation sur les gouvernements et les organisations internationales dont ils sont membres.

7. Désarmer le pouvoir financier

L'indispensable retour au primat du politique et des droits des citoyens implique une reconquête des espaces perdus au profit de la sphère financière. Certains des moyens à utiliser sont bien connus : taxation significative du capital, des revenus financiers et des transactions sur les marchés des changes (taxe Tobin). Interdiction, pour les entreprises publiques et parapubliques, d'ouvrir des comptes dans des banques ayant des succursales dans des paradis fiscaux, dont la liste devra être régulièrement mise à jour et largement diffusée. Campagnes internationales auprès des actionnaires des entreprises privées en vue du même objectif. Exigence de la levée du secret bancaire, en particulier en Suisse et au Luxembourg. Refus des fonds de pension comme solution de rechange aux systèmes de retraite par répartition. C'est sur ces thèmes que va travailler l'association internationale en cours de constitution : Attac (Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens) (*lire page 14*).

8. Un AMI véritable

Le projet scélérat d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), sorte de déclaration des droits universels du capital, a montré à quel point les représentants des États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) étaient prêts à renoncer à toute défense du bien commun face aux prétentions sans limites des investisseurs. La pression de l'opinion — qui a contraint le gouvernement français à faire en partie machine arrière — ne doit pas se relâcher, même si la signature de l'accord est reportée. Ce peut être une excellente occasion d'élaborer un projet d'AMI véritable, fondé, cette fois, sur les droits des citoyens des pays d'accueil des investissements et sur les devoirs des investisseurs : respect inconditionnel des normes sociales et environnementales présentes ou à venir ; obligation d'incorporer localement un pourcentage donné de la valeur ajoutée, de vendre sur place une fraction de la production et de réinvestir une partie des bénéfices ; remboursement avec intérêts des aides publiques, et pénalités financières élevées en cas de délocalisation.

9. Des clauses de protection sociales et environnementales

Le libre-échange effréné, ou libre-affairisme, est un facteur de désagrégation sociale, par la recherche systématique du moins-disant salarial, et par le saccage de l'environnement. La règle, à l'échelle des nations et des régions du monde, doit être de produire et de consommer sur place, exporter et importer demeurant l'exception. Ce qui ne signifie nullement l'autarcie. Il n'y a pas d'autre moyen de garantir la stabilité des ensembles organisés (pays ou regroupements de pays), la maîtrise démocratique de leur développement et la protection de leurs systèmes sociaux : santé, éducation, retraites, etc. Les biens et services importés doivent incorporer dans leur prix de vente — notamment sous la forme d'un prélèvement variable aux frontières — une partie des coûts du non-respect, dans leurs conditions de fabrication locales, des normes sociales et environnementales du pays d'accueil, ainsi que de celui des « externalisations » sur la collectivité des pollutions liées au transport.

Les sommes collectées par les prélèvements aux importations ne doivent pas être conservées par le pays ou l'ensemble régional importateur, mais reversées, dans des conditions à définir, aux États et ensembles régionaux d'où les produits sont originaires, pour s'investir dans des programmes éducatifs, sociaux, culturels, etc. Actuellement, ce sont les sociétés transnationales qui empêchent ce différentiel. Il saute aux yeux que de telles mesures impliquent une reconstruction de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur des bases contradictoires avec celles de sa charte actuelle.

10. Le levier européen

Une Union européenne refondée dispose de la puissance et de la légitimité nécessaires à la promotion de telles mesures. Mais ce n'est pas la voie dans laquelle elle est actuellement engagée : toujours plus de libéralisme, de libre-échange, de gages donnés au capital financier, malgré le récent refus de se soumettre aux intérêts américains et l'abandon (fort heureusement) du projet de Nouveau marché transatlantique (NTM).

Un gouvernement qui aurait suffisamment de vision historique et de conscience des enjeux nationaux et continentaux ne devrait pas craindre une crise provisoire en exigeant une pause dans la libéralisation tous azimuts impulsée par la Commission et une mise à plat de l'acquis communautaire devant les opinions. Pour savoir quelle Europe veulent réellement les peuples et, par un débat approfondi qui prendra le temps nécessaire, élaborer pour celle-ci et proposer au monde un véritable projet de civilisation pour le prochain siècle. Des états généraux géants, débouchant sur un nouveau manifeste — celui de la préférence citoyenne -, qui en feraient beaucoup plus pour la création d'un espace public européen que plusieurs décennies de non-dit et de faits accomplis...

Retrouvailles Nord-Sud

Emir Sader*

À propos du livre de Bernard Cassen

*Tout a commencé à Porto Alegre*²

Le Monde diplomatique, novembre 2003, p. 16

Tout a (re)commencé non pas à Porto Alegre mais à Paris, où tout avait pris fin. C'est en effet dans la capitale française que Bernard Cassen reçut en février 2000 la visite de deux responsables d'organisations non gouvernementales brésiliennes qui lui proposèrent d'y organiser un forum anti-Davos. Le président d'Attac de l'époque réagit favorablement à cette idée, mais lui imprima des caractéristiques qui allaient se retrouver au cœur du mouvement en train de naître : le Forum social mondial (FSM) devrait se réaliser à la périphérie du capitalisme — dans le monde « globalisé » et non pas dans les pays « globalisateurs » —, au Brésil, en raison du poids de la gauche dans ce pays, et plus précisément à Porto Alegre, à cause de la notable et singulière expérience d'une politique publique : celle du budget participatif.

C'était là renouer le fil rompu une quinzaine d'années plus tôt quand le président François Mitterrand, tout entier à la consolidation de l'hégémonie néolibérale avec le tandem Reagan-Thatcher, choisit de s'aligner sur les nouvelles tendances dominantes, abandonnant la démarche historique de la gauche française de solidarité et d'alliance avec les mouvements de la périphérie du capitalisme. Les futurs forums sociaux mondiaux allaient réactiver les liens entre mouvements du centre et de la périphérie du système, dessinant ainsi une nouvelle cartographie internationale des luttes pour l'émancipation humaine.

Dans son ouvrage, Bernard Cassen nous livre à la première personne le récit de la naissance des forums sociaux mondiaux, qui couronnait un mouvement né avec le « cri du Chiapas » de janvier 1994, poursuivi à Seattle cinq ans plus tard et débouchant sur Porto Alegre en janvier 2001. Un processus que l'auteur qualifie à juste titre d'« *accumulation primitive* » dans la construction d'un modèle alternatif à l'hégémonie néolibérale, et au sein duquel Attac et *Le Monde diplomatique*, chacun dans un registre différent, sont devenus des points d'ancrage fondamentaux. C'est d'eux que viennent des expressions comme la lutte contre la « *dictature des marchés* » et « un autre monde est possible » (titre d'un article d'Ignacio Ramonet de mai 1998) et

*Professeur à l'université de Rio de Janeiro.

² Paris, Mille et Une Nuits, 2003, 220 p.

qui, loin d'être de simples slogans, font partie de l'identité dont se dota le mouvement.

Bernard Cassen fait l'inventaire des avancées des forums et des problèmes à résoudre pour faire le saut de l'« *accumulation primitive* » à la « *reproduction élargie* ». Parmi ces problèmes : ceux du pouvoir des instances du FSM, de la représentativité des mouvements participants, et de l'exclusion des forces politiques dans un processus qui ne saurait se réduire à la prétendue « *société civile* », concept libéral, antiétatique, antipartis et antipolitique. Le livre de Bernard Cassen est dès à présent un outil de référence pour tous ceux qui, luttant pour un autre monde (ou, pour reprendre les termes du sous-commandant Marcos, d'autres mondes possibles), pensent que ce combat devra être conscient, organisé et mené à bien par des coalitions aussi larges que possible.

Bernard Cassen écrit dans *Le Monde diplomatique*
de décembre 2015, p. 16

« C'est à Porto Alegre qu'a eu lieu le premier Forum social mondial (FSM), en janvier 2001. Ce choix avait une cohérence politique : si le FSM affirmait « Un autre monde est possible », la capitale de l'État brésilien du Rio Grande do Sul apportait la preuve qu'une autre forme de gestion municipale était non seulement possible, mais déjà en place depuis 1989. Un budget participatif (BP) permettait aux citoyens d'intervenir directement dans les décisions financières de la municipalité en matière de services et d'infrastructures (10 % du budget total) — une forme de coexistence entre démocratie participative et démocratie représentative (le conseil municipal). »

IX. BIBLIOGRAPHIE

Liste des publications de Bernard Cassen

Ouvrages

Dont B. Cassen est auteur, co-auteur ou maître d'œuvre (sous la direction/codirection de : dir./codir.)

Presse, radio et télévision en Grande-Bretagne, coauteur avec Henry Appia, Paris, Arland Colin, coll. « U2 », 1969.

Les écrivains anglais et irlandais. Recueil 1 (dir.), Paris, Casterman, coll. « Littérature de notre temps », 1973.

Vincennes ou le désir d'apprendre (collectif, codir.), Paris, Éditions Alain Moreau, 1979, et article « Le professeur d'anglais. Missionnaire zélé ou jeteur de ponts ? » (chapitre « Enseignements », p. 263-267).

Le Nouvel ordre intérieur (codir.), Actes du colloque international (dont il fut l'un des organisateurs) qui s'est tenu à l'université Paris 8 du 19 au 22 mars 1979, Paris, Éditions Alain Moreau, 1980. Rédacteur du chapitre « L'américanisation de la vie culturelle » (table ronde), p. 81-96 et auteur de l'article « L'ordre britannique », p. 293-300.

Lire en Europe. Contributions à la problématique européenne du livre et de la lecture (codir. avec José Vidal-Beneyto) et « Avant propos », Conseil de l'Europe / *Encrages/AMELA*, Strasbourg, 1988.

Europerspective. Le Monde vu d'Europe (codir. avec Philippe de la Saussay, et avec le concours de Pierre Dommergues), Paris, Economica, 1989.

Quelles langues pour la science ? (dir.), La Découverte, Paris, 1990.

Démocratisation, économie et développement : la place de l'enseignement supérieur (Actes du colloque du même nom des 12, 13 et 14 novembre 1991), Rapport général du colloque, AUPELF-UREF, Éditions AUPELF, Montréal, 1992.

La situation internationale en la decada del noventa, Faculté de sciences sociales, Université de Porto Rico, 1992.

Savoirs 1, « Les mers, avenir de l'Europe » (dir.), *Le Monde diplomatique*, 1992, en collaboration avec l'IFREMER ; article « Les nouveaux parapets ».

Savoirs 2, « Une Terre en renaissance » (dir.), *Le Monde diplomatique*, 1993, en collaboration avec l'ORSTOM ; article « Rio ou le GATT, il faut choisir ».

Attac. Contre la dictature des marchés, codir. avec Liêm-Hoang-Ngoc, Pierre-André Imbert, Paris, La Dispute, Syllepse, VO Éditions, 1999. Articles : « Rompre avec l'Omerta », « Vive la crise », « Pour un acte de dissidence original ».

Postface à *ATTAC / FMI : les peuples entrent en résistance*, Paris, Syllepse/Cetim, 2000.

Attac. Remettre l'OMC à sa place (essai), Paris, 1001 Nuits, 2001.

Attac au Zénith, dir. avec Gus Massiah, Paris, 1001 Nuits, 2002.

Tout sur Attac 2002, codir. avec Gus Massiah, Paris, 1001 Nuits, 2002.

Tout à commencé à Porto Alegre, Paris, 1001 Nuits, 2003 (genèse et déroulement des trois premiers forum mondiaux à Porto Alegre – 2011-2013 – et du 2^{ème} Forum social européen – 2003 à Saint-Denis) dont il a été l'un des principaux concepteurs et l'un des organisateurs.

Le G8 illégitime, codir. et coauteur avec Gérard Dumesnil, Gus Massiah, Jacques Nikonoff *et. al.*, 1001 Nuits, Paris, 2003.

L'Empire de la guerre permanente, avec Gérard Dumesnil, Jacques Nikonoff, Paris, Mille et Une Nuits, 2004.

Cette Constitution qui piège l'Europe (dir.), Paris, Mille et une nuits, Paris, 2005.

Attac « Constitution » européenne. Ils se sont dit Oui. Attac leur répond, codir. avec Gus Massiah, Paris, 1001 Nuits, 2005.

Attac Transgénial. Nouvelles post-néolibérales génétiquement modifiées, codir. avec Gus Massiah, Paris, Mille et une nuits, 2006.

Attac Manifeste altermondialiste. Construire un monde solidaire, écologique et démocratique, codir. avec Gus Massiah, Paris, Mille et une nuits, 2007.

En finir avec l'eurolibéralisme (dir.), Paris, Mille et une nuits, 2008.

« Préface » à *S'entendre entre langues voisines : vers l'intercompréhension*, Virginie Conti, François Grin, Chêne-Bourg, Éditions Georg, Suisse, 2008.

Élections européennes : mode d'emploi, coauteur avec Louis Weber, Broissieux, Éditions du Croquant, 2009.

Attac Porto Alegre. « Un autre monde est possible » (dir.), Paris, Mille et une nuits, 2012.

Le Parlement européen, pour faire quoi ?, coauteur avec Hélène Michel et Louis Weber, Broissieux, Éditions du Croquant, 2014.

Rapport officiel

Bernard Cassen a été chef de la MIDIST (Mission interministérielle de l'information scientifique et technique) de 1981 à 1985.

Les industries de la langue : un grand enjeu culturel, scientifique et technologique pour la France, rapport remis au ministre de la recherche et de la technologie, 7 novembre 1985.

Articles

Parus dans des journaux ou des publications en ligne autres que *Le Monde* et *Le Monde diplomatique*, qui sont recensés ci-dessous dans deux sections distinctes.

Au début de sa carrière universitaire il a été l'auteur de plusieurs articles dans la revue *Les langues modernes* dont il a été le rédacteur en chef adjoint, puis le rédacteur en chef :

- « L'interdiction de l'anglais comme première langue », *Le Monde de l'éducation*, n° 1, décembre 1974.
- « L'anglais, langue de l'impérialisme », *Le Monde de l'éducation*, décembre 1974.
- « Le choix massif de l'anglais comme première langue vivante est-il justifié ? », in *Questions-réponses sur l'entrée en sixième*, coll. « Science de l'éducation », Daniel Zimmermann dir., Paris, Éditions ESF, 1976.
- « Cuba, l'internationalisme et l'Angola », *Les Langues modernes* n° 1-2 (spécial Amérique latine), Paris, 1977.
- « La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme culturel », *L'Homme et la société*, 1978, 47-50, p. 95-104.
- « Il faut interdire l'anglais comme première langue » (réaction au projet de réforme de l'enseignement des langues vivantes, qui prévoyait de renforcer l'apprentissage de la première langue — dont l'anglais représentait près de 70% — et de repousser celle de la deuxième langue en classe de seconde), annoncé par Jacques Pelletier, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation, au colloque « Les langues et la coopération européenne » organisé par le CIREEL au Palais de l'Europe à Strasbourg, le 17 avril 1979), article photocopié, source non visible, 1979.
- Dossier « L'Impérialisme culturel » (codir. avec M. Azzoug), *Encrages*, n° 1, DEPA, université Paris 8, mars 1979 et article : « La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme culturel ».
- « Avant-propos » à *Poésie/traduction français-anglais/anglais-français*, dir. Jacques Darras, Guy Leclercq, Mireille Azzoug et Michel Royer, *Encrages*, DEPA, université Paris 8, n° 4 /5, 4^e trimestre 1980.
- Dossier « L'anglais, la culture américaine et les anglicistes », codir. avec Mireille Azzoug, *Encrages*, n° 10, DEPA, université Paris 8, hiver 1982-1983, et article : « Défense et illustration du français dans les sciences et techniques : une question de fierté linguistique^{SEP} », p. 17-21.
- Les industries de la langue : enjeux pour l'Europe* (dir. et présentation), Actes du colloque organisé à l'initiative du Conseil de l'Europe à l'université François Rabelais à Tours les 28 février et 1^{er} mars 1986, *Encrages* n° 16, automne 1986, DEPA, université Paris 8, et articles : « Un nouveau front pour le français et les langues de l'Europe », et, avec Jean-François Dégremont, « Bilan de la Mission Industries de la langue au 31 juillet 1986 ».
- « Présentation » avec Jean-François Dégremont, *Journées européennes de la traduction professionnelle* (codir. avec M. Azzoug et Françoise Guérard), Actes des journées organisées à l'UNESCO, Paris, les 25 et 26 mars 1987, *Encrages* n° 17, DEPA, université Paris 8, coédition avec Hachette, printemps 1987.
- « La CEE au tournant », *Encyclopédie Hachette – Annuel* 1990, Paris, Hachette, 1990.

- « Au cœur de la science : la langue » (I), *Transversales science/culture*, n° 4, juillet-août 1990.
- « Au cœur de la science, la langue (II) », *Transversales science/culture*, n° 5, septembre-octobre 1990.
- « Propositions pour le multilinguisme (III) », *Transversales science/culture*, n° 5, septembre-octobre 1990.
- « Science et culture. Pour un pluralisme linguistique » in *L'état des sciences et des techniques*, dir. Nicolas Witkowski, Paris, La Découverte, 1991.
- « Europe : Deeper or Broader », *European Affairs*, n° 4, août-septembre 1991.
- « On invente dans sa langue », *Le Journal du CNRS*, n° 22, octobre 1991.
- « Rio ou le GATT : il faut choisir », in *Savoir. Une terre en renaissance*, Paris, Le Monde diplomatique éditions, 1993.
- « La légende du vingtième siècle », in *Savoir, La conquête de l'espace*, Paris, Le Monde diplomatique éditeur, 1994.
- « L'Union aujourd'hui : fourrier de la mondialisation » in Henry Lelièvre, Bernard Wolfér (dir.), *L'Europe, pour ou contre nous ?*, Paris, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997.
- « L'«otatisation» linguistique », in *Pourquoi la francophonie ?* dir. Louise Beaudoinet, Stéphane Paquin, Montréal, VLB Éditeur, 2008.
- « Comment le PC sauva Vincennes », contribution à *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, dir. Jean-Michel Djian, Paris, Flammarion, 2009.
- « Sans Pierre, il n'y aurait pas eu de Vincennes ni de MICEFA » et « Un homme et un universitaire d'une trempe exceptionnelle, in *Hommage à Pierre Dommergues*, dir. Mireille Azzoug, *Le Fil d'Ariane*, Institut d'études européennes, université Paris 8, 2016.

Articles parus dans *Le Monde*, notamment dans la rubrique « *Le Monde des livres* »

Archives : <https://www.lemonde.fr/archives-du-monde/22-06-1967/3/>

1965

- « En marge du festival. Théâtre d'essai à Édimbourg », *Le Monde*, 15 septembre 1965, p. 12.

1966

- « I. Une génération qui tient le haut du pavé » [le swinging London], 17 août 1966.
- « II. Un désir d'action désintéressée. La jeunesse anglaise bouge, mais ce n'est pas toujours pour le pire. À côté de manifestations parfois surprenantes (voir *Le Monde* du 17 août), il convient aussi de relever un élan de générosité », 18 août 1966.

1967

- « *La Nef*, de William Golding » [Paris, Gallimard, 1966], 1er février 1967.

- « Une étude sur la pornographie à l'époque victorienne » [Steven Marcus, *The Other Victorians*, Londres, Routledge, 2008], 8 février 1967.
- « Grande-Bretagne. P. G. Wodehouse : une vieillotte Moquerie », 1^{er} mars 1967.
- « Une chronique sarcastique des années trente », 15 mars 1967.
- « Un regard neuf sur un vieux pays » [l'Angleterre vue par J. B. Priestley], 19 avril 1967.
- « Un écrivain bien tranquille et une œuvre engagée » [Graham Greene], 10 mai 1967.
- « Succès des “vies” et de l'histoire », 7 juin 1967.
- « Le Dublin de Brendan Behan », 14 juin 1967.
- « La censure se libéralise » [en Irlande], 22 juin 1967.
- « Bertrand Russel », 2 août 1967.
- « Superman et Batman ont trente ans d'âge. L'âge d'or de la bande dessinée en Amérique », 11 octobre 1967.
- « John Wain ou la folie du monde », 1^{er} novembre 1967.
- « Quand Graham Greene badine avec l'amour », 22 novembre 1967.
- « Les intellectuels britanniques prennent position sur Israël et le Vietnam », 26 décembre 1967.
- « Le patriote anglo-irlandais [Swift] », 27 décembre 1967.

1968

- « Une bonne année pour les “vies” et les essais », 24 janvier 1968.
- « Deux grands caricaturistes, Vicky et Osbert Lancaster », 14 février 1968.
- « Une grand biographie : Winston Churchill vu par son fils », 27 avril 1968
- « Un coup d'État en 1975 », 4 mai 1968 [suite au coup d'État en Rhodésie, *Coup d'État à Westminster*, raconté par Douglas Hurd et Andrew Osmond (trad. Monique Triomphe, Paris, Calmann Levy, 1968).
- « Du nouveau sur Lawrence d'Arabie », 31 août 1968.
- « Anthologie » [des poètes irlandais, de Yeats à Austin Clarke], 21 décembre 1968.

1969

- « Alan Paton, le dernier des libéraux », 18 janvier 1969.
- « Chez soi », un recueil d'essais de Graham Greene écrits entre 1929 et 1968, 29 mars 1969.
- « Politique-fiction à la carte », 24 mai 1969.
- « “Les Anglais”, de David Frost et Anthony Jaye, 16 août 1969.
- « L'autre Angleterre » vue par Alan Sillitoe, 13 septembre 1969.
- « La situation du roman irlandais », 13 septembre 1969.

1973

- « “De *Punch*” à “*IT*” et “*Oz*” », rajeunissement des revues satiriques », 9 août 1973.

Revue *Le Monde de l'éducation*

« L'interdiction de l'anglais comme première langue » et « L'anglais, langue de l'impérialisme », *Le Monde de l'éducation*, n° 1, décembre 1974.

Articles parus dans *Le Monde diplomatique* et/ou sa revue *Manière de voir* (MV)

Manière de voir (désignée sous MV) est une revue thématique qui regroupe des articles déjà parus dans *Le Monde diplomatique*, ainsi que de nouveaux articles, auxquels s'ajoutent commentaires, données statistiques, chronologies, graphiques, cartes, illustrations... 203 livraisons sont parues depuis sa création en 1987.

Chaque livraison est réalisée sous la direction, la codirection ou la coordination d'un.e ou plusieurs journalistes ou contributeur.trice.s du journal. B. Cassen a dirigé, codirigé ou participé à la coordination de nombreux numéros et dans chacun ont été reproduits certains de ses anciens articles mais aussi des articles inédits. Dans la bibliographie qui suit, lorsqu'un article a été reproduit dans *Manière de voir* (MV), il est classé à sa date de parution dans le journal, avec les références de la livraison de *Manière de voir*, avec son titre, dans laquelle il a été repris.

NB. Dans le *Monde diplomatique*, les titres des articles sont souvent précédés d'un « chapeau » pour rendre l'intitulé explicite. Dans la bibliographie qui suit, nous avons respecté la présentation des articles dans le journal : le « chapeau », lorsqu'il y en a un, suivi de l'intitulé de l'article. Les recensions font souvent l'objet de plusieurs articles courts.

1973

- « Grande-Bretagne : La gauche et le Marché commun. Le parti travailliste va affronter des difficultés accrues », janvier 1973, p. 5.
- « Les rivalités entre puissances capitalistes. Les Britanniques seront-ils les champions de la supranationalité ?, mai 1973, p. 1 et 15.
- « Le renouveau du militantisme . La grève et la loi devant l'opinion », juin 1973, p. 26 : recension : Eric Heffer, *The Class Struggle in Parliament, A Socialist View of Industrial Relations*, préface de Michael Foot, Gollancz, Londres, 1973 ; Paul Ferris, *The New Militants : Crisis in the Trade Unions*, Penguin Books, Londres, 1972 ; Richard Hyman, *Strikes*, Fontana, Londres, 1973 ; R. A. Leeson, *Strike, A Live History 1887-1971*, Allen and Unwin, Londres, 1973.
- « Un bouc émissaire : la société de tolérance. Les mœurs et l'argent en Grande-Bretagne », août 1973, p. 6.
- « La loi britannique de 1967. Service public et exploitation commerciale », novembre 1973, p. 19.
- « Trinité-et-Tobago. Les germes de graves affrontements », décembre 1973, p. 44.

1974

- « Grande-Bretagne : Grèves, crise énergétique, faible taux de croissance. Le gouvernement politise les luttes sociales », janvier 1974, p. 15 et 16.
- « Venezuela. Un déluge de bolivars pour le nouveau président », mars 1974, p. 20-21 et 22.
- « Ces firmes dites multinationales. ITT : au-dessus des lois et des États », juin 1974, p. 10.
- Reportage : « La Guyana est bien partie. Malgré de vives tensions entre Indiens et Africains l'ancienne colonie britannique s'est engagée sur la voie du progrès », juillet 1974, p. 35 et 36.
- « Les vastes possibilités des installations militaires sous-marines. Un élément-clé des affrontements stratégiques », septembre 1974, p. 14.
- « Grande-Bretagne : leçon des échecs et guerre de succession. Le parti conservateur à la recherche de son identité », novembre 1974, p. 9.

1975

- « La démocratie trahie par... l'inégalité fiscale. Clandestine publicité », janvier 1975, p. 8.
- « Venezuela. Des succès diplomatiques sans écho à l'intérieur », juin 1975, p. 30.
- « Un colloque sur l'impérialisme culturel des États-Unis » [organisé par le Front progressiste – gaullistes de gauche – 7 et 8 juin 1975], juillet 1975, p. 2.
- « Cuba : la consolidation. Au premier congrès du parti, l'instauration du pouvoir populaire inaugurera un nouveau type de relations entre les citoyens », septembre 1975, p. 20, 21 et 22.
- « Bibliographie. Pour comprendre le péronisme et l'après-péronisme », septembre 1975, p. 8 recension : François Gèze, Alain Labrousse, *Argentine : révolution et contre-révolution*, Le Seuil, Paris, 1975.
- « Économie. L'article 5 de la loi de nationalisation et le défi pétrolier », novembre 1975, p. 22.
- « Surinam : Une indépendance qui s'annonce mal », décembre 1975, p. 30.
- « Une école de tortionnaires dans les Amériques », septembre 1975 et *MV*, *Où se cachent les pouvoirs ?*, n° 122, avril-mai 2012.

1976

- « Le nouveau défi cubain », janvier 1976, p. 1 et 4.
- « Le premier congrès du parti communiste cubain. Ferveur et restructuration », janvier 1976, p. 14.
- « Le coup d'État militaire en Argentine. Le glas du péronisme », avril 1976, p. 1 et 21.
- « De Bandoung à la faillite des espoirs. Mythes révolutionnaires du Tiers monde », avril 1976, p. 18 : recension : Gérard Chaliand, *Mythes révolutionnaires du tiers-monde, Guérillas et socialisme*, Le Seuil, Paris, 1976.

- « Au Pérou. La Révolution en veilleuse », août 1976, p. 1 et 6.
- « L'école des Amériques : aux avant-postes de la lutte contre la "subversion" », septembre 1976, p. 4 et 5.
- « Argentine : folie meurtrière et "libéralisme" économique désordonné. Les militaires ne savent comment sortir le pays de sa situation anarchique », septembre 1976, p. 12.
- « Panama : les négociations sur le statut du canal. Le général Torrijos et l'échéance de 1977 », octobre 1976, p. 14.

1977

- « La recrudescence « des attentats anticastristes. Terrorisme et contre-révolution », février 1977, p. 8 et 9.
- « Cuba dans la tourmente. Le match le plus cynique... », février 1977, p. 8.
- « Survivre à New-York » février 1977, p. 21 : recension : Maurice Goldring, *Survivre à New-York* (Paris, Éditions sociales, coll. « Notre temps », 1976).
- « Colombie. Des lézardes dans la façade démocratique », novembre 1977, p. 16, 17, 18 et 19.

Bibliographie : « Quand les Indiens s'éveillent », décembre 1977, p. 8.

1978

- Reportage : « Le mal britannique ou la peur de l'avenir », février 1978, p. 36, 37, 38.
- « Les décalages dans la société britannique. Derrière la vitrine », avril 1978, p. 9 et 10
- « La dictature argentine et la coupe du monde de football », avril 1978, p. 14 et 15.
- « En Argentine. Le « Mondial » terminé, la terreur demeure », juillet 1978, p. 9.
- « Afflux de capitaux et main-d'œuvre bon marché. L'Irlande nouvelle "île aux profits" », août 1978, p. 2.
- « Mai 68 comme révolution culturelle du capitalisme. Une "modeste contribution" de Régis Debray », septembre 1978, p. 4 : recension : Régis Debray, *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire* (Paris, Maspero, 1978) et « Mai 68, berceau de la nouvelle société bourgeoise », *MV, Les dossiers de la mondialisation*, n° 91, janvier-février 2007.

1979

- « Pour contenir la poussée de mécontentement populaire. En Colombie, les civils règnent, les militaires gouvernent », juin 1979, p. 17.
- Reportage : « Le Venezuela ou la richesse non maîtrisée », août 1979, p. 14, 15 et 16.

- « Nicaragua : une « modération » radicale. Un précédent inquiétant pour les autres dictatures ? », septembre 1979, p. 6 et 7.
- « Porto-Rico, nouveau dossier difficile pour Washington », novembre 1979, p. 1 et 3.
- « Des attitudes héritées de la guerre froide... L'Amérique latine vue du Royaume-Uni », décembre 1979, p. 10.
- « Assassinats, tortures et disparitions au Brésil et en Argentine. Quand la vérité sort de la bouche des officiers généraux... », décembre 1979, p. 11.

1980

- « Cuba : le “socialisme réel” et la désillusion », mai 1980, p. 19.
- « La réunion de Saint-Domingue. À la recherche d'un “juste milieu” », juin 1980, p. 18.

1981

- « Entre les “Droits de l'homme” et les “droits des États-Unis” », janvier 1981, p. 3, et sous le titre « Droits de l'homme, “droit” des États-Unis », *MV, Amérique latine rebelle*, n° 90, décembre 2006-janvier 2007.
- « La démocratie chrétienne en Amérique latine. Un courant porteur de modération », février 1981, p. 7.
- « Les écueils du néolibéralisme. Nouveaux alignements politiques en Grande-Bretagne », mai 1981, p. 20, 21 et 22.
- « Élections truquées, austérité économique. Vers un regain d'autoritarisme en Guyana », juin 1981, p. 8.
- « La voie étroite du renouveau » [la social-démocratie], septembre 1981, p. 9.
- « Révolte et désarroi en Angleterre. Les héritiers du déclin », août 1981, p. 1 et 16.
- « Amérique centrale. La révolution cubaine, principale cible de Washington », décembre 1981, p. 15.

1983

- « Les solutions de Washington. La difficile mise sur pied d'une coopération régionale pour isoler le Nicaragua », janvier 1983, p. 11, 12 et 13.
- « Vieille dictature et neuve démocratie dans une île sous-développée [la République Dominicaine]. À la recherche d'un pacte social », mai 1983, p. 22 et 23.
- « En Grande-Bretagne. Le “thatchérisme” à la conquête des esprits », juin 1983, p. 3, et sous le titre « Le “thatchérisme” à l'assaut des consciences », *MV, Royaume-Uni, de l'empire au Brexit*, n° 153, juin-juillet 2017.
- « Intervention dans le bassin des Caraïbes. Vitale Grenade... », juin 1983, p. 1, 8 et 9.

1984

- « Puissance et culture. La langue servie par la science et l'industrie », mars 1984, p. 32.

- « À la découverte du monde latin », décembre 1984, p. 23.
- « Un carrefour des créations », décembre 1984, p. 24 [à propos de l'exposition « La découverte du monde latin », organisée par l'association Cultura latina au Grand Palais, du 8 au 16 décembre 1984].

1985

- « Pleins feux sur la guerre secrète », décembre 1985, p. 8, repris sous le titre « “Secrètes” interventions contre le Nicaragua », MV, *L'espoir des grands, la paix des pauvres*, n° 4, février 1989.
- « Le risque du “tout-anglais”. Industries de la langue et identité nationale », décembre 1985, p. 28.

1986

- « Colombie : la paix désirée et violente », janvier 1986, p. 6.
- « Impuissance face à la “modernisation” et chute des effectifs. Les syndicats acculés à faire peau neuve », février 1986, p. 13.
- « Paris et Wellington : des “amis” qui s'ignorent », juillet 1986, p. 15.
- « Décorticages de l'IDS [initiative de défense stratégique], juillet 1986, p. 6.
- « Industrie automobile, bouleversements en chaîne. L'impossibilité de faire cavalier seul », août 1986, p. 13.
- « Un précurseur. Billy Graham [pasteur de l'Église universelle] à l'affiche de Bercy », septembre 1986, p. 11.
- « Une dette qui n'en finit pas d'être renégociée. Les effets du contre-choc pétrolier au Venezuela », octobre 1986, p. 22.
- « Avant la décision de Bonn sur le projet Hermès. L'autonomie spatiale de l'Europe en question », octobre 1986, p. 14.
- « Brésil, les succès ambigus de la “nouvelle République” », novembre 1986, p. 12.

1987

- « Négociations stratégiques. L'échec de Reykjavik », janvier 1987, p. 6.
- « Les ambitions des puissances dans l'espace. À l'assaut des étoiles », janvier 1987, p. 19.
- « Trente ans après la signature du Traité de Rome. La construction européenne à la recherche d'un second souffle », février 1987, p. 2.
- « Une industrie subventionnée », mars 1987, p. 5 : recension : Jean-Michel Saumois, *Les Aides fédérales à l'industrie américaine* (École supérieure de commerce de Paris, 1984).
- « Escalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et leurs partenaires. Prochaines cibles, les industries européennes de pointe », mars 1987, p. 3.

Recension du *Dictionnaire de spatologie* (tome I, *Termes et définitions*, CILF, Paris, 1985 ; tome II, *Traduction : anglais, espagnol, allemand, russe*, CILF, Paris, 1986], mars 1987, p. 27.

- « Le revers du modèle britannique. Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel », juin 1987, p. 1 et 19, et *MV, Le libéralisme contre les libertés*, n° 2, avril 1988.
- « Le fardeau d'une culture de rente », juillet 1987, p. 4.
- « Vaste chantier, chiches moyens : la francophonie », août 1987, p. 17.
- « Un nouveau maître à penser l'entreprise », août 1987, p. 14 et 16 et *MV, Des sociétés malades de leur culture*, n° 1, novembre 1987 ; *MV, Le libéralisme contre les libertés*, n° 2, avril 1988.
- « La guerre des normes. Quand les rivalités nationales entravent la construction européenne », septembre 1987, p. 23.
- « La guerre des normes. Agro-alimentaire : la bière du 16^e siècle », septembre 1987, p. 27.
- « Le revers du modèle britannique », (*MV*), *Des sociétés malades de leur culture*, n° 1, novembre 1987.
- « Des lendemains industriels hypothéqués par le laisser-aller libéral », décembre 1987, p. 16 et 17.
- « De l'alerte à la cassure. Sur les décombres de l'économie reaganienne », novembre 1987, p. 6 et 7, et, sous le titre « Dans la tourmente de l'économie reaganienne », *MV, Le krach du libéralisme*, n° 102, décembre 2008-janvier 2009.

1988

- « Le partenariat au service de la réindustrialisation et de l'emploi », janvier 1988, p. 13 : Recension : Pierre Dommergues (dir.), *La Société de partenariat, économie-territoire et revitalisation régionale* (Paris, Anthropos-AFNOR, 1988).
- « Vitalité et innovations des réseaux associatifs », février 1988, p. 21.
- « Donner des livres pour préserver l'avenir du français », avril 1988, p. 25.
- « L'édition à l'encan », avril 1988, p. 26.
- « Ambitions et limites. Les socialistes français à la remorque de l'Union européenne », juin 1988, p. 1 et 3.
- « Sur les routes du monde... » [à propos du Bus français de la MICEFA (Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains), lancé par Pierre Dommergues] et « Échanges sur le terrain : "Français 2001" » [à propos de la directive du ministère des affaires étrangères de 1986 de favoriser la promotion du français à l'étranger par les élèves], juillet 1988, p. 27.
- « Quand professeurs et élèves sortent de la classe », juillet 1988, p. 26 et 27.
- « Cent soixante régions. Terrains de jeu sans équipes entraînées », septembre 1988, p. 10.
- « Surtout ne pas désespérer. Le "social" à la remorque de l'Acte unique », décembre 1988, p. 6 et *MV, Les frontières de l'économie globale*, n° 18, mai-juin-juillet 1993.

- « Nucléaire et pluies acides. Le grandissant contentieux franco-allemand », octobre 1988, p. 13 et *MV, La planète mise à sac*, n° 8, mai 1990.
- « Dans la jungle du grand marché », novembre 1988, p. 1, 10 et 11.
- « Repères pour des citoyens désarmés. À la recherche de la politique communautaire », novembre 1988, p. 24.
- « Aux États-Unis. Le coût des diplômés et la loi du marché », novembre 1988, p. 20.
- « Sortir enfin des huis clos » [sur la francophonie], décembre 1988, p. 24.

1989

- « Fidel de Cuba », janvier 1989, p. 30 : recension : Jean-Pierre Clerc, *Fidel de Cuba*, Paris, Ramsay, 1988.
- « Les loisirs, terre de mission de l'économie marchande », janvier 1989, p. 22 et sous le titre « Temps libre à vendre », *MV, Le triomphe des inégalités*, n° 5 septembre 1989.
- « Secrètes » interventions contre le Nicaragua », *MV, La paix des grands, L'espoir des pauvres*, n° 3, février 1989.
- « Dans la presse étrangère. De l'OPA comme querelle de clocher », février 1989, p. 24.
- « Deux ressorts pour construire l'identité culturelle. Enfin une politique volontariste de la recherche », mars 1989, p. 10.
- « Fulgurants progrès, crise de civilisation. Les moyens de s'affranchir du travail aliéné », mai 1989, p. 16 et 17, repris sous le titre « Un travail productif bouleversé », *MV, L'homme en danger de science ?*, n° 15, mai 1992.
- « Les contradictions de la construction européenne. Du "social" ou pas ? », mai 1989, p. 12.
- « Fulgurants progrès, crise de civilisation. Cette gigantesque mutation technique », mai 1989, p. 17.
- « Rien que le grand marché. L'Europe minimale de Mme Thatcher », juin 1989, p. 20 et 21, repris sous le titre « L'Europe minimale de la Dame de fer », *MV, Royaume-Uni, de l'empire au Brexit*, n° 153, juin-juillet 2017.
- « M. Reagan, la morale et les dollars », juin 1989, p. 21.
- « Sursaut » [à propos des urgences écologiques pour la planète], juillet 1989, p. 17.
- « Les Mécanismes de la création d'emplois. L'exemple américain », juillet 1989, p. 30.
- « Au secours des économies de l'Est. La Communauté européenne sous le choc », septembre 1989, p. 1 et 9, et sous le titre « Requiem pour l'Europe sociale », *MV, La nouvelle guerre froide*, n° 159, juin-juillet 2018.
- « Dans la presse étrangère. L'Argentine à bicyclette », août 1989, p. 12.
- « La Lozère, un laboratoire pour l'Europe », septembre 1989, p. 25.
- « Adieu au reaganisme », septembre 1989, p. 7.

- « La CEE. Chance ou contrainte pour la transformation sociale », septembre 1989, p. 30.
- « Pour une mise en culture de la science » [à propos de la revue *Alliage, Culture, sciences, technique*, n° 1, trimestriel, fondée par Jean-Marc Levy-Leblond], octobre 1989, p. 19.
- « Le réveil culturel de Bordeaux », octobre 1989, p. 30.
- « Dans le flot des publications. À la recherche d'une nouvelle solidarité », novembre 1989, p. 15.
- « Inventer un avenir pour la planète (V). Les politiques sommés de faire un choix radical », novembre 1989, p. 14 et 15, et *MV, La planète mise à sac*, n° 8, mai 1990 et *MV, Environnement, climat : désordres et combats*, n° 144, décembre 2015-janvier 2016.

1990

- « La Communauté dans la spirale néolibérale », janvier 1990, p. 16 et 17.
- « Les remèdes de cheval de M. Jeffrey Sachs » [à propos de ses propositions pour les pays de l'Est dans « What is to be done ? », *The Economist*, Londres, 13-19 janvier 1990], février 1990, p. 9.
- « Fédération à douze ou confédération à trente », février 1990, p. 8.
- « Du danger des vacances en Espagne... », mars 1990, p. 7.
- « Les Douze divisés face à l'offensive des constructeurs nippons. Une question de survie pour l'automobile européenne », mars 1990, p. 19 et *MV*, dir. *Allemagne, Japon : les deux titans*, n° 12, mai 1991.
- « Les citoyens à la conquête des pouvoirs (VI). Mobiliser les salariés pour réformer l'entreprise », avril 1990, p. 26 et 27.
- « La montée des sables », et « Les politiques sommés de faire un choix radical », *MV, La planète mise à sac*, n° 8, mai 1990.
- « Malentendus transpacifiques », mai 1990, p. 6.
- « Dans la presse étrangère. Maux de crâne à Canberra » [à propos des élections australiennes de mars 1990], mai 1990, p. 30.
- « L'autre Europe, simple spectatrice de l'intégration communautaire ? La citadelle des Douze », juin 1990, p. 9.
- « Électrochoc allemand pour une Europe en gésine. Sur le front de l'union politique », juillet 1990, p. 12.
- « Sur le front de l'union politique », juillet 1990.
- « Le Vieux Continent avide de toucher les dividendes de la paix », août 1990, p. 8 et 9.
- « Les ressorts culturels de la concurrence », septembre 1990, p. 22.
- « Cours magistral » [La crise du Golfe], septembre 1990, p. 14.
- « Territoires à la dérive. Les voix des régions marginales », septembre 1990, p. 27 : Recension : Émile Jacquemet et François Bret, *Territoires à la dérive. De l'incohérence française au dirigisme communautaire*, Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur les structures régionales de

l'université de Saint-Etienne/Comité d'expansion économique de la Loire, Saint-Etienne, 1989.

« Les promesses d'Eurêka (I) », octobre 1990, p. 25.

« Les promesses d'Eurêka (II) », novembre 1990, p. 25.

Bibliographie : « Quand l'écologie devient un thème "porteur" », novembre 1990, p. 23.

« Nouvelle fuite en avant des Douze. L'Europe sous la coupe des financiers », décembre 1990, p. 6.

« Vers un néolibéralisme tempéré au Royaume-Uni. Sortie de scène pour le Thatcherisme », décembre 1990, p. 7.

1991

« L'identité francophone », février 1991, p. 19 et *MV, Média, mensonges et démocratie*, n° 14, février 1992.

« Le prix de l'alignement sur Washington. Une francophonie mutilée », mars 1991, p. 32.

« Délices de l'introspection dans le huis clos communautaire. Le Grand marché contre la Grande Europe », mai 1991, p. 3.

« L'an de grâce de M. Kohl » et « Architectures d'empire », *MV, Allemagne, Japon : les deux titans*, n° 12, mai 1991.

« L'électronique européenne dans la tourmente. Quand le dogme de la libéralisation provoque des ravages », juin 1991, p. 20 et 21.

« Éléments d'analyse pour nourrir un débat. L'Europe sans complexe à l'égard du Japon ? », août 1991, p. 29.

« Europe : Deeper or Broader », *European Affairs*, n°4, août-septembre 1991.

« L'obsession du temps. Trois ouvrages sur l'Allemagne », septembre 1991, p. 8 : Henri Ménudier (dir.), *L'Allemagne. De la division à l'unité* (Publications de l'Institut d'allemand de l'université de la Sorbonne nouvelle, 1991) ; Lothar Baier, *les Allemands maîtres du temps. Essai sur un peuple pressé* (Paris, La Découverte, 1991) ; Pierre Béhar, *L'Autriche-Hongrie, idée d'avenir. Permanences géopolitiques de l'Europe centrale et balkanique* (Paris, Éditions Desjonquères, 1991).

« Impuissance devant la crise yougoslave. L'Europe à hue et à dia », octobre 1991, p. 1 et 11.

« Capitalisme en panne », novembre 1991, p. 12.

[Les Douze] « En mal de projet », décembre 1991, p. 4.

« Les logiques contradictoires du sommet de Maastricht. Parler d'une seule voix, mais pour quelle Europe ? », décembre 1991, p. 4 et 5.

1992

« L'aide ou le chaos. Un plan Marshall pour les pays de l'Est », février 1992, p. 4.

« Des programmes à l'abandon », *MV, Média, mensonges et démocratie*, n° 14, février 1992.

- Émission « Résistance : La terreur en Haïti [A2, 1^{er} février], « Carnaval tragique », février 1992, p. 15.
- « Vraie détresse, faux prophètes. Qui peut refonder la gauche ? », mars 1992, p. 5.
- « Un test de la cohésion européenne face aux États-Unis. La politique agricole commune sur la sellette », avril 1992, p. 19.
- « Le “Flambeau des esprits” ne peut tout éclairer », *MV, L’homme en danger de science*, n° 15, mai 1992.
- « Un système productif bouleversé », *MV, L’homme en danger de science*, n° 15, mai 1992.
- « Nouvel ordre, rébellions, nationalismes. L’ardente obligation de préserver le futur. Le mode de développement du Nord étendu à l’ensemble de la planète tuerait la Terre », mai 1992, p. 18.
- « Les paris de Maastricht. Au nom de l’orthodoxie monétaire », juin 1992, p. 6 et 7.
- « Nuages sur l’Europe », juin 1992, p. 7.
- « Trente-cinq années d’Europe du non-dit », juillet 1992 et *MV, Europe, l’utopie blessée*, n° 22, juin-juillet 1994.
- « Le tout-anglais sur grand écran », août 1992, p. 20.
- « Les pays industrialisés et le temps de travail. Du plein emploi à la pleine activité », août 1992, p. 31, recension : *Futuribles*, « Temps de travail », livraison spéciale, n° 165-166, 1992.
- « Les enjeux du référendum en France sur les accords de Maastricht. Un vrai débat de fond loin des écrans médiatiques », septembre 1992, p. 14 et 15 et *MV*, n° 22, *op. cit.*
- « La menace d’une récession dans l’Europe d’après Maastricht. Fausses traites sur la Communauté », octobre 1992, p. 6 et 7.
- « Une Europe qui prendra le large » : *MV*, dir. *États-Unis, fin de siècle*, n° 16, octobre-novembre-décembre 1992.
- « Au nom du GATT. L’Europe à la débandade », décembre 1992, p. 1 et 5.

1993

- « Une gauche française déconfite et sans projet », janvier 1993, p. 14 et *MV, Le modèle français en question*, n° 23 août-septembre-octobre 1994.
- « Un prince à principes » [Charles d’Angleterre], janvier 1993, p. 16.
- « Demain des choix délicats pour l’Europe. Le casse tête des langues », février 1993, p. 32 et *MV, Europe, l’utopie blessée*, n° 22, juin-juillet 1994.
- « Au service des normes américaines... », mars 1993, p. 9.
- « Vers une révolution du travail. La citoyenneté au bord du gouffre », mars 1993, p. 1 et 11 ; *MV, Les frontières de l’économie globale*, n° 18, mai-juin-juillet 1993.
- « Repères pour l’Uruguay Round », mai 1993, p. 7.
- « Incertitudes allemandes », mai 1993, p. 9.
- « Dialectique de la guerre économique », mai 1993, p. 7.

- « L'idéologie du libre-échange, machine à détruire les solidarités. Vivre sans le GATT », mai 1993, p. 6-7.
- « L'impuissance de la Communauté européenne à se forger un destin autonome. La société sacrifiée au libre échange », juillet 1993, p. 9 et *MV, Les frontières de l'économie globale*, n° 18, mai-juin-juillet 1993.
- « Romans et nouvelles hispano-américains. Guide des œuvres et des auteurs », juillet 1993, p. 30 : recension : Christian Roinat, *Romans et nouvelles hispano-américains. Guide des œuvres et des auteurs* (Paris L'Harmattan, coll. « Horizons Amérique latine », 1992).
- « L'industrie, cette mal-aimée de l'Europe », août 1993, p. 24.
- « Légitimer une Europe supranationale ? Culture et pouvoir », septembre 1993, p. 32 et *MV, Europe, l'utopie blessée*, n° 22, juin-juillet 1994.
- « Entre État et marché, audiovisuel et cinéma en Europe centrale et orientale », juillet 1993, p. 30 : recension : *Entre État et marché, audiovisuel et cinéma en Europe centrale et orientale* », actes des deuxièmes Rencontres Est-Ouest des professionnels européens de l'audiovisuel et du cinéma, Vienne, 19-21 mars 1992 [organisées par Eurocréation et l'IDATE], textes rassemblés et présentés par Anne-Marie Autissier et Tristan Mattelart (dir.), Paris, Eurocréation, 1993.
- « À propos de l'étude de l'OCDE sur l'emploi. Technologie ? Connais pas », juillet 1993, p. 22.
- Reportage, « Taïwan et les sirènes du continent », août 1993, p. 15.
- « Eastern Europe since 1945 », août 1993, p. 30 : recension : Geoffrey Swain, Nigel Swain, *Eastern Europe since 1945* (New York, St. Martin's Press, 1993).
- « Managing in the World Economy », septembre 1993, p. 31, recension : Peter F. Cowhey et Jonathan D. Aronson, *Managing in the World Economy. The Consequences of Corporate Alliances* (Council on Foreign Relations, 1993).
- « Légitimer une Europe supranationale ? Culture et pouvoir », septembre 1993, p. 32.
- « L'Europe de la diversité », septembre 1993, p. 31 : recension : Victor Scardigli (dir.), *L'Europe de la diversité, la dynamique des identités régionales* (Paris, CNRS éditions — Communautés européennes (programme FAST, 1993)
- « Cercueils roulants pour les jeunes », août 1993, p. 26 : recension : Josiane Andrian, « La violence routière chez les jeunes de quinze à vingt-quatre ans » (*Cahiers de sociologie et de démographie médicale*, n° 4, octobre-décembre 1992. Lire aussi : *CNRS Info*, n° 268, 1er juillet 1993).
- « Dans une Argentine où l'argent fait la loi. M. Menem empoche les dividendes de la stabilité », octobre 1993, p. 22 et sous le titre « Quand l'argent fait la loi (Argentine) », *MV, Amérique latine, du « Che » à Marcos*, n° 36, novembre-décembre 1997.

- « La recherche contre le tiers monde. Au Sud, un double handicap », octobre 1993, p. 29 : recension : Mohamed Larbi Bouguerra, *La Recherche contre le tiers-monde* (Paris, PUF, 1993).
- « Révisions déchirantes », octobre 1993, p. 31 : recension : Jimmy Goldsmith, *Le Piège, Entretiens avec Yves Messarovitch sur quelques idées reçues* (Paris, Fixot, 1993).
- « Le GATT contre l'Europe. L'épreuve de la guerre commerciale », novembre 1993, p. 1, 14 et 15.
- « Vers une révolution du travail ? Stratégies pour l'emploi : faux semblants et pistes nouvelles. », décembre 1993, p. 14 et 15.
- « L'Après-Salariat », décembre 1993, p. 31 : recension : Yoland Bresson, *L'Après-Salariat* (Paris, Economica, 2^e édition, 1993).
- « Chômage : les vrais chiffres », décembre 1993, p. 15 : recension : Constance Sorrentino, « International Comparisons of Unemployment Indicators » (Washington, *Monthly Labor Review*, mars 1993).

1994

- « Atlas de géographie de l'espace. Une somme documentaire sans équivalent », juin 1998 : recension : Fernand Verger (dir.), *Atlas de géographie de l'espace* (Les Ulis/Montpellier, SIDES-Reclus, 1992) et *Savoirs, Les conquêtes de l'espace*, 1994.
- « Après l'accord au GATT, toujours plus d'espace pour l'ordre marchand. Chez les Douze, consentement inavoué à la montée du chômage », janvier 1994, p. 14-15.
- « La cohésion sociale aux oubliettes », février 1994, p. 10.
- « Exclusion linguistique sur les écrans français », février 1994, p. 27.
- « Qui a peur des chiffres ? Silence sur les inégalités [à propos de la suppression du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC)], février 1994, p. 8.
- « Vitalité de l'union latine (ONG). Au service des langues romanes », mars 1994, p. 29.
- « Sociétés européennes dans le carcan de l'ultralibéralisme. La faute à Bruxelles ? », mars 1994, p. 11.
- « L'entreprise du XXI^e siècle », mai 1994 et *MV, Culture, idéologie et société*, hors série, mars 1997.
- « Les nouvelles armes du contrôle social. Travaillez ! On vous regarde. Autrefois, on parlait d'entreprise paternaliste. On a fait mieux depuis, à coup de tests, d'entretiens, de cartes à puce... », mai 1994, p. 17.
- « Les chantiers de l'aménagement rural », juin 1994, p. 29 : recension : Edgard Pisani, *Pour une agriculture marchande et ménagère*, (La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1994).
- « Métiers et formations. Audiovisuel, cinéma », juin 1994, p. 30 : recension : Marie-Louise Azzoug, Sylvie Azzoug, Régine Hyme, Gilles du Retail, Jean-Louis Ténier, *Métiers et formations. Audiovisuel, cinéma* (Paris, Dixit, 1994).

- « Après l'accord du GATT, toujours plus d'espace pour l'ordre marchand. Chez les Douze, consentement inavoué à la montée du chômage », janvier 1994, p. 14 et 15, et *MV*, dir. *Europe, l'utopie blessée*, n° 22, mai-juin-juillet 1994.
- « Le temps des architectes », *MV*, dir. *Europe, l'utopie blessée* n° 22, mai-juin-juillet 1994.
- « Vouloir l'emploi », juillet 1994, p. 23 : recension : Jean-Marcel Jeanneney, *Vouloir l'emploi* (Paris, Odile Jacob, 1994).
- « Les sciences de l'écrit », juillet 1994, p. 30 : recension : Robert Estivals (dir.), *Encyclopédie internationale de bibliologie* (Paris, Retz, 1993).
- « La vaine recherche d'un socle de la supranationalité », « En quête d'une identité qui se dérobe » ; « Un référendum en trompe-l'œil » ; « Les impasses du socialisme de gouvernement » ; « Cohésion sociale et emploi victimes du libre-échange » ; « Petite bibliothèque historique et institutionnelle » ; « Le temps des architectes » : *MV*, *Europe, l'utopie blessée*, n° 22, mai-juin-juillet 1994.
- « Parler français ou la "langue des maîtres" ? », avril 1994, p. 32 et *MV*, *Le modèle français en question*, n° 23 août-septembre-octobre 1994 et *MV*, *La bataille des langues*, n° 97, février-mars 2008.
- Reportage : « Les dirigeants de la cité-État ont-ils le peuple qu'ils méritent ? Singapour vers le meilleur des mondes... », août 1994, p. 24-25.
- « Un référendum en trompe-l'œil », août-septembre-octobre 1994 : *MV*, *Le modèle français en question*, n° 23 août-septembre-octobre 1994.
- « Une mutation du travail à l'échelle du monde. Impérative transition vers une société du temps libéré », novembre 1994, p. 24 et 25.
- « Las tribus de Europa », septembre 1994, p. 30 : recension : Ramon Luis Acuña, *Las tribus de Europa* (Barcelone, Ediciones B, 1993).
- « Les impasses du socialisme de gouvernement », *MV*, *Le modèle français en question*, n° 23 août-septembre-octobre 1994.
- « Pays-Bas, Belgique, Luxembourg », septembre 1994, p. 30 : Jean-Claude Boyer, *Pays-Bas, Belgique, Luxembourg* (Paris, Elsevier-Masson, coll. « Géographie », 1994).
- « L'Europe prochaine », septembre 1994, p. 30 : recension : Michel Foucher (dir.), *L'Europe prochaine. Essai sur les alternatives et les stratégies pour une nouvelle vision de l'Europe* (Madrid, Fondation BBV, 1994).
- « Accélérer la mise en place d'une Europe sur mesure », octobre 1994, p. 4 et 5.
- « Une mutation du travail à l'échelle du monde. Impérative transition vers une société du temps libéré », novembre 1994, p. 24 et 25.
- « *Quand le travail quitte la société post-industrielle* », novembre 1994, p. 25 : recension : Jacques Robin, *Quand le travail quitte la société post-industrielle. La mutation technologique informationnelle méconnue, volume 1*, (GRIT [Groupe de recherche inter et transdisciplinaire], 1993).

- « Géographie universelle. Chine, Japon », novembre 1994, p. 30 : recension : Roger Brunet dir., *Géographie universelle. Chine, Japon, Corée* (Paris, Belin-Reclus, 1994).
- « Un contestataire bien orthodoxe », décembre 1994, p. 31 : recension : Jacques Delors, *L'Unité d'un homme. Entretiens avec Dominique Wolton* (Paris, Odile Jacob, 1994).
- « Généalogie de l'Europe », décembre 1994, p. 30 : recension : Pierre Lamaison, Pierre Vidal-Naquet, *Généalogie de l'Europe. De la préhistoire au XX^e siècle* (Paris, Hachette littérature, 1994).

1995

- « L'Union à quinze ne fait pas la force. Quand l'Europe entre dans l'ère du pilotage à vue », janvier 1995, p. 10 et 11.
- « Du Vietnam à Israël, la francophonie et ses usages », février 1995, p. 4.
- « Un système ébranlé » [à propos de l'occupation provisoire de quelques bourgades de l'État du Chiapas par l'Armée zapatiste de libération nationale], février 1995, p. 6.
- « Au Chili. Une démocratie restreinte léguée par la dictature », février 1995, p. 8.
- « Sous la chape du conformisme. Au Chili, les sirènes de l'oubli et les dividendes du libéralisme », février 1995, p. 8 et 9.
- « Le retour des "pays" », [à propos du Festival international de géographie, 1994], février 1995, p. 5 : recension de *Sciences humaines*, hors série n° 8, février-mars 1995, (38, rue Rantheaume, BP 256, 89004 Auxerre).
- « Contre le désert et la jachère, un monde rural solidaire », mars 1995 p. 22-23 et *MV, Scénarios de la mondialisation*, n° 32, novembre-décembre 1996.
- « Oubliettes », mars 1995, p. 28 [à propos du Plan 1994 et du rapport non publié « La performance globale : outils et évaluation » face au rapport officiel du Commissariat général du Plan, *La France de l'an 2000*, Paris, Odile Jacob, La Documentation française, novembre 1994].
- « Innovation ou productivisme à courte vue. Contre le désert et la jachère, un monde rural solidaire », mars 1995, p. 22 et 23.
 - « Un monde rural solidaire. Renaissance d'un village bourguignon », mars 1995, p. 23.
- « Florilège d'initiatives » [à propos de diverses publications du monde rural], mars 1995, p. 23.
- « Voter blanc n'est pas nul » [à propos du référendum sur le traité de Maastricht], avril 1995, p. 9.
- « Économisme : en pleurer... et en rire », mai 1994, p. 14 : recension ; Albert Jacquard, *J'accuse l'économie triomphante* (Calmann-Lévy, Paris, 1995) ; René Passet, *Une économie de rêve* (dessins de Selçuk, Calmann-Lévy, Paris, 1995).

- « Au nom de Maastricht. La cohésion sociale sacrifiée à la monnaie », juin 1995, p. 22.
- La démocratie musclée de M. Mahathir [premier ministre malaisien], juin 1995, p. 9.
- « Trop de bateaux, de moins en moins de poisson. Irresponsabilité générale », juin 1995, p. 14.
- « Un espace européen de la science », juillet 1995, p. 28 : recension : Antonio Ruberti, Michel André, *Un espace européen de la science* (Paris, PUF, collection « Science, histoire et société », 1995).
- Reportage : « Un concept sur mesure à Singapour et à Kuala-Lumpur. Du bon usage des “valeurs asiatiques” », août 1995, p. 2. et *MV, La mondialisation contre l’Asie*, n° 47, septembre-octobre 1999.
- « Des mythes à l’histoire », juillet 1995, p. 8 : recension : François Dallaire, *Mon sauvage au Canada* (Paris, L’Harmattan, 1995). Olive Patricia Dickason, *Le Mythe du sauvage* (Paris, Philippe Lebaud, 1995).
- « La mangue et la pomme », août 1995, p. 26 : recension : Michel Guillou, *Voyages en francophonie* (Paris, Fureur de Dire, 1995) ; Marcel Fournier, *Les Français au Québec, 1765-1865* (Sillery – Québec –, Les éditions du Septentrion, 1995).
- « Faux privilégiés, vrais exclus. Chômage, des illusions au bricolage », octobre 1995, p. 7.
- « Jacques Delors and European integration », octobre 1995, p. 26 : recension : George Ross, *Jacques Delors and European integration* (Oxford, Polity Press, 1995).
- « Les nouveaux maîtres du monde. Le mur de l’anglais. », mai 1995, p. 22 et, sous le titre « Parler la langue des maîtres », *MV, Les nouveaux maîtres du monde*, n° 28, novembre-décembre 1995-janvier 1996.
- « La chaire et les planches », novembre 1995, p. 15 : recension : François Bazin, Joseph Macé-Scaron, *Le Rendez-vous manqué. Les fantastiques aventures du candidat Delors* (Paris, Grasset, 1995).
- « Sous la chape du conformisme. Au Chili, les sirènes de l’oubli et les dividendes du libéralisme », février 1995, p. 8 et 9, et *MV, Leçons d’histoire*, mai-juin-juillet 1995 et, sous le titre « Les dividendes de l’impunité (Chili) », *MV, Amérique latine, du « Che » à Marcos*, n° 36, novembre-décembre 1997.
- « La France de Chirac », décembre 1995, p. 27 : recension : Patrick Jarreau, *La France de Chirac* (Paris, Flammarion, 1995).

1996

- « La grande révolte française contre l’Europe libérale. Quand la société dit “non” », janvier 1996, p. 1, 8 et 9 et *MV, Offensives du mouvement social*, n° 35, septembre 1997.
- « Modestes propositions pour sortir de la crise. La clause sociale, un moyen de mondialiser la justice », février 1996, p. 18-19.

- « Magic Chirac », février 1996 p. 30 : recension : Plantu, *Magic Chirac* (bande dessinée, *Le Monde*, 1996).
- « Emploi et revenus. L'indispensable redistribution », février 1996, p. 19.
- « Voix françaises et allemandes », mars 1996, p. 5 : recension : *L'Allemagne unifiée cinq ans après*, actes du 28^e congrès de l'Association des germanistes de l'enseignement supérieur (AGES), édités par Jérôme Vaillant, préface d'Alfred Grosser (AGES – Presses de l'université de Valenciennes, 1995). Karl Kaiser, René Lasserre, Thierry de Montbrial, Robert Picht (dir.), *Agir pour l'Europe. Les relations franco-allemandes dans l'après-guerre froide*, (Paris, Masson-Ifri, 1995).
- « Une Europe des citoyens. Avec les peuples ou sans eux ? », mars 1996, p. 4 et 5.
- « Euro-méditerranée. Une région à construire », avril 1996, p. 30 : recension : Robert Bistolfi, *Euro-méditerranée. Une région à construire* (Paris, Publisud, coll. « Espaces méditerranéen », 1995).
- « Transgressions et risques majeurs » [à propos des risques industriels], mai 1996, p. 6.
- « Ce que pourraient faire les Quinze », juillet 1996, p. 6.
- « Internet : l'effroi et l'extase. Le tout-anglais n'est pas une fatalité. », mai 1996, p. 18 et *MV, Internet : l'effroi et l'extase*, hors série, octobre 1996.
- « Vers l'émergence d'un cerveau planétaire ? », mai 1996, p. 7 : recension : Joël de Rosnay, *L'Homme symbiotique. Regards sur le troisième millénaire* (Paris, Le Seuil, 1995).
- « Un conflit suspendu ? Les braises de décembre », juin 1996, p. 10 : recension : Alain Minc, *On se souviendra aussi peu [de ce mouvement] que de la grève SNCF de 1986*, La Cinquième, 9 décembre 1995 ; Jean-Pierre Le Goff, Alain Caillé, *Le Tournant de décembre* (La Découverte, Paris, 1996) ; Alain Touraine, François Dubet, Didier Lapeyronnie, Farhad Khosrokhavar, Michel Wieviorka, *Le Grand Refus* (Paris, Fayard, 1996).
- « Lettres mortes », juin 1996, p. 10 : recension : Danièle Sallenave, *Lettres mortes* (Paris, Michalon, 1995).
- « Retour sans joie de Hongkong à la "mère patrie" », juillet 1996, p. 24 et 25, et *MV, La mondialisation contre l'Asie*, n° 47, septembre-octobre 1999.
- « Les Quatre saisons de Fidel Castro », août 1996, p. 27 : recension : Jean-Pierre Clerc, *Les Quatre saisons de Fidel Castro* (Paris, Seuil, 1996) ; Pierre Papon, *Le sixième continent. Géopolitique des océans* (Paris, Odile Jacob, 1996).
- « Lire, faire lire », septembre 1996, p. 31 : recension : Bernadette Seibel (dir.), *Lire, faire lire* (Paris, Le Monde Éditions, 1995).
- « Les théories économiques à l'épreuve des faits. Tartarin à l'assaut des marchés », septembre 1996, p. 18.
- « Sous la poigne de fer de la Banque centrale allemande. Passage en force pour la monnaie unique », novembre 1996, p. 19.

« Contre l'impensable, la dissidence », décembre 1996, p. 27 : recension : Philippe Engelhard, *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* (Paris, Arléa, 1996).

« Une grand-messe du libre-échange à Singapour. Le commerce contre la société », décembre 1996, p. 22.

1997

« Et maintenant... démondialiser pour internationaliser », *MV, Scénarios de la mondialisation*, n° 32, novembre-décembre 1996-janvier-février 1997

Reportage : « Les contradictions des souverainistes face à l'état fédéral canadien. Pour les Québécois, un pays à portée de la main », janvier 1997, p. 14-15.

« Pour les Québécois, un pays à portée de la main. La langue française au cœur de l'identité », janvier 1997, p. 15.

« Le Royaume-Uni champion de la "flexibilité". Le cauchemar des 48 heures », février 1997, p. 15.

« Sortir de la crise. Quel avenir pour le travail ? », mars 1997, p. 31 : recension : Jeremy Rifkin, *La Fin du travail* (Paris, La Découverte, 1996) ; Alain Lipietz, *La Société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale* (Paris, La Découverte, 1996) ; Dominique Schnapper, *Contre la fin du travail. Conversation avec Philippe Petit*, (Paris, Textuel, 1997).

« Des élections pour une "servitude volontaire" ? Dans l'état de l'euro », mai 1997, p. 7.

« "Le bêtisier de Maastricht". Si courte, la mémoire des Français ? », mai 1997, p. 7.

« L'idéal démocratique dévoyé. Remettre en jeu les Parlements », mai 1997, p. 12-13.

« Le Groupe des dix », mai 1997, p. 30 : recension : Brigitte Chamak, *Le Groupe des dix* (Paris, Rocher, 1997).

« Pour des associations "citoyennes" en prise sur le mouvement social. La nécessaire refondation de l'éducation populaire », juin 1997, p. 20 et 21.

« La mondialisation est-elle inévitable ? Pour sauver la société ! », juin 1997, p. 14 et 15.

« La construction européenne en question. Un marché de dupes ? », juillet 1997, p. 31 : recension : Dominique Hanon et Ivan Serge Keller, *Fondements et étapes de la construction européenne* (Paris, PUF, coll. « Major », 1996) ; Antoine Parent, *Balance des paiements et politique économique. Quelle marge de manœuvre pour la France face à la contrainte des marchés financiers ?* (Paris, Nathan, coll. « Fac », 1996), et *L'Espace monétaire et ses enjeux* (Paris, Nathan, coll. « Économie 128 », 1996) ; Ulrich Mückenberger et al., *Manifeste pour une Europe sociale* (Paris, Desclée de Brouwer, 1996) ; Yves Salesse, *Propositions pour une autre Europe* (Paris, Éditions du Félin, 1997) ; Paul-Marie Coûteaux, *L'Europe vers la guerre* (Paris, Éditions Michalon, 1997).

- « Des pseudo-mathématiques au cybermarché ? Adieu au rêve libertaire d'Internet ? », août 1997, p. 16 et *MV, Révolution dans la communication*, n° 46, juillet-août 1999.
- « L'âge des satellites », août 1997, p. 26 : recension : Alain Dupas, *L'âge des satellites* (Paris, Hachette, 1997).
- « Un jour, le Nunavik..., » août 1997, p. 8.
- « De l'élève au citoyen. Rapport sur les nouvelles techniques d'information et de communication », septembre 1997, p. 31 : recension : Franck Serusclat, *De l'élève au citoyen. Rapport sur les nouvelles techniques d'information et de communication* (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, rapport n° 45 (Assemblée nationale), n° 383 (Sénat), Paris, 1997).
- Reportage : « Combats fratricides sur un bateau qui coule. Haïti dans la spirale du désespoir », octobre 1997, p. 24 et 25.
- « Comment apprivoiser et fragiliser le syndicalisme. Une Europe sociale en trompe-l'œil », novembre 1997, p. 20.
- « Critique de l'air du temps », novembre 1997, p. 30 : recension : Samir Amin, *Critique de l'air du temps* (Paris, Forum du tiers-monde/L'Harmattan, 1997).
- « Sortir de la société salariale », novembre 1997, p. 21 : recension : André Gorz, *Misères du présent. Richesse du possible* (Paris, Galilée, 1997).
- « Pour un monde responsable et solidaire », novembre 1997, p. 31 : Groupe de Montréal, *Pour un monde responsable et solidaire* (Montréal, Éditions Montmorency, 1997).

1998

- « Redécouvrir les atouts du cabotage maritime », janvier 1998, p. 6.
- « De l'anglais comme "commodité" ministérielle », janvier 1998, p. 31.
- « Demain le quaternaire ? », janvier 1998, p. 29 : recension : Roger Sue, *La richesse des hommes. Vers l'économie quaternaire* (Paris, Odile Jacob, 1997).
- « Une idée toujours neuve. La nation contre le nationalisme », mars 1998, p. 9.
- Les dangers de l'Accord multilatéral sur l'investissement. L'"éminence grise" du château », mars 1998, p. 4.
- « Les mutations techniques au service d'un projet idéologique. Mise à l'encan », mars 1998, p. 6.
- « Vers une économie plurielle », mars 1998, p. 4 : recension : Guy Aznar, Alain Caillé, Jean-Louis Laville, Jacques Robin, Roger Sue, *Vers une économie plurielle* (Paris, Syros/Alternatives économiques, 1997).
- « Le bluff républicain », mars 1998, p. 30 : recension : Philippe Cohen, *Le bluff républicain* (Paris, Arléa, 1997).
- « Apprendre à savoir sur les savoirs », *MV, Ravages de la technoscience*, n° 38, mars-avril 1998.

- « Martine Barrère, l'indépendante », *MV, Ravages de la technoscience*, n° 38, mars-avril 1998.
- « Un autre monde est possible. Les "dix commandements" de la préférence citoyenne. », mai 98, p. 10 et 11, et *MV, Un autre monde est possible*, n° 41, septembre-octobre 1998 ; *MV, Penser le XXI^e siècle*, n° 52, juillet août 2000.
- 2000.
- « Conquête spatiale et démocratie », mai 1998, p. 31 : recension : Roger Lesgard, *Conquête spatiale et démocratie* (Paris, Presses de Sciences-Po, 1998).
- « Une autre Europe est possible. Rapatrier le pouvoir de décision chez les citoyens. », juillet 1998, p. 6 et 7.
- « Le malentendu européen », juillet 1998, p. 30 : recension : André Gauron, *Le malentendu européen* (Paris, Hachette Littératures, 1998 et CATDM/ CETIM/ Paris, Éditions Luc Pire/Éditions Syllepse, 1998).
- « Une expérience exemplaire au Brésil. Démocratie participative à Porto Alegre », août 1998, p. 3 et *MV, Un autre monde est possible*, n° 41, septembre-octobre 1998 ; sous le titre « Porto Alegre teste la démocratie participative », *MV, Là où le Brésil va*, n° 113, octobre-novembre 2010
- « Le silence et l'argent. Banques sur le gril », août 1998, p. 4 : recension : Jean-Loup Izambert, Emmanuelle Leneuf, préface de Paul Webster, *Le Krach des 40 banques. Chronique des années fric* (Paris, Éditions du Félin, 1998) ; Richard Langlois, préface d'Yves Michaud, *Requins. L'insoutenable voracité des banquiers* (Montréal, VLB Éditeur, 1998, diffusion France DEQ) ; François Xavier de Fournas, préface de Marc Viénot, *La Mare aux banquiers* (Paris, Village mondial, 1998).
- « Anatomie d'un pouvoir populaire », août 1998, p. 3 et *MV, Un autre monde est possible*, n° 41, septembre-octobre 1998.
- « La Bourse ou la vie. La finance contre les peuples ? », septembre 1998, p. 30 : recension : Éric Toussaint, *La Bourse ou la vie. La finance contre les peuples ?* (CADTM/CETIM/ Bruxelles, Éditions Luc Pire/Éditions Syllepse, 1998) et *MV, Un autre monde est possible*, n° 41, septembre-octobre 1998.
- Dossier : « "De la folie des marchés à la récession". Reddition sous "conditions" ? », octobre 1998, p. 23.
- « False Down. The Delusions of Capitalism », octobre 1998, p. 31 : John Gray, *False Down. The Delusions of Capitalism ?* (Londres, Granta Boks, 1998).
- « La République a-t-elle besoin de savants ? », novembre 1998, p. 31 : recension : Michel Dodet, Philippe Lazar, Pierre Papon, *La République a-t-elle besoin de savants ?* (Paris, PUF, coll. « Science, histoire et société », 1998).

- « Fiasco de l'AMI, besoin d'État. Le bateau ivre de la finance », novembre 1998, p. 6 et sous le titre « Désir et besoin d'État », *MV, Anatomie de la crise financière*, n° 4, novembre-décembre 1998.
- « Secrètes » interventions contre le Nicaragua », *MV, Anatomie de la crise financière*, n° 4, novembre-décembre 1998.
- « Risques et peurs alimentaires », décembre 1998, p. 23 : recension : Marian Apfelbaum, *Risques et peurs alimentaires* (Paris, Odile Jacob, 1998).
- « Sommes-nous condamnés au libéralisme ? », décembre 1998, p. 30 : recension : Hoang Ngoc Liem, *Sommes-nous condamnés au libéralisme ?* (Paris, Arléa, 1998).

1999

- « De la crise financière à la guerre commerciale. Libre-échange, la dernière Bastille », janvier 1999, p. 4.
- « Amnésie », février 1998, p. 5 : recension : Denis Kessler, Dominique Strauss-Kahn, *L'Épargne et la Retraite. L'avenir des retraites préfinancées* (Paris, Economica, 1982)
- « L' "autre Davos" », mars 1999, p. 2.
- « La crise des institutions européennes. À Bruxelles, une Commission chasse l'autre », avril 1999, p. 10.
- « Un tête-à-queue idéologique », avril 1999, p. 20.
- « Images du néolibéralisme. Quelques choses de notre histoire », février 1999.
p. 29 : recension : film de Jean Druon, *Quelques choses de notre histoire* (production de Gabriel Chabanier, Culture Production, 24, rue de Dunkerque, 75010 Paris).
- « Bilan du monde ». Édition 1999, mars 1999, p. 31 : recension : Serge Marti (dir.), *Bilan du monde. Édition 1999*, (Paris, Le Monde SA, 1999).
- « Le coup d'État invisible », avril 1999, p. 34 : recension : Jean-Claude Barreau, *Le coup d'État invisible* (Paris, Albin Michel, 1999).
- « De la taxe Tobin au refus des fonds de pension. L'économie peut aussi être citoyenne », mai 1999, p. 31 : recension : Bernard Maris, *Lettre ouverte aux gourous de l'économie* (Paris, Albin Michel, 1999) ; *Pourquoi la taxe Tobin*, document final du séminaire Attac du 25 janvier 1999, consultable sur le site Internet de l'association (<http://attac.org>) ; François Chesnais, *Tobin or not Tobin. Une taxe internationale sur le capital* (Paris, L'Esprit frappeur, 1999) ; Entretien avec Erkki Tuomioja, ministre du commerce et de l'industrie finlandais, publié in *Helsingin Sanomat*, 17 avril 1999 ; *La Finance contre les retraites*, document du conseil scientifique d'Attac (infos : cf. Note 2) ; Pierre Khalfa, Pierre-Yves Chanu (dir.), *Les Retraites au péril du libéralisme* (Paris, Syllepse, 1999).
- « Donner un sens à l'Union. L'introuvable défense européenne. », juin 1999, p. 15.
- « Pour un mouvement social européen. Quadrature du cercle », juin 1999, p. 16.

- « La Comédie des fonds de pension », juin 1999, p. 28 : recension : Jacques Nikonoff, *La Comédie des fonds de pension* (Paris, Arléa, 1999).
- « Donner un sens à l'Union. L'introuvable défense européenne », juin 1999, p. 15 et *MV, L'euro sans l'Europe*, n° 61, janvier-février 2002.
- « Un grain de sable dans l'engrenage libéral. Vive la taxe Tobin ! », août 1999, p. 14.
- « Quand l'OCDE se piège elle-même », août 1999, p. 14.
- « Fin de siècle en solde », août 1999, p. 30 : recension : Philippe Val, *Fin de siècle en solde* (Paris, Cherche Midi Éditeur, 1999).
- « De la servitude volontaire », août 1999, p. 21 : recension : Roland Hureaux, *Les Hauteurs béantes de l'Europe. La dérive idéologique de la construction européenne* (Paris, François-Xavier de Guibert, 1999).
- « La France face au défi des technologies : quels enjeux pour l'avenir ? », septembre 1999, p. 31 : recension : Philippe Rouvillois, Guy Le Fur, « *La France face au défi des technologies : quels enjeux pour l'avenir ?* », Rapport présenté au Conseil économique et social (Paris, 24 juin 1999).
- « Portion congrue » [à propos de l'incorporation de la culture dans les compétences communautaires, au titre du traité de Maastricht], septembre 1999, p. 27.
- « L'économie sociale européenne », octobre 1999, p. 3 : recension : Thierry Jeantet, *L'économie sociale européenne* (Paris, CIEM Éditions, 1999).
- « Fallacieuse théorie du libre-échange », novembre 1999, p. 16 et 17.
- « Un "plan de sauvetage" du capitalisme », décembre 1999, p. 19 : recension : Susan George, *The Lugano Report. On Preserving Capitalism in the Twenty-First Century* (Pluto Press, Londres/Sterling – Virginie) ; Henri Bourguinat, *Finance internationale*, 4^e édition revue et corrigée (Paris, PUF, coll. « Thémis », 1999).
- « La refondation du monde », octobre 1999, p. 31 : recension : Jean-Claude Guillebaud, *La refondation du monde* (Paris, Seuil, 1999).

2000

- « Seattle, le tournant », janvier 2000, p. 4.
- « Contre la prolifération du commerce international. Inventer ensemble un protectionnisme altruiste », février 2000, p. 22 et 23, et *MV, Pour changer le monde*, n° 83, octobre-décembre 2005 et *MV, Libre-échange, la déferlante*, n° 144, juin-juillet 2015.
- « Des catastrophes peu naturelles », *MV, Soulager la planète*, n° 50, mars-avril 2000.
- « Plus Français que moi tu meurs », avril 2000, p. 30 : recension : Philippe Seguin, *Plus Français que moi tu meurs* (Paris/Montréal, VLB Éditeur, 2000).
- « La langue-dollar », mai 2000, p. 32 et *MV, L'Amérique dans les têtes*, n° 53, novembre 2001 et *MV, La bataille de langues*, n° 97, février-mars 2008 (autres articles : cf. 2008)

- « Le monde n'est pas une marchandise », mai 2000, p. 31 : recension : José Bové, François Dufour, *Le monde n'est pas une marchandise* (Paris, La Découverte, 2000).
- « Sans attendre la construction fédérale. À Lisbonne, en mars 2000, naissance de l'Europe SA », juin 2000, p. 14.
- « Une assemblée générale (des Amis du Monde diplomatique) tournée vers l'action », juillet 2000, p. 23.
- « La Bourse ou la vie », août 2000, p. 31 : recension : Philippe Lagarde, Bernard Maris, *La Bourse ou la vie* (Paris, Albin Michel, 2000).
- « Turbulences dans le transport aérien. Passagers, si vous saviez », août 2000, p. 20
- « Dans l'ombre de Washington », septembre 2000, p. 18.
- « Doutes au Nord, exaspération au Sud. Les institutions financières sous le feu de la critique », septembre 2000, p. 18 et 19 et sous le titre « À chaque sommet international son contre-sommet populaire », *MV, Les dossiers de la mondialisation*, n° 91, janvier-février 2007.
- « Naufrage de l'Équateur », septembre 2000, p. 19.
- « Relations particulières. La France face au Québec après de Gaulle », octobre 2000, p. 34 : recension : Frédéric Bastien, *Relations particulières. La France face au Québec après de Gaulle* (Montréal, Boréal, 1999).
- « Le triomphe de l'ordre », novembre 2000, p. 31 : recension : Jean-Michel Djian, *Le triomphe de l'ordre* (Paris, Flammarion, 2000).
- « Méditerranée. Défis et enjeux », décembre 2000, p. 30 : recension : Paul Balta, *Méditerranée. Défis et enjeux* (Paris, L'Harmattan, 2000).
- « Laborieuses réformes institutionnelles et pression populaire. Le parent pauvre du "social" s'invite au sommet européen », décembre 2001, p. 12 et 13.
- « Vers un nouvel AMI ? », décembre 2000, p. 13.

2001

- « *Histoire, Nation, République* », février 2001, p. 30 : recension : Claude Nicolet, *Histoire, Nation, République*, Paris, Odile Jacob, 2000).
- « Irréversible, la mondialisation ? », janvier 2001, p. 4.
- « Vers une zone de libre-échange des Amériques. Indésirables partout... » avril 2001, p. 4.
- « Au-delà des grand-messes. Arrière-pensées dans la lutte anticorruption » mai 2001, p. 8.
- « Les langues, du combat contre ces fils d'or de la mondialisation libérale », *MV, La culture, les élites et le peuple*, n° 57, mai-juin 2001.
- « Modernité du corporatisme », juin 2001, p. 27 : recension : Jacques Capdevielle, *Modernité du corporatisme* (Paris, Presses Sciences-Po, 2001).
- « Le piège de la gouvernance », juin 2001, p. 28, et *MV, L'euro sans l'Europe*, n° 61, janvier-février 2002.

- « Limites de la transparence », juillet 2001, p. 15.
- « Une communauté religieuse pas comme les autres. Au Paraguay, la saga des mennonites », août 2001, p. 10 et 11.
- « Que vive l'Europe ! Un projet neuf pour un vieux continent », septembre 2001, p. 8 et 9
- « Une certaine idée du monde, L'utopie comme méthode », septembre 2001, p. 30 : recension : Edgard Pisani, *Une certaine idée du monde, L'utopie comme méthode* (Paris, Seuil, 2001).
- « Censure et liberté au-Royaume-Uni », octobre 2001, p. 30 : recension : Bernard Gensane, *Censure et liberté au-Royaume-Uni* (Paris, Ellipses, 2001).
- « Les Français et leur langue en 2001 », novembre 2001, p. 31 : recension Association Le droit de comprendre », *Les Français et leur langue en 2001*, Préface de Claude Duneton (Paris, Éditions des écrivains, 2001).
- « L'OMC enrôlée dans la coalition », novembre 2001, p. 23.
- « Finance internationale. Une cristallisation du politique », décembre 2001, p. 4 : recension : Bertrand Renouvin, Sylvie Fernoy, *Le Krach de l'euro* (Monaco, Éditions du Rocher, 2001) ; Henri Bourguinat, *L'Euro au défi du dollar* (Paris, Economica, 2001).
- « Globalisation à marche forcée. Au mépris des inégalités », coécrit avec Frédéric F. Clairmont, décembre 2001, p. 1 et 7.

2002

- « Des citoyens sans cesse tenus à l'écart » ; « Un petit grain de sable démocratique » ; « Bibliographie » (avec Anne-Cécile Robert) : *MV, L'euro sans l'Europe*, n° 61, janvier-février 2002.
- « Est-il encore utile de voter après le sommet de Barcelone ?, avril 2002, p. 4-5, et sous le titre « Est-il encore utile de voter en Europe ? », *MV, Le nouveau capitalisme*, n° 72, décembre 2003, janvier 2004.
- « Aux États-Unis, des retraites toujours plus inégales », avril 2002, p. 6.
- « Tous citoyens transatlantiques ? », juin 2002, p. 31 : recension : Xavier de C***, *L'Édit de Caracalla ou plaidoyer pour les États-Unis d'Occident* (traduit de l'anglais américain) suivi d'une épitaphe de Régis Debray (Paris, Fayard, 2002).
- « Le débat sur les institutions occulte le projet. Une convention européenne conventionnelle », juillet 2002, p. 3.
- « Des mots qui ne devraient pas faire peur. Peuple, nation, État, région », août 2002, p. 27.
- « L'exception culturelle », octobre 2002, p. 35 : recension : Serge Regourd, *L'exception culturelle* (Paris, PUF ; coll. « Que sais-je ? », 2002).
- « Discours idéologiques et calculs budgétaires. Feu sur les entreprises publiques en Europe », novembre 2002, p. 4.
- « Les francophobes » novembre 2002, p. 31 : recension : David-Martin Castelnaud, *Les francophobes* (Paris, Fayard, 2002).
- « Les défis de la francophonie », novembre 2002, p. 31 : recension, Serge Arnaud, Michel Guillou, Albert Salon, *Les défis de la francophonie*, (Paris, Alphonse, 2002).

2003

- Avec Philippe Rekacewicz : « Surarmement et désordre. Montée en puissance des ONG internationales », *Atlas du Monde diplomatique*, 2003, « Mondialisation et fractures », p. 44 et 45.
- « Paradoxe d'un élargissement décidé à Copenhague. Une Europe de moins en moins européenne », janvier 2003, p. 8 et 9.
- « Le Nouvel Ordre éducatif mondial », janvier 2003, p. 30 : recension : Christian Laval, Louis Weber, *Le Nouvel Ordre éducatif mondial* (Paris, Nouveaux Regards/Syllepse, 2002).
- « OGM, des académiciens juges et parties », février 2003, p. 32 et *MV, Écologie le grand défi*, n° 81, juin-juillet 2005.
- « Libéralismes », avril 2003, p. 21 : recension : Mathieu Douérin, *Libéralismes* (Paris, Les Édition de la Passion, 2002).
- « Dans le chaos de l'après-guerre. L'Union européenne malade de l'atlantisme », mai 2003, p. 24 et 25.
- « Quand "The Economist" pense contre lui-même », juin 2003, p. 26.
- « Si loin des citoyens... Europe, une Convention pour rien », juillet 2003, p. 15.
- « Le Monde diplomatique se porte bien », juillet 2003, p. 2.
- « Sur fond de finance en folie. Les bacchanales des patrons voyous », août 2003, p. 3.
- « L'Autre mondialisation », août 2003, p. 26 : recension : Dominique Wolton, *L'Autre mondialisation* (Paris, Flammarion, 2003).
- « Sortir de l'économisme. Une alternative au capitalisme libéral », août 2003, p. 26 : recension : Philippe Merlant, René Passet, Jacques Robin (dir.), *Sortir de l'économisme. Une alternative au capitalisme libéral* (Paris, L'Atelier, 2003).
- « Conférence à haut risque à Cancun. La guerre commerciale, seul horizon du libre-échange », septembre 2003, p. 22 et 23.
- « Une norme culturelle contre le droit du commerce ? Conférence à haut risque à Cancun », septembre 2003, p. 22 et *MV, Altermondialistes de tous les pays*, n° 75, juin-juillet 2004.

2004

- « L'Europe s'enlise. Une Constitution pour sanctuariser la loi du marché », janvier 2004, p. 6 et 7 et sous le titre « Constitutionnaliser le libéralisme en Europe ? », *MV, Altermondialistes de tous les pays*, n° 75, juin-juillet 2004.
- « L'Europe s'enlise. Majorité qualifiée ou minorité de blocage ? », janvier 2004, p. 7.
- « Un autre monde est possible si... », mars 2004, p. 31 : recension : Susan George, *Un autre monde est possible si...* (Paris, Fayard, 2004).
- « Bataille autour d'un référendum révocatoire. Union sacrée à Strasbourg », avril 2004, p. 9.
- « Donner un débouché politique aux forums », *MV, Altermondialistes de tous les pays*, n° 75, juin-juillet 2004.

- « Sécurité et souveraineté alimentaire. Repenser les agricultures du monde », août 2004, p. 27.
- « Gentlemen et roturiers au pays de cocagne. Au cœur de la Dordogne anglaise », août 2004, p. 24.
- « Intégration au-delà des contradictions. L'apparent affrontement transatlantique », septembre 2004, p. 30 et 31.
- « Donner un débouché politique aux forums, *MV, Altermondialistes de tous les pays*, n° 75, juin-juillet 2004.

2005

- « Un monde polyglotte pour échapper à la dictature de l'anglais », janvier 2005, p. 22-23.
 - « On peut déjà se comprendre entre locuteurs de langues romanes. Des confins au centre de la galaxie », p. 22, janvier 2005.
 - « Une Europe toujours à construire. Débat truqué sur le traité constitutionnel », février 2005, p. 8 et 9.
 - « Une Europe toujours à construire. Ce “calamiteux” compromis de Nice. », février 2005, p. 9.
 - « La “ Constitution” divise les opinions des Vingt-Cinq. Ce ‘non’ qui redistribuerait les cartes en Europe », avril 2005, p. 4 et 5.
 - « Tourmente sur la Constitution européenne. Décodage de six points clés du traité [constitutionnel européen] », mai 2005, p. 16 et 17.
- Bibliographie : « À lire sur le traité constitutionnel européen », mai 2005, p. 16 et 17.
- « Réacteur à fusion nucléaire », *MV, Écologie, Le grand défi*, n° 81, juin-juillet 2005.
 - « Clés pour l'après-29 mai [la France a voté non au traité constitutionnel]. Pour une Europe de l'innovation démocratique. », juillet 2005, p. 4 et 5.
 - « L'OMC élargit la directive Bolkestein. Petits arrangements sur le dos des salariés », novembre 2005, p. 3.
 - « Fin de cycle pour l'Organisation mondiale du commerce. Marchandages sur la marchandisation », décembre 2005, p. 5.

2006

- « Après le 29 mai [la France a voté non au traité constitutionnel]. Ruptures européennes », avril 2006, p. 29.^{[1] [SEP]}
- « En marge du sommet avec l'Union européenne. Une nouvelle Amérique latine à Vienne », juin 2006, p. 20, et sous le titre « Laube se lève », *MV, Amérique latine rebelle*, n° 90, décembre 2006-janvier 2007.
- « Un village-monde au Québec. Longue vie à Sainte-Camille », août 2006, p. 11.
- « La raison des nations », août 2006, p. 26 : recension : Pierre Manent, *La raison des nations* (Paris, Gallimard, 2006).

« Prendre la langue au sérieux. En français dans le texte », septembre 2006, p. 25 : recension : Claude Hagège, *Combat pour le français*, (Odile Jacob, Paris, 2006) et Dominique Wolton, *Demain la francophonie* (Flammarion, Paris, 2006).

2007

- « Fuite en avant à l'Est », janvier 2007, p. 10.
- « Quel cap pour l'Europe ? », avec Paul Thibaud, Françoise Castex, janvier 2007, p. 8-11.
- « Il était une fois le "compromis de Luxembourg". La France hors du consensus européen », janvier 2007, p. 10.
- « Bruxelles, fer de lance du libre échange », janvier 2007, p. 12-13.
- « Depuis Doha, l'OMC tourne à vide », *MV, Les dossiers de la mondialisation*, n° 91, janvier-février 2007, p. 8.
- « À chaque sommet international son contre-sommet populaire », *MV, Les dossiers de la mondialisation*, n° 91, janvier-février 2007.
- « Mai 68, berceau de la nouvelle société bourgeoise », *MV, Les dossiers de la mondialisation*, n° 91, janvier-février 2007.
- « Flou des propositions sur les dossiers-clés de la politique étrangère. Une présidentielle loin du monde », avril 2007, p. 8.
- « L'avenir de l'Europe », mai 2007, p. 22 et 23.
- « Mobilisation des salariés. Contre le tout anglais », août 2007, p. 28.
- « A Lisbonne, dans le dos des peuples. Résurrection de la « Constitution » européenne », décembre 2007, p. 8.
- « Résurrection de la "Constitution" européenne. Des traités jumeaux », décembre 2007, p. 8.
- « Tom Wolfe, "Le Bûcher des vanités". Dans le ventre de New York », recension : Tom Wolfe, *Le Bûcher des vanités* (roman-reportage) (Paris, Le livre de poche, 2001) et « Dans le ventre de New York », *MV, Les droites au pouvoir*, n° 95, octobre-novembre 2007.

2008

- « Cette arme de domination », *MV, La bataille de langues*, n° 97, février-mars 2008 (coordination et présentation du numéro).
- « Le plus court chemin vers l'universel », *ibid.*
- « La langue dollar », *ibid.*
- « Sarcasmes médiatiques contre la loi Toubon », *ibid.*
- « Entre locuteurs de langues romanes, on peut toujours se comprendre », *ibid.*
- « Bruxelles devrait être une vitrine », *ibid.*
- « Le protocole du renoncement », *ibid.*
- « Des confins au centre de la galaxie », *ibid.*
- « Des "Européens" hors-sol et hors classes », juillet 2008, p. 22 et 23.

2009

« Pour tourner autour du pot néolibéral. Dernier quadrille dans le ballet des “G” », octobre 2009, p. 8.

2010

« Révision en catimini du traité de Lisbonne ? Un “consensus de Berlin” imposé à l’Europe » ; décembre 2010, p. 18 et 19.

Le temps des utopies, MV 112 août-septembre 2010 : Extraits : Textes choisis par Bernard Cassen et Mireille Azzoug.

2012

« Pendant que les gouvernements rassurent, les banques anticipent le pire. Contorsions pour sauver la monnaie unique », janvier 2012, p. 8 et 9.

« Pacte de stabilité, Marché commun, l’impossible réforme. Désobéissance civique pour une Europe de gauche », octobre 2012, p. 4 et 5. et *MV, Europe, droit d’inventaire*, n° 129, juin-juillet 2013 (coord. Anne-Cécile Robert).

2013

« Europe. Le projet communautaire en question », décembre 2013, p. 25 : recension : Robert Salais, *Le Viol d’Europe. Enquête sur la disparition d’une idée* (Paris, Presses universitaires de France, 2013).

« Les voies d’une réorientation », *MV, Europe, droit d’inventaire*, n° 129, juin-juillet 2013.

2014

« Repères pour résister à l’idéologie dominante », février 2014, p. 25 : recension : Gérard Mauger, *Repères pour résister à l’idéologie dominante* (Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2013).

« My tailor sera rich », juillet 2014, p. 24 : recension : M. Hervé Bourges, *Pardon My French. La langue française, un enjeu du XXI^e siècle*, Karthala, Paris, 2014.

« Notre Dame des Landes », août 2014, p. 25 : recension : Hervé Kempf, *Notre Dame des Landes*, Seuil, Paris, 2014.

2015

« Le démantèlement du budget participatif de Porto Alegre ? Démocratie participative et communauté politique », décembre 2015, p. 24 : recension : Simon Langelier, *Le démantèlement du budget participatif de Porto Alegre ? Démocratie participative et communauté politique* » (Paris, L’Harmattan, 2015).

« L’homme post-munérique. Face à la société de surveillance générale », octobre 2015, p. 25 : recension : François de Bernard ; « *L’homme post-munérique. Face à la société de surveillance générale* » (Paris, Éditions Yves Michel, 2015).

- « Parler plusieurs langues », juillet 2015, p. 25 : recension : François Grosjean, *Parler plusieurs langues*, Albin Michel, Paris, 2015, 228 pages, 19 euros.
- « Un protectionnisme altruiste », *MV, Europe, droit d'inventaire*, n° 141, juin-juillet 2015, p. 72-76.

2016

- « Référendum à haut risque au Royaume-Uni. "Brexit", David Cameron pris à son propre piège », février 2016, p. 18 et 19.
- « Le legs britannique à l'Europe [après le vote du Brexit]. Une union à l'image du Royaume-Uni », juillet 2016, p. 7.
- « Au nom de l'humanité. L'audace mondiale », octobre 2016, p. 25 : recension, Riccardo Petrella, *Au nom de l'humanité. L'audace mondiale* (Bruxelles, Couleur livres, 2015).

2017

- « L'Europe minimale de la Dame de fer », *MV, Royaume-Uni, de l'Empire au Brexit*, n° 153, juillet 2017.
- « ... Et le monde parlera français », novembre 2017, p. 25 : recension : ... Roger Pilhion et Marie-Laure Poletti, *Et le monde parlera français* », (Paris, Autoédition, iggybook.com, 2017),
- « Francophonie. Stop au relooking », mars 2017, p. 24 et 25 : recension : Bernard Cerquiglini, *Enrichissez-vous : parlez francophone ! Trésor des expressions et mots savoureux de la francophonie* (Paris, Larousse, 2016) et Patricia Latour, Francis Combes, *Le Français en liberté. Frenglish ou diversité* (Montreuil, Le Temps des cerises, 2016).
- « Cinq yeux, une seule langue », *MV, Royaume-Uni, de l'empire au Brexit*, n° 153, juin-juillet 2017.

2018

- « Requiem pour l'Europe sociale », *MV, La nouvelle guerre froide*, n° 159, juin-juillet 2018.

2020

- « Sans attendre la construction fédérale. Naissance de l'Europe SA. », juin 2020, p. 14.

Les Blogs du Diplo « La valise diplomatique »

- « Conférence de Singapour. OMC, l'attentat contre la démocratie, 10 décembre 1996.
- « Europe : constat de carence », 17 juin 1997.
- « Désinformation sur le Venezuela, 30 juin 2007.
- « Le traité constitutionnel européen ressuscité », 25 juin 2007.
- « Le Sucre contre le FMI », 2 décembre 2008.
- « Le fantasme de la Chinamérique, 29 juillet 2009.
- « Un consensus de Berlin imposé à l'Europe, 8 novembre 2010.

Mémoire des luttes

Bernard Cassen est également l'auteur de nombreuses « Chroniques » mensuelles parues sur le site *Mémoire des luttes** (entre 3500 et 7000 signes chacune). Tous ces textes sont accessibles en ligne :

<https://www.medelu.org/-Chroniques-du-mois->

Mémoire des luttes est une association à but non lucratif, créée en 2007 par Bernard Cassen et Ignacio Ramonet, à la suggestion de Günter Holzmann, qui l'a parrainée financièrement pour qu'elle réalise ce qui était pour lui un objectif primordial : « Pour nos combats de demain, pour un monde plus libre, plus juste, plus égalitaire, plus fraternel et solidaire, nous devons maintenir vivante la mémoire de nos luttes. »

Président, Ignacio Ramonet ; secrétaire général : Bernard Cassen ; trésorier : Christophe Ventura. Aujourd'hui Christophe Ventura en est devenu le secrétaire général.

Articles parus

2020

- « Faire l'Europe en partant du bas », 22 septembre 2020.
- « À Bruxelles, un accord à l'arraché », 26 juillet 2020.
- « Une révision déchirante pour l'UE ? », 2 juillet 2020.
- « L'anglais victime collatérale du Brexit ? », 13 mars 2020.
- « Comme la statue du Commandeur... », 6 janvier 2020.

2019

- « Une Europe puissance en panne de dessein », 2 novembre 2019.
- « Vers une convergence des périmètres d'intervention politique au sein de l'UE », 6 août 2019.
- « Les ambiguïtés de la « souveraineté européenne », 1er juillet 2019.
- « Une devise oubliée par « Les Européens », 15 mai 2019.
- « Haro sur la concurrence », 18 mars 2019.
- « Les tours de passe-passe sémantiques d'Emmanuel Macron », 3 janvier 2019.

2018

- « Des élections européennes où l'on parlera aussi d'Europe », 17 octobre 2018.
- « Après 60 ans d'intégration, la dislocation ? », 13 août 2018.
- « Le faux éventail du protectionnisme », 20 juin 2018.
- « Vingt ans après sa création, un nouveau cycle de la vie d'Attac ? », 4 juin 2018.
- « Après la « fin de l'histoire », la « démocratie illibérale » », 3 mai 2018.
- « Une fois tous les cinq ans, le mirage de l'Europe sociale », 12 avril 2018.
- « Dissonances transatlantiques sur le libre-échange », 23 mars 2018.
- « Macron et la centralité de la question européenne », 15 février 2018.
- « Les illusions perdues de Theresa May et Carles Puigdemont », 3 janvier 2018.

- « Une fois tous les cinq ans, le mirage de l'Europe sociale », 12 avril 2018.
- « Dissonances transatlantiques sur le libre-échange », 23 mars 2018.
- « Macron et la centralité de la question européenne, 15 février 2018.
- « Les illusions perdues de Theresa May et Carles Puigdemont », 3 janvier 2018.

2017

- « Le déficit de légitimité du « récit » européiste », 10 octobre 2017.
- « Un mot pris en otage », 3 septembre 2017.
- « Quand l'Union européenne ne sait pas quoi faire de sa liberté », 1er août 2017.
- « Le rituel de la cérémonie d'allégeance à Angela Merkel », 6 juin 2017.
- « Vers une Europe militaire ? », 3 mai 2017.
- « Donald Trump signe l'avis de décès du libre-échange », 9 avril 2017.
- « Enrichissez-vous, parlez francophone », mars 2017, p. 24-25 : recension : Bernard Cerquiglini, *Enrichissez-vous : parlez francophone ! Trésor des expressions et mots savoureux de la francophonie*, Larousse, Paris, 2016,
- « Un goût de cendres », 27 février 2017.
- « Les naufragés du libre-échange et de l'atlantisme », 6 février 2017.
- « La solution ou le problème », 2 janvier 2017.
- « Vers un test d'anglais pour les candidats à l'Élysée ? », 29 janvier 2017.

2016

- « Beaucoup d'élections, peu de pouvoir des citoyens », 12 décembre 2016.
- Près l'épisode wallon et la victoire de Trump. « Le CETA encalminé, le TAFTA coulé », 21 novembre 2016.
- « Quand la croisière s'amuse sur le Danube... », 3 octobre 2016.
- « Au nom de l'humanité. L'audace mondiale » : recension : Riccardo Petrella, *Au nom de l'humanité. L'audace mondiale*, Couleur livres, Bruxelles, 2015.
- « Les paradoxes de la victoire du Brexit », 4 août 2016.
- « Après le Brexit, la nécessité d'une pause, 29 juin 2016.
- « Prononcer le mot protectionnisme sans rougir », 6 juin 2016.
- « Un fédéralisme néolibéral sans contrôle démocratique », 2 mai 2016.
- « Une union sans cesse plus étroite ? », 5 avril 2016.
- « Et si David Cameron avait ouvert la voie à une "autre Europe" ? », 1er mars 2016.
- « L'Europe, terre d'immigration », 8 février 2016.

2015

- « Au bord du gouffre ? », 31 décembre 2015.
- « Climat, réfugiés, terrorisme : le fil rouge », 30 novembre 2015.
- « Un effet papillon de Damas à Berlin », 2 novembre 2015.
- « Avec Jeremy Corbyn, un Parti travailliste au confluent des mouvements sociaux ? », 29 septembre 2015.
- « Sortir la gauche radicale européenne de l'impasse », 5 septembre 2015.
- « L'impossible quadrature du cercle de l'euro », 1er août 2015.
- « Pour étrangler la Grèce, une Europe avec des guillemets », 29 juin 2015.
- « Que faut-il vraiment "sauver" en Europe ? », 1er juin 2015.
- « Limites et potentialités d'une Europe-puissance », 8 avril 2015.

- « Le pouvoir d'État en Europe ? Oui, à Berlin... », 2 mars 2015.
- « Quand le « Financial Times » soutient les propositions de la gauche radicale en Europe », 2 janvier 2015

2014

- « Pour les gouvernements progressistes d'Amérique latine, Obama doit être un partenaire, mais n'est pas un allié ». Entretien avec Bernard Cassen, 28 décembre 2014.
- « Jean-Claude Juncker, figure emblématique de l'Union européenne », 2 décembre 2014.
- La fausse taxe Tobin et le trou de mémoire d'Attac, 29 novembre 2014 ;
- « Usurpation d'identité politique par transfusion de sens », 3 novembre 2014.
- « Simulacres de démocratie », 1^{er} octobre 2014.
- « La Commission européenne, pilote automatique des politiques libérales », 3 septembre 2014.
- « Le fiasco de l'opération "chefs de file" au Parlement européen », 2 août 2014.
- « Matteo Renzi n'a pas lu Umberto Eco », 2 juillet 2014.
- « L'Europe enfermée dans l'Occident », 2 juin 2014.
- « Élections européennes : quand socialistes et conservateurs font cause commune », 30 avril 2014.
- « Le laboratoire grec », 1^{er} avril 2014.
- « Inégalités : le retour d'un mot tabou », 1^{er} mars 2014.
- « Des élections un peu plus européennes... », 31 janvier 2014.
- « Une directive qu'il fallait abroger et non pas compléter », 1^{er} janvier 2014.

2013

- « L'illusion d'une Commission européenne "de gauche" », 2 décembre 2013.
- « L'Europe cherche désespérément une "*success story*" », 1^{er} novembre 2013.
- « Peut-on être encore "européen" ? », 30 septembre 2013.
- « La compétitivité, déclinaison néolibérale du mythe de Sisyphe », 31 août 2013.
- « Cinq yeux, une seule langue », 1^{er} août 2013.
- « Du néolibéralisme en "bande organisée". L'alibi de l'emploi pour un grand marché (transatlantique) de dupes ? », 1^{er} juillet 2013.
- « La gauche de gauche va-t-elle enfin sortir du conformisme ? », 31 mai 2013.
- « Les vivisecteurs de la troïka », 30 avril 2013.
- « La sanction d'un manque de sérieux et de rigueur. BHL et Franz-Olivier Giesbert condamnés pour diffamation de Bernard Cassen », 24 avril 2013.
- « Larmes de crocodile dans une maison qui brûle », 1^{er} avril 2013.
- « Le tandem Merkel/BCE danse sur le volcan européen », 1^{er} mars 2013.
- « Le Royaume-Uni, État "offshore" de l'Europe ? », 31 janvier 2013.
- « L'Amérique latine et l'Europe : l'émancipation et la capitulation », 1^{er} janvier 2013.

2012

- « Le grand marché transatlantique : danger ! », 1^{er} décembre 2012.
- « Le prix Nobel de la guerre... sociale », 1^{er} novembre 2012.

« Le sauveur suprême de l'Europe », 28 septembre 2012.
 « Pour les vrais maîtres de l'Europe, l'UE et l'euro sont des réussites... », 1er septembre 2012.
 « La dépression et l'espérance », 1er août 2012.
 Un Témoignage d'Alexander Main, du Center for Economy and Policy Research de Washington. Vingt-trois journalistes assassinés au Honduras en deux ans, 29 juillet 2012.
 Avec toute la gauche latino-américaine : Lula vote Chavez, 10 juillet 2012.
 « Ce que cache l'idée de "saut fédéral" », 1er juillet 2012.
 « Dans la rue et dans les urnes », 1er juin 2012.
 « Heureusement, l'Amérique latine n'a pas de "Commission européenne" ! », 1^{er} mai 2012.
 « L'Europe enfin présente dans les débats politiques nationaux », 2 avril 2012.
 La honte [le calvaire que les dirigeants de la zone euro font subir au peuple grec] », 1er mars 2012.
 « L'ALBA s'élargit et monte en puissance, 13 février 2012.
 « A quand le prochain "Sommet de la dernière chance" » ? [Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011], 3 janvier 2012.

2011

« Ces socialistes qui méritaient aussi le Prix de la Carpette anglaise 2011... », 23 décembre 2011.
 « Corée du Sud : quelques enseignements pour la gauche », 7 décembre 2011.
 « La mafia de la finance s'installe directement au pouvoir », 2 décembre 2011.
 « Europe : la rupture doit d'abord être nationale », 1er novembre 2011.
 « L'Amérique latine se consolide à gauche » entretien avec Vladimir de Gmeline, 30 octobre 2011.
 « Pour sortir de la crise : la démondialisation », 1er octobre 2011.
 « Après le colloque de Buenos Aires : Quel panorama mondial avant les insurrections arabes ? », 27 septembre 2011.
 « Panique à bord [capitulation des dirigeants devant les agences de notation] », 1er septembre 2011.
 « Contre le piège d'une alternance factice. L'heure de la démondialisation est venue », 22 août 2011.
 « La dette publique, une aubaine pour les riches », 1er août 2011.
 « Les nouvelles républiques bananières », 28 juin 2011.
 « Pour une Europe qui intéresse les peuples », 13 juin 2011.
 « L'UE n'est pas un club d'assistance mutuelle », 31 mai 2011.
 « Les référendums, bêtes noires de Bruxelles », 2 mai 2011.
 « Vertige devant la « feuille blanche » de l'histoire », 1er avril 2011.
 « Un carcan européen de plus : le « pacte de compétitivité », 28 février 2011.
 « Haro sur les fonctionnaires en Europe », 1er février 2011.
 « Euro : le génie sorti de la bouteille », 3 janvier 2011.
 Une « personnalité » vraiment « qualifiée » ! Pourquoi pas BHL à la présidence du Comité d'éthique et de déontologie du *Monde* ? 1^{er} janvier 2011.

2010

- « Et maintenant... démondialiser pour internationaliser », 20 décembre 2010.
- « Vers la révision du Traité de Lisbonne. Une épreuve de vérité pour la gauche de gouvernement, 17 décembre 2010.
- « Brevet européen : la bataille des langues », 1er décembre 2010.
- « Changer les règles du jeu », 1er novembre 2010.
- « Bataille sémantique sur les événements de Quito », 7 octobre 2010.
- « L'Amérique latine, un vivant reproche pour la gauche européenne », 5 octobre 2010.
- « L'organe peut-il créer la fonction ? [le Service européen pour l'action extérieure (SEAE)] », 31 août 2010.
- « Tous ensemble, comme les moutons de Panurge ! », 31 juillet 2010.
- « Le cheval de Troie canadien, 1er juillet 2010.
- « Les dirigeants européens à genoux devant les marchés financiers », 7 juin 2010.
- « Offensive néolibérale contre les systèmes de retraite en Europe », 3 mai 2010.
- « Euro : la responsabilité de l'Allemagne », 4 avril 2010.
- « Grèce, euro : le carcan des traités », 2 mars 2010.
- « Les mirages du "retour à la croissance" », 2 février 2010.
- « Après le fiasco de Copenhague. Et si l'Europe prenait des initiatives..., 6 janvier 2010.
- « Conversions tactiques. [plans de relance et sauvetage du système bancaire] », 5 janvier 2010.
- « Il y a dix ans se préparait Porto Alegre...Vers un tournant « post-altermondialiste » des Forums sociaux ? », 4 janvier 2010.

2009

- « L'atlantisme, une chimère idéologique », 30 novembre 2009.
- « Bousculades à la tête de l'Union européenne », 30 octobre 2009.
- « Un archevêque putschiste reçu à la «catho» ? Lettre au Cardinal André Vingt-Trois », 9 novembre 2009.
- « En Amérique latine, une intégration politique », 5 octobre 2009.
- « Le coup de semonce de Karlsruhe », 1er septembre 2009.
- « Il reste des eurodéputés de gauche chez les socialistes et les Verts ... », 14 août 2009.
- « Le gouvernement de Francfort », mercredi 1er juillet 2009.
- « Le chœur des pleureuses [abstention aux élections au Parlement européen du 7 juin 2009] », 2 juin 2009.
- « Chantons en anglais », 22 mai 2009.
- « Dans le miroir de l'Amérique latine... », 20 mai 2009.
- « L'obamania au service de l'atlantisme », 30 avril 2009.
- « L'enterrement de la défense européenne », 6 avril 2009.
- « PSE et PPE : séparer les deux compères », 19 mai 2009 (article paru sur le site de *L'Humanité*).
- « Dans le miroir de l'Amérique latine... », 20 mai 2009.
- « L'obamania au service de l'atlantisme », 30 avril 2009.

- « Dans le miroir de l'Amérique latine... », 20 mai 2009.
- « L'obamania au service de l'atlantisme », 30 avril 2009.
- « L'enterrement de la défense européenne », 6 avril 2009.
- « PSE et PPE : séparer les deux compères », 19 mai 2009 (article paru sur le site de *L'Humanité*).
- « Solidarité et protectionnisme », 10 mars 2009.
- « Information ou propagande ? [à propos de l'UE] », 6 février 2009.
- « Et maintenant, le post-altermondialisme... », 25 janvier 2009.
- « “Unis dans le chômage de masse” ? », 4 janvier 2009.

2008

- « Retour des États », 4 décembre 2008.
- « Le traumatisme des fonctionnaires de Bruxelles », 30 octobre 2008.
- « Genève contre Lisbonne », 10 octobre 2008.
- Avec Christophe Ventura : « Quel altermondialisme après la « fin du néolibéralisme » ?, 27 septembre 2008.
- « Reconstruire la politique agricole commune », 10 septembre 2008.
- « Quand les lobbies font la loi », 3 août 2008.
- « Un problème existentiel [suite au vote « non » de l'Irlande au traité européen de Lisbonne le 12 juin 2008], 4 juillet 2008.
- « Ce que cachent les *abrazos* de Lima », 7 juin 2008.
- « Contre l'atlantisme linguistique », 7 mai 2008.
- « Lettre d'Assuntion. La victoire historique de Fernando Lugo au Paraguay », 21 avril 2008
- « 2001-2008 : sept ans de réflexion ! Altermondialisme et post-altermondialisme », 9 avril 2008.
- Faire converger les « convergences parallèles », ! avril 2008.
- « Bien utiles, les paradis fiscaux... », 7 avril 2008.
- « Le mirage du “social” », 7 mars 2008.
- « Une Europe en tenue camouflée », 7 février 2008.

Entretiens

2011

Interviewé dans le film *Le grand bond en arrière*, 2, Documentaire France, Venezuela, Autoproduction, VOSTF (français, espagnol) Producteur : Coopérative AlterMedia, Tristan Goasguen, Johanna, Lévy / Philippe Fréchou, Yann Manuguerra, France (0033) (0)7.51. 31.06.31, Venezuela (0058) (0)416 206 08 28)

ENCRAGES

Enseignement – recherche : Théories et pratiques

N° 1, mars 1979. Dossier « L'impérialisme culturel ». « La langue anglaise comme véhicule de l'impérialisme », p. 8-13.

N° 10, hiver 1982-1983. Dossier « L'anglais, la culture américaine et les anglicistes ». « Défense et illustration du français dans les sciences et techniques. Une question de fierté linguistique », p. 17-20.

N° 16, automne 1986. Dir. avec José Vidal Beneyto, *Les industries de la langue. En enjeux pour l'Europe*. (Actes du colloque de Tours), « Un nouveau front pour le français et les langues de l'Europe », p. 12-14 (reproduit dans ce volume, p. 147)

N° 17, printemps 1987. Dir. avec José Vidal Beneyto *Journées européennes de la traduction professionnelle* (coéd. avec Hachette), avec Jean-François Dégremont, « Présentation, p. 5.

Le Fil d'Ariane

« Les nouveaux parapets », *L'Europe et la mer*, dir. Mireille Azzoug et Jean-Claude Boyer, 1999, p. 7-10.

« Une université monde dans un pays monde », in *France-Brésil. Échanges intellectuels et artistiques. Repères historiques et prospectif*, dir. Anne-Marie Autissier et al., 2013, p. 35-40 (reproduit dans ce volume, p. 212-216)

« Un homme et un universitaire d'une trempe exceptionnelle », *Hommage à Pierre Dommergues*, dir. Mireille Azzoug, 2016. p. 193-194 (reproduit dans ce volume, p. 99).

« Un intellectuel et un militant à plusieurs facettes », *Hommage à Bernard Maris*, dir. Mireille Azzoug, 2024, p 149-151.

X. ANNEXE

Le comité de parrainage de l'Institut d'études européennes

Les personnalités dont les noms suivent ont accepté, au printemps 1991, de parrainer l'Institut d'études européennes alors en voie de création.

La qualité indiquée est celle qu'elles avaient au moment de la création du comité de parrainage.

†**Pierre Aigrain**, conseiller scientifique du président du Groupe Thomson, ancien ministre

Erik Arnoult (Erik Orsena) maître de requêtes au Conseil d'État, écrivain

†**John Berger**, écrivain

Arthur Bodson, recteur de l'Université de Liège

Roger Brunet, directeur de recherche au CNRS (géographie)

Michel Carpentier, directeur général des télécommunications et des industries de l'information à la Commission des Communautés européennes (DG XIII)

Jorge Castaneda, professeur à l'Université nationale autonome de Mexico (sciences politiques)

†**Jean Chesneaux**, professeur émérite à l'Université Paris 7 (histoire)

Denis Clerc, directeur d'*Alternatives économiques*

Benjamin Coriat, professeur à l'Université Paris 13, directeur du Centre de recherche en économie industrielle

†**Jean Deflassieux**, président de la Banque des échanges internationaux, président de la Ligue européenne de coopération

Pierre Delfaud, doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion, codirecteur du Centre de documentation et de recherche européenne, Université Bordeaux I

Regis Debray, écrivain, philosophe

† **Henri Dieuzeide**, inspecteur général de l'éducation nationale

Jean-François Drevet, géographe, administrateur principal, DG XVI, Commission des Communautés européennes

Stelio Farandjis, secrétaire général du Haut Conseil de la francophonie

Jean-Pierre Faye, directeur de recherches au CNRS (philosophie), président de l'Université européenne de la recherche

Claude Fell, professeur à l'Université Paris 3-Sorbonne nouvelle (littératures et civilisations hispano-américaines)

†**Marc Ferro**, directeur d'études à l'EHESS (histoire)

Alain Finkielkraut, professeur à l'École polytechnique (département des humanités et sciences sociales)

†**Max Gallo**, écrivain, historien

Thierry Gaudin, ingénieur général des Mines, chef du Centre de prospective et d'étude au ministère de la recherche et de la technologie²⁰

Bruno Halff, inspecteur général de l'éducation

†**Stéphane Hessel**, Ambassadeur de France

†**Eric Hobsbawm**, Fellow of the British Academy, professeur émérite d'histoire économique et sociale, Université de Londres

†**Albert Jacquard**, professeur à l'Université de Genève

†**Alain Jouffroy**, écrivain

†**Claude Julien**, président de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente

†**Jean-Pierre Kahane**, professeur à l'Université Paris-Sud (mathématiques)

†**Dominique Lecourt**, professeur à l'Université Paris 7 (philosophie)

Roger Lesgards, président de la Cité de sciences et de l'industrie

†**René Lenoir**, directeur de l'École nationale d'administration

Philippe Lorino, économiste, directeur dans le groupe Bull

†**Imre Marton**, professeur à l'Université des sciences économiques de Budapest (philosophie)

†**Gérard Mendel**, psychanalyste et sociologue

Edgar Morin, directeur de recherches au CNRS, écrivain

†**Simon-Pierre Nothomb**, professeur à l'Institut catholique des hautes études commerciales (Bruxelles), secrétaire général du Comité économique et social de l'Union européenne

† **Jean-Michel Palmier**, professeur à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne (esthétique)

Pierre Papon, président-directeur général de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)

René Passet, professeur à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne (économie)

Riccardo Petrella, directeur du programme FAST, Commission des Communautés européennes

†**Edgard Pisani**, président de l'Institut du monde arabe

†**André-Yves Portnoff**, directeur-délégué de Science et technologie

Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique*

†**Jacques Robin**, médecin, directeur de la lettre *Transversales Science/Culture*

†**Alain Ruellan**, directeur du Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (CNEARC) à Montpellier, directeur du programme Environnement du CNRS

†**Anthony Sampson**, écrivain, journaliste

Patrick Talbot, président de la Ligue européenne des établissements d'enseignement artistique (ELIA)

† **Marie-France Toinet**, directrice de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques

Robert Toulemon, inspecteur général des finances, président de l'Association française d'études pour l'Union européenne (AFEUR)

†**José Vidal-Beneyto**, ancien directeur de l'enseignement, de la culture et du sport au Conseil de l'Europe,

Patrick Viveret, président de l'Observatoire de la décision publique

Theodore Zeldin, professeur à l'Université d'Oxford (histoire)

LES GRANDES ÉTAPES DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Le congrès de La Haye et la naissance du mouvement européen

Conférence du 26 octobre 1993

Bernard Cassen

Professeur à l'Institut d'études européennes

AIDE-MÉMOIRE

1. L'idée d'une organisation de l'Europe avant la Seconde Guerre mondiale

- En 1923, publication de *Pan-Europe* de Richard Coudenhove-Kalergi (réédité en 1988 aux PUF, Paris), et création de l'Union Paneuropéenne.
- En 1924, diffusion du Manifeste Paneuropéen, adopté en 1926 par le premier congrès de l'Union Paneuropéenne à Vienne.
- En 1924 le Danois Heerfordt publie un essai *Europa Communis* décrivant les institutions d'un État fédéral européen.
- En 1927, Aristide Briand, ministre français des affaires étrangères et président d'honneur de l'Union Paneuropéenne, réunit à Paris son conseil central afin d'élaborer son projet politique.
- En 1929, Aristide Briand, devenu président du Conseil, prononce un discours important devant l'assemblée de la Société des nations à Genève, dans lequel il demande aux peuples d'Europe de nouer « une sorte de lien fédéral ».
- En 1930, le gouvernement français, chargé de préciser le contenu de cette proposition, publie le Mémoire sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne. Ce texte, rédigé par le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger (véritable nom de Saint-John Perse), contient déjà des éléments de la terminologie européenne qui sera utilisée dans la construction communautaire : « marché commun », « union douanière », « circulation des marchandises, des capitaux et des personnes », « communauté des peuples européens ».

2. L'idée d'Europe unie dans la Résistance

- Au début de la guerre, en 1939, Léon Blum prend position, dans *Le populaire*, en faveur de « l'indépendance des nations au sein d'une Europe fédérale et désarmée ».
- En 1941, Altiero Spinelli, (futur député européen, élu sur la liste du PCI) et Ernesto Rossi, tous deux déportés sur l'île de Ventotene fondent le Mouvement fédéraliste européen (MFE).

- En France, à partir de 1941, le mouvement Combat (né cette année-là) regroupe des résistants favorables à l'union européenne. Parmi eux Albert Camus, Georges Bidault, Edmond Michelet.
- En 1943, Jean Moulin délégué général du général De Gaulle met en place un comité d'études dont la revue, *Cahiers politiques*, consacre sa première livraison à "la France et l'idée européenne".
- En janvier 1943, Thomas Mann s'adresse aux Européens à la radio de New-York pour appeler à la création de l'Europe après la défaite nazie.
- En mars 1944 se tient à Genève la première réunion de résistants de neuf pays (dont des militants antinazis allemands) qui décident de créer une Union fédérale des peuples européens pour l'après-guerre. C'est de cette mouvance fédéraliste (ne représentant qu'une fraction des mouvements de résistance) que seront issus nombre de dirigeants des pays d'Europe occidentale au lendemain de la guerre.

3. Les mouvements européens d'après-guerre

- Deux organisations supranationales de promotion de l'idée européenne sans attache partisane : l'Union parlementaire européenne ; l'Union européenne des fédéralistes (UEF) fondée en décembre 1946 à Paris.
- Deux organisations, également supranationales, liées à des partis : le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE) ; les Nouvelles Équipes internationales (NEI) issues des partis démocrates-chrétiens.
- Un mouvement, également supranational, servant pour la coopération économique entre les pays d'Europe : la Ligue européenne de coopération économique (LECE) fondée en 1947 à l'initiative du démocrate-chrétien belge Paul Van Zeeland.

4. Le Congrès fédéraliste de Montreux

L'UEF organise à Montreux, du 27 au 31 août 1947, un congrès où se dessine la conception d'une Europe fédérale. Parmi les rapports et exposés ceux de Denis de Rougemont « L'attitude fédéraliste », et Maurice Allais, futur Prix Nobel d'économie, « Aspects économiques du fédéralisme ».

Le congrès de Montreux préconise la tenue d'États généraux de l'Europe pour prolonger son action. À la même époque Winston Churchill (dans l'opposition au gouvernement travailliste depuis 1945), qui avait, dans son discours de Zurich de 1946, appelé à la constitution d'États-Unis d'Europe dont le Royaume-Uni serait le garant sans en faire partie, demande la réunion d'un congrès de l'Europe unie. Le congrès de la Haye sera l'aboutissement de ces deux initiatives séparées.

5. Le Congrès de la Haye et la naissance du Mouvement européen

Le congrès de la Haye, préparé par un comité où figurent l'UEF, le LECE (Paul Van Zeeland), le NEI, l'Union parlementaire européenne

(Richard Coudenhove-Kalergi) et le United Europe Comittee (Winston Churchill) a lieu du 7 au 10 mai 1948. Parmi les participants François Mitterrand, Paul Raynaud, Paul Ramadier, Konrad Adenauer, Harold Macmillan, Jules Romain, Raymond Aron, Denis de Rougemont.

Le congrès se divise entre deux conceptions de l'Europe

- une Europe fédérale (thèse fédéraliste)
- une Europe confédérale (thèse dite unioniste soutenue, en particulier, par les Britanniques)

Trois résolutions seront adoptées, sur la base d'un compromis ne mentionnant pas la nécessité de créer une autorité ou un gouvernement européen : résolution politique, résolution économique et sociale, résolution culturelle. Leur substance est résumée dans un « Message aux Européens » que Denis de Rougemont fera approuver par le congrès.

Le congrès de la Haye sera à l'origine de la création d'une organisation intergouvernementale : le Conseil de l'Europe (traité de Strasbourg du 5 mai 1949) et de sa Cour européenne des droits de l'homme. Il sera également le déclencheur de l'unification de tous les mouvements pour l'unité européenne au sein du Mouvement européen placé sous la présidence d'honneur de Winston Churchill, Alcide De Gasperi, Richard Coudenhove-Kalergi, Paul-Henri Spaak, Konrad Adenauer et Robert Schuman.

Le Mouvement européen est toujours actif. Il regroupe des sections dans 15 pays d'Europe. Le Mouvement européen en France qui, en 1992, a fait activement campagne pour la ratification du traité de Maastricht, est présidé par M. Jean-François Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing et actuellement président de la commission des affaires économiques du Sénat.

Impression :
Roissy Copy
4, avenue des 22 Arpents
77230 Moussy-Le-Neuf

© Le Fil d'Ariane
ISSN : 1241-7084
Association ARISTÉE
Université Paris 8 – Vincennes Saint-Denis
Institut d'études européennes
Dépôt légal : 4^e trimestre 2025
L'impression de cet ouvrage a été financée
par l'association Mémoires de luttes